

RECHERCHES SOCIALES. — N° 2

KARL KAUTSKY

LE MARXISME

ET SON CRITIQUE BERNSTEIN

— Traduction de M. MARTIN-LERAY —



PARIS
P.-V. STOCK, ÉDITEUR
(Ancienne librairie TRESSE & STOCK)
8, 9, 10, 11, GALERIE DU THÉATRE-FRANÇAIS
Palais-Royal

1900



LE MARXISME

ET SON CRITIQUE BERNSTEIN

Ce volume a été déposé au Ministère de l'Intérieur (section de la librairie) en février 1900.

BIBLIOTHÈQUE DES « **RECHERCHES SOCIALES** »

I. — Ed. BERNSTEIN. — *Socialisme théorique et Social-démocratie pratique* (Traduction d'Alex Cohen). Un volume in-18, avec une préface inédite de Bernstein. Prix. . . . . 3 fr. 50

II. — Karl KAUTSKY. — *Le Marxisme et son critique Bernstein*. Un volume in-18. (Traduction de Martin-Leray avec une préface inédite de Kautsky.) Prix. 3 fr. 50

III. — A. NAQUET. — *Temps futurs*. Socialisme. Anarchie. Un vol in-18. . . . . 3 fr. 50

SOUS PRESSE :

IV. — Henry LEYRET. — *Les jugements du président Magnaud*. — Un vol. in-18. Prix . . . . . . 3 fr. 50

Il a été tiré à part de cet ouvrage sept exemplaires sur papier de Hollande.

RECHERCHES SOCIALES. — N° 2

KARL KAUTSKY

LE MARXISME

ET SON CRITIQUE BERNSTEIN

— Traduction de M. MARTIN-LERAY —



PARIS
P.-V. STOCK, ÉDITEUR
(Ancienne Librairie TRESSE & STOCK)
8, 9, 10, 11, GALERIE DU THÉATRE-FRANÇAIS
PALAIS-ROYAL

1900

PRÉFACE POUR L'ÉDITION FRANÇAISE

Comme Bernstein n'a apporté aucunes modifications essentielles à son livre dans l'édition française, l'objet de ma critique est resté le même et je n'ai aucun motif de rien changer à mon travail.

J'ai simplement mis à la place des deux premiers chapitres de l'édition allemande deux articles parus dans la *Neue Zeit* comme critique de certaines parties du livre de Bernstein. Ces articles exposent, à mon avis, plus clairement mes objections contre le livre de Bernstein que les deux chapitres de l'édition allemande qui sont plutôt un résumé des polémiques auxquelles ces articles ont donné naissance. Je supposais ces deux articles connus de la plupart de mes lecteurs allemands et je ne voulais pas me répéter. Il en est autrement du public français.

1. Pour permettre au lecteur français de se reporter plus facilement à l'ouvrage de Bernstein, M. Kautsky a tenu non seulement à citer tous les extraits du « Socialisme théorique » dans le texte de la traduction de M. Cohen, mais encore à introduire dans le présent ouvrage des expressions empruntées à cette traduction. — *Note du traducteur.*

La préface de Bernstein pour l'édition française ne me détermine pas non plus à changer quoi que ce soit à mon livre. Elle n'est, en effet, qu'une paraphrase de certains passages de son livre et en particulier des explications qu'ils donnent du concept de *nécessité*. Il y répète les mêmes quiproquos et le plaisir de les débrouiller est si mince et si peu en rapport avec la peine que ce travail exigerait que je renonce sans regret à m'expliquer davantage sur ce sujet avec Bernstein. Mais comme il déclare d'un air triomphant qu'il m'a posé depuis plusieurs mois une question dont il attend encore la réponse, je veux au moins la lui donner ici.

Il dit :

Kautsky s'oppose aussi à ma déclaration qu'à mesure que les hommes, par la connaissance des lois naturelles et sociales de leur existence et des organisations correspondantes, arrivent à subjuguer la nature et à diriger l'évolution économique, la notion « nécessité d'airain de l'histoire », subit des restrictions. Cette déclaration est pour lui une tentative coupable de « réconcilier la nécessité historique avec la liberté de l'utopisme ».

Malheureusement pour mon critique si sévère, ce fut Engels lui-même qui, d'accord avec Marx, qualifia dans son anti-Duhring la réalisation du Socialisme comme « le saut du régime de la nécessité dans le régime de la liberté ». On admettra que cette appréciation est beaucoup plus absolue que la mienne. J'ai demandé à Kaustky de concilier sa condamnation de ma thèse avec le maintien de celle d'Engels, et j'attends encore sa réponse[1].

La mémoire de Bernstein le trompe. Il ne m'a pas posé sa question sous cette forme, pour le simple motif que je ne me suis encore jamais prononcé nulle part sur cette thèse d'Engels et qu'on ne peut par conséquent me demander « de concilier la condamnation de la thèse de Bernstein avec le maintien de celle d'Engels ».

Non, Bernstein s'est servi de la phrase d'Engels

1. Bernstein, *Socialisme théorique*, trad. A. Cohen, p. XX

comme d'un argument contre ma thèse. Bernstein, le grand anti-autoritaire et critique de Marx, lui qui nous apprend d'un ton dédaigneux *que le devoir des disciples ne consiste pas dans la sempiternelle répétition des paroles du maître*, il croit me réfuter victorieusement en opposant aux faits que j'apporte une citation d'Engels.

Quand les opinions de Marx et d'Engels ne lui conviennent pas, il considère comme un mérite et une preuve d'indépendance intellectuelle de s'en écarter. Mais l'opinion de Marx ou d'Engels doit être admise sans explication, dès que Bernstein croit pouvoir l'interpréter dans un sens qui lui est favorable.

Mais moi, qu'on accuse d'être un marxiste fanatique, orthodoxe et autoritaire, je suis d'un autre avis et je n'ai jamais prétendu qu'une opinion soit juste, parce qu'elle a été exprimée par Marx ou Engels.

Mais je ne prétends nullement que l'opinion d'Engels précitée, considérée de plus près, concorde réellement avec celle de Bernstein, ni qu'elle soit inconciliable avec la mienne.

Bernstein dit dans son livre :

Or, plus les facteurs d'essence autre — à côté des facteurs purement économiques — influent sur la vie sociale, plus aussi se modifie l'action de ce que nous appelons la nécessité historique. Dans la société moderne nous distinguons sous ce rapport deux courants capitaux. D'un côté se manifeste une compréhension toujours plus nette des lois de l'évolution, et notamment de l'évolution économique. A cette compréhension se joint — partiellement comme étant sa cause même, partiellement comme étant sa conséquence — la faculté croissante de diriger l'évolution économique....

Cependant l'intérêt collectif empiète de plus en plus sur l'intérêt particulier, et, proportionnellement et partout où cela a lieu, l'action inconsciente des facteurs économiques diminue. Son évolution s'effectue de plus en plus vite et de plus en plus facilement. C'est ainsi que des individus et des peuples soustraient une

partie toujours plus considérable de leur existence à l'influence d'une nécessité contraire ou indépendante de leur volonté [1].

Le *il le faut d'airain de l'histoire* subit ainsi une restriction qui, disons-le tout de suite, signifie pour la pratique de la socialdémocratie non pas une *diminution*, mais une *augmentation* et une qualification de ses devoirs politico-sociaux [2].

Que dit au contraire Engels ?

« En s'emparant des moyens de production, la société supprime la production des marchandises et par suite la suprématie du produit sur les producteurs. L'anarchie qui règne au sein de la production sociale fait place à une organisation consciente et raisonnée. La lutte pour l'existence individuelle cesse. C'est alors seulement que l'homme se dégage, pour ainsi dire, définitivement du règne animal, et passe d'une vie animale à une existence vraiment humaine. Les hommes, qui ont pris désormais conscience de leur destinée, dominent à leur tour les conditions vitales qu'ils ont subies jusqu'ici, et deviennent véritablement les maîtres de leur propre socialisation. Ils dominent et appliquent en pleine connaissance de cause les lois de leur propre activité sociale, qui se dressaient jusqu'ici devant eux comme des lois naturelles étrangères dont ils subissaient le joug. La socialisation des hommes, qui jusqu'ici était le résultat involontaire des lois naturelles et de l'histoire, devient désormais celui de leur initiative libre. Les forces objectives et étrangères, qui jusqu'ici dominaient l'histoire, tombent sous le contrôle des hommes eux-mêmes.

« *C'est seulement alors* que les hommes feront eux-mêmes leur histoire dans la pleine conscience de leur être ; alors seulement les causes sociales mises par eux en mouvement produiront de plus en plus les effets désirés par eux.

« C'est le saut de l'humanité du règne de la nécessité dans le régime de la liberté.

« C'est au prolétariat moderne qu'incombe la tâche historique de mener à bien cette œuvre libératrice. Celle des théoriciens du mouvement prolétarien et du socialisme scientifique consiste à rechercher la nature et les conditions historiques de cette œuvre et à rendre la classe aujourd'hui opprimée et appelée à agir, consciente des conditions et de la nature de sa propre action [3].

1. Bernstein, trad. Cohen, p. 16. 17.
2. Bernstein, trad. Cohen, p. 18.
3. Engels, *Herrn A. Dührings Umwälzung der Wissenschaft*, Stuttgart, 3e édition. p. 305-306.

Voilà dans quelles conditions s'accomplit ce fameux bond du règne de la nécessité dans celui de la liberté. On voit qu'Engels l'explique tout autrement que Bernstein.

Pour celui-ci, ce passage s'effectue dans la *société moderne*, dans l'*état actuel de l'évolution économique* et cela est déjà vrai au point qu'il en résulte pour « la pratique de la socialdémocratie une augmentation et une qualification de ses devoirs sociaux ».

Nous ne sommes malheureusement pas en état de déchiffrer le sens de cette dernière phrase, car bien qu'elle équivale au fond à une transformation complète des principes fondamentaux de la théorie et de la pratique socialdémocratiques, Bernstein l'oublie et n'y revient plus par la suite. Dans tous les cas, cette sentence prophétique signifie que le mouvement socialiste passe dès aujourd'hui du domaine de la nécessité historique dans celui de la liberté et que ce passage du domaine de la nécessité dans celui de la liberté précède l'avénement de l'organisation socialiste de la société.

Chez Engels, au contraire, le passage de la nécessité à la liberté est une conséquence de la production socialiste. Dans son ouvrage, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, il désigne expressément comme une *conséquence de la révolution prolétarienne* l'établissement d'un état social dans lequel les hommes deviennent *enfin* maîtres de leur propre mode de socialisation et par suite maîtres de la nature et maîtres d'eux-mêmes.

Mais Bernstein et Engels ne diffèrent pas seulement en ce que celui-là voit déjà le fait se réaliser dans la société capitaliste, tandis que l'autre ne le considère que comme une conséquence du renversement de cette société. Chez Bernstein ce fait — et c'est là précisé-

ment ce qui lui importe — est la conséquence *d'une compréhension toujours plus nette, de l'intérêt collectif toujours croissant, du champ plus libre pour une activité indépendante des facteurs idéologiques et plus particulièrement des facteurs éthiques.*

Chez Engels il est la conséquence de la main-mise de la société sur les moyens de la production. Quelle que soit la façon dont on interprète et envisage la thèse d'Engels du passage de la nécessité à la liberté, la pratique du parti socialiste n'en est pas atteinte.

L'interprétation qu'en donne Bernstein devrait, au contraire, comme il le fait remarquer avec raison, exercer une influence profonde sur la pratique du parti socialiste.

On le voit, la thèse de Bernstein et celle d'Engels n'ont de commun que les mots *nécessité* et *liberté*.

La phrase d'Engels n'est pas le moins du monde un argument en faveur de la thèse de Bernstein.

En se référant à Engels, Bernstein apporte une preuve de plus à l'appui d'un fait que je crois avoir étayé de beaucoup d'autres preuves dans le présent ouvrage. J'entends par là que Bernstein ne s'est pas séparé théoriquement de ceux qui furent ses anciens compagnons de combat au point de vue théorique et politique, parce qu'il a dépassé les progrès accomplis par le marxisme, mais parce qu'il comprend de moins en moins ce que Marx et les marxistes ont fait jusqu'ici. Plus il critique Marx et Engels, plus il oublie ce que ceux-ci ont réellement dit et voulu, plus il leur attribue des idées qui leur sont étrangères, et cela non seulement quand il les combat, mais encore là où il les fait servir à la défense de ses proprés idées.

Dans sa préface comme dans son livre, Bernstein ne peut s'empêcher de citer l'introduction de F. Engels aux *Luttes des classes* et il prétend n'avoir fait

que tirer de cette introduction les conséquences qui en découlent et exécuté en quelque sorte le testament politique d'Engels.

On sait qu'Engels, quelques mois avant sa mort, a dit que l'intérêt de la socialdémocratie allemande est d'éviter autant que possible des conflits entre ses forces et la force armée de l'Etat. Or, si l'on admet cette thèse, il faut bien aussi en tirer les conséquences. C'est pourquoi j'ai cru utile de me prononcer contre l'emploi d'un langage qui laisserait supposer que le parti désire, au contraire, provoquer ces conflits. Ces remarques passagères, adressées à quelques collègues de la presse allemande socialiste, ont été considérées comme une critique générale du parti, et elles m'ont attiré plus d'attaques peut-être que tous mes péchés de doctrine. [1]

Quiconque lit ces lignes et ne connaît pas la socialdémocratie allemande, s'en fera une singulière idée.

Bernstein prétend dire exactement ce que dit Engels. Or, non seulement les paroles d'Engels furent accueillies sans soulever une objection, mais encore elles furent partout approuvées. Celles de Bernstein provoquèrent le plus grand mécontentement. Comment cela est-il possible ?

Etait-ce une simple preuve de la vénération dont Engels était l'objet ? Etait-ce par esprit de rancune qu'on s'en prenait si manifestement à Bernstein ? L'énigme se résout d'elle-même si on y regarde de près, car alors Engels et la socialdémocratie allemande apparaissent tout autres que Bernstein ne les réprésente.

Engels avait dit qu'il était de l'intérêt de la socialdémocratie allemande d'éviter le plus possible tout conflit avec la force armée de l'Etat. Il ne disait là rien de nouveau et ne faisait que confirmer ce qui a toujours été un des dogmes du parti socialiste allemand. C'est donner une fausse idée de la socialdémocratie allemande que de prétendre qu'il y a dans la presse

1. Bernstein, *Socialisme théorique,* trad. Cohen, p. XXVII.

socialiste des gens autorisés à se servir d'un langage qui laisserait supposer que le parti désire, au contraire, provoquer des conflits entre ses forces et la force armée de l'Etat. A ma connaissance, il n'y a actuellement personne en Allemagne, pas même parmi les anarchistes, et encore moins parmi les socialdémocrates, qui professe de pareilles théories. Nos avocats généraux seraient bien heureux de trouver de pareils écrivains socialistes. Mais ils n'existent heureusement que dans l'imagination de Bernstein. On lui en voulait non pas de combattre les idées de pareils socialistes, mais de supposer leur existence en les combattant.

Mais Engels n'a pas seulement fait remarquer qu'un conflit entre la socialdémocratie et la force armée de l'Etat ne profiterait qu'à la réaction; il a aussi appelé l'attention sur les conséquences de cette situation : si la légalité est actuellement le terrain le meilleur pour la socialdémocratie et le plus défavorable pour ses adversaires, il en résulte que ceux-ci seront les premiers à quitter le terrain de la légalité. Les plus résolus parmi eux ne souhaitent-ils pas déjà un coup d'Etat? Loin de croire que l'Allemagne fût à l'abri d'une révolution politique, Engels l'attendait surtout de l'évolution irrésistible de la socialdémocratie par les voies légales, et des embarras croissants, où se trouvera la monarchie militaire, si elle reste sur le terrain de la légalité. Le devoir de la socialdémocratie consiste, non pas à hâter l'inévitable catastrophe, mais à la retarder le plus possible, c'est-à-dire à éviter avec soin tout ce qui pourrait ressembler à une provocation ou à un semblant de provocation, car le temps gagné augmente ses chances de succès.

De ces idées d'Engels, il ne reste rien dans Bernstein. Et pourtant il se réfère à lui! D'après Engels, l'évolution pacifique et légale est menacée par la vio-

lence de la réaction. D'après Bernstein, elle est mise en péril par l'attitude provocatrice d'une fraction de la socialdémocratie allemande, attitude qui, je le répète, est de pure invention. Bernstein n'a qu'à se souvenir du temps où la loi contre les socialistes était encore en vigueur pour estimer à sa juste valeur la socialdémocratie allemande. Il saurait que les gens, dont le langage pouvait être considéré comme une provocation aux conflits violents avec la force armée de l'Etat, ne furent jamais considérés par la presse du parti comme des « collègues », mais comme des agents provocateurs, aux menées desquels on ne tardait pas à mettre fin. Et voilà que Bernstein éprouve le besoin de rappeler à la socialdémocratie allemande les dernières paroles prononcées par Engels et de la mettre en garde contre de pareils « collègues ».

Nous trouvons la même intelligence du véritable caractère de la socialdémocratie allemande dans la façon dont Bernstein envisage le Congrès socialiste de Hanovre, dont les résolutions prennent dans son esprit la forme de concessions faites à ses idées à lui, Bernstein :

Pendant que j'écrivais cette préface, le congrès du parti socialdémocrate allemand tenait ses assises à Hanovre. On a consacré un temps considérable au présent livre. Des esprits passionnés lui avaient prédit un verdict écrasant et les discours, calculés pour provoquer un verdict semblable, n'ont pas fait défaut. Mais le bon sens et l'expérience pratique du parti ont remporté la victoire sur l'esprit de chapelle, et la fin a été une résolution dont une partie frappe tout au plus *la forme* que l'auteur a donnée à ses idées, tandis que l'autre formule des concessions considérables à leur essence même. Ceci se rapporte à l'admission des compromis électoraux, à la reconnaissance de l'utilité des associations coopératives pour l'œuvre de l'émancipation ouvrière, et à l'abandon de l'idée que le programme actuel du parti soit obligatoire au delà de la proclamation des principes et des revendications fondamentales [1].

1. Bernstein, *op. cit.*, trad. Cohen, p. XXXII.

En lisant ces lignes, on arrive à cette conclusion qu'au Congrès de Hanovre « un esprit de chapelle » a disputé la victoire « au bon sens » qui finalement l'a emporté sur le mauvais esprit dans la résolution votée par le parti. En réalité, on n'a point proposé d'autre motion que celle qui a été adoptée, et jamais au cours des discussions du Congrès les adversaires les plus déterminés de Bernstein n'ont émis le vœu qu'il fût exclu du parti comme renégat. C'est donc beaucoup de fantaisie de la part de Bernstein de parler d'une « victoire sur l'esprit de chapelle ». Cet « esprit de chapelle » est, comme « l'esprit provocateur » de certains socialdémocrates allemands, un vain fantôme.

La résolution où Bernstein trouve tant de « bon sens et d'expérience pratique » fut proposée par ce même Bebel qui porta un jugement si sévère sur le livre de Bernstein.

Dans cette résolution Bernstein voit des concessions à son point de vue particulier dans le fait qu'on y reconnaît les sociétés coopératives et les compromis électoraux.

En ce qui concerne les sociétés coopératives, il est certain qu'en Allemagne, c'est précisément là où Bernstein fut le plus nettement désapprouvé, c'est-à-dire en Saxe, et spécialement à Leipzig et à Dresde, qu'elles sont le plus prospères.

Cela suffirait déjà pour démontrer qu'on peut être hostile à Bernstein sans être hostile aux coopératives.

Qu'il me soit ici permis de faire remarquer que dès le printemps de 1897, par conséquent *avant Bernstein*, j'ai publié une brochure sur les coopératives de consommation, et je concluais ainsi :

« Tôt ou tard, dans tout pays, le mouvement coopératif est appelé à jouer un grand rôle dans la lutte émancipatrice de la classe ouvrière, concurremment

avec la lutte des syndicats pour la modification des conditions de la production, avec la lutte du prolétariat pour le pouvoir dans la Commune et l'Etat, et avec les efforts que font la Commune et l'Etat pour s'étendre et augmenter les branches de la production qu'ils régissent. » (P. 31.)

Pas une voix ne s'éleva alors dans le parti contre cette façon de voir, et pourtant j'allais plus loin que la résolution de Hanovre. Cependant Bernstein se comporte comme si on l'avait attaqué à cause de ses idées sur les coopératives, de sorte que le Congrès en proclamant la neutralité à leur égard, aurait fait, d'après Bernstein, « une concession à son point de vue particulier ».

Il en est de même de la question de la participation aux élections au Landtag prussien. Il est vrai que Bernstein fut le premier qui en parla (*Neue Zeit*, 1893). Il fut alors désapprouvé *presque par tous*, même par ceux qui passaient pour les représentants du « bon sens et de l'expérience pratique », tels que *Auer*. A son avis se rangeait un certain *Unus*, pseudonyme sous lequel se cachait l'auteur, qui plus tard, sous le nom de guerre de Parvus, attaqua si énergiquement Bernstein.

Cette invitation à prendre part à la lutte électorale du Landtag eut d'autant moins d'effets qu'elle vint trop tard, peu de temps avant les élections. En revanche, une occasion plus propice se présenta en 1897, lorsque le gouvernement prussien proposa une loi pour étrangler la liberté de réunion et d'association. La proposition d'entrer dans la lutte électorale trouva alors beaucoup d'écho. Au Congrès de Hambourg, Auer fit sur cette proposition un rapport où il disait :

« Tandis qu'en 1893, Bernstein et Unus étaient seuls de leur avis, il en a été tout autrement lorsque la pro-

position a été faite de nouveau dans la *Neue Zeit* par son rédacteur K. Kautsky. Nous avons pu voir que l'idée de prendre part aux élections du Landtag fut dès le prime abord *approuvée de tous*, et qu'il n'y eut de divergences d'opinions que lorsqu'on en vint à la question de l'exécution. »

Juste à ce moment le groupe socialiste du Reichstag publia un manifeste où l'on lisait :

« Il faut appuyer toutes les manifestations provenant de partis bourgeois contre les atteintes à la liberté et au droit du peuple. Tous doivent faire cause commune devant les agissements du parti des hobereaux »[1].

Cet appel fut *unanimement approuvé* par la fraction socialiste.

Au Congrès de Hambourg (1897) on s'occupa de la participation aux élections au Landtag prussien. Ce fut alors Bebel qui déposa une motion autorisant sous certaines conditions les compromis avec les partis d'opposition bourgeois et le choix d'électeurs du second degré[2] appartenant toujours à des *partis d'opposition bourgeois*. Parmi les orateurs qui appuyèrent cette motion se trouvait Clara Zetkin, encore une adversaire des idées de Bernstein.

Quand on passa au scrutin, la motion fut mutilée et on lui donna une telle forme qu'elle devint susceptible de plusieurs interprétations.

Aussi le Congrès suivant qui se tint à Stuttgart en 1898 dut-il encore une fois s'occuper de la question. Il laissa les différentes circonscriptions électorales libres

1. Il s'agit des Junkers, parti féodal particulièrement puissant dans l'Est de l'Allemagne. (*Note du traducteur.*)

2. Le suffrage étant à deux degrés, un tiers des Wahlmaenner ou électeurs du second degré sont élus par les citoyens moins aisés, deux tiers par les citoyens plus aisés et riches. Puis les députés sont élus par les Wahlmaenner. (*Note du traducteur.*)

de prendre part aux élections au Landtag, et, sous certaines conditions, de soutenir les *candidats d'opposition bourgeoise.*

C'était donc conformément à ces considérations que le Congrès de Hanovre déclarait dans la motion Bebel :

> Sans se faire d'illusion sur l'essence et le caractère des partis bourgeois, qui sont les représentants et les défenseurs de l'ordre politique et social, le parti ne repousse pas l'action en commun, dans le cas où il s'agit de renforcer le parti aux élections, d'étendre les droits politiques et les libertés du peuple, d'apporter une sérieuse amélioration à la situation sociale de la classe ouvrière, d'encourager l'œuvre de la civilisation ou de combattre les projets hostiles à la classe ouvrière et au peuple.

A bien considérer les choses, cette tactique est déjà indiquée dans le « Manifeste communiste ». Mais en tant qu'elle prend une importance pratique par la participation aux élections au Landtag prussien, son acceptation est le résultat d'efforts qui remontent à une époque antérieure à la publication du livre de Bernstein, efforts encouragés en première ligne par ceux-là mêmes qui à Hanovre montrèrent le plus d'hostilité à Bernstein.

Loin de soutenir ces efforts, le livre de Bernstein était plutôt de nature à les compromettre.

C'est à bon droit que Bernstein rappelle que son livre obtint des « éloges compromettants ». Ils étaient d'autant plus compromettants que jamais Bernstein n'écrivit un mot en allemand pour se défendre de ces éloges. Et ils étaient de nature à compromettre tout ce qui, même de loin, rappelait les idées de Bernstein.

Si Bernstein voit des concessions considérables à ces idées dans les deux paragraphes de la résolution Bebel sur les sociétés coopératives et l'alliance avec les partis d'opposition bourgeois, cela ne prouve pas que Bernstein ait fait des conquêtes morales en Allemagne,

mais qu'il se fait aujourd'hui du parti socialiste allemand une idée aussi fausse que de la théorie marxiste.

Ces deux paragraphes prouvent qu'il ne faut pas croire que l'antagonisme entre Bernstein et ses adversaires est l'antagonisme entre la politique réformiste pratique et la phraséologie révolutionnaire ou qu'il est l'antagonisme entre l'évolution critique et le dogmatisme endurci. Nous avons vu que le parti socialiste allemand commença avant la publication du livre de Bernstein à chercher quelle attitude il devait prendre vis-à-vis des coopératives et de l'alliance avec les partis bourgeois. Et si nous ne craignions d'allonger un peu trop cette préface, nous pourrions apporter ici la preuve que même les adversaires sérieux des coopératives et de la participation aux élections au Landtag ne sont retenus que par des *considérations pratiques* et non par ce « cant » révolutionnaire que Bernstein croit chose si commune dans le parti socialiste allemand.

Nous n'avons pas besoin d'insister sur ce point, quand nous nous adressons á un public allemand. Mais lorsque Bernstein fait voir sous ce jour le parti socialiste allemand à un public qui connaît peu l'Allemagne, il devient nécessaire de mettre les choses au point.

Ce qu'il y a de pis dans le livre de Bernstein, c'est qu'il donne à nos adversaires et aux étrangers des idées absolument fausses sur le socialisme allemand et ses bases théoriques.

C'est à cause de ces deux paragraphes, où Bernstein voit des « concessions considérables » faites à son point de vue, qu'il donna son approbation à l'ensemble de la résolution, bien qu'il soit lui-même obligé de reconnaître que les autres parties de la résolution lui sont contraires. Il est vrai qu'il dit à ses lecteurs qu' « une partie le frappe tout au plus dans la forme ». Afin que le lecteur puisse juger si c'est réellement la *forme* qui

est visée dans la résolution Bebel, qu'il nous permette de citer les passages en question.

Le premier alinéa est ainsi conçu :

Le développement de la société bourgeoise, tel qu'il s'est produit jusqu'à ce jour, ne donne pas au parti socialiste de motifs pour abandonner ou changer, sur ce sujet, ses idées fondamentales,

Il n'est pas question ici de forme.

Mais à la page 79 de son livre, Bernstein dit que l'image de l'évolution de la société moderne que trace le « Capital » de Marx ne répond pas à la réalité.

Et à la page 88, il dit :

Si la société était constituée ou si elle s'était développée telle que la doctrine socialiste l'a jusqu'ici supposé, alors la catastrophe économique ne saurait être, en effet, qu'une question d'un petit espace de temps. Mais, nous l'avons vu, cela n'est pas précisément le cas. (*Trad. Cohen*).

Cette phrase est incompatible avec le premier alinéa de la résolution. Si Bernstein l'approuve, il concède par là-même ou bien qu'il a faussement interprété la doctrine socialiste, ou bien que la critique qu'il en fait n'est pas fondée, ou encore que critique et interprétation sont fausses. Mais il est assez singulier de se figurer que cet alinéa de la résolution est tout au plus dans la forme un argument contre Bernstein.

Dans le deuxième alinéa de la résolution de Hanovre, nous trouvons la phrase suivante :

« Aujourd'hui, comme par le passé, le parti socialiste se place sur le terrain de la lutte de classes, c'est-à-dire qu'il déclare que l'émancipation de la classe ouvrière ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Cette phrase ne vise pas le livre de Bernstein, car il n'y traite guère la question de la lutte de classes. Elle vise un article du *Vorwärts* du 3 septembre 1889, qu'à la veille même du Congrès de Hanovre Bernstein

publia en guise de commentaire de son livre, sous le titre : « Ce que je pense de la partie théorique du programme d'Erfurt ».

Dans cet article, il est question entre autres choses du sixième paragraphe du Programme d'Erfurt où il est dit : « Cette transformation sociale ne peut être l'œuvre que de la classe ouvrière », et Bernstein conclut :

« *C'est méconnaître grandement les faits* de dire que la transformation de la société ne peut être l'œuvre *que* de la classe ouvrière. »

Lorsqu'il écrivait ces lignes il ne pensait pas encore que dans le passage qui nous occupe il ne s'agissait que d'une *question de forme*. Alors il s'attaquait à la proposition même du Programme d'Erfurt. Mais lorsque, à Hanovre, un vote dut décider si sa façon de voir ou celle du Programme d'Erfurt ralliait la majorité du parti socialiste allemand, il fit déclarer qu'il votait lui-même pour le Programme, et maintenant il raconte à ses lecteurs français qu'il a été atteint seulement dans la *forme*.

La résolution se termine par ces mots :

Il n'y a pour le parti aucune raison de modifier ni ses *principes*, ni ses *revendications fondamentales*, ni sa tactique, ni son nom, c'est-à-dire de se transformer de parti démocrate-socialiste qu'il est en un parti de réformes démocratiques et socialistes.

Mais, dans son livre, Bernstein dit (p. 274) :

« Il faut que la socialdémocratie ait le courage de s'émanciper de la phraséologie du passé et de vouloir paraître ce qu'actuellement elle est en réalité : *un parti de réformes démocratiques et socialistes*.

Or, lorsque le parti socialiste allemand répond : « Je ne suis ni un parti de réformes démocratiques et socialistes, ni ne veux le paraître », Bernstein trouve alors le courage de se rallier à cette déclaration et de

dire qu'elle ne l'atteint que dans la *forme* et non dans le *fond* même de ses observations.

S'il considère ainsi les choses, si la condamnation de ses propres paroles n'est pour lui qu'une question de forme, il en diminue lui-même la portée. Alors ce sont des paroles vides de sens, et il est vraiment fâcheux qu'on ait passé tant d'heures à les discuter.

En tout cas on fera bien en lisant le livre de Bernstein d'avoir constamment présent à la mémoire la résolution de Hanovre à laquelle il se rallia.

Si quelqu'un se figurait que le livre de Bernstein annonce une crise dans le marxisme, la naissance de nouveaux principes, la mort des anciens, la résolution de Hanovre lui apprendra que Bernstein lui-même est d'avis que son livre ne renferme que la critique de détails secondaires.

Dans ce livre Bernstein dit, à propos de l'introduction d'Engels aux *Luttes de classes !*

> Le mérite qu'il s'est acquis par la publication de cet écrit — que l'on pourrait appeler son testament politique — ne saurait être exagéré... Plus importante que la *rectification* que comporte, d'après l'avant-propos d'Engels, l'historiographie socialiste des temps modernes, est celle qui en découle pour l'*interprétation intégrale* de la lutte et des devoirs de la socialdémocratie.

Mais à Hanovre, lorsqu'on dut voter sur l'interprétation intégrale, Bernstein approuva une résolution qui déclare que l'*interprétation* acceptée jusqu'ici n'a pas besoin de *rectification*.

Cependant on serait injuste envers Bernstein si on croyait qu'il s'est rallié à la motion Bebel uniquement pour éviter un vote qui n'aurait montré que trop clairement quelle faible minorité forment au sein de notre parti ceux qui demandent « *une rectification de l'interprétation intégrale de la lutte et des devoirs de la socialdémocratie.* » Ce désir peut bien avoir rendu

plus facile à lui et à ses amis l'acceptation de la motion Bebel, mais Bernstein ne s'y serait jamais rallié s'il n'avait cru pouvoir le faire sans être en désaccord avec sa conscience.

Il est facile de s'expliquer son état d'esprit quand on se souvient de son éclectisme, qui n'est lui-même que la conséquence des tendances politiques qui lui tiennent tant au cœur pour le moment.

Insister sur ce point m'entraînerait trop loin dans des considérations peu intéressantes pour un public non allemand. Qu'il me suffise de faire remarquer que Bernstein s'efforce de concilier le libéralisme et le socialisme, d'aplanir les obstacles qui les séparent, d'effacer leurs lignes de démarcation.

De tels efforts seront secondés par les doctrines de Proudhon. Il n'est pas étonnant que Bernstein trouve que le marxisme et le proudhonisme ne s'excluent pas, qu'ils se suppléent.

Marx disait de Proudhon :

« La nature de Proudhon le portait à la dialectique. Mais n'ayant jamais compris la dialectique scientifique, il ne parvint qu'au sophisme. En fait, cela découlait de son point de vue petit-bourgeois. Le petit bourgeois, tout comme notre historien Raumer, dit toujours : « d'une part et d'autre part ». Deux courants opposés, contradictoires dominent ses intérêts matériels et par conséquent ses vues religieuses, scientifiques et artistiques, sa morale, enfin son être tout entier. Il est la contradiction vivante. »

Mais Bernstein n'est pas un proudhoniste pur et cela complique encore les choses. Il est proudhoniste d'une part et marxiste d'autre part. Il n'est pas étonnant que d'une part il emploie les arguments du libéralisme contre le socialisme, et que d'autre part il en reste à son ancien point de vue socialiste, que d'une part il ré

clame la rectification de l'interprétation intégrale de la lutte et des devoirs de la socialdémocratie et la transformation de notre parti en un parti réformiste, démocratique, mais que d'autre part, il se rallie au Congrès de Hanovre, sans hésiter, à une motion qui repousse cette prétention.

Il est certain que cette science affranchie par l'éclectisme de la logique et de l'unité de la théorie marxiste, est très commode, commode pour les libéraux, que gêne aujourd'hui l'autonomie du parti socialiste, commode avant tout pour ces gens de plus en plus nombreux qui voudraient bien vivre en bons termes avec le parti socialiste sans déclarer la guerre à la société bourgeoise. Cette science est enfin très commode pour les gens hostiles à toute théorie aux bases profondes, et qui se contentent d'effleurer tout sujet avec leur formule : « d'une part et d'autre part ».

C'est dans ces besoins, auxquels elle répond, qu'il faut chercher la raison de la force du mouvement Bernstein dans quelques cercles politiques et littéraires. Ce mouvement devient ainsi sympathique à beaucoup de gens dont les vues diffèrent de celles de Bernstein sur les points essentiels.

Mais pour les grandes tâches historiques qui incombent au prolétariat, et où il aura besoin de toute sa force, de tout son esprit de sacrifice, de tout son enthousiasme, cette science que résume la formule « d'une part et d'autre part » est pernicieuse.

Et elle doit rester complètement lettre morte pour la théorie, pour la science réelle, que l'éclectisme n'a jamais fait progresser, un éclectisme qui n'est qu'un retour à des formes surannées de la pensée.

Certes le marxisme n'est pas le plus haut point que puisse atteindre la pensée humaine. Quelques progrès que le marxisme ait fait faire à la science, la pensée

humaine les dépassera et se créera des formes nouvelles et plus élevées. Mais cela ne se produira pas par la résurrection des morts.

Mais Bernstein croit développer le marxisme, quand il lui crie : « Arrière ! Retourne à Kant, retourne à Lange, retourne à Proudhon ! » Et même on entendra : Retourne à Bastiat !

Mais nous, nous ne dirons jamais que : En avant ! Et tant que de nouvelles voies ne seront pas ouvertes à notre pensée, nous crierons : En avant, sur la route que nous indiquèrent Marx et Engels ! D'ici longtemps un progrès théorique ne sera réalisable, à mon avis, que si on spécialise davantage les recherches, soit pour combler les lacunes de la théorie, soit pour perfectionner la méthode qui nous a été donnée.

Que celui qui sait une meilleure voie pour développer la théorie, et se sent la force de la parcourir, nous la montre. Mais que du moins le poteau indicateur ne nous envoie pas dans deux directions opposées, conformément à la formule consacrée : « D'une part... d'autre part... »

Berlin, janvier 1900.

K. Kautsky.

PRÉFACE POUR L'ÉDITION ALLEMANDE

Après la publication de mes articles contre Bernstein dans le « *Vorwärts* » et la « *Neue Zeit* » (en avril dernier), on m'a engagé de divers côtés à les faire imprimer à part en brochure. On le jugeait utile, parce que le livre de Bernstein pénétrait dans des milieux qui ne lisent ni le « Vorwärts » ni la « Neue Zeit », et qui ne sont accessibles que par le livre. D'autre part une publication de ce genre pouvait être bien accueillie de ceux qui ont lu mes articles sans les collectionner.

J'ai répondu bien volontiers à cette invitation, mais je n'ai pas voulu m'en tenir à une réimpression pure et simple. Le livre m'offrant beaucoup plus de place que le « Vorwärts » j'ai pu y étendre considérablement mes recherches sur

les tendances à se développer de la société capitaliste et cela m'a paru de la plus haute importance. Cette partie n'avait été traitée jusqu'ici que très parcimonieusement par la critique du livre de Bernstein, et cela était tout naturel, un journal ne se prêtant pas aux digressions de ce genre. Mais le peu d'importance donnée à cette partie de la question a été mal interprété par nos adversaires, qui ont conclu que nous n'avons rien à en dire. Et pourtant ce sujet constitue la partie la plus importante de ce livre au point de vue pratique ; il contient des questions dont la solution démontrera d'une manière décisive la vitalité du mouvement socialiste.

J'avais ajourné jusqu'ici le règlement de cette question avec Bernstein et j'en fais l'objet principal de ce livre, si bien que, pour ne pas le grossir outre mesure, j'ai abrégé les chapitres introductifs sur la méthode, beaucoup plus étendus dans les articles correspondants de la « Neue Zeit ». Je me suis cru d'autant plus autorisé à les abréger que je ne pouvais épuiser les questions de méthode dans le cadre que je m'étais proposé. Il ne pouvait être question en effet de les étudier à fond dans un ouvrage populaire. Mais tout en écourtant ces chapitres, j'ai examiné les réponses, que Bernstein a publiées dans la « Neue Zeit », et dans le « Vorwärts », et le paragraphe sur la Méthode n'est pas une réimpres-

sion mais un chapitre entièrement nouveau.

J'ai traité avec la même brièveté le paragraphe sur la tactique. J'ai bien été tenté d'entrer sur l'un et l'autre point dans le détail des questions que Bernstein a posées soit dans son livre même, soit au cours de la discussion. Mais j'ai dû me borner aux choses essentielles pour conserver au livre sa forme concise et le rendre plus facile à lire. Une pareille réserve est particulièrement dure pour un écrivain, au cours d'une polémique, mais elle est nécessaire, si l'on ne veut se perdre dans les détails et fatiguer le lecteur au lieu de le convaincre. Je pouvais me restreindre d'autant plus dans la discussion des questions de tactique, que la plupart des choses que j'avais à dire ici l'ont été déjà de divers côtés.

Je dois avouer, du reste, qu'une raison tout extérieure m'a déterminé à abréger mon chapitre sur la tactique ; je désirais terminer mon ouvrage et le livrer à la publicité avant la réunion du parti à Hanovre.

Non pas que je m'attendisse à influencer les membres de la conférence. Tous ceux qui y sont délégués ont leur siège fait. S'il arrivait que l'un ou l'autre se fût assez peu préoccupé de la question pour ignorer la position qu'il doit prendre, celui-là serait certainement le dernier à lire ce qui suit.

Non, j'espérais terminer mon travail avant la conférence de Hanovre, parce que j'espérais qu'elle mettrait fin à la discussion avec Bernstein.

Je n'ai jamais fondé de grandes espérances dans les discussions, car il est rare qu'elles soient un moyen de montrer de quel côté est la vérité. Mais en règle générale elles sont éminemment propres à découvrir et à mettre en lumière les divergences d'opinion et à ce point de vue elles servent à élucider les questions. C'est là ce que j'attendais de la critique du livre de Bernstein. Elle m'a beaucoup désillusionné, plus encore que le livre lui-même; on pouvait attendre autre chose de sa série d'articles sur les problèmes du socialisme.

Nous ne pouvons nous dissimuler aujourd'hui que toute cette critique du livre de Bernstein n'a porté aucun fruit. Plus elle avançait, plus Bernstein se sentait incompris, — intentionnellement incompris, — et moins nous savions ce qu'il veut exactement et dans quel but il a si vivement excité l'attention publique, puisque la question n'a pas fait un pas en avant.

Je dois avouer sincèrement qu'il m'en a beaucoup coûté de terminer le présent ouvrage en constatant ce fait. Je ne l'aurais peut-être pas écrit, si je n'avais été stimulé par le cri de triomphe poussé par les libéraux et les anarchistes,

déclarant que le parti socialiste n'avait rien pu objecter à la critique faite de son programme par Bernstein et aux statistiques de ce dernier. Mon travail est en réalité bien moins dirigé contre Bernstein lui-même que contre ces libéraux, ces anarchistes et leurs acolytes, qui n'ont vu dans son livre qu'un excellent recueil de matériaux pour attaquer notre parti. C'est surtout pour gâter un peu le plaisir, que leur a procuré le livre de Bernstein, que j'ai écrit cet ouvrage. En le faisant paraître après la conférence de Hanovre, la discussion menaçait de recommencer. Or la continuer sur les bases posées par Bernstein était stérile et c'est le désir de tous ceux qui sont impliqués dans cette discussion d'y mettre fin.

Pour moi du moins, je puis dire que je considère cet ouvrage comme mon dernier mot sur la question. L'époque présente nous offre tant de problèmes graves, qu'il faut étudier, l'œuvre posthume de Marx tant de trésors, encore ignorés, que l'on peut être assuré que je ne reprendrai pas la parole sur les problèmes du socialisme de Bernstein sans être provoqué.

Le silence me sera d'autant plus facile qu'il m'a été plus désagréable de me mêler à la discussion. Une polémique avec un ancien ami est toujours pénible. Sans doute la voix de l'amitié doit se taire, dès que les convictions scientifiques ou politiques entrent en conflit. D'après un

compte-rendu de la « Sächsische Arbeiterzeitung », Liebknecht m'a reproché, dit-on, dans une conférence qu'il a faite à Dresde, de m'être laissé influencer par mes anciennes relations avec Bernstein, dans la critique de son système. D'après ce compte-rendu, Bernstein ne serait qu'un homme insignifiant au point de vue politique et scientifique, et je n'aurais inséré ses articles dans la « Neue Zeit » que par amitié. Je n'ai pas répondu à ce reproche, d'abord, parce qu'il me rabaissait beaucoup plus que Bernstein et que je n'aime pas à prendre la parole pour ma défense personnelle. Mais aussi, parce que je croyais impossible que Liebkneckt eût parlé ainsi, car personne de ceux qui connaissent même superficiellement la « Neue Zeit » ne peut douter de la valeur de Bernstein et de la place qu'il a tenue dans ce journal. Mais comme quelques malins ont conclu de mon silence que je tenais pour juste le reproche adressé à Bernstein et à moi, il n'est peut-être pas superflu, que j'y contredise ici. Quand M. le professeur Diehl écrit dans les « Conradsche Jahrbücher » que le socialisme scientifique a perdu dans la personne de Bernstein un de ses partisans les plus doués, les plus clairs, les plus savants », je souscris entièrement à cette juste appréciation de l'activité que Bernstein a déployée pour notre cause.

Nous n'avons pas à examiner dans cette pré-

face si le dernier écrit de Bernstein, que nous discutons ici, est théoriquement un pas fait en arrière, ni à en chercher la raison. Le point de vue actuel de Bernstein — ou, si l'on veut, l'absence de point de vue bien déterminé — me paraît funeste et je considère comme mon devoir de le combattre de la façon la plus catégorique. Mais notre rivalité ne doit pas nous faire oublier ce que Bernstein a été pour nous. Pour moi, je lui suis personnellement redevable non seulement des encouragements et des enseignements qu'il nous a prodigués à tous au « Sozialdemokrat » et à la « Neue Zeit », mais encore de ce puissant stimulant intellectuel, qui résulte de la collaboration la plus étroite, de l'entente la plus parfaite pendant plusieurs années. Si j'ai réussi à trouver dans les pages qui suivent des arguments solides contre les idées actuelles de Bernstein, je le dois non seulement à Marx et à Engels, mais à Edouard Bernstein lui-même.

Berlin-Friedenau, septembre 1899.

K. Kautsky



LE

MARXISME

INTRODUCTION

Dans la littérature socialiste allemande le livre de Bernstein est le premier ouvrage sensationnel. Comme succès littéraire, la « Femme » de Bebel a sans doute laissé loin derrière soi le reste de notre littérature spéciale, mais ce n'est pas, à proprement parler, un livre sensationnel. Il n'y a en effet rien de sensationnel à ce qu'un socialiste écrive un livre socialiste.

La chose est bien différente quand un socialiste éminent, un des Marxistes « les plus orthodoxes » écrit un livre, dans lequel il brûle solennellement ce qu'il a adoré jusqu'ici et adore ce qu'il a brûlé. Il arrive tous les jours qu'un bourgeois démocrate devient démocrate socialiste et la presse bourgeoise n'a aucune raison de le crier sur les toits. Il en est tout autrement quand le contraire paraît se produire. Est-ce vraiment le cas de Bernstein? Son livre signifie-t-il que Bernstein abandonne les théories du parti socialiste? Ce n'est pas ici

le lieu d'en juger. Mais il est évident que c'est là l'idée que la presse bourgeoise se fait de son livre, qu'elle exploite et dont elle ne se lasse pas de se réjouir. Enfin une victoire après tant de défaites ! un symptôme que l'un au moins des penseurs de ce parti socialiste orgueilleux et invincible commence à ne plus savoir que penser de son parti et à montrer que l'espoir de vaincre a fait place en lui à l'hésitation et au doute. On ne pouvait proclamer trop haut une aussi joyeuse nouvelle.

Cette attitude de nos adversaires devait à elle seule appeler l'attention générale des membres du parti sur le livre de Bernstein. Il méritait d'autant plus d'être pris en considération que, même au sein du parti, il n'était pas condamné à l'unanimité. Il est vrai que les avocats de Bernstein se contredisaient sur plus d'un point. Tandis que les uns déclaraient qu'il ne faisait que confirmer ce qui avait été admis jusqu'ici par notre parti, d'autres le proclamaient le réformateur de notre politique pratique, plus importante que la théorie pâle et froide ; d'autres enfin s'élevaient contre cette même politique pratique, disant que ce qu'il y avait de nouveau en elle ne valait rien, et que ce qu'il y avait de bon n'était pas nouveau, mais que le mérite de Bernstein était de s'être montré penseur original sur le terrain de la théorie et d'avoir vivifié la pensée théorique, reléguée au second plan.

Cependant la plupart des voix du parti qui se sont fait entendre, tout en s'associant au dernier

jugement que je viens de citer sur la politique pratique de Bernstein, ont qualifié ses théories de simple pastiche des idées surannées des socialistes de la chaire.

Cette diversité de vues vient de ce que, comme nous le verrons plus tard, Bernstein n'a pas présenté son point de vue d'une façon absolument claire et conséquente, mais aussi et surtout de ce qu'il existe dans notre parti lui-même des courants assez opposés dans les questions de la plus haute importance.

Cela n'est pas un malheur. De tout temps il y a eu dans notre parti, comme dans tout autre, des divergences de nature individuelle, locale, professionnelle, théorique. Les jeunes, plus ardents, pensent autrement que les vieux au sens rassis, le Bavarois autrement que le Saxon et celui-ci autrement que le Hambourgeois; le mineur autrement que l'ouvrière en confection, celui qui est entièrement absorbé par le mouvement syndical ou coopératif autrement que celui qui est de corps et d'âme parlementaire et propagandiste aux élections, celui qui est entré dans le socialisme en suivant Marx et Engels autrement que celui qui est venu à nous par Rodbertus, etc...

— De pareilles différences sont non seulement inévitables, mais nécessaires; il ne faut pas que la vie intellectuelle s'engourdisse au sein du parti. Mais celui-ci est une armée de lutteurs et non un club de rhéteurs; les oppositions qui se manifestent en lui ne doivent pas aller jusqu'à rendre impossible toute collaboration féconde, pas même

jusqu'à engendrer des conflits que l'on n'efface qu'en perdant beaucoup de force et de temps et qui paralysent la combativité. L'extension du parti ne doit pas se produire aux dépens de son unité et de sa cohésion. Rien de plus funeste que le défaut de suite en tactique. Le caractère essentiel de la tactique consiste précisément dans l'*unité*, dans la cohésion des forces diverses concourant à une action commune bien définie.

C'est dans l'unité que réside la grande supériorité d'une armée sur les foules sans organisation, même quand ces dernières sont beaucoup plus nombreuses et aussi bien équipées. C'est l'unité qui fait la supériorité d'un parti organisé sur la masse des indifférents.

Ne pas confondre tactique et propagande. Celle-ci doit s'adapter aux conditions individuelles et locales. Dans la propagande il faut laisser à l'agitateur lui-même le soin d'agir avec les ressources dont il dispose. L'un agit surtout par son enthousiasme, l'autre par son esprit, le troisième par l'abondance des faits, etc... La propagande dépend autant du public que de l'agitateur ; il faut parler de façon à se faire comprendre et prendre pour point de départ ce qui est connu de l'auditoire. Cela se comprend de soi et n'est pas seulement vrai de la propagande dans les campagnes. On parle à des cochers de fiacre autrement qu'à des matelots et à ceux-ci autrement qu'à des typographes. La propagande doit varier avec les individus, mais notre tactique, notre action politique doit être *une*. Quand il faut agir sur toute l'étendue

de l'empire, par exemple pour les élections au Reichstag, nous ne devons pas avoir une tactique pour le Nord et une autre pour le Sud, une pour la campagne et une pour la ville. C'est dans l'unité de tactique que réside l'unité du parti et si l'une vient à manquer, l'autre ne tarde pas à disparaître.

L'unité de tactique, c'est l'unité d'action. Elle n'exclut pas les divergences de pensée et les diversités au point de vue théorique. La parfaite unité de pensée est tout au plus réalisable dans une secte religieuse et elle est incompatible avec l'originalité de pensée. Mais cela ne veut pas dire du tout que le point de vue théorique d'un membre du parti soit chose indifférente et pour ainsi dire une affaire privée.

L'activité d'un parti nécessite, comme toute activité collective, de la part de l'individu le sacrifice d'une partie de son individualité. Les anarchistes et les théoriciens de l'individualisme ont beau regarder avec mépris les membres du parti à cause de ce sacrifice, ils ne peuvent nier ce fait, que sans l'action collective on ne peut rien faire de grand en pratique. Mais il est clair que le sacrifice de son individualité, qui est demandé à chaque membre en particulier, ne doit pas être excessif, autrement le parti deviendra une horde d'esclaves sans volonté ou un troupeau de moutons. La vérité est que plus les divergences d'opinion au point de vue théorique sont grandes au sein du parti, plus l'individu doit sacrifier de son individualité dans l'intérêt de l'unité d'action, plus

l'enthousiasme pour l'activité du parti diminue et plus le danger qui menace son unité augmente. Mais il faut aussi se garder de tracer des limites trop étroites, au-delà desquelles l'individu ne peut plus servir efficacement le parti parce qu'il diffère de la majorité au point de vue théorique, au-delà desquelles il devient impossible de concilier l'unité du parti avec l'indépendance des membres de ce parti.

Fixer exactement cette limite est pour tout parti un des problèmes les plus importants ; c'est à cet effet que tout parti formule le but qu'il vise et en expose les motifs dans un programme, qui sert plus encore à l'organisation qu'à la propagande. Notre programme établit non seulement nos premières revendications, mais encore ces principes, dont l'acceptation assure l'unité du parti et son amour de la lutte. La partie générale de notre programme n'est pas seulement un ornement de l'édifice du parti, un innocent plaisir que les « praticiens » laissent volontiers aux « théoriciens », mais qui n'a pas d'autre importance, elle remplit un but éminemment pratique, qui est de tracer une ligne de démarcation entre nous et non seulement ceux qui sont nettement nos adversaires, mais aussi ces dilettanti incertains et tièdes, qui marcheraient volontiers avec nous de temps en temps, mais qui n'ont pas l'idée arrêtée de combattre avec nous le bon combat, en toute circonstance et jusqu'au bout.

Mais c'est précisément parce que ce point du programme a une très grande importance, qu'il ne

faut pas le déclarer tabou et le soustraire à toute critique. Rien n'est pire qu'un programme qui est en contradiction avec la réalité. Ou bien il perd toute valeur pratique pour le parti, et alors celui-ci perd de son côté toute cohésion, alors la ligne de démarcation qui le sépare des éléments voisins s'efface, alors toutes sortes de gens accourent, les principes font place aux fluctuations d'opinion et aux influences momentanées d'habiles démagogues ; au lieu d'aller droit devant soi en poursuivant irrésistiblement son but, on s'égare à droite, à gauche, l'éparpillement remplace la cohésion, le scepticisme et le dénigrement la confiance en soi et l'enthousiasme. Ou bien le programme ne perd rien de sa valeur dans le parti, mais, incompatible avec la réalité des choses, il perd sa force propagandiste, ravale le parti au rang de secte et l'entraîne dans la voie des déclamations stériles et des aventures funestes.

Il n'est donc pas seulement permis mais nécessaire de soumettre de temps en temps le programme à un nouvel examen. Mais en raison de son importance pour la vie tout entière du parti, on est en droit d'exiger que cet examen soit entrepris avec la plus grande conscience. Il faut se garder de remettre en question le programme de son parti à la première critique venue, d'éveiller sans raisons sérieuses des doutes sur la solidité des bases de l'édifice du parti et d'abandonner son premier point de vue avant d'en avoir trouvé et établi un nouveau.

Il faut être enthousiaste pour accomplir de

grandes choses, disait Saint-Simon. — Mais on ne s'enthousiasme que pour les buts élevés. — Si le but visé ne nous satisfait plus, il faut diriger l'enthousiasme vers un autre but, plus fondé mais tout aussi haut ; mais qu'on se garde de tuer l'enthousiasme par un scepticisme stérile. Ce sont là les principes qui doivent nous guider dans l'examen de notre programme.

Nous étions en droit d'attendre de Bernstein qu'il nous donne dans son livre une semblable critique de notre programme ; une critique, qui, si elle supprime notre but actuel, le remplace par un autre meilleur ; qui, si elle rejette les principes et les moyens actuels, sache nous en indiquer de meilleurs. Une semblable critique et la discussion qui en est résultée, ne pouvaient être que profitables à notre cause, surtout en ce moment où des divergences d'opinion se produisent dans nos propres rangs.

Nos adversaires ne pouvaient pas rester indifférents à cette critique et elle devait les exaspérer d'autant plus qu'elle se montrait plus efficace et qu'elle servait d'avance à fortifier le parti socialiste, au lieu de l'ébranler.

On verra comment et jusqu'à quel point la critique de Bernstein a atteint le but. En tout cas, Bernstein n'a pas facilité la solution du problème en démolissant de fond en comble non seulement le programme, mais la méthode d'où il découle. Même un homme de génie, un cerveau encyclopédique comme Marx ou Engels aurait reculé devant la tâche de donner en quelques semaines et en

quelques pages une critique des principes philosophiques de notre programme, une critique du programme lui-même et un tableau des conséquences pratiques qui en découlent. L'Anti-Dühring d'Engels n'embrassait en somme que la première partie du problème et l'Anti-Proudhon de Marx ne traitait que des principes les plus importants de l'économie politique.

L'ouvrage de Bernstein aurait gagné à embrasser moins de choses. Une critique du programme n'avait de valeur qu'autant que Bernstein acceptait comme juste la méthode qui l'avait produit. Si cette méthode est erronée, le programme est flottant et alors il importe avant tout de créer une méthode nouvelle, d'après laquelle on travaillera ; ce n'est qu'ensuite qu'on pourra construire un programme nouveau.

Antonio Labriola a remarqué avec raison (« *Mouvement socialiste* » n° 8, p. 455) qu'au simple point de vue de la forme le livre de Bernstein avait le grave défaut d'être trop encyclopédique, et que pour en faire la critique, on serait forcé d'écrire tout un volume.

Je dirai plus ; pour faire de Bernstein une critique approfondie, il faudrait écrire toute une bibliothèque, car il s'attache principalement à poser des problèmes, qu'il laisse à d'autres le soin de résoudre. De plus, l'ouvrage de Bernstein est un écrit de circonstance, un livre sensationnel, qui soulève dans le moment beaucoup de poussière, mais dont l'effet ne dure pas. Le critique ne peut pas passer des années à écrire son ency-

clopédie pour le réfuter ; sa critique doit paraître aussitôt que possible, sinon elle manque son but.

A tout cela s'ajoute une autre difficulté. L'ouvrage de Bernstein soulève en quelques pages un si grand nombre de problèmes, qu'il manque non seulement de résultats positifs, mais de clarté dans l'exposition. Les pensées se pressent, se précipitent et pas une n'arrive à son développement complet. Ajoutez à cela que Bernstein, ainsi qu'il le reconnaît lui-même dans sa préface, n'a pas pu prendre sur lui de choisir la forme et les arguments propres à rendre ses pensées dans toute leur force. Il s'est condamné à cette réserve par égard pour ses deux maîtres et amis disparus. Nous verrons s'il a servi en cela leur mémoire. Ce qui est certain, c'est qu'il est ainsi devenu plus difficile de s'expliquer avec lui.

La conséquence de tout cela est qu'il est presque impossible à celui qui fait la critique du livre de Bernstein, d'obtenir des résultats sérieux et appréciables. La tâche est énorme et écrasante. L'abondance des problèmes et l'absence de résultats positifs dans le livre qu'il étudie excluent presque complètement la possibilité d'approfondir et de résoudre ces problèmes, et, comme les pensées les plus importantes manquent de développement et de précision, le lecteur est trop souvent forcé d'en tirer lui-même les conséquences et de découvrir le point de vue de l'auteur. Il en résulte que la principale objection faite par Bernstein aux critiques est qu'ils ne l'ont pas compris et qu'ils ont faussé ses idées. Mais, chose curieuse, ceux qui

ont combattu Bernstein, ont tous compris son livre de la même façon. Au contraire ceux qui le défendent, l'interprètent de la façon la plus différente. Les uns y voient une rupture complète avec les principes et les idées actuelles du parti socialiste, les autres la confirmation du véritable caractère de notre parti, dont il ne diffère que par la forme extérieure.

Tout cela fait de la critique détaillée du livre de Bernstein un travail qui n'est ni facile, ni agréable, ni appelé à réussir. Mais le problème est posé, il faut le résoudre. Nous nous efforcerons d'y parvenir en cherchant à obtenir autant que possible des résultats positifs.

I

LA MÉTHODE

a) Conception matérialiste de l'histoire.

Le livre de Bernstein présente plusieurs phases de développement ; les articles de la « Neue Zeit », origine de la discussion actuelle, leur servent de prélude. Ses articles sur « la lutte du parti socialiste et la révolution sociale » (Neue Zeit, XVI, 1. p. 484, 548), avec la thèse du « *but final et du mouvement* », expression qui depuis est devenue courante, ces articles se présentent comme une simple polémique contre Belfort Bax. Attaqué à ce sujet, Bernstein donna à ses réponses la forme d'une polémique contre les « socialistes révolutionnaires » du parti, les Parvus, les Luxemburg, les Plechanow.

Au commencement de sa brochure, Bernstein élargit encore davantage le cercle de ses adversaires. Mais il s'y place encore au point de vue marxiste. La conception marxiste de l'histoire a

subi une transformation, dit Bernstein ; la plupart des Marxistes ne le remarquent pas, mais lui Bernstein, est à même d'en suivre le développement ; il nous faut dégager la conception marxiste de l'histoire dans sa forme parfaite et non dans sa forme primitive.

— Nous voyons ici Bernstein défendre la doctrine de Marx contre la déraison des Marxistes. Il se considère encore comme le prophète venu non pour abroger la loi, mais pour l'accomplir.

Mais à mesure qu'il avance, il s'échauffe de plus en plus : nous touchons à la seconde phase : Marx et Engels ont subi une transformation ; et non seulement les Marxistes, mais Marx et Engels eux-mêmes n'en ont pas eu conscience. Mais Bernstein l'a découverte.

La doctrine de Marx doit être réformée dans le sens de cette transformation et il faut en appeler de Marx mal inspiré à Marx mieux inspiré. Jusqu'ici il était de mode chez les socialistes théoriciens d'opposer le brave Lassalle au méchant Marx, Bernstein intervertit les rôles et au méchant Marx il oppose le bon Marx. Mais il n'en reste pas là, il continue et s'échauffe, devient plus agressif et nous voilà arrivés à la troisième phase ; du brave Marx, il ne reste plus rien ; bien plus, Bernstein le rejette complètement. Le mouvement réel de l'évolution, déclare Bernstein, est diamétralement opposé à celui qu'adopte Marx.

C'est là la phase la plus décisive et la plus importante du livre. On sait au moins où l'on en est. Mais malheureusement Bernstein n'en reste pas là. Le

torrent qui menace d'emporter l'édifice du Marxisme, va se perdre dans une digression sur les réformes de socialisme pratique, dont la nécessité a été universellement reconnue par des économistes bourgeois comme parmi des socialistes révolutionnaires. Du torrent il ne reste qu'un mince filet d'eau et le seul résultat pratique d'une si longue exposition est une exhortation à ne pas nous servir d'expressions qui pourraient effaroucher les bourgeois.

Examinons d'abord la première phase du livre. Il s'agit ici du fondement de la théorie marxiste, c'est-à-dire de la conception matérialiste de l'histoire. « C'est par ces deux grandes découvertes, dit Engels dans son Anti-Dühring, la conception matérialiste de l'histoire et la découverte du secret de la production capitaliste au moyen de la plus-value, que le socialisme est devenu une science. » Ces découvertes n'ont pas créé le socialisme moderne, mais elles ont permis de fonder et d'édifier la doctrine socialiste scientifiquement et méthodiquement.

De ces deux découvertes, c'est la conception matérialiste de l'histoire qui a servi de base. Elle est la pierre angulaire du marxisme, c'est-à-dire de la théorie socialiste au plus haut point de développement qu'elle ait jusqu'ici atteint.

Ainsi Bernstein dans son ouvrage part de cette question : le matérialisme historique a-t-il quelque valeur et quelle valeur ?

« La question de la justesse du point de vue matérialiste, déclare-t-il, est la question du degré de nécessité des faits historiques. Etre matérialiste, c'est tout

d'abord affirmer la nécessité de tout ce qui arrive. Un matérialiste est ainsi un calviniste sans Dieu. » — (p. 4.)

La conception marxiste était, elle aussi, déterministe, sous la forme primitive qu'elle revêtait dans la préface de la « Critique de l'économie politique », c'est-à-dire qu'elle partait du principe de la nécessité des faits dans l'humanité aussi bien que dans le reste du monde. Mais, prétend Bernstein, cette conception a été restreinte plus tard dans « le Capital », dans « l'Anti-Dühring » et enfin dans quelques lettres d'Engels du commencement du siècle.

« Nous voyons aujourd'hui la conception matérialiste de l'histoire sous un aspect autre qu'elle n'avait au début, quand elle fut présentée par ses promoteurs. Dans l'esprit de ceux-ci mêmes elle a subi une évolution et ils ont restreint sa signification absolutiste. L'idée fondamentale de la théorie ne perdrait pour cela rien de son unité, tandis que la théorie elle-même y gagnerait en valeur scientifique. Par ses compléments mêmes elle devient réellement une théorie de conception historique scientifique. Comme base scientifique de la théorie socialiste, la conception matérialiste de l'histoire ne peut plus aujourd'hui valoir qu'élargie, et toutes ses applications éventuellement projetées sans égards, ou avec des égards insuffisants pour sa signification intégrale — influence réciproque de causes et d'effets des facteurs matériels et idéologiques — sont, par conséquence, à corriger, soit qu'elles émanent des promoteurs mêmes de la théorie, soit de personnes autres... »

... « Le matérialisme philosophique ou physiologique est déterministe, la conception historique marxiste ne l'est pas, et elle n'attribue pas aux bases économiques de l'existence des peuples une influence déterminatrice inconditionnelle sur les formes de cette existence. » (p. 23.) — (*Traduction Cohen.*)

Telle est dans ses lignes générales l'idée que se fait Bernstein de la conception matérialiste de l'histoire.

Si nous l'examinons de plus près, nous sommes avant tout frappés d'une chose ; Bernstein confond deux questions qui doivent être rigoureusement séparées : d'une part, celle de la conception que Marx et Engels avaient du processus historique et de l'autre celle de l'exactitude de cette conception. Il affirme que Marx et Engels n'ont été déterministes en histoire qu'au début et qu'ils ne l'ont pas été plus tard, que par conséquent la conception déterministe de l'histoire est fausse et sans valeur scientifique. Même si les prémisses étaient justes, je contesterais absolument cette conclusion.

La justesse plus ou moins absolue de la conception matérialiste de l'histoire ne dépend pas des lettres et des articles de Marx et d'Engels, elle ne peut être prouvée que par l'étude de l'histoire même. Bernstein a beau parler avec dédain de ce « *mot commode de Scolastique* », je partage absolument l'opinion de Lafargue, qui qualifie de Scolastique le fait de discuter la justesse de la conception matérialiste de l'histoire en soi au lieu de la vérifier par l'étude de l'histoire elle-même. C'était aussi l'opinion de Marx et d'Engels ; je le sais par des conversations privées avec ce dernier et j'en trouve la preuve dans ce fait qui paraîtra étrange à plus d'un, que tous les deux ne parlaient que rarement et brièvement des fondements de leur théorie et employaient la meilleure part de leur activité à appliquer cette théorie à l'étude des faits.

Il n'est pas moins important de remarquer que ceux d'entre les marxistes, qui ont suivi leur exemple et se sont occupés de recherches historiques, n'ont jamais été en désaccord, ni entre eux ni avec leurs maîtres, sur ce qu'ils entendaient par conception matérialiste de l'histoire.

Non que chacun de nous acceptât tous les résultats obtenus par les autres ; plus d'un résultat, auquel Engels et Marx eux-mêmes étaient parvenus, est actuellement inacceptable. Mais les historiens de l'école marxiste sont unanimes à reconnaître que toutes leurs recherches confirment la description que Marx a faite du processus historique dans la préface citée plus haut. Ceux qui contestent à cette conception de l'histoire son caractère scientifique ne sont pas des historiens.

Mais Marx et Engels se seraient placés plus tard à un autre point de vue, ils auraient restreint leur théorie et l'auraient rendue par là plus scientifique.

Ici encore Bernstein confond de nouveau deux questions qui ont, il est vrai, plusieurs points communs, mais qu'il faut considérer séparément, si l'on veut les élucider et ne pas se perdre dans le vague. Bernstein considère comme identiques le déterminisme et l'hypothèse que le développement des forces productives détermine le développement des conditions sociales. Mais cela est faux. Il se trompe d'abord quand il prétend qu'être matérialiste c'est affirmer la nécessité de *tout ce qui arrive*. Sans doute le matérialiste affirme la nécessité de *tout ce qui arrive*, c'est-à-dire, la valeur de la loi de causalité pour tous les faits d'expérience, mais

il y a aussi des philosophes idéalistes, qui sont de cet avis. Par conséquent, quand bien même Marx et Engels auraient restreint la puissance déterminante des conditions de production et reconnu aux idées un mouvement propre indépendant, cela ne voudrait pas dire que leur conception de l'histoire a cessé d'être déterministe.

Prenons, par exemple, la conception historique de Buckle. Elle est assez différente de celle de Marx. Buckle ignorait encore que des lois économiques différentes correspondent à des formes sociales différentes ; il en était encore à l'économie politique libérale, pour laquelle les lois de la production développée des marchandises étaient les lois naturelles de toute forme de production ; il ne voyait dans l'histoire que deux facteurs, la nature et l'esprit, et il la croyait déterminée par le développement de l'esprit et le progrès de la science. Si l'on considère ce progrès comme celui des découvertes et des inventions, la conception de Buckle conduit à celle de Marx. Mais Buckle était arrêté par le point de vue libéral que nous avons signalé et qui considérait les lois du mode de production en vigueur comme des lois naturelles. A ce point de vue, la société ne progressait qu'autant qu'on reconnaissait de plus en plus clairement ses lois naturelles et qu'on constituait la société conformément à ces vérités éternelles.

La conception de Buckle est complètement différente de celle de Marx, et cependant Buckle reste fermement fidèle au principe de la nécessité de *tout ce qui arrive*.

Nous devons donc considérer séparément les deux jugements de Bernstein, affirmant d'une part que Marx et Engels ont finalement renoncé au déterminisme dans leur conception de l'histoire et de l'autre qu'ils ont attribué par la suite une moindre importance au facteur économique dans le développement historique.

Mais on ne saurait trop sévèrement exiger que les propositions sur lesquelles Bernstein appuie son premier jugement soient probantes. N'oublions pas que Bernstein lui-même déclare que le matérialiste est déterministe.

La conception marxiste de l'histoire était au début déterministe ; et elle aurait cessé de l'être dans la suite ! Marx et Engels sont cependant restés matérialistes jusqu'à la fin de leur vie. Cela ne revient-il pas à dire qu'au début ils étaient conséquents et que plus tard ils sont devenus inconséquents ?

Ce changement est, il est vrai, aux yeux de Bernstein un progrès au point de vue scientifique, et il exige de nous que nous acceptions la conception marxiste dans sa forme inconséquente et non dans sa forme conséquente.

Mais qu'est-ce que la science ? La connaissance des rapports nécessaires et naturels des phénomènes. Or, des phénomènes si compliqués qu'il n'a pas encore été possible de découvrir leurs rapports nécessaires, de sorte que nous ne pouvons voir en eux que le jeu du hasard et de l'arbitraire, sont en dehors du domaine de la science. Le progrès de la science consiste à restreindre le

domaine du hasard et de l'arbitraire et à étendre celui de la nécessité reconnue.

Le grand mérite de Marx et d'Engels est d'avoir, avec plus de succès que leurs devanciers, fait entrer les faits historiques dans le domaine des faits nécessaires et élevé ainsi l'histoire à la hauteur d'une science. Alors intervient Bernstein qui prétend que le progrès scientifique de Marx et d'Engels a consisté à supprimer le déterminisme dans l'histoire.

Le plus étrange dans tout cela, c'est que Marx et Engels n'ont pas eu le moins du monde conscience de cette transformation radicale de leur pensée. La conception matérialiste de l'histoire, déclare Bernstein lui-même, est la loi fondamentale sur laquelle repose le système tout entier. D'après Bernstein, Marx et Engels, au cours de leur évolution, font dévier le déterminisme de cette loi fondamentale et néanmoins ils restent convaincus jusqu'à la fin de leur vie, qu'ils sont restés fidèles à la même conception de l'histoire! Dans la lettre de Engels à C. Schmidt du 27 octobre 1890, mentionnée également par Bernstein, Engels le renvoie au « *18 brumaire* » composé en 1852 comme un modèle de récit historique au point de vue matérialiste. »

Quelle force démonstrative devrait avoir la preuve qui pourrait nous forcer à admettre que la conception marxiste de l'histoire n'est pas déterministe! Et que nous apporte Bernstein? *Rien, absolument rien.*

Nous ne pouvons pas considérer comme une

preuve de ce genre le renvoi à la préface du « Capital ». Marx y parle « des lois naturelles de la production capitaliste, » mais, dit Bernstein, il ajoute aussitôt : « il s'agit de ces tendances irrésistibles dont l'action est inéluctable et nécessaire. » Bernstein se raccroche à ce mot « *tendance.* » « Là où il est question de « *loi* », dit-il, le concept plus souple de « tendance, » se substitue à celui plus rigide de « *loi* ». Et à la page suivante se trouve cette phrase souvent citée, « *que la société peut abréger et adoucir les douleurs de l'enfantement des phases de l'évolution naturelle* ».

La tendance apparaît donc à Bernstein plus souple que la loi même quand celle-ci est une tendance irrésistible dont l'action est inéluctable et nécessaire. Mais la tendance est-elle alors autre chose qu'une loi dont l'action est modifiée et enrayée par l'action d'autres lois ? Les planètes ont, en vertu de la loi de la gravitation, la tendance à tomber sur le soleil, mais l'effet de la loi de la gravitation est annihilé par celui de la loi de la force centrifuge, qui donne aux planètes la tendance à s'éloigner du soleil. Ces deux lois en sont-elles moins des lois naturelles absolues, parce qu'elles ne se manifestent alors que comme tendances ?

Mais la société ne peut-elle pas abréger et adoucir les douleurs de l'enfantement des phases de l'évolution naturelle ? Certainement, mais comment ? En prenant conscience de la nécessité de ces phases. Mais cet acte n'est pas une chose arbitraire ; il dépend de la nature de notre intellect,

de la puissance de nos moyens d'investigation, du milieu qui détermine notre point de vue.

Je ne puis découvrir nulle part la moindre atténuation, la moindre limitation du Déterminisme. Bernstein ne confondrait-il pas Déterminisme et Mécanisme ? Sans doute, l'évolution sociale ne s'accomplit nulle part mécaniquement, elle est la résultante de l'action et de l'effort d'êtres conscients ; elle ne s'accomplit pas machinalement, partout de la même façon. Mais cela prouve-t-il qu'elle n'est pas nécessaire ?

Tant que Bernstein n'apportera pas de meilleures preuves, nous déclarerons qu'il est dans l'erreur la plus complète quand il prétend que la conception marxiste de l'histoire n'est pas déterministe.

Cette question offre une parenté avec celle du rôle des idées dans l'évolution historique, et Bernstein a confondu ces deux questions. L'évolution de la conception marxiste de l'histoire a consisté avant tout, suivant Bernstein, dans la modification du rôle que Marx et Engels ont attribué au facteur économique dans l'histoire. Là encore je ne saurais souscrire au jugement de Bernstein, et Engels lui-même n'avait pas idée de cette évolution, sans cela il n'aurait pas, comme on l'a vu plus haut, désigné en 1890 sans restriction le « *18 Brumaire* » comme un modèle de récit historique matérialiste. Il ne reste plus à Bernstein qu'à interpréter la marche de l'évolution d'après des citations isolées.

Il part de la préface de la « Critique de l'Economie politique. » On y lit : « Le mode de produc-

tion de la vie matérielle détermine d'une façon générale le procès social, politique et intellectuel de la vie. Ce n'est pas la conscience de l'homme qui détermine son mode d'existence social, mais son mode d'existence social qui détermine sa conscience. » (Traduction de Léon Remy, p. V). Ici Bernstein remarque entre autres choses que dans la deuxième des phrases citées « conscience » et « existence » sont opposées de telle sorte qu'on en déduit naturellement que les hommes ne sont considérés que comme les instruments vivants des lois historiques, dont ils accomplissent inconsciemment et involontairement l'œuvre.

« D'après l'explication que Fr. Engels donne du matérialisme économique dans son ouvrage de polémique contre Dühring, l'homme paraît dépendre beaucoup moins des conditions de production. Il s'exprime ainsi du vivant de Karl Marx et en parfaite conformité de vues avec lui. Il y dit qu'il ne faut pas chercher les causes dernières de toutes les transformations sociales et de toutes les révolutions politiques dans le cerveau des hommes, mais dans les changements du mode de production et d'échange. Or, les causes dernières comprennent les causes secondaires de toute nature », etc...

Que dit maintenant Engels dans le passage cité? Il déclare « que l'organisation économique de la société constitue toujours la base réelle, qui explique « en dernier ressort » toute la superstructure des institutions juridiques et politiques, ainsi que des idées religieuses, philosophiques et autres de chaque période historique. Du coup

l'idéalisme était chassé de son dernier refuge, c'est-à dire de la philosophie de l'histoire; une conception matérialiste de l'histoire était née et la voie trouvée pour expliquer la conscience de l'homme par son mode d'existence social, et non, comme on l'avait fait jusqu'ici, son mode d'existence par sa conscience.

Que l'on compare ce passage de « l'Anti-Dühring » avec celui cité plus haut de la préface de la « Critique » et on verra que tous les deux disent presque textuellement la même chose. Même la phrase où il s'agit du « mode d'existence social » déterminant « la conscience de l'homme » se trouve chez Engels. Mais Bernstein prétend que d'après la rédaction d'Engels les hommes paraissent dépendre beaucoup moins des conditions de production, car chez Marx le mode de production détermine les phénomènes de la vie sociale, tandis que chez Engels il les explique « en dernier ressort. » Je dois avouer franchement que je ne puis découvrir une différence entre les deux rédactions. « Dans ses ouvrages postérieurs, continue Bernstein, Engels a encore plus limité la force déterminante des conditions de production, principalement dans deux lettres imprimées dans le « Sozialistischer Akademiker d'octobre 1895 et écrites l'une en 1890, l'autre en 1894. Engels y énumère les institutions judiciaires, les théories politiques, juridiques, philosophiques, les concepts religieux, les dogmes, comme exerçant leur influence sur les luttes historiques, dont en beaucoup de cas ils déterminent les formes d'une manière prépondé-

rante ». « Il y a donc, écrit Engels, d'innombrables forces, qui se croisent, un groupe considérable de parallélogrammes des forces, dont le fait historique est la résultante, résultante que l'on peut considérer à son tour comme le produit d'une puissance, agissant comme un tout inconsciemment et sans libre arbitre. »

En quoi cette opinion diffère-t-elle de celle de la préface de « la Critique », qui amène Bernstein à conclure que les hommes sont considérés comme les instruments vivants des lois historiques, dont ils accomplissent inconsciemment et involontairement l'œuvre? Et pour ce qui est de la détermination des formes des luttes historiques par des théories et des dogmes, Marx a déjà fait remarquer dans sa préface de « la Critique » que dans l'étude de ces sortes de révolutions il faut toujours distinguer entre la révolution dans les conditions économiques de la production, révolution matérielle et que l'on peut scientifiquement constater, et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, en un mot idéologiques, où les hommes ont conscience de ce conflit et le règlent eux-mêmes ».

Où y a-t-il là une différence entre 1852 et 1890? La manie qu'a Bernstein de couper les cheveux en quatre est d'autant plus singulière qu'il est moins précis quand il expose le résultat de la prétendue évolution de la conception marxiste de l'histoire. « Quiconque applique aujourd'hui la théorie du matérialisme économique, dit-il, est tenu de l'appliquer dans sa forme la plus parfaite

et non dans sa forme primitive, c'est-à-dire qu'il est tenu, à côté du développement et de l'influence des forces productives et des conditions de production, de tenir grand compte des notions de droit et de morale, des traditions historiques et religieuses de chaque époque, des influences géographiques et autres influences naturelles, au nombre desquelles se trouve la nature de l'homme et de ses facultés intellectuelles.

« *Tenir compte* », peut-on s'exprimer avec moins de précision? Quiconque applique la conception matérialiste de l'histoire et par conséquent étudie l'histoire au point de vue matérialiste, doit tout naturellement « tenir compte » de tous ces facteurs. Les rapports entre ces facteurs, leur action réciproque, leur fonction passive ou active, tout cela est précisément ce qu'il faut étudier et expliquer. Mais tout historien doit en faire autant, quelle que soit sa philosophie : ce n'est pas le « tenir compte » qui est contestable, c'est ce qui en résulte. Mais examinons de plus près chacun des facteurs auxquels nous renvoie Bernstein : A côté des forces productives et des rapports de production nous avons les notions de droit et de morale, et les traditions historiques et religieuses. Mais que sont les traditions d'après la dernière définition de la conception matérialiste de l'histoire, sinon le produit de formes sociales antérieures et par conséquent aussi de modes de production antérieurs? Et il en est de même des notions de droit et de morale, quand elles sont traditionnelles et qu'elles ne résultent pas de la forme sociale mo-

mentanée. Mais les influences naturelles sont, elles aussi, un facteur matériel. Bernstein dit lui-même : « Chez les peuples préhistoriques la nature ambiante est la puissance économique déterminante. » La nature est donc le facteur économique initial. On peut donc ramener après un examen plus attentif les facteurs agissant à la surface de l'histoire, auxquels nous renvoie Bernstein, aux facteurs économiques ; il aboutit donc à la thèse que l'on ne peut expliquer l'histoire d'une époque par sa seule histoire économique, mais qu'il faut *« tenir compte »* de l'ensemble de l'évolution économique qui l'a précédée et de ses résultats. Cela est juste, mais c'est précisément ce que n'ont cessé de faire Marx et les historiens marxistes. On peut dire qu'en histoire la méthode marxiste est la seule qui tienne pleinement compte de la préhistoire. Ce fait que l'historien matérialiste est tenu de commencer toutes ses recherches *ab ovo* est une des raisons qui rendent sa tâche beaucoup plus difficile que celle de tout autre.

Si Bernstein voulait dire que la conception marxiste de l'histoire s'est modifiée de telle sorte qu'elle a exagéré au début l'influence directe du mode de production en vigueur et fait peu de cas de l'influence indirecte du mode de production antérieur, on pourrait discuter. En effet les progrès des études d'histoire primitive, à peine nées à l'époque des débuts du matérialisme économique, ont exercé sur lui une influence très considérable. On peut suivre à ce point de vue l'évolution de la théorie, elle a été constatée par les auteurs mêmes

de la conception matérialiste de l'histoire (par exemple par Engels dans la première note de la plus récente édition du « *Manifeste communiste* »).

Au contraire, l'évolution que Bernstein fait accomplir à cette conception de l'histoire n'a été reconnue nulle part par ses auteurs ; elle est simplement déduite par Bernstein de la comparaison de textes isolés tirés de leurs ouvrages, textes qui, quand ils n'offrent pas d'équivoque, disent tous la même chose, et qui, alors même qu'ils pourraient prêter à diverses interprétations, peuvent être considérés sans peine comme ayant la même signification.

L'argumentation de Bernstein peut être très facilement caractérisée par une image empruntée aux sciences naturelles, où les rapports sont plus simples et plus manifestes que dans les sciences sociales. Supposons qu'un naturaliste ait soutenu dans ses premiers ouvrages le principe que la lumière et la chaleur du soleil sont en dernier ressort le principe actif de la vie organique sur la terre. Plus tard on lui demanderait s'il est vrai qu'il prétende que la végétation d'un arbre dépend seulement de la quantité de lumière et de chaleur qu'il reçoit directement du soleil. Il répondra naturellement que c'est absurde, qu'il ne faut pas comprendre sa théorie de la sorte, qu'il n'ignore pas que la nature de la semence, du sol, l'alternance d'humidité et de sécheresse, la direction et la force des vents, etc., exercent également une influence sur la végétation des arbres.

Arrive alors un commentateur, qui confond l'influence directe du soleil sur la végétation des plantes avec son action comme principe unique de vie pour la terre, et qui déclare alors que la théorie de notre naturaliste ne doit pas être envisagée dans sa forme primitive et générale, mais dans sa forme dernière, restreinte et partant beaucoup plus scientifique. Il ne voit pas du tout que la théorie sous cette forme cesse d'être scientifique ; c'est un lieu commun, familier aux paysans depuis des siècles.

Il en est de même, quoique moins rigoureusement, de l'évolution que la théorie de Marx et d'Engels aurait subie. L'idée que l'histoire n'est pas seulement déterminée par les concepts de morale et de droit, les traditions et les facteurs naturels, mais aussi par le mode de production, n'avait pas besoin d'être découverte par Marx et Engels; elle était déjà bien connue au siècle dernier, comme peuvent en témoigner quelques exemples, que nous avons justement sous la main et dont on pourrait facilement augmenter le nombre.

Montesquieu, né il y a plus de deux siècles, a recherché déjà dans « *l'Esprit des Lois* » l'influence du mode de production sur les institutions idéologiques. « Les lois, dit-il dans le chapitre VIII du livre XVIII, ont un rapport très étroit avec la manière dont les différents peuples se procurent leurs moyens de subsistance ». Et cette thèse, il l'explique dans les chapitres suivants avec beaucoup de finesse en ce qui concerne les peuples chasseurs, les nomades, les agriculteurs, et même les industriels.

Tout récemment Kampffmeyer a signalé dans la « Neue Zeit » J. Möser, qui a déjà fortement insisté sur l'influence du mode de production sur la vie intellectuelle. « La religion du mineur, dit-il, diffère de la croyance du pâtre ».

Hegel a quelquefois très clairement saisi l'importance qu'a l'infrastructure économique pour la superstructure politique et idéologique. Dans sa « Philosophie de l'Histoire », il expliquait le fédéralisme lâche des Etats-Unis par leurs conditions économiques : « En ce qui concerne l'organisation politique de l'Amérique du Nord, on n'y voit pas de but nettement visé, et le besoin d'une union solide ne s'y fait pas sentir, car un véritable Etat et un véritable gouvernement ne s'organisent que quand il existe déjà une différence entre les classes, quand la richesse et la pauvreté sont devenues très grandes, et que les conditions sociales deviennent telles que l'on ne peut plus satisfaire par les moyens ordinaires à une foule considérable de besoins. Mais l'Amérique n'en est pas encore là, car elle a toujours à sa disposition le dérivatif puissant de la colonisation et les foules ne cessent d'affluer dans les plaines du Mississipi. Si les forêts de la Germanie avaient encore existé, la révolution française n'aurait pas eu lieu. »

Ce que Bernstein nous présente comme le fruit de la pensée de Marx et d'Engels dans toute sa maturité, n'est qu'un concept, qui existait déjà bien avant eux.

En présence de tous ces faits nous devons nous élever de toutes nos forces contre les façons dont

Bernstein décrit l'évolution du matérialisme historique. Ce n'est pas la conception de Marx, mais celle de Bernstein, qui s'est modifiée dans le sens qu'on vient d'indiquer et qui s'est ainsi éloignée de la conception marxiste.

Cela ne suffit pas, il est vrai, pour prouver qu'elle est erronée.

Le point de vue de Bernstein me paraît se rapprocher, si je l'ai bien compris, de celui de Bax, avec lequel je me suis déjà expliqué dans la « Neue Zeit ». Bernstein ne diffère essentiellement de Bax, que parce qu'il emploie une autre chronologie que lui. Tous deux s'accordent à admettre que dans l'histoire de l'humanité l'influence des idées alterne avec celle des conditions économiques. Mais tandis que Bax place la prépondérance de l'initiative psychologique à l'origine de l'histoire, Bernstein repousse cette idée. Pour lui, c'est précisément à l'époque actuelle que le facteur économique perd de plus en plus du terrain.

Or, plus les facteurs d'essence autre — à côté des facteurs purement économiques — influent sur la vie sociale, plus aussi se modifie l'action de ce que nous appelons la nécessité historique. Dans la société moderne nous distinguons sous ce rapport deux courants capitaux. D'un côté se manifeste une compréhension toujours plus nette des lois de l'évolution, et notamment de l'évolution économique. A cette compréhension se joint — partiellement comme étant sa cause même, partiellement comme étant sa conséquence — la faculté croissante de diriger l'évolution économique. Au même titre que le physique, le facteur naturel économique devient, à mesure que son essence est comprise, de maître qu'il était,

le serviteur des destinées humaines. Théoriquement la société se trouve, vis-à-vis de la force d'impulsion économique, plus libre que jamais, et seule l'antagonisme des intérêts entre ses éléments divers — la puissance des intérêts privés et des groupes — empêche de convertir en liberté pratique cette liberté théorique. Cependant l'intérêt collectif empiète de plus en plus sur l'intérêt particulier, et, proportionnellement et partout où cela a lieu, l'action inconsciente des facteurs économiques diminue. Son évolution s'effectue de plus en plus facilement. C'est ainsi que des individus et des peuples soustraient une partie toujours plus considérable de leur existence à l'influence d'une nécessité contraire ou indépendante de leur volonté.

« C'est parce que les hommes prêtent une attention toujours grandissante aux facteurs économiques, qu'il semble que ceux-ci jouent actuellement un rôle plus considérable que jadis. Il n'en est rien pourtant. Cette erreur est engendrée par ce fait que, de nos jours, le motif économique se manifeste ouvertement, tandis que jadis il était rendu méconnaissable par toutes sortes d'affublements autoritaires et idéologiques.

En idéologie, non-déterminée par l'économie et par la nature agissant comme facteur économique, la société moderne est plutôt plus riche que ne l'étaient les sociétés du passé. Les sciences, les arts, un plus grand nombre de relations sociales sont aujourd'hui beaucoup plus indépendants de l'économie qu'à n'importe quelle époque passée. Ou plus exactement : le degré de l'évolution actuellement atteint laisse aux facteurs idéologiques, et plus particulièrement aux éthiques, le champ plus libre qu'auparavant pour une activité indépendante. Conséquemment la connexité causale entre l'évolution technico-économique et l'évolution des autres institutions sociales devient toujours plus indirecte, et c'est ainsi que les nécessités naturelles de la première déterminent de moins en moins le développement de la dernière.

» La « nécessité » (1) d'airain de l'histoire subit ainsi une restriction qui, disons-le tout de suite, signifie pour la pratique de la social-démocratie non pas une diminution, mais une augmentation et une qualification de ses devoirs politico-sociaux. » (p. 18.) — (*Trad. Cohen.*)

Ici nous en avons fini avec les généralités et nous en arrivons aux concrets, pierre de touche de toute conception historique.

Mais ces faits nous paraissent prouver peu de choses en faveur de Bernstein, même si nous voulions considérer comme exacte l'exposition qu'il en fait. Il prétend que la société moderne montre une aptitude toujours croissante à diriger l'évolution économique ; que la puissance économique naturelle est de plus en plus asservie par les hommes et que la société s'affranchit théoriquement de plus en plus des forces économiques. Quand bien même tout cela serait exact, qu'est-ce que cela prouverait contre le matérialisme historique (dans la forme considérée par Bernstein comme la forme primitive) ? Il paraît confondre ici la dépendance psychique des conditions économiques avec la dépendance économique. La question est de savoir si les problèmes que se pose l'humanité, et la solution de ces problèmes sont déterminés par les conditions matérielles au milieu desquelles elle vit, ou si l'humanité peut se poser des problèmes et les résoudre poussée par quelque instinct mystique.

Que la société soit maîtresse ou non des condi-

1. Traduction littérale : le « il le faut », etc.

tions de production, la solution de la question ne dépend pas de cela. S'il en était ainsi, le résultat serait autre que ne l'admet Bernstein.

Il n'est pas douteux que les hommes soient beaucoup plus maîtres des conditions de production avec les institutions économiques primitives qu'avec les institutions économiques capitalistes ; et que celles-là étaient plus simples, plus claires, et partant plus faciles à comprendre que celles-ci. Une famille de paysans qui produit tout ce dont elle a besoin dispose complètement du mode de production, autant que celui-ci dépend de facteurs sociaux et non de facteurs physiques. Il en est à peu près de même de la production des marchandises à ses débuts. L'artisan, dans une ville provinciale au moyen-âge, était encore à demi paysan ; et, dépendant de sa clientèle, il savait d'une manière assez précise sur quelles données il devait régler sa production. L'intermédiaire du marchand et le développement du commerce, devenu international, a changé tout cela. Les forces économiques se transforment alors en forces sociales indépendantes de l'homme et supérieures à lui, dont l'action a la puissance des forces élémentaires de la nature. Si l'état de dépendance où se trouve l'homme vis-à-vis de ces forces était identique à sa dépendance psychologique du milieu où il vit, identique à la détermination de sa conscience par son mode d'existence social, cette dépendance serait actuellement beaucoup plus grande qu'autrefois, et la valeur du matérialisme économique en serait accrue et non diminuée, comme le pense Bernstein.

Ces faits ne lui sont pas inconnus. Sur quoi s'appuie-t-il donc quand il prétend que dans la société moderne l'homme domine de plus en plus les forces économiques ? Au sein même de cette société, nous pouvons sans doute distinguer des périodes, dans lesquelles les forces économiques dominent l'homme, et d'autres, où celui-ci croit au contraire les dominer. Les premières sont les périodes de crise, les autres les périodes d'essor économique. Depuis quelques années, nous vivons dans une de ces dernières périodes. Cela suffirait-il à Bernstein pour en déduire une loi historique de « la société moderne » et la faillite du matérialisme historique ? Dans ce cas, sa conception de l'histoire moderne manque de solidité.

Mais quelle est « la société », quels sont « les hommes » qui asservissent de plus en plus les forces économiques ? Sont ce les paysans, les artisans, les petits commerçants ? Ou bien les salariés ? Ou bien sont-ce même les petits capitalistes et les gentilshommes campagnards ? Tous arrivent à dépendre de plus en plus, — aux bonnes comme aux mauvaises périodes — d'une poignée de gros capitalistes. Ces derniers forment *la société*, *l'humanité*, qui « s'affranchit de plus en plus des forces économiques ».

Sans doute, il ne s'agit ici pour Bernstein que de liberté en théorie. Dans la pratique, elle est étouffée par les conflits d'intérêts existants ; ceux-ci sont à leur tour dominés — dans la société actuelle, notez bien — par l'*intérêt collectif* qui *l'emporte progressivement sur l'intérêt particulier*.

Je n'en croyais pas mes yeux, en lisant cela, et c'est en vain que je cherchai des faits qui pussent corroborer cette audacieuse proposition. Où, dans quelle classe voit-on que l'intérêt collectif l'emporte sur les intérêts de classe ? Est-ce chez les agrariens, qui demandent à grands cris des privilèges ? Chez les artisans et les petits commerçants, qui voudraient voir toute mesure économique rationnelle interdite ? Chez les gros industriels, qui s'efforcent de faire monter artificiellement les prix par des tarifs protecteurs et des trusts ? Tous réclament des privilèges aux dépens de la collectivité et cherchent à piller l'Etat et le consommateur. C'est tout l'intérêt qu'ils prennent à la collectivité. La seule classe qui s'intéresse à la collectivité est le prolétariat ; non que nous soyons meilleurs, mais parce que l'intérêt du prolétariat coïncide avec celui de l'évolution sociale et parce qu'en sa qualité de classe inférieure, il finit par payer à ses dépens tout privilège accordé aux classes supérieures. On peut donc dire que tout accroissement des forces du prolétariat profite à l'intérêt général. Mais ce n'est pas là ce que veut dire Bernstein, qui est convaincu qu'on arrivera par une moralité plus haute et une vue plus claire des choses à atténuer les inégalités entre les classes.

Il pense que dans l'état actuel du développement économique, les facteurs idéologiques et plus particulièrement les facteurs moraux ont un champ d'action indépendante plus vaste qu'autrefois. Bernstein dit cela de peur qu'on ne se méprenne sur le sens de sa phrase « que les sciences,

les arts, un plus grand nombre de relations sociales sont aujourd'hui beaucoup plus indépendants de l'économie qu'à n'importe quelle époque passée. » Mais la phrase n'en est pas moins équivoque. De quelle sorte de dépendance s'agit-il ici? Bernstein veut-il dire que la conscience de l'homme dépend moins aujourd'hui de son mode d'existence sociale, que le milieu influence moins la vie psychique, qu'il y a aujourd'hui des problèmes, que les hommes se posent eux-mêmes à leur gré, pour la solution desquels ils inventent leur méthode à leur gré et dont ils déterminent la solution à volonté? Mais alors sa phrase n'est qu'une affirmation sans preuve de ce qu'il veut démontrer. Ou bien veut-il dire que les sciences, les arts, la morale subissent aujourd'hui moins que jamais l'influence immédiate des forces économiques momentanément dominantes.

Cela ne revient-il pas à prétendre que les autres forces, qui les influencent, aptitudes naturelles, idées reçues, traditions, sont plus puissantes que jamais, à une époque où l'homme domine plus que jamais la nature, où les différences de races s'atténuent de plus en plus, grâce aux rapports internationaux, où règne un mode de production qui révolutionne sans cesse les rapports sociaux, détruit toutes les anciennes traditions et empêche qu'il ne s'en forme de nouvelles!

Ou bien Bernstein veut-il dire que les intellectuels dépendent aujourd'hui économiquement moins des pouvoirs dominants, qu'ils peuvent exercer leur action plus indépendamment qu'autrefois? Mais

depuis que les différences de classes existent jusqu'à l'époque capitaliste, l'intelligence a toujours été l'apanage des classes dirigeantes et possédantes. Ou bien les éléments intelligents formaient l'unique classe dirigeante, comme toujours au début de la division de la société en classes, comme aussi dans la Grèce classique.

Ou bien ils constituaient à côté de la caste guerrière, une classe particulière, la caste religieuse. On sait quelle puissance surent conquérir ces idéologues. Qui ne connaît la souveraineté universelle de l'Eglise au moyen-âge ? C'est seulement le mode de production capitaliste qui a privé les intellectuels de la puissance et en a fait des salariés au service des capitalistes. Jamais les idéologues n'ont autant dépendu des forces économiques qu'aujourd'hui.

Quoique ce fait soit en contradiction avec la thèse de Bernstein, nous croyons avoir trouvé dans ce fait même le motif qui permet de donner à cette thèse une interprétation conforme à la réalité des faits.

Les intellectuels ont cessé d'être classe dirigeante. Ils ont du reste cessé de représenter une classe homogène, ayant des intérêts de classe particuliers. Ils forment un groupe d'individus et de coteries ayant les intérêts les plus divers. Comme on l'a fait souvent remarquer, ces intérêts se confondent en partie avec ceux de la bourgeoisie, en partie avec ceux du prolétariat. De plus, leur degré de culture les rend des plus aptes à considérer de haut l'évolution économique. N'étant pas poussés par des intérêts de classe nettement définis, agis-

sant souvent conformément à la connaissance plus profonde qu'ils ont acquise des phénomènes sociaux, les intellectuels se sentent souvent les représentants de l'intérêt général en face des intérêts de classe, les représentants d'idées indépendantes des facteurs économiques. Le nombre des intellectuels est toujours croissant, et avec eux semble progresser l'intérêt collectif en face des intérêts de classe; semble croître l'affranchissement des arts, des sciences, des concepts moraux des forces économiques. C'est seulement en les interprétant ainsi, que les phrases de Bernstein deviennent intelligibles pour nous et perdent leur caractère mystique, mais elles cessent aussi de prouver quoi que ce soit contre le matérialisme historique. C'est l'interprétation qu'en a donnée Bernstein qui maintenant nous devient intelligible.

L'évolution qu'on vient de décrire fait naître dans les *couches intellectuelles* des sympathies d'autant plus fortes pour le prolétariat, que le mouvement prolétarien grossit davantage et menace la société actuelle, que la situation économique des *intellectuels* se rapproche davantage de celle du prolétariat, et qu'ils dépendent plus d'une aristocratie d'argent vaniteuse et brutale. Mais un petit nombre seulement se décide à prendre une part directe à la lutte prolétarienne. Ce n'est pas seulement leur situation hybride entre les deux classes en lutte qui les empêche de prendre nettement position, leur condition même les rend impropres à la lutte.

Rien d'étrange à ce qu'ils soient saisis d'un fris-

son de crainte en présence des grandes luttes décisives qui se préparent entre le monde capitaliste et le monde prolétarien. Comme les Sabines ravies à leurs pères, ils se jettent entre les combattants et les conjurent de se réconcilier ou d'employer du moins des armes de combat qui ne fassent pas grand mal.

Mais où prendre la force capable de faire disparaître ou tout au moins d'adoucir les contrastes choquants ? On désespère de la trouver dans la vie économique et on la cherche dans les progrès de la moralité. La morale indépendante des forces économiques et supérieure à elles, voilà la force capable de vaincre les résistances, d'adoucir les contrastes à la satisfaction de tous, de substituer à la lutte l'évolution pacifique de la réconciliation.

Mais il n'y a pas de place pour une morale pareille dans le cadre du matérialisme historique. Ce dernier est donc l'ennemi, qu'il faut vaincre avant tout, si l'on veut que la morale puisse exercer ses droits. Ce ne sont pas les historiens, mais les moralistes, — philosophes et économistes, qui déclarent que le matérialisme historique a fait son temps, et il a si bien fait son temps qu'ils accourent de plus en plus nombreux pour le combattre !

Il est évident que Bernstein n'a pas pu résister à cet assaut. Mais il trouve le concept du matérialisme historique assez large pour se croire autorisé à reconnaître la légitimité de la critique des moralistes, tout en restant fidèle à la conception marxiste de l'histoire, il croit même pouvoir constater cette évolution chez Marx et Engels. Il ne voit pas que

c'est là une évolution de la pensée, qui de conséquente est devenue inconséquente, de profonde, superficielle, de précise, vague, c'est-à-dire un pas en arrière au point de vue scientifique et cela précisément dans une question fondamentale. Il ne s'agit pas ici d'une simple question de cabinet. La façon dont Bernstein concilie la nécessité historique et la liberté morale dans sa philosophie de l'histoire, signifie que dans la pratique le parti socialiste doit accepter un compromis entre la nécessité de l'évolution économique et la liberté de l'utopisme, entre la lutte de classe et la réconciliation des classes par l'intérêt collectif.

Il faudrait que Bernstein apportât de tout autres faits s'il voulait nous convaincre de la justesse de ce point de vue.

b) **La dialectique.**

Si Bernstein fait, non pas la critique, mais le commentaire du Matérialisme économique, il en est autrement au cours de sa brochure.

« La doctrine de Marx et Engels, dit-il, a parcouru une évolution, mais toutes les variations à constater là et ailleurs... n'ont pas été reconnues dans sa formulation définitive... Marx et Engels se sont bornés tout juste à indiquer, et parfois à reconnaître par rapport à certains points seulement, l'influence que les changements — par eux reconnus — dans les *faits* et la meilleure compréhension des faits, doivent exercer sur la formulation et l'application de la théorie. Et sous ce dernier rap-

port aussi les contradictions, chez eux, ne font pas défaut. Ils ont laissé à leurs successeurs la tâche de rétablir l'unité dans la théorie et l'accord entre la théorie et la pratique... Aujourd'hui on peut *tout* prouver par les écrits de Marx et d'Engels. Pour les apologistes et les avocassiers littéraires cela est fort commode évidemment. Mais celui qui a conservé ne fût-ce qu'un peu de sens théorique, celui-là éprouvera le besoin — dès qu'il aura découvert ces contradictions — de déblayer le terrain. En cela et non pas en la sempiternelle répétition des paroles du maître consiste le devoir des disciples » (p. 32, 33.) — (*Traduction Cohen.*)

Je ne saurais nier la justesse de la phrase qui termine ce passage, pas plus du reste que de celle qui le commence. Pour le reste je ne fais pas moins mes réserves que Bernstein à l'égard de Marx et d'Engels, au risque de passer à ses yeux pour un apologiste et un avocassier.

Il est clair que la théorie marxiste n'est pas sortie en bloc du cerveau de ses auteurs, qu'elle a accompli une évolution, et c'est une vérité tout aussi banale de faire remarquer que la tâche des disciples ne consiste pas à répéter éternellement les paroles des maîtres. Les résultats acquis par Marx et Engels ne sont pas le dernier mot de la science. La société se transforme perpétuellement, et on voit se produire non seulement de nouveaux faits, mais encore de nouvelles méthodes d'observation et d'investigation.

Plus d'une affirmation de Marx et d'Engels n'est plus admise de nos jours, plus d'une a besoin d'une restriction; il faut combler maintes lacunes laissées par eux.

Mais ce n'est pas de ce genre d'évolution accomplie par la théorie que parle Bernstein, mais des contradictions, auxquelles Marx et Engels furent entraînés par leurs propres progrès scientifiques, en n'en tirant pas toutes les conséquences et en restant fidèles à de vieilles idées, qui étaient en contradiction avec leurs propres idées nouvelles.

Voilà qui n'est plus évident, cela a besoin d'être prouvé et péremptoirement. En règle générale, l'évolution d'une théorie est autre que Bernstein ne la décrit ici. Elle doit se rattacher dans ses débuts à celles des précurseurs ; elle ne peut être alors exempte de contradictions ; mais plus elle se perfectionne, plus elle devient indépendante, et plus elle se dépouille des formules reçues, plus elle acquiert d'unité et de cohésion. Pourquoi en aurait-il été autrement de Marx et d'Engels, deux penseurs, qui se sont toujours efforcés de donner de l'unité à leur théorie, de la clarté à leurs pensées et de la précision à leurs paroles, ainsi que le reconnaissent leurs adversaires eux-mêmes ?

Et ces hommes seraient tombés, sans s'en douter, dans de si graves contradictions, et leurs pensées seraient vagues à ce point qu'on puisse tout prouver avec leurs écrits ? — Il est vrai que maintes phrases de Marx et d'Engels paraissent susceptibles d'une interprétation différente ; mais doit-on passer pour un avocassier et un apologiste, parce qu'on cherche à les comprendre sans y voir de contradiction ? C'est la destinée de toute philosophie, qui va jusqu'au fond des choses, de n'être pas comprise du premier coup et d'être diverse-

ment interprétée. Celui-là seul comprendra un penseur profond, qui est capable de se familiariser complètement avec la marche de sa pensée. Un adversaire y réussira difficilement, et là où celui qui s'est familiarisé avec la pensée de l'auteur ne trouve que parfaite unité et cohésion, il ne verra que des contradictions, que seul un apologiste peut concilier entre elles.

D'où vient que Bernstein n'ait découvert ces contradictions dans Marx et Engels, que depuis qu'il a quitté lui-même la corporation des apologistes et des avocassiers? Qu'est-ce qui lui a ainsi ouvert les yeux? Nous sommes en droit d'espérer que les graves paroles de Bernstein répondent à des faits sérieux et convaincants.

Tout d'abord il nous donne à l'appui de son affirmation un exemple, un seul. Mais ce doit être un exemple écrasant!

Dans la préface de la nouvelle édition du « *Manifeste communiste* » (1872), Marx et Engels disaient du programme révolutionnaire qui y était exposé, « que certains passages étaient vieillis ». Mais en 1885, Engels fit réimprimer un programme révolutionnaire de l'année 1848 et une circulaire de la commission exécutive de l'Union communiste, en faisant remarquer, que « plus d'une personne pouvait y apprendre quelque chose » et que « plus d'une chose convenait à notre époque ». Je dois avouer que je suis assez apologiste et avocassier, pour ne rien trouver ici qui soit en contradiction avec les « certains passages vieillis » cités plus haut. Il est vrai que la préface de 1872

ajoute : « La Commune a prouvé en 1871 que la classe ouvrière ne peut se contenter de prendre purement et simplement possession de la *machine gouvernementale* telle qu'elle est et la mettre en mouvement pour son propre compte ». « Mais cinq années plus tard, continue Bernstein, Engels dit simplement dans son « *Anti-Dühring* » : « Le prolétariat s'empare du pouvoir public et transforme d'abord les moyens de production en propriété de l'Etat. »

Bernstein semble considérer la contradiction entre ces deux points comme si évidente, qu'il juge superflu de l'expliquer. Pour moi, au contraire, je n'y puis découvrir avec la meilleure volonté du monde aucune contradiction. Quand Engels dit que la classe ouvrière ne peut se contenter de prendre possession de la machine gouvernementale telle qu'elle est, cela ne veut pas dire qu'elle ne puisse en prendre possession. Ce serait là une transformation radicale de l'un des fondements de la politique marxiste, et Marx et Engels ne l'auraient pas ainsi opérée en deux lignes, sans l'accompagner d'un commentaire. Que celui qui conserve encore quelque doute sur le sens qu'il faut donner à la phrase en question, relise la préface d'Engels (troisième édition), parue en 1891, de « la guerre civile en France ». Il y lira entre autres choses : « La Commune devait reconnaître dès le début que la classe ouvrière, une fois parvenue au pouvoir, ne pouvait gouverner avec l'ancienne machine gouvernementale ; que cette classe ouvrière devait se débarrasser de l'ancienne organisation

de répression utilisée contre elle jusqu'ici, et se garantir contre ses propres députés et fonctionnaires, pour ne pas perdre le pouvoir à peine conquis ». etc... (p. 12). En quoi cette explication contredit-elle le moins du monde la phrase citée plus haut : « Le prolétariat s'empare du pouvoir public, et transforme les moyens de production en propriété de l'Etat ? » Il faut se trouver soi-même en opposition absolue avec le point de vue marxiste pour voir là une contradiction.

— Il est vrai que plus tard Bernstein trouve moyen de signaler d'autres contradictions. D'où viennent-elles ? Comment expliquer que deux penseurs d'une logique aussi rigoureuse aient pu se tromper de la sorte ? La faute en est à la dialectique d'Hégel. Elle est le péché originel du marxisme.

Si Engels avait soumis lui-même sa théorie à la révision devenue nécessaire, « il aurait été obligé, sinon formellement, du moins dans le fond, de régler le compte définitivement avec la dialectique hégélienne. Elle constitue l'élément perfide dans la doctrine marxienne, le piège, l'obstacle, qui barre le chemin à toute appréciation logique des choses ». (p. 56.) — (*Traduction Cohen.*)

« Les tours de force logique de l'hégélianisme sont brillants, radicaux et spirituels. Comme le feu follet il nous fait voir dans leurs contours vagues, des perspectives d'au delà. Mais si, confiants, nous les suivons, nous aboutissons infailliblement à l'embourbement. Ce que Marx et Engels ont produit de grand, ils l'ont produit non pas grâce à la dialectique hégélienne, mais malgré elle » (p. 63).

Mais que reste-t-il de la doctrine marxiste, si on lui prend la dialectique, qui était son « meilleur instrument de travail » et « son arme la plus acérée ? » (Engels, « *Feuerbach* », p. 45). N'étaient pas Marx et Engels des dialecticiens dans toute la force du terme ?

Dès 1875, Dühring écrivait dans son « *Histoire critique* » du premier volume du « *Capital* » de Marx :

Le défaut de logique naturelle et intelligible, qui distingue la dialectique entortillée et les arabesques de pensée ne permet pas de prévoir ce qui, pour parler un langage clair et humain, suivra dans les deux autres volumes. Il faut déjà appliquer à la partie déjà parue le principe, qu'à un certain point de vue et d'après un préjugé philosophique connu « tout est dans chaque chose et chaque chose en tout », si bien qu'en fin de compte, en vertu de ce mélange d'idées fausses et incohérentes, « *tout et un* » sont la même chose. (2e édition p. 496).

C'est à peu près ce que dit Bernstein, quand il prétend, qu'avec Marx et Engels on peut tout prouver. Il n'y a entre Bernstein et Dühring qu'une différence, c'est que ce dernier ne s'imaginait nullement d'effectuer, par sa critique, « le développement et le perfectionnement de la doctrine marxiste » et d'y parvenir « que c'est finalement Marx lui-même, qui a raison contre Marx ».

Mais laissons pour le moment Marx de côté et occupons-nous de « régler le compte » de cette dialectique perfide.

Qu'est ce donc que cette chose immorale qui nous tend des pièges et met notre vertu en péril ? Ce n'est autre que la conception qui nous fait con-

sidérer le monde « non comme un ensemble de choses achevées, mais comme un ensemble de processus où les choses en apparence fixes et stables non moins que les notions, qui en sont les images imprimées dans notre cerveau, sont dans un état de perpétuel devenir, dans lequel s'accomplit une évolution continue en dépit de tous les reculs momentanés et malgré toutes les contingences apparentes » (Engels, « Feuerbach », p. 46). Mais la force qui détermine toute évolution est la lutte entre les contraires.

Bernstein considère-t-il comme fausses cette conception et les formes particulières qu'elle a prises chez Hégel, Marx et Engels? Il veut réviser la théorie, ce qu'Engels a négligé de faire; il déclare qu'il faut tout d'abord régler son compte à la Dialectique, s'emporte contre elle, mais ne nous dit pas un traître mot dans son ouvrage, qui nous explique en quoi consiste, d'après lui, l'erreur de cette dialectique.

Il la déclare seulement très dangereuse, parce qu'on en peut faire facilement un emploi absurde.

« Les formules ont beau être utilisables, occasionnellement, pour la démonstration des rapports réciproques et des développements de certaines choses réelles. Elles peuvent avoir été d'une grande utilité pour l'exposé de problèmes scientifiques et ont pu donner l'impulsion vers d'importantes découvertes. Mais dès qu'avec ces formules pour point de départ, des développements déductifs sont faits, le danger des constructions arbitraires renaît. Ce danger devient plus grand à mesure qu'est plus compliqué le sujet du développement dont il s'agit » (p. 37, 38). — (*Traduction Cohen.*)

Nous l'accordons volontiers. Mais qu'est-ce que cela prouve contre la dialectique? En supposant que Marx et Engels n'aient véritablement pas su s'en servir, ce serait un argument contre eux, mais non contre la méthode. Il est évident que la dialectique ne doit être qu'un instrument pour étudier la réalité et la comprendre, et non un moyen de se dispenser de l'étudier, qu'elle n'est pas une formule magique, produisant à elle seule des résultats définitifs, et qu'elle n'a de valeur qu'autant que ses résultats sont justifiés par les faits. Cela est vrai de la dialectique comme de toute méthode d'observation.

Quiconque construit des hypothèses en dehors du domaine de la réalité, s'égarera toujours, qu'il se serve de la dialectique ou retourne à la philosophie de Kant. Mais Marx s'est-il laissé aller à construire des hypothèses arbitraires? Dühring l'a déjà prétendu à propos du paragraphe sur la tendance historique à l'accumulation des capitaux dans « le Capital » : « la négation hégélienne de la négation doit servir ici, à défaut de moyens meilleurs et plus clairs, à déduire l'avenir du passé ». A cela Engels répondit dans l'Anti-Dühring : « En désignant un fait comme négation de la négation, Marx n'entend pas le prouver comme historiquement nécessaire. Au contraire. Après avoir historiquement prouvé que le fait s'est accompli en partie et doit achever de s'accomplir, il ajoute que son accomplissement est soumis à une loi dialectique déterminée. Et c'est tout. »

Marx lui-même déclarait dans son appendice à

la deuxième édition du « Capital » : L'observation doit s'approprier son objet dans tous ses détails, l'analyser dans ses diverses phases de développement et découvrir leurs liens intimes. Ce n'est qu'après ce travail que l'évolution véritable peut être décrite. Si l'opération réussit, la vie de l'objet apparaît clairement à l'esprit, il importe peu que le résultat ressemble à une construction *a priori* ».

Si Bernstein est d'avis qu'en employant la dialectique d'Hégel on court le danger de construire des hypothèses arbitraires, nous voyons ici que, pour Marx, on court facilement le danger, si on s'en tient aux apparences, de prendre pour des hypothèses *a priori*, ce qui est le résultat d'une observation approfondie de la réalité.

Voyons si Bernstein n'aurait pas fait de même. Examinons les preuves qu'il donne des dangers de la dialectique hégélienne. Que le lecteur se rassure ; Bernstein ne l'entraîne pas dans les profondeurs des spéculations philosophiques. Non. Il se contente de constater que la dialectique d'Hégel a ses mérites et ses dangers. On en peut dire autant à première vue de la logique de toute philosophie, depuis Thalès jusqu'à Nietzsche. Les détails qu'il nous donne se rapportent à des exemples empruntés à l'histoire de notre parti, et destinés à prouver les dangers de la dialectique.

« Le *Manifeste Communiste*, proclama en 1847, que la révolution bourgeoise à la veille de laquelle se trouva l'Allemagne, étant donnés le développement du prolétariat et l'état avancé de la civilisation européenne, ne pourra être que le prologue immédiat d'une révolution prolétarienne.

» Cette auto-suggestion historique, tellement erronée, que le premier visionnaire politique venu ne pouvait guère trouver mieux, serait incompréhensible chez un Marx, qui à cette époque avait déjà sérieusement étudié l'économie, si on ne devait pas voir en elle le produit d'un reste de la dialectique antithétique hégélienne » (p. 39).

Que Marx et Engels se soient trompés dans cette phrase, c'est un fait que le premier novice venu en politique constatera facilement aujourd'hui, après plus d'un demi-siècle écoulé depuis la révolution ; mais il est douteux qu'il fallût être « le premier visionnaire venu », pour écrire cette phrase un an avant la révolution. Il n'y a que les princes de la famille des Hohenzollern qui soient des prophètes infaillibles dans les drames de Wildenbruch.

Mais abstraction faite de cela, qu'est-ce que cette prophétie a de commun avec la dialectique d'Hégel ? Où celle-ci dit-elle un seul mot de la marche de l'évolution, qui s'accomplit par « la négation de la négation ? » Où Marx et Engels s'appuient-ils sur la dialectique hégélienne dans leur prophétie du manifeste communiste ? Comment s'expriment-ils eux-mêmes ?

« Les communistes ont les yeux fixés sur l'Allemagne, parce que l'Allemagne est à la veille d'une révolution bourgeoise et qu'elle accomplira cette révolution dans des conditions de progrès meilleures que dans le reste de l'Europe en général et avec un prolétariat beaucoup plus développé qu'en Angleterre au XVIIe siècle et qu'en France au XVIIIe, et que par conséquent la révolution bourgeoise allemande ne sera que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne. »

On le voit, il n'y a pas trace de dialectique. Ils s'appuient sur l'exemple de la révolution bourgeoise en Angleterre au XVIIe siècle et en France au XVIIIe. Ces deux révolutions montraient des phénomènes similaires ! Leur point de départ était le soulèvement de la bourgeoisie contre l'absolutisme féodal ; mais elles n'en restèrent pas là, elles furent « le prélude immédiat » du régime terroriste de la petite bourgeoisie et du commencement des mouvements révolutionnaires plébéiens, ici des « niveleurs », là des « babouvistes ». Le développement arriéré du prolétariat et des conditions sociales en général firent échouer ces mouvements. La révolution bourgeoise, que l'on attendait en Allemagne en 1847, devait s'accomplir dans de meilleures conditions de progrès. Si elle était, comme les révolutions qui l'avaient précédée, le « prélude immédiat » d'un mouvement prolétarien révolutionnaire, elle devait en 1848 atteindre un tout autre résultat qu'en 1648 et en 1793.

Tout cela était très logiquement pensé et pas le moins du monde digne « du premier visionnaire venu ». Et n'eûmes-nous pas, peu après l'apparition du manifeste communiste, la révolution bourgeoise, non pas seulement, il est vrai, en Allemagne mais dans toute l'Europe centrale, et cette révolution ne fut-elle pas pendant les journées de juin le prélude d'un soulèvement prolétarien, tel qu'on n'en avait encore jamais vu d'aussi violent ? Marx et Engels ne seraient-ils des visionnaires insensés que parce que la révolution, qu'ils prédisaient en Allemagne, s'étendit à toute l'Europe centrale ?

Mais n'avaient-ils pas étudié l'économie politique, et pouvaient-ils ignorer que le prolétariat allemand était encore beaucoup trop en retard dans son évolution, pour accomplir aussitôt une révolution à son profit ? Et n'était-ce pas la dialectique, qui les empêchait de le remarquer ?

Pour comprendre cela, il faut considérer de plus près, non pas la dialectique, mais les arguments mêmes, sur lesquels Marx et Engels s'appuyaient expressément ; à savoir la révolution anglaise et la révolution française. La première avait duré une vingtaine d'années, la seconde une dizaine, ou, si l'on veut y comprendre l'époque napoléonienne, plus d'une vingtaine d'années et durant cette période la constitution économique et sociale du pays s'était complètement modifiée.

Les tentatives de mouvements prolétariens, ou si l'on préfère, de mouvements plébéiens, ne s'étaient produites que *pendant* les révolutions. Par analogie, Marx et Engels comptaient sur un mouvement révolutionnaire de plusieurs dizaines d'années et non de plusieurs mois.

Ils disaient aux ouvriers : « Vous avez quinze, vingt, cinquante ans de luttes sociales à soutenir, non seulement pour changer les conditions sociales, mais pour vous transformer vous-mêmes et vous rendre dignes du pouvoir. » Procès-verbal de la commission centrale londonienne de l'Union communiste, 15 septembre 1850.)

Ils ne se faisaient pas illusion sur le degré de maturité du prolétariat, mais sur la longueur et l'intensité de la révolution bourgeoise attendue.

Comment se fit-il que la révolution de 48 avorta misérablement en Europe au bout de quelques mois, tandis que la révolution anglaise du XVIIe siècle et la révolution française du XVIIIe, restèrent des dizaines d'années victorieuses ? C'est précisément parce qu'en 1848 l'évolution du prolétariat était beaucoup plus avancée. Marx et Engels ne voyaient pas que le prolétariat ne peut pas accroître sa force révolutionnaire, sans que les classes bourgeoises — capitalistes, petits bourgeois, paysans, intellectuels — perdent la leur à un beaucoup plus haut degré ; que toute manifestation de force de la part du prolétariat pousse la bourgeoisie dans le camp de la réaction et que la bourgeoisie ne fut révolutionnaire que tant qu'elle ne vit pas plus loin que « les premiers visionnaires venus », et qu'elle se méprit sur la puissance du prolétariat.

Leur faute ne fut pas d'exagérer la valeur du prolétariat, mais celle de la bourgeoisie ; nous pouvons actuellement nous en rendre facilement compte ; mais avant 1848, c'est-à-dire tant que les faits eux-mêmes n'avaient pas parlé, les plus perspicaces et les plus prévoyants pouvaient bien ne pas le remarquer. Si nous voulons rechercher à quelle cause il faut imputer cette faute, c'est dans l'étude de l'histoire de la révolution anglaise et de la révolution française que nous la trouverons et non dans l'hégélianisme.

C'était un des principes d'Hégel, que l'histoire ne se répète pas, que chaque époque a ses formes d'évolution particulières qui ne se déduisent pas de

l'étude du passé. Il dit dans un passage de l'introduction de sa « *Philosophie de l'histoire* » (p. 9) :

L'expérience et l'histoire enseignent que les peuples et les gouvernements n'ont jamais tiré aucune leçon de l'histoire et qu'ils n'ont jamais agi d'après celles qu'ils en auraient pu tirer. Chaque époque présente des caractères si particuliers, constitue un état de choses si individuel, qu'on ne peut et ne doit l'expliquer que par lui-même. Pour juger la marche tumultueuse des événements du monde, ni les principes généraux, ni l'analogie des faits ne servent de rien. Car une pâle analogie n'a aucune force en présence de la vie et de la liberté des faits du présent. Rien n'est plus insipide à cet égard que les citations souvent répétées d'exemples grecs et romains, comme cela a été si fréquemment le cas en France pendant la période révolutionnaire.

Marx et Engels se sont abstenus d'apporter de pareils témoignages. Mais celui qui se préoccupe avant tout de l'avenir, succombe trop facilement à la tentation de chercher à découvrir non seulement la direction, mais aussi les formes de l'évolution de l'avenir ; mais comme on ne peut bien se représenter que ce que l'on connaît, toutes les formes de l'avenir qu'on reconstruit hypothétiquement ne sont que des variations et des réminiscences du passé.

Nous ne pouvons dire qu'une chose de la révolution future : elle sera différente de celles qui l'ont précédée et de celle que quiconque d'entre nous s'est imaginé ou s'imagine, serait-il Engels ou Bernstein. L'important est de voir clair dans la réalité : ce fut le cas de Marx et d'Engels. Malgré les dangers de la dialectique hégélienne, ils furent

dans l'exil les premiers parmi les réfugiés révolutionnaires, qui reconnurent ce dont on avait besoin.

« Mais, dit Bernstein, cette contradiction entre la maturité réelle et la maturité hypothétique de l'évolution s'est répétée plusieurs fois encore. » Quelques observations empruntées à ces dernières années le montreront.

Dans l'introduction de la deuxième édition de sa « *Question des logements* », Engels vint à parler d'un « certain socialisme petit-bourgeois » qui a « ses représentants dans le parti socialiste lui-même, et jusque dans la fraction socialiste du Reichstag. Et cela de telle sorte qu'on reconnaît comme parfaitement justifiées les idées fondamentales du socialisme moderne et sa prétention de socialiser tous les moyens de production, tout en déclarant que la réalisation de ce programme ne sera pratiquement possible qu'à une époque lointaine, dont on ne peut prévoir l'avénement. »

A cela Bernstein répond :

« Il est pour le moins fort peu scientifique de juger le point de vue d'un politicien ou d'un théoricien, rien que d'après l'idée qu'il se fait de la rapidité avec laquelle s'effectue l'évolution sociale. L'identification de l'idée prolétarienne avec celle de l'abolition directe et immédiate de tous les contrastes sociaux conduit à une interprétation bien mesquine de cette idée. « Prolétarien » d'après cette méthode signifierait brutal, grossier. Si la foi en la perpétuelle imminence de la catastrophe révolutionnaire faisait le socialiste prolétarien et révolutionnaire, ce seraient en premier lieu les révolutionnaires *en toc* qui auraient droit à cette qualification etc. » (p. 44, 45.)

Je demande maintenant où se trouvent dans la phrase d'Engels les expressions « abolition directe et immédiate de tous les contrastes sociaux » et « catastrophe révolutionnaire imminente » ? A mon avis, le sens des phrases citées est très simple et très facile à comprendre ; pour le prolétaire qui lutte en connaissance de cause, la lutte contre le salariat, contre l'exploitation capitaliste et la propriété privée des moyens de production est une chose absolument pratique. Il peut attendre plus ou moins longtemps la suppression du salariat capitaliste, celle-ci peut se réaliser plus ou moins vite, le but du prolétaire n'en est pas moins précis et détermine son action pratique tout entière. Pour le petit-bourgeois, qui tire lui-même profit de la propriété privée des moyens de production, qui peut encore espérer devenir bourgeois, qui a plus à perdre que ses chaînes, la suppression de la propriété capitaliste n'est pas une question de nécessité pratique, mais tout au plus une question de bienveillance platonique. La souveraineté capitaliste lui est désagréable, il applaudit à la lutte du prolétariat. Mais la victoire du prolétariat n'est pas pour lui une nécessité pressante. Il n'éprouve pas le besoin d'y assister. Il lui importe peu que le régime socialiste n'arrive que dans cinq cents ans.

Je ne vois pas ce qu'il y a d'absurde à expliquer les opinions différentes du prolétaire et du petit-bourgeois par leurs différences de classe.

Cela est conforme au matérialisme d'Engels. Si Bernstein a dédaigné de comprendre ainsi les phrases d'Engels et a préféré en donner « une

interprétation bien mesquine », cela ne s'explique qu'en supposant que Bernstein s'est senti atteint par la remarque d'Engels sur les petits bourgeois, et que dès lors il ne les a pas lues avec impartialité, mais avec un esprit prévenu.

Dans ce cas Engels a été bon prophète, quand il dit : « Si, comme cela est nécessaire et même désirable, cette tendance prend un jour une forme plus nette et plus précise, elle devra pour formuler son programme remonter jusqu'à ses devanciers, et elle ne pourra guère ne pas tenir compte de Proudhon. »

Or, Bernstein chante dans son livre les louanges de Proudhon (p. XXXI, 57, 227).

Malgré son don prophétique, Engels n'avait pas prévu en 1887, qu'il serait donné au rédacteur du « Sozialdemokrat » de Zurich, de ressusciter Proudhon.

Mais Engels s'était trompé aussi dans une autre de ses prophéties. Il avait déclaré en 1885, que « le prochain ébranlement européen se produirait bientôt. (les révolutions en Europe se sont produites dans notre siècle de 15 en 18 ans, 1815, 1830, 1848-52, 1870) » (Préface des « *Révélations relatives au procès des communistes de Cologne* », p. 14).

La phrase à l'air un peu bizarre, c'est indéniable. On dirait qu'Engels ne se basait dans ses prophéties que sur un calcul d'années assez enfantin. On y chercherait en vain une trace quelconque de dialectique, mais l'argumentation ne paraît pas précisément prouver une méthode scientifique.

Mais je crois qu'il ne faut pas nous laisser tromper par les apparences. Rappelons-nous le passage du « Capital » cité plus haut. Marx nous fait remarquer que quand on arrive à rendre dans toute sa vérité la vie de l'objet, il semble qu'on ait affaire à une hypothèse construite *a priori*. Lui-même nous montre clairement le mode de développement de la propriété par la « négation de la négation ». Mais celui qui ignore comment Marx est arrivé à la connaissance de ce développement, peut facilement croire qu'il l'a tirée de la formule de Hégel.

De même ici. Il semble qu'Engels ait annoncé en 1885 l'imminence du mouvement révolutionnaire en Europe, parce qu'il en calculait l'échéance à quinze ou dix-huit années. C'est le contraire qui est vrai : c'est parce qu'Engels s'attendait à un ébranlement politique en Europe, qu'il y voyait une preuve nouvelle que les révolutions en Europe au XIXe siècle se renouvellent à intervalles réguliers.

Mais comment Engels s'attendait-il en 1885 à un ébranlement politique en Europe ?

Comme j'entretenais alors à Londres des relations très étroites avec Engels, je connaissais son opinion, et je me crois tenu de la faire connaître ici, pour délivrer mon maître disparu du ridicule soupçon d'avoir fait des prédictions, sinon d'après le marc de café, du moins d'après de simples chiffres.

Quelle était la situation en 1885 ? Le centre de gravité de la politique européenne était en Alle-

magne, mais la vie politique y était dans un état de stagnation.

Au dedans et au dehors, Bismarck était au bout de son latin; il restait cependant aux affaires, grâce à l'armistice que lui accordaient les partis bourgeois, pour ne pas troubler les derniers jours du vieil empereur. Mais les jours de Guillaume Ier étaient comptés, et sa mort devait amener l'échéance du prochain ébranlement européen. La lutte de classes si longtemps ajournée entre l'aristocratie et la bourgeoisie devait s'allumer plus ardente que jamais et l'antagonisme entre Bismarck et l'empereur Frédéric devait lui donner une acuité plus grande. Le différend entre ces deux derniers, à l'origine simple intrigue de cour, menaçait de devenir une lutte historique, qui ne pouvait finir que par la chute de Bismarck et de son système et par la victoire du libéralisme. Mais vie et mouvement politique et social veut dire actuellement vie et mouvement du prolétariat. L'avénement du libéralisme devait avoir pour conséquences inévitables, le déchaînement et l'essor rapide du prolétariat et provoquer un conflit entre lui et le régime libéral.

Telle était l'idée que se faisait Engels en 1885 de la situation politique. Cette idée était-elle absurde? Ne fut-elle pas au contraire justifiée à un haut degré par les événements? N'avons-nous pas eu en 1890 un ébranlement politique, qui comme la révolution de Juillet de 1830 parut se circonscrire à un seul pays, mais qui exerça une influence efficace dans toute l'Europe. N'était-ce pas alors

un plaisir de vivre, quand nous vîmes doubler le nombre de nos voix aux élections, quand la loi contre les socialistes échoua, et que Bismarck tomba? Engels n'avait pourtant pas espéré la dictature du prolétariat entre 1888 et 1890 !

Il est vrai qu'il s'était représenté l'ébranlement comme plus profond. La grande lutte entre le libéralisme et le parti conservateur, entre les hobereaux et la bourgeoisie, qui devait soulever la nation tout entière, n'éclata pas. En partie pour des raisons de personnes, que nul ne pouvait prévoir. Le règne de Frédéric ne dura pas, le véritable successeur de Guillaume Ier fut son petit-fils. Mais ces raisons de personnes n'auraient pas pu changer aussi foncièrement la situation, si le facteur, sur lequel Engels avait compté, c'est-à-dire, le libéralisme, n'avait fait défaut. C'était là le point faible du pronostic de 1885, comme de celui de 1847. Les deux fois, on avait exagéré la force de résistance révolutionnaire de la bourgeoisie.

Il faudrait certainement tenir compte de ce fait si on entreprenait une révision des idées marxistes. Marx et Engels calculaient toujours d'après une évolution politique, dans laquelle un régime bourgeois démocratique préparait la voie à la démocratie prolétarienne. Il faut renoncer aujourd'hui à cet espoir. Là où la démocratie n'existe déjà, elle ne fera son apparition que comme démocratie prolétarienne. Mais il est douteux que cette considération puisse amener une révision des doctrines marxistes dans le sens où l'entend Bernstein.

Il est douteux aussi que Bernstein ait compris

bien exactement la préface bien connue qu'Engels a écrite pour « *Les luttes de classes en France,* » de Marx.

« Engels, dit Bernstein, à la fin de sa vie — dans l'avant-propos de « *Les luttes de classes* » — a reconnu sans détour l'erreur que Marx et lui avaient commise dans leur évaluation de la durée de l'évolution politique et sociale. Le mérite qu'il s'est acquis par la publication de cet écrit — que l'on pourrait appeler son testament politique — ne peut pas être exagéré. La portée de cet écrit est considérable. Mais cette préface n'était pas l'endroit propice pour tirer toutes les conséquences qui découlent de cet aveu si spontané. Et on ne pouvait pas non plus attendre d'Engels qu'il entreprît lui-même les rectifications théoriques que cet aveu comportait... Plus importante que la rectification que comporte, d'après l'avant-propos d'Engels, l'historiographie socialiste des temps modernes, est celle qui en découle pour l'interprétation intégrale de la lutte et des devoirs de la socialdémocratie » (p. 45-47). — (*Traduction Cohen.*)

En lisant ces lignes, on doit croire qu'Engels a avoué peu de temps avant sa mort une erreur, qui jusqu'alors était restée cachée et qui bouleverse de fond en comble toutes nos idées « sur la lutte et la tâche du parti socialiste. » Mais il était trop tard pour qu'Engels entreprît lui-même la revision nécessaire. C'est la tâche de ses successeurs. Mais que prouve en réalité Engels dans cette préface? La justesse de nos idées sur la lutte et la tâche du parti socialiste, telles qu'elles régnaient dans les rangs du parti à l'époque de la composition de la préface et déjà des dizaines d'années auparavant. Ce testament politique d'Engels n'était pas une correction apportée à la tactique du parti socialiste,

mais une confirmation de cette tactique. Il n'y a pas une syllabe dans la préface qui puisse autoriser Bernstein à prétendre que le mouvement de conversion qu'il a fait depuis 1895 n'est que l'exécution du testament politique d'Engels.

Engels n'y critique pas le système de lutte du parti socialiste de 1895, mais le système de lutte de **1848**. Il dit de ce dernier « qu'il est actuellement vieilli sous tous les rapports » (p. 7), c'est le point qu'il étudie de plus près à cette occasion. A ce système de lutte il oppose celui des socialistes allemands, qui en firent alors le premier usage pratique, « en envoyant Auguste Bebel au premier Reichstag constituant. Et depuis ce jour ils ont usé du droit de vote de façon à en tirer des avantages de toutes sortes et à servir de modèles aux travailleurs de tous les pays » (p. 12). Pas une ligne de cet écrit ne trahit le désir d'apporter une correction aux idées de lutte des devoirs du parti socialiste. Engels reste après comme avant le vieux révolutionnaire. « Le droit à la révolution n'est-il pas le seul droit vraiment historique ? » (p. 17). En 1891, il répétait encore le mot de « dictature du prolétariat » (Préface de « la guerre civile en France » p. 14).

Et à la fin de cette même année, il écrivait : « Combien de fois les bourgeois ne nous ont-ils pas exhortés à renoncer en toutes circonstances à l'emploi de moyens révolutionnaires et à ne pas transgresser la loi, puisque maintenant la loi d'exception est abrogée et que le droit commun est rétabli pour tous, même pour les socialistes ! Mal-

heureusement nous ne sommes pas en état de faire ce plaisir à messieurs les Bourgeois. Ce qui n'empêche pas que ce n'est pas nous qui faisons violence à la loi. Au contraire, elle travaille si bien pour nous, que nous serions insensés de la violer tant qu'elle nous préparera ainsi la voie. Il est plus intéressant de se demander si ne sont pas précisément les bourgeois et leur gouvernement, qui violeront la loi et le droit pour nous écraser par la force? » (*Neue Zeit*, X, 1, p. 583.)

Ce sont exactement les mêmes pensées, qu'Engels exprime dans la Préface aux « Luttes de classes. » Si elles n'apparaissent pas aussi clairement dans cette dernière, la faute en est non pas à Engels mais à ses amis d'Allemagne, qui le suppliaient de laisser la conclusion, comme étant trop révolutionnaire. Ils estimaient que la préface disait assez clairement les choses. Mais il est évident que ce n'est pas le cas.

En tous cas les opinions exprimées par Engels vers 1890 prouvent assez dans leur ensemble que « le fameux aveu » se rapportait à l'erreur de 1848 et non à une autre et qu'il recommandait la tactique de 1867.

S'il en est ainsi, le testament politique ne rend pas du tout nécessaire une revision de la théorie. Marx et Engels étaient eux-mêmes en état d'entreprendre cette revision, leurs œuvres fondamentales, « le Capital » et « l'Anti-Dühring », furent achevées sous l'influence des idées et des expériences qui inspirèrent la nouvelle tactique. Et c'est pourquoi la théorie marxiste est exempte de

contradictions dans ses œuvres les plus mûres. Celui qui pourrait en douter en trouverait la preuve dans Bernstein lui-même, qui, parti en quête de contradictions, annonçait qu'il en avait trouvé un grand nombre d'exemples magnifiques et qui, le moment venu de les montrer, n'a rien, absolument rien apporté, que de fortes paroles.

Celles-ci ne manquent pas assurément. Bernstein nous donne un jugement écrasant sur le caractère scientifique de l'œuvre de Marx et Engels.

« Pour que la thèse — d'origine hégélienne — de l'évolution subsistât, il fallait ou bien donner une interprétation erronée de la réalité ou bien ignorer toute proposition effective dans l'estimation du chemin à parcourir. De là cette contradiction, que la pénible minutie, qui est le propre du zèle infatigable des génies, va de pair avec une presque incroyable négligence des réalités les plus palpables; que la doctrine même qui a pour base l'influence déterminante de l'économie sur la force, aboutit à une véritable croyance merveilleuse en la faculté créatrice de la force, et que l'élévation théorique du socialisme au rang de science se transforme si souvent en une subordination à la tendance de toutes ses prétentions scientifiques » (p. 44).

La dialectique hégélienne ne suffit pas à expliquer à elle seule une négligence de méthode, telle que celle qui est décrite dans cette citation. Bernstein découvre encore une autre cause : « La contradiction flagrante entre la réalité et le programme était le résultat d'une erreur intellectuelle, d'un dualisme dans leur théorie » (p. 52). Il l'explique en ces termes :

« Dans le mouvement socialiste moderne on peut dis-

tinguer deux courants principaux qui à des époques diverses et sous des formes différentes, s'opposent l'un à l'autre. L'un, *constructif*, continue les idées de réforme exposées par des penseurs socialistes ; l'autre emprunte ses inspirations aux mouvements populaires révolutionnaires et ne vise de fait qu'à *détruire*. Suivant les possibilités du moment l'un apparaît comme *utopique*, *sectaire*, *pacifiquement évolutionniste*, l'autre comme *conspirateur*, *démagogique*, *terroriste*. Plus nous approchons du temps présent plus catégorique est, *ici*, le mot d'ordre : émancipation par *l'organisation économique*, et *là* : émancipation par *l'expropriation politique*... La théorie marxienne chercha à combiner le fond essentiel de ces deux courants. Aux révolutionnaires elle emprunta l'idée de la lutte émancipatrice des travailleurs comme étant une lutte de classe politique, et aux socialistes la nécessité de connaître les conditions économiques et sociales de l'émancipation ouvrière. Mais cette combinaison ne signifiait pas encore la suppression de l'antagonisme. Elle était plutôt un compromis tel qu'Engels le propose aux socialistes anglais dans son écrit : « *La situation des classes ouvrières* » : subordination de l'élément spécifiquement socialiste à l'élément politico-radical et socialo-révolutionnaire. Et quelle que fut l'évolution effectuée au cours des années par la théorie marxiste, elle n'a jamais su se défaire du caractère de ce compromis ni de son dualisme. » (p. 53, 54).

Enfin voilà une explication, non pas, il est vrai, « *de la faute d'ordre intellectuel* » de Marx et Engels, mais de la conception intellectuelle de Bernstein, qui le pousse soudain à voir partout des obscurités et des contradictions, là où il a trouvé pendant vingt ans l'unité la plus complète. Le dualisme entre l'élément « *évolutionniste pacifique* » et l'élément « démagogiste-terroriste », est la faute fondamentale du Marxisme. Mais ce n'est

pas l'élément évolutionniste pacifique que Bernstein veut expurger. En d'autres termes : le mauvais génie du marxisme, c'est l'esprit révolutionnaire, c'est aussi celui qui rend si perfide et si funeste la dialectique. Il aveugla Marx et Engels, les poussa à négliger d'une manière incroyable les faits les plus évidents, à subordonner toute science à la tendance et aux contradictions intimes les plus grossières. Il s'agit de chasser ce mauvais génie, si l'on veut affermir le socialisme.

Mais que va-t-il rester du marxisme après cet exorcisme? Lui enlever son esprit révolutionnaire, n'est-ce pas lui ravir la vie?

Ce qui aux yeux de Bernstein apparaît comme une « *erreur intellectuelle* », comme un « *dualisme* » est précisément aux nôtres le grand fait historique du socialisme de Marx : la réconciliation du socialisme utopique et du mouvement ouvrier primitif en une unité plus haute. Il y parvint grâce au matérialisme historique, d'un côté en reconnaissant dans la lutte de classe du prolétariat, la force impulsive de l'évolution de la société moderne par delà la phase capitaliste, — lutte, qui comme toute lutte de classe est nécessairement une lutte pour la puissance politique; et d'autre part en reconnaissant les tendances de l'évolution économique du mode de production capitaliste, qui poussent le prolétariat à conquérir les forces économiques du capital et créent les conditions d'un mode de production social.

Où est le dualisme, où est le compromis, dans cette théorie?

Elle m'apparaît comme la découverte la plus importante du XIXe siècle. Un fait connexe s'y rattache, c'est que Marx et Engels n'avaient pas du tout l'intention d'ensevelir leurs nouveaux résultats scientifiques dans de gros livres à l'usage exclusif du monde savant et qu'ils entrèrent dans les rangs du prolétariat, prirent part à ses luttes et firent tous leurs efforts pour élever le niveau du prolétariat international tout entier.

En d'autres termes, si leur grandeur historique vient d'une part de ce qu'ils ont su concilier le mouvement utopique et le mouvement révolutionnaire, elle résulte d'autre part de ce qu'ils furent à la fois savants et hommes politiques, hommes de cabinet et hommes de lutte. Il y a certainement là un antagonisme entre ces deux fonctions, antagonisme correspondant à celui qui vient entre le passé et l'avenir, la nécessité et la liberté, entre le matérialisme et l'idéalisme.

Tandis que le savant étudie avec calme et impartialité les rapports nécessaires entre les faits, l'homme de combat lutte pour tout ce qui est encore inconnu et libre en apparence, bien que cela soit soumis à des lois inéluctables ; il le poursuit comme un but obscur, un idéal lointain, qui stimule sa volonté et son activité et excite puissamment ses passions. Et tandis que le savant peut peser tranquillement le pour et le contre, avant de prendre une décision, il faut agir dans la lutte au moment favorable sans prendre le temps de réfléchir longuement.

Il est évident que ces oppositions se manifestent

dans l'activité des hommes qui sont à la fois savants et hommes de combat. Mais ce n'est pas précisément apprécier de tels hommes avec l'impartialité de l'histoire que de déduire de la dualité de leurs fonctions des contradictions dans leurs théories ou même des fautes d'ordre intellectuel.

Si jamais quelqu'un a su se soustraire à cet antagonisme de fonctions, ce sont bien les deux fondateurs du socialisme moderne. Les arguments qu'apporte Bernstein, pour prouver que les théories de Marx et d'Engels manquent de caractère scientifique et sont entachées d'erreur, ne résistent pas à un examen approfondi. Nous l'avons montré par plusieurs exemples. Mais quiconque ne se borne pas à l'interprétation de phrases isolées, quiconque embrasse l'ensemble de l'œuvre politique de nos deux maîtres dans son unité historique, reste étonné, — ami ou ennemi, — de leur puissance à concilier la passion révolutionnaire et la profondeur scientifique, qu'il considère l'activité qu'ils ont déployée, dans la « *Neue rheinische Zeitung* » et dans « l'*Internationale* », ou la fécondité de leur influence sur le parti socialiste international.

Ce « dualisme », c'est-à-dire l'union de l'esprit scientifique et de l'esprit révolutionnaire, du matérialisme historique et de l'idéalisme pratique, a été non seulement pour eux, mais pour leurs successeurs, la source de ce qu'ils ont produit de meilleur dans l'ordre intellectuel, et si la critique de Bernstein de la « *faute intellectuelle* » des marxistes est accueillie aujourd'hui avec tant de considération, elle le doit à ce fait que Bernstein a commis lui-même cette faute pendant vingt ans.

c) La valeur.

Après la philosophie, l'économie politique, dont la clef est la théorie de la valeur : Bernstein s'en occupe aussi. Ici, la « forme irrésolue et lourde des premiers chapitres », dont se plaint Bernstein lui-même, ne conviendrait pas du tout. Sur ce sujet si difficile et si important, il s'agit avant tout d'être clair et net et de ne pas laisser naître le moindre doute.

Bernstein est loin d'y avoir réussi. Son ouvrage devait exprimer nettement et sans équivoque ses idées les plus récentes, qui d'après lui étaient tant de fois mal comprises. Ce qu'il nous dit de la théorie de la valeur est un compte-rendu de la théorie de Marx, à laquelle il joint çà et là quelques réflexions, sans marquer le moins du monde quel est son propre point de vue dans la question. Il est encore plus obscur quand il assimile à la théorie de Marx la théorie de l'utilité minimum (*Grenznutzen theorie*) [1], sans s'expliquer clairement sur elle. La valeur marxiste n'est pour lui « qu'un fait de nature purement idéologique, construit sur des abstractions. »

1. C'est la théorie de Wieser (final, terminal, marginal, utility). Il entend par là l'utilité minimum que peut avoir un produit au point de vue économique, dans des conditions données et eu égard à l'offre et à la demande. (*Note du Traducteur.*)

« Marx a incontestablement le droit de faire abstraction de la nature des denrées au point qu'elles n'apparaissent plus que comme des masses de travail humain incorporées, de même que l'école Böhm-jevonsiste est libre de faire abstraction de toutes les qualités des denrées à l'exception de leur utilité. » Puis il cite une phrase du « *Capital* » qui « seule suffit de le faire impossible de se mettre au-dessus de la théorie de Gossen et de Böhm » (*Traduction Cohen*). — Mais, dans une note, Bernstein signale dans l'édition allemande une troisième théorie de la valeur, celle de M. de Buch, que nous ne connaissons pas et il déclare qu'elle est « le résultat d'une analyse non moins sagace et une contribution remarquable à un problème qui n'est pas le moins du monde éclairci ».

Il en résulte que c'est la théorie de la valeur de Bernstein, qui est un problème pas le moins du monde éclairci. Nous ne savons pas si c'est la théorie de Marx, celle de Jevons, celle de Buch ou une théorie particulière, synthèse des trois autres. Le problème n'est pas résolu dans le livre de Bernstein.

Il répondit à ma critique par un article paru dans la *Neue Zeit* (« Arbeitswert oder Nutzwert », XVII, 2, p. 548, etc.), dans lequel il me reproche de ne pas le comprendre ou de ne pas vouloir le comprendre. De pareilles insinuations sont une des beautés de la polémique de Bernstein. Il croit impossible que ce soit sa faute, si l'on ne comprend pas. La chose est pourtant bien claire et bien facile à saisir :

Pierre et Paul considèrent une boîte de minéraux

« Ce sont des cristaux hémiédriques à faces parallèles », dit Pierre. « C'est une pyrite de fer », dit Paul. Lequel des deux a raison ?

« Tous les deux ont raison », répond le minéralogiste. Ce que dit Pierre se rapporte à la forme, la remarque de Paul à la substance ».

La justesse de cette réponse nous apparaît aussitôt clairement, parce que nous avons affaire ici à un objet concret, où il est facile de distinguer la forme et la substance. Des hommes normalement doués ne discuteront pas sur la question de savoir si l'étoffe d'une couverture est en laine ou en peluche, mais bien si l'étoffe est de la laine ou non, si le tissu est de la peluche ou non. Mais deux personnes également raisonnables pourront discuter quelle est la caractéristique de la pièce d'étoffe en question, si c'est la matière dont elle est faite, ou sa fabrication. Et, comme elles vont jusqu'au fond des choses, elles pourraient en arriver l'une à considérer la nature intrinsèque de la laine, l'autre celle du tissu de peluche, et à ne plus discuter que la question de savoir si c'est la substance ou le tissu qui détermine le caractère de l'étoffe. C'est, sur un autre terrain, la discussion de la notion de la valeur, qui dure depuis des générations dans l'économie politique. Les contraires : *matière première* et *tissu*, sont ici : *valeur de travail* et *utilité*. Et de même que nos amis les théoriciens savent parfaitement que sans la matière première on ne peut faire un tissu et que la matière première non travaillée ne peut donner une bonne couverture, de même les économistes des deux camps opposés n'ignorent pas que la valeur économique d'un objet dont la fabrication n'exige aucun travail est nulle, quelle que soit son utilité, et que d'autre part le travail que réclame la fabrication d'un objet ne confère à cet objet aucune valeur, tant qu'il ne répond à aucun besoin humain.

La valeur économique a un double caractère : elle comporte la notion d'utilité (valeur d'usage et de besoin) et celle de frais de fabrication (valeur-de-travail).

Ce double caractère détermine, continue Bernstein, le degré de la valeur. Mais, pour arriver à la plus-value, Marx supposait que les produits se vendent à leur valeur-de-travail et ne tenait pas compte de l'*utilité*, comme second facteur déterminant de la valeur. Les théoriciens de « l'utilité minimum » font le contraire dans un autre but.

Suivant le but qu'on poursuit, l'un ou l'autre de ces points de vue se justifie.

En d'autres termes, la théorie de Marx est juste, mais celle des théoriciens de « l'utilité minimum » l'est aussi. Elles ne sont que les deux faces d'un même objet. Il est seulement surprenant que des gens aussi sagaces que les partisans de « l'utilité minimum » ne l'aient pas remarqué. Il est moins étonnant que Marx et ses partisans n'aient pas vu combien il était facile de régler le différend engagé depuis des générations sur cette question de la valeur. Ces entêtés sont évidemment des gens de courte vue. Mais, quoi qu'il en soit, Bernstein a fait sa surprenante découverte et une ère nouvelle commence pour la théorie de l'utilité. Mais il y a encore un petit détail à signaler. Bernstein remarque que « la théorie de l'utilité minimum est justifiée en certains cas, tandis qu'il faut préférer dans d'autres la théorie de Marx ». Il a malheureusement omis de spécifier ces cas. Et cela nuit à la valeur de sa découverte, en raison de ce fait que les théoriciens de l'une et de l'autre opinion appliquent sans distinction leur théorie partout où ils ont besoin d'une théorie de la valeur. Nous ne connaissons pas dans toute l'histoire

de l'économie politique un seul exemple où l'écrivain soit parti dans un cas de la doctrine de Marx et dans l'autre de la théorie de l'utilité minimum, ou ait cru seulement possible d'employer une pareille méthode. Bernstein aurait dû nous dire où et comment cela est possible. Il aurait dû aussi tirer la morale de son exemple de la pyrite de fer : les cristaux sont la forme, la pyrite la substance du corps. L'utilité constitue-t-elle la forme de la valeur et le travail sa substance, ou si c'est le contraire ?

Quel est le but d'une théorie de la valeur ? Il n'est autre que de servir à comprendre notre mode de production.

Nos produits ne sont pas destinés directement à la consommation, mais à la vente. Acheter et vendre sont les bases de l'économie industrielle actuelle. Celui qui veut la comprendre, doit avant tout connaître les lois qui régissent la vente et l'achat.

Quiconque observe le marché, remarque facilement que malgré les fluctuations que provoquent les changements dans l'offre et la demande, le prix de chaque sorte de produits n'est pas arbitraire, mais qu'il a une tendance à atteindre une hauteur déterminée. Cette tendance déterminée est sa valeur ; elle n'apparaît que dans l'échange et la vente, comme valeur d'échange. La valeur n'est donc pas « *un fait de nature purement idéologique* », mais un fait concret ; il n'y a pas une valeur suivant Marx ou Jevons, mais seulement une valeur marchande que l'on a observée et étudiée, bien avant Marx et Jevons.

Ce qui est « *de nature purement idéologique* » et particulier à Marx et à Jevons, ce n'est pas la valeur, elle-même, mais la théorie de la valeur, c'est-à-dire la tentative de découvrir et d'expliquer quelle relation existe entre ce fait en apparence mystique et les faits bien connus de la vie économique.

Sans doute il est permis à Marx de négliger toutes les qualités d'un produit, et de ne tenir compte que d'une chose, c'est que ce produit représente une certaine somme de travail humain ; il est permis à Jevons de ne tenir compte que de l'utilité de ce produit, mais il s'agit ici de savoir ce qui est permis quand on a pour but déterminé de rechercher la valeur d'une marchandise, en tant que valeur d'échange. Ce but déterminé n'a rien à voir avec les autres buts que l'observateur rattache à l'étude de la théorie de la valeur. Quel que soit le résultat de ses recherches, le but visé par la théorie de la valeur reste le même : découverte de la loi fondamentale qui règle la marche de l'échange, c'est-à-dire de l'achat et de la vente.

Mais si toute théorie de la valeur a le même but, il est absurde d'admettre qu'il puisse y avoir à la fois différentes théories de la valeur, suivant le but qu'on poursuit.

Bernstein nous renvoie, pour élucider son point de vue, à un article de la « Neue Zeit » (xv, 1, p. 50 et s.), dans lequel il s'explique en détail au sujet de la théorie de l'utilité minimum. Mais ce qu'il y dit ne concorde pas absolument avec son point de vue actuel. Il y déclare que dans la théorie de

l'utilité minimum « la valeur et le prix sont une seule et même chose », et que ce n'est par conséquent pas « *une théorie de la valeur, mais une théorie du prix*. La notion de la valeur minimum, c'est une acquisition précieuse pour l'économie politique et l'étude des lois de l'échange. »

Cela signifie que Bernstein considère la théorie de la valeur minimum comme impropre à servir de théorie de la valeur. Mais comme théorie du prix, elle ne peut être utile que dans les recherches de détail, car comment concevoir une théorie étendue du prix sans une théorie de la valeur, qui lui sert de base ? La nature de l'argent, par exemple, ne peut être expliquée que par une théorie de la valeur et jamais par une théorie du prix. Cela est en effet un des points les plus faibles de la théorie de la valeur minimum. Elle n'est pas en état d'expliquer la fonction de l'argent en tant que mesure des valeurs.

Aujourd'hui Bernstein parle d'elle comme d'une théorie de la valeur égale à la théorie marxiste. Pour y réussir, il introduit tout à fait sans qu'on s'en aperçoive une nouvelle catégorie économique, « *la valeur économique* ». « La valeur économique, dit-il, a un double caractère : elle comporte la notion d'*utilité* (valeur d'usage et de besoin) et celle de frais de fabrication (valeur-de-travail).

La valeur économique? Quelle sorte de valeur est-ce là? Marx signale dans « le Capital » le double caractère de la marchandise, qui est en même temps valeur d'usage et valeur d'échange, et le double caractère du travail produisant des mar-

chandises. Le double caractère de la « valeur économique » ne trouve ici aucune place. Si donc Bernstein n'a pas sa propre théorie, encore ignorée, de la valeur économique, il nous est difficile de trouver une place pour elle.

Dans son livre, Bernstein a encore en vue le double caractère de la marchandise. Dans un des passages signalés au commencement de ce chapitre, il dit qu'il est aussi bien permis à Marx de négliger toutes les qualités de la marchandise et de ne tenir compte que de ce qu'il représente une certaine somme de travail, comme il est permis aux théoriciens de l'utilité minimum de ne tenir compte que de l'utilité. Il dit maintenant de « la valeur économique, » ce qu'il disait, il y a quelques instants, du produit lui-même. Son point de vue au sujet de la théorie de la valeur paraît être très fécond.

Bernstein confondrait-il la valeur économique et la valeur d'échange ? Il y a des gens qui admettent que la valeur d'échange d'une marchandise dépend de la somme de travail qu'il représente, et de son degré d'utilité. Est-ce là ce que veut dire Bernstein dans sa phrase du double caractère de la valeur économique ? Mais que veut dire alors le mot « valeur-de-travail » ? Cette expression ne peut signifier qu'une chose, c'est que la valeur d'un produit est uniquement déterminée par la somme de travail qu'il représente. Quiconque est d'avis, que la valeur n'est pas exclusivement déterminée par le travail, mais encore par un autre facteur, tel que l'utilité, ne peut parler d'une « *va-*

leur-de-travail ». Mais Bernstein veut-il dire que la valeur économique, en tant que valeur d'échange, est à la fois valeur d'usage et valeur d'échange exclusivement déterminée par le travail ?

Autant le double caractère de la marchandise est une chose claire, autant le double caractère « de la valeur économique » est obscur et confus. Je ne contesterai pas qu'une pareille notion de la valeur soit tout aussi conciliable avec la théorie de la valeur minimum, qu'avec celle de Marx ou qu'avec une demi-douzaine d'autres. Un concept aussi obscur rend toutes les théories de la valeur également confuses.

C'est ainsi que Bernstein arrive à concilier la théorie de M. Léopold de Buch avec la théorie de la valeur de Marx et celle de Böhm von Bawerk.

Bernstein a trouvé une lacune dans la théorie de la valeur de Marx. D'après cette théorie, c'est la durée de travail nécessaire à la fabrication d'une marchandise qui détermine sa valeur. Mais il y a différentes sortes de travail. Chacune d'elles doit être réduite à une même sorte de travail, « *au travail simple* », si l'on veut pouvoir comparer la quantité de l'un avec celle de l'autre. « Un travail complexe n'est qu'un travail simple, élevé à une certaine *puissance* ou mieux *multiplié*, de sorte qu'une petite quantité de travail complexe est égale à une plus grande quantité de travail simple. L'expérience prouve que cette opération de réduction se produit d'une façon constante. Les proportions différentes, dans lesquelles différentes sortes de travail sont réduites « en travail simple », pris

comme unité de mesure, sont déterminées socialement à l'insu des producteurs, à qui elles paraissent être le résultat de la tradition. (Capital, I, 4 édit., p. 11).

Comment ses proportions sont-elles socialement déterminées, c'est ce que Marx n'explique pas davantage. Dans la « Critique de l'économie politique » (2e éd. p. 6) il remarque : « Les lois qui règlent cette opération de réduction ne seraient pas ici à leur place ». Malheureusement il n'est pas revenu sur ces lois pour en expliquer le développement ; il les connaissait déjà, sinon il n'en aurait pas parlé. La théorie de Marx est donc incomplète sur ce point. Nous sommes de l'avis de Bernstein à ce sujet ; mais non sur la manière dont il entend combler la lacune.

« Buch, dit-il, cherche à dénouer le nœud gordien en séparant rigoureusement lés deux sortes de valeur qui se confondent dans Marx : valeur intrinsèque et valeur relative. La première est pour lui la valeur-de-travail ; il la détermine directement par le salaire et la durée de travail, et en fondant sur la physiologie la notion de « *la densité limite de travail* » (plus la journée de travail est courte et plus la part de l'ouvrier au produit de son travail est grande, plus la « *densité limite de travail* » est élevée). La valeur-de-travail est donc trés différente de la valeur d'évaluation, que le produit a ou aura sur le marché. Ces deux valeurs doivent être rigoureusement distinguées. Le profit à retirer de l'ouvrier doit être estimé d'après le rapport de la valeur-de-travail à la valeur d'évaluation et non d'après la valeur-de-travail seule.

Je sais qu'on peut faire des objections à la théorie de Buch, mais je considère qu'elle procède par une analyse rigoureuse et qu'elle a trouvé le bon moyen de combler la lacune en question. Dans tous les cas il me

semble plus pratique d'opérer avec deux notions distinctes de la valeur, que de donner d'une seule même notion une définition, qui comprend deux principes qui se neutralisent, comme c'est le cas de « la durée de travail nécessaire socialement. » Comme nous n'avons encore que la première partie du travail de Buch, je ne puis me prononcer définitivement à son sujet. »

Je ne connais pas même cette première partie de l'ouvrage de Buch, mais ce qu'en dit Bernstein n'est pas propre à me le faire considérer comme un modèle d'analyse rigoureuse.

J'ignore si les notions de « valeur intrinsèque » et de « valeur relative » se confondent dans Marx.

Marx distingue et sépare rigoureusement « la valeur « *intrinsèque* », la « *valeur-de-travail* », la « *valeur individuelle* » de la valeur marchande, du prix marchand. (cf. p. ex. « Capital », III, 1, p. 157-58).

Par contre, M. de Buch paraît confondre plus d'une notion, quand il fait déterminer le valeur par le salaire.

La valeur est une catégorie économique, qui est antérieure à l'apparition du travail salarié. Il faut ne pas voir la différence qu'il y a entre la production simple des marchandises et la production capitaliste et considérer cette dernière comme la forme unique de production industrielle, si l'on veut déterminer la valeur par le salaire. Que deviendra alors la valeur de produits, qui n'ont pas été fabriqués par des ouvriers salariés, mais par des artisans travaillant à leur compte? Qu'est-ce que le salaire, sinon une somme de valeurs échan-

gées contre une force de travail d'égale valeur? Par conséquent la valeur est tout d'abord déterminée par le salaire, et le salaire lui-même par la valeur?

Mais la valeur de la force productive est-elle déterminée aussi par le salaire?

Il est très méritoire de rechercher les lacunes d'une théorie, mais ce mérite cesse d'en être un, quand on cherche à combler ces lacunes à contre sens.

Que faire en effet d'une « *valeur économique* » qui est à la fois une valeur d'usage et une valeur d'échange, une « valeur-de-travail » déterminée à la fois par la dépense de travail et le salaire de ce travail? Une théorie de la valeur, de même qu'une conception historique, doit se vérifier dans la pratique et l'application.

La théorie de la valeur de Bernstein, quelle qu'elle soit, prétend être une modification ou un développement de la théorie de Marx. Mais celle-ci est intimement liée à la conception de production moderne, que Marx a exposée.

Cette conception tout entière devient caduque dans la forme qu'elle a revêtue jusqu'ici et on doit y apporter une correction, si la théorie marxiste de la valeur subit une modification. La doctrine de la plus-value et du profit, la conception du capital et de son rapport avec le prolétariat, tout doit être radicalement changé, si la théorie de la valeur qui leur sert de fondement change elle-même. Cela n'inquiète pas Bernstein. Il fait encore quelques remarques au sujet de la plus-value et de la sur-

production, mais ne change rien à l'ancien état de choses, et continue de traiter la vieille conception marxiste de capital, comme s'il n'avait pas été question des objections qu'il fait contre la théorie de la valeur.

Il accorde que la valeur de la théorie de Böhm von Bawerk est exacte dans une certaine mesure. Veut-il dire que leur théorie du capital et de l'intérêt du capital est justifiée ou bien qu'elle est conciliable avec celle de Marx ?

Il ne nous en dit rien. Ses considérations ultérieures sur l'économie n'ont aucun rapport avec sa critique de la théorie de la valeur, que nous aurions pu tranquillement laisser de côté, si toute la bande des anti-marxistes n'avaient poussé des hurlements de joie, en entendant un marxiste proclamer lui-même la banqueroute de la théorie marxiste de la valeur.

Bernstein n'est pas allé jusque-là. Il a seulement montré qu'il ne sait plus exactement ce qu'il doit en penser. Il la trouve incomplète et inachevée ; il ne cherche pas à la développer dans l'esprit de son fondateur, mais veut en combler les lacunes en y introduisant des idées, qui sont étrangères et même contraires à l'esprit de la théorie, et qui ne peuvent former avec elle un ensemble homogène.

Ces tentatives de Bernstein ne seront bien accueillies ni par les théoriciens de l'utilité minimum, ni par les marxistes. Ils ne saluent pas en lui le théoricien, mais le sceptique.

Bernstein n'est pas plus arrivé à un résultat positif comme critique de la théorie de la valeur

que comme critique de la conception matérialiste de l'histoire. Son avantage sur Marx consiste en ce qu'il substitue à l'unité de cette conception l'éclectisme, qu'il célèbre comme « la rébellion du bon sens contre la tendance propre à toute doctrine, à faire subir à la pensée le supplice du brodequin ».

Si Bernstein se représente l'histoire de l'évolution intellectuelle, il verra que tous les grands esprits qui se sont élevés contre l'oppression de la pensée ne furent rien moins qu'éclectiques, et que leurs efforts ne tendirent pas moins à l'unité qu'à l'indépendance. L'éclectique est trop modéré pour être rebelle. Il maugrée et s'emporte comme un beau diable contre les incommodités qu'entraîne avec elle la recherche de l'unité. Mais qu'on nous montre un éclectique dans la république des esprits, qui mérite le nom de rebelle. Si je compense une révérence polie à Marx, par une révérence polie à Böhm von Bawerk, cela est loin d'être une rébellion !

Mais Bernstein dit que la tâche des successeurs de Marx et Engels est « de redonner de l'unité à la théorie ».

Vive l'unité éclectique !

J'accorde volontiers que ce n'est pas là le supplice du brodequin.

II

LE PROGRAMME

a) La théorie de l'écroulement.
(Zusammenbruchstheorie)

Nous sommes parvenus ici au point capital de la Critique de Bernstein. A partir de ce moment elle s'adresse directement à notre programme et prend par conséquent une importance pratique. Sa critique de la théorie de l'écroulement est aussi la partie de son ouvrage que nos adversaires ont accueillie avec une satisfaction marquée. L'exactitude et la clarté sont donc particulièrement nécessaires ici.

Marx et Engels n'ont pas formulé une théorie spéciale de l'écroulement. Le mot est de Bernstein comme le mot de théorie de la misère croissante (Verelendungstheorie) appartient aux adversaires du Marxisme.

Bernstein inventa le mot de théorie de l'écroulement dans sa polémique contre Bax (Neue Zeit, XVI, 1, p. 548 s.). Il partait alors dans son deuxième

article du § III de la motion sur les devoirs économiques de la classe ouvrière, motion présentée au congrès international de Londres en 1896. Ce paragraphe était ainsi conçu dans la rédaction allemande : « Le développement économique est actuellement tellement avancé qu'une *crise* peut survenir sous peu. Le Congrès invite donc les travailleurs de tous les pays, à se mettre au courant de la production, pour être en mesure de diriger cette production en ouvriers conscients des besoins de leur classe et pour le bien de la collectivité. » Les rédactions anglaise et française diffèrent beaucoup de la rédaction allemande et donnent un sens préférable. On n'y dit pas : « Le développement économique est actuellement *tellement avancé* qu'une crise peut intervenir *sous peu* », mais bien « le développement économique et industriel *avance* avec une telle rapidité qu'une crise peut avoir lieu dans un temps *relativement* court. Le Congrès insiste donc auprès du prolétariat de tous les pays sur la nécessité absolue d'apprendre... *à administrer leurs pays* » (et non la *direction de la production*) ». Dans le rapport du congrès, qui parut chez l'éditeur du « Vorwærts », ce passage manque complètement. Le paragraphe III est remplacé par une phrase sur la fête du 1er mai.

On conviendra qu'il est un peu hardi de baser une critique de la théorie socialiste de l'évolution sociale sur cette phrase banale, dont la saveur est vague et obscure — car que signifie en effet le mot crise?

Mais c'est ce que fait Bernstein. La phrase citée,

dit-il, « est au moins dans son sens général conforme à la conception socialiste actuelle de l'évolution de la société moderne. »

« D'après cette conception, une crise industrielle d'une violence considérable enflammera tôt ou tard tellement les esprits contre le système économique capitaliste, à cause de la misère qu'elle fera naître, elle convaincra si profondément les masses populaires de l'impossibilité de diriger avec ce système les forces productives pour le bien de la collectivité, que le mouvement dirigé contre ce système acquerra une puissance irrésistible et provoquera fatalement l'écroulement de ce système. En d'autres termes, la grande crise économique inévitable prendra les proportions d'une crise sociale générale dont le résultat sera la souveraineté politique du prolétariat, seule classe révolutionnaire ayant conscience de son but, et une transformation accomplie sous la direction de cette classe. » C'est là, répète Bernstein, la conception du parti socialiste.

« Le parti socialiste est donc convaincu que ce mode d'évolution est une loi naturelle inévitable, et que la grande crise économique générale est le seul et unique moyen de transformer la société dans le sens socialiste. » (Neue Zeit, p. 549.) Il serait difficile à Bernstein de prouver que le parti socialiste est réellement couvaincu de cela. Il se contente de citer le paragraphe nullement probant de la motion présentée au congrès international, paragraphe qui ne fut pas même discuté et qui, si le rapport du « Vorwærts » est exact, ne fut pas admis.

C'est en vain que Bernstein cherchera dans les documents officiels du parti socialiste allemand un seul passage qui concorde avec la théorie exposée par lui de l'écroulement dans le passage du programme d'Erfurt, qui traite des crises, le mot « écroulement » ne se trouve nulle part. Mais on ne trouverait même pas dans les discours et les articles de journaux des membres du parti, un passage où on soutienne d'une manière précise que la révolution sociale sera précédée d'une crise industrielle ou que le prolétariat ne pourra conquérir le pouvoir politique qu'à la faveur d'une crise industrielle. Belfort Bax a exprimé, si je ne me trompe, des idées analogues, et il semblait naturel que Bernstein en fît la critique dans l'article cité. Quand il y parlait de la théorie de l'écroulement comme d'une opinion dominante dans le parti socialiste, cela pouvait passer pour une exagération, facile à commettre dans l'ardeur de la polémique.

Mais Bernstein ne songe pas à rectifier cette exagération, dans son livre qui n'est pas dirigé contre Bax. Au contraire, il l'exagère encore en donnant à la théorie de l'écroulement une portée plus grande encore.

Ce qui en 1898 n'était encore qu'une théorie dominante dans le parti socialiste, est devenu en 1899 la théorie du parti socialiste; la polémique dirigée contre Bax se tourne contre Marx et Engels, la critique d'un paragraphe accessoire de la motion au congrès de Londres devient la critique du « Manifeste communiste » et du « Capital. »

Cette critique a été depuis portée aux nues par les anti-marxistes au-dedans et en dehors du parti, et considérée comme la réfutation la plus catégorique de la théorie marxiste de l'écroulement.

Si nous demandions à ces messieurs ce que signifie exactement cette théorie, nous entendrions de curieuses réponses. On a vu, au cours de la discussion, que Bernstein lui-même a faussement représenté la théorie marxiste dans un de ses points essentiels. D'après Bernstein, Marx et Engels espéraient que le mode de production socialiste serait une conséquence de l'écroulement du mode de production capitaliste, qui résulterait de l'accumulation du capital et des crises de plus en plus terribles qui se produisaient. De lutte de classe du prolétariat, Bernstein n'en parlait pas.

Je n'y voyais pas une intention, mais un hasard. Bernstein omettait ce qui est le plus important et en même temps le plus naturel. Voilà ce que je croyais. C'était une erreur.

Bernstein déclarait dans le « Vorwærts » que ma conception de la théorie de Marx était fausse. Citons en entier ce passage caractéristique.

« La théorie de Marx et d'Engels, dit Kautsky, déduit la nécessité de l'écroulement prochain du capitalisme de l'accroissement du nombre des prolétaires et des progrès de leur maturité et de leur puissance, de l'assujettissement progressif des petites industries aux grandes industries capitalistes, qui deviennent de plus en plus monopolisatrices, et de la tendance croissante à la surproduction; celle-ci aboutit ou à des crises de plus en

plus graves ou à une stagnation générale, ou encore, ce qui est théoriquement possible, à une organisation générale de cartels, dont les effets seraient encore bien plus insupportables et irritants que la stagnation des affaires et qui aboutirait nécessairement à l'expropriation des cartels, c'est-à-dire, dans ce cas, de l'industrie capitaliste.

Tout d'abord, ce n'est pas là la théorie de Marx et d'Engels, mais une interprétation de cette théorie par Kautsky. En quoi cette interprétation est-elle conciliable avec le chapitre, dans lequel Marx traite de l'écroulement du capitalisme, et où il est question non des progrès de la maturité et de la puissance prolétariennes, mais de la dégénérescence et de la servitude des prolétaires ? Je puis d'autant plus facilement me dispenser de répondre à cette question que j'ai insisté moi-même très énergiquement sur ce fait que ce chapitre ne doit être considéré que comme la marque d'une tendance. (Vorwærts, 26 mars 1899.)

Voilà ma réponse :

« Cette phrase n'a pas été écrite par un vulgaire économiste, qui n'a jamais eu le « Capital » entre les mains, mais par un homme qui passe pour un des meilleurs et des plus intelligents connaisseurs de la littérature marxiste. Il me suffit pour justifier cette phrase de citer ici textuellement le passage auquel se réfère Bernstein.

« A mesure que diminue le nombre des potentats du capital qui usurpent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale, augmentent la misère, l'oppression, la servitude, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. »

L'accroissement continu du nombre, les progrès de l'organisation et discipline, ne sont-ils pas synonymes de maturité et de puissance ? Comment Bernstein peut-il

donc prétendre que Marx ne parle pas, dans son chapitre sur l'écroulement, des progrès en maturité et en puissance, mais seulement de la dégénérescence et de la servitude croissantes du prolétariat? Et comment peut-il soutenir, que je ne donne qu'une interprétation de la théorie de Marx et d'Engels et non la théorie elle-même? Le Manifeste communiste ne dit-il pas déjà expressément que les progrès du prolétariat en maturité et en puissance sont une des conditions primordiales de l'écroulement de la société capitaliste?

« La bourgeoisie, dit-il, n'a pàs seulement forgé les armes, qui lui donneront la mort, elle a produit aussi les hommes, qui manieront ces armes — les ouvriers modernes, lés *Prolétaires*... L'industrie, en se développant, non seulement grossit le nombre des prolétaires mais les concentre en masses plus considérables; les prolétaires augmentent en force et prennent conscience de leur force... Les ouvriers commencent par se coaliser contre les bourgeois pour le maintien de leurs salaires... Le véritable résultat de leurs luttes est moins le succès immédiat que la solidarité croissante des travailleurs... L'organisation du Prolétariat en classe, et par suite en parti politique, est sans cesse détruite par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus forte, plus ferme, plus formidable. Elle profite des divisions intestines des bourgeois pour les obliger à donner une garantie légale à certains intérêts de la classe ouvrière, par exemple la loi des dix heures de travail en Angleterre... La bourgeoisie fournit aux prolétaires les éléments de leur propre éducation politique et sociale, c'est-à-dire des armes contre elle-même. De plus, des fractions entières de la classe dominante sont précipitées dans le Prolétariat ou sont menacées tout au moins, dans leurs conditions d'existence. Elles aussi apportent au Prolétariat de nombreux éléments de progrès ».

« Nous voyons ainsi exposé déjà, dans le Manifeste communiste, l'importance qu'ont la maturité et la puis-

sance croissantes du prolétariat pour l'écroulement de la société capitaliste. Depuis que Marx et Engels ont formulé pour la première fois leur théorie de l'écroulement, l'accroissement de la maturité et de la puissance du prolétariat est devenu un des éléments essentiels de la théorie. Sans cela, il est impossible de la comprendre, et voilà Bernstein qui vient affirmer que ce n'est là qu'une interprétation de mon crû.

Mais l'accroissement de la maturité et de la puissance du prolétariat n'est pas seulement un élément essentiel de la théorie marxiste de l'écroulement, il en est même l'élément caractéristique.

D'autres socialistes avant Marx et du temps de Marx ont déclaré, indépendamment de lui, que le mode de production capitaliste menait à une misère croissante, à une disparition progressive des petites industries et à une augmentation de la surproduction. Ce que Marx et Engels trouvèrent seuls ce furent des tendances qui fortifient le prolétariat. Ils se distinguent d'autres socialistes en ce qu'ils surent voir non pas seulement la servitude croissante du prolétariat, mais sa résistance croissante, non pas seulement l'augmentation de sa misère et de sa dégradation, mais les progrès de sa discipline et de son organisation, de sa maturité et de sa puissance, c'est là ce que les vulgaires critiques de la théorie de la misère croissante n'oublient que trop facilement, eux, qui ne critiquent en règle générale que les théories de la misère croissante antérieures à Marx. Mais je ne me serais pas attendu à ce que Bernstein l'oubliât. Il semble qu'il y ait une loi psychologique qui trace à tous les critiques de Marx le même chemin, quel que soit du reste leur point de départ. »

Au reste nous trouvons ici un joli échantillon de ce que Bernstein entend par nécessité historique. Fidèle à sa traduction de mot nécessité par fatalisme, il ne voit de nécessité, que là où il y a une contrainte irrésistible. Il tire de la théorie de

Marx cette doctrine que le développement économique finirait par créer une situation dans laquelle les hommes ne pourraient faire autrement que d'introduire le socialisme. C'est ainsi et pas autrement qu'il comprend la théorie marxiste de l'écroulement. Dans ces conditions, il n'est pas difficile de la réfuter.

« Examinons de plus près, dit-il, l'interprétation de Kautsky. Est-elle une preuve que la victoire du socialisme est fondée sur des considérations purement matérialistes ? Pas le moins du monde. La maturité des prolétaires n'est pas un facteur économique, mais éthique, sa puissance est un facteur politique et social. Mais Kautsky appelle aussi à son aide le mécontentement général provoqué par l'organisation prévue des cartels. Ce n'est pas là un facteur économique ou du moins ce c'est pas un facteur purement économique. Sans compter que ce mécontentement ne doit pas « nécessairement » aboutir à l'expropriation des cartels industriels. Si la victoire du socialisme doit être « une nécessité économique immanente », il faut qu'elle soit fondée sur la nécessité inéluctable de l'écroulement économique de la société existante. Mais cette nécessité n'a pas encore été démontrée et elle ne pouvait l'être.

L'évolution a pris sur certains points une direction différente de celle qu'elle devrait prendre, si l'écroulement était inévitable pour des motifs d'ordre purement économique. Mais pourquoi faire dériver le socialisme « de la contrainte économique ? » Pourquoi rabaisser l'intelligence, le sentiment du droit, la volonté de l'homme ? Pourquoi rapporter le théorème si souvent mal compris du défaut de libre arbitre dans l'individu aux hommes des pays civilisés, constitués en société ? Je considère cela comme insoutenable et superflu. La société accomplit aujourd'hui beaucoup de choses, non parce qu'elles sont absolument nécessaires, mais parce

qu'elles sont un progrès Et dans le mouvement socialiste, le sentiment du droit, l'effort vers des conditions sociales encore plus justes sont au moins un facteur aussi important et aussi actif que la nécessité matérielle. « (Vorwärts » 26 mars.)

Qu'y a-t-il de plus triste que de pareilles idées chez un homme, qui a été pendant vingt ans le représentant du matérialisme historique? Il s'attaquait encore en 1890 à von Schulze-Gävernitz parce que celui-ci prétendait que le parti socialiste expliquait les causes économiques comme la cause exclusive des transformations sociales. « M. de Schulze, disait Bernstein, est non seulement un disciple reconnaissant, mais docile de M. Brentano. Après avoir répété ce qu'il a lu dans les théoriciens du parti socialiste, il substitue, avec discrétion il est vrai, à la théorie socialiste, une caricature absurde de cette théorie, pour prouver sa supériorité » (Neue Zeit, IX, 1, p. 660). Aujourd'hui Brentano et Schulze-Gävernitz le pressent sur leur cœur, car leur caricature ridicule de la théorie socialiste paraît bien terne en face de l'œuvre de Bernstein, qui identifie la nécessité historique avec la contrainte économique, et nie que Marx et Engels aient fondé la nécessité du socialisme sur la maturité et la puissance croissantes du prolétariat.

Bernstein a trouvé un défenseur dans la personne du Docteur Woltmann. Mais sa théorie n'est pas identique à celle de Bernstein. Ce que celui-ci désigne comme étant la théorie de Marx et d'Engels, c'est la théorie d'Engels, comme croit l'avoir découvert Woltmann.

D'après Woltmann, Marx fonda toujours le socialisme sur la maturité, la puissance et le mécontentement croissants du prolétariat, tandis que Engels, — Cunow et ma modeste personne — prétendent que le capitalisme se détruira lui-même. « Engels a surtout pensé que les forces productives prennent un développement si considérable, qu'elles briseront les liens du mode de production en vertu de leur force mécanique et provoqueront ainsi une crise générale. Mais Engels n'entendait par forces productives que les forces productives technico-économiques et surtout la force mécanique industrielle. Tandis que les forces économiques se révoltent contre le mode de production, c'est-à-dire contre la propriété, le prolétariat profite de cette crise, pour s'emparer du pouvoir politique et met en œuvre les forces productives dans l'intérêt général de la société. C'est là une opinion courante ».

Dans quel pays est-elle courante? je l'ignore; il est certain, qu'elle n'a jamais été celle d'Engels, ni celle de Cunow, ni la mienne. Il est assez invraisemblable qu'Engels ait collaboré pendant un quart de siècle avec Marx, sans qu'ils aient eu conscience de cette différence fondamentale entre leurs idées et qu'il ait fallu l'aide de Woltmann pour la découvrir.

Mais Engels n'était pas assez mystique pour voir autre chose qu'une image dans la rébellion des forces productives techniques contre le mode de production. Il est évident qu'une rébellion des forces productives techniques ne peut consister qu'à rendre les hommes eux-mêmes rebelles. Si

Engels n'a pas toujours jugé à propos d'insister sur ce point, ce n'est pas une raison pour dire qu'il était d'avis contraire.

Ce que Woltmann appelle l'idée d'Engels est évidemment analogue, sinon identique à ce que Bernstein entend par nécessité historique. Nous nous trouvons ici en présence d'un phénomène étrange : Bernstein emprunte aux théories de Marx le prétendu fatalisme de la conception matérialiste primitive de l'histoire, l'idée que l'homme n'est qu'un simple automate mû par les forces économiques, et il découvre dans les théories d'Engels, que celui-ci reconnaît l'influence des facteurs moraux dans l'histoire, tandis que Woltmann affirme précisément le contraire de Marx et d'Engels.

Tant que nous n'aurons pas de preuves meilleures que de pareilles subtilités problématiques, auxquelles on pourrait facilement donner un sens contraire, nous ferons bien d'admettre que les deux hommes qui ont composé le Manifeste communiste étaient absolument fixés et d'accord sur tous les points essentiels. Chacun d'eux était certainement une individualité indépendante, qui concevait et développait à sa manière la théorie commune.

L'historien de la théorie tient compte de ces différences et de l'évolution des idées de chacun d'eux. Mais ces différences sont trop minimes pour qu'elles aient de l'importance pour notre conduite pratique.

Ce que Bernstein prend pour mon interprétation spéciale de la théorie de Marx et d'Engels et ce que Woltmann considérait comme la théorie spé-

ciale à Marx et différente de celle d'Engels, c'est la théorie exposée pour la première fois systématiquement dans le Manifeste communiste, développée plus tard et rectifiée en quelques points pàr nos maîtres dans leurs divers écrits.

Cette théorie voit dans le mode de production capitaliste le facteur qui pousse le prolétariat à la lutte de classe contre les capitalistes, qui augmente ses forces numériques, sa cohésion, son intelligence, le sentiment qu'il a de sa force, sa maturité politique, qui accroît de plus en plus son importance économique, rend inévitables son organisation en parti politique et la victoire de ce parti, et non moins inévitable aussi le mode de production socialiste, comme conséquence de cette victoire.

C'est là la théorie qu'il s'agit d'examiner dans une étude sur l'avenir du parti socialiste ; c'est elle qui est la base des programmes des partis socialistes ; c'est elle que nous ne devons pas perdre de vue dans la discussion qui va suivre et non la ridicule théorie de l'écroulement, que Bernstein nous met sur le dos.

Bernstein soulève trois objections contre la théorie marxiste du mode de production capitaliste : 1° Le nombre des personnes qui possèdent ne diminuepas, mais augmente. 2° La petite industrie n'est pas en décadence. 3° Les crises générales et ruineuses sont de moins en moins probables. — De ces trois objections, celle que Bernstein cite en second lieu devait occuper la première place. Si la doctrine marxiste de la concentration du capital

est fausse, nous accordons, sans autre forme de procès, l'accroissement du nombre des personnes qui possèdent; si elle est juste, il faut qu'on nous montre comment il se fait que malgré cela le nombre des personnes qui possèdent augmente.

L'évolution du mode de production est le fait fondamental, la question de propriété n'est qu'un fait de surface qui est déterminé par le premier. C'est là une caractéristique de la méthode de Bernstein, qu'elle s'occupe des phénomènes accessoires avant d'étudier la loi fondamentale. C'est de cette dernière que nous allons tout d'abord nous occuper.

b) Grande Exploitation et Petite Exploitation.

D'après la doctrine de Marx, le développement économique amène dans la société moderne la disparition de l'ouvrier travaillant à son compte et sa transformation en ouvrier salarié, exploité par celui qui est maître des moyens de production, c'est-à-dire, par le capitaliste.

« La propriété privée basée sur le travail personnel, cette propriété qui soude, pour ainsi dire, le travailleur isolé et autonome aux conditions extérieures du travail, est supplantée par la propriété privée capitaliste fondée sur l'exploitation du travail d'autrui, sur le salariat.

Dès que ce mouvement de transformation a décomposé de fond en comble la vieille société, que les producteurs sont changés en prolétaires et leurs moyens de travail en capital, que, enfin, le régime capitaliste se soutient par la seule force économique des choses, alors la socia-

lisation future du travail, ainsi que la transformation progressive du sol et des autres moyens de production en instruments socialement exploités, communs, en un mot l'élimination future des propriétés privées, va revêtir une nouvelle forme. Ce qui est maintenant à exproprier, ce n'est plus le travailleur indépendant, mais le capitaliste, le chef d'une armée ou d'une escouade de salariés.

Cette expropriation s'accomplit par l'action des lois de la production capitaliste elle-même, lesquelles aboutissent à la concentration des capitaux. En même temps que la centralisation, expropriation du grand nombre des capitalistes par le petit, se développent sur une échelle toujours plus grande, l'application de la science à la technique, l'exploitation de la terre avec méthode et ensemble, la transformation de l'outil en instruments puissants seulement par l'usage commun, par conséquent l'économie des moyens de production, les relations de tous les peuples sur le marché universel, d'où le caractère international imprimé au régime capitaliste.

A mesure que diminue le nombre des potentats du capital qui usurpent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale, augmentent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et grâce à lui. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe va se briser. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs vont être à leur tour expropriés (« Capital », I, 2e édit., p. 792, 793).

C'est la forme classique de la fameuse « légende

dévoratrice » de Marx que Bernstein a entrepris de détruire. Il est évident qu'il faut savoir comprendre cette description lapidaire d'une évolution qui met des siècles à s'accomplir ; il faut y voir une certaine recherche d'esprit, principalement où Marx parle au figuré. L'enveloppe qui se brise, l'heure du capitalisme qui sonne, l'expropriation des expropriateurs doivent être considérées comme des faits de l'évolution historique qui doivent inévitablement se produire, mais dont il est impossible de déterminer d'avance le caractère et l'imminence.

Nous allons d'abord démontrer que la justesse de la théorie marxiste ne dépend, ni de la vraisemblance plus ou moins grande de catastrophes, ni de la rapidité de l'évolution, mais seulement de la direction qu'elle prend. S'il y a des marxistes s'attendant à des catastrophes politiques et sociales, cela n'est pas une conséquence nécessaire de leur théorie, mais une déduction tirée de situations politiques et sociales déterminées. Si la « légende dévoratrice » signifiait qu'une expropriation immédiate et générale de tous les capitalistes est inévitable, je la sacrifierais volontiers. Mais je ne puis non plus garantir que l'évolution se fera peu à peu et méthodiquement. Il est plus important de savoir si la concentration du capital s'effectue véritablement ou non. Il est difficile de savoir ce que Bernstein pense de cette question. Est-il vrai que la concentration et tous les phénomènes qui l'accompagnent, se produisent dans les conditions indiquées par Marx? Bernstein répond ainsi à cette

question : « Oui et non. L'exposé est surtout exact dans sa tendance. Les éléments mentionnés sont là et ils agissent dans la direction indiquée. Si l'image ne répond pas à la réalité, ce n'est pas que les choses dites soient erronées, mais parce que les choses dites sont incomplètes. Des facteurs, dont l'action sur les contradictions relevées est limitative, sont ou bien complètement négligés par Marx ou ne sont traités qu'occasionnellement. En résumant et en faisant ressortir l'antagonisme réciproque entre les faits constatés, Marx ne fait aucune allusion à ces facteurs limitatifs, de sorte que l'influence sociale des antagonismes apparaît plus sérieuse et plus immédiate qu'elle n'est en réalité. » (p. 79.)

Cela peut avoir deux sens. Il est évident que la théorie doit négliger tous les phénomènes qui pourraient l'obscurcir, si elle veut pouvoir étudier les lois fondamentales de ces phénomènes. Quiconque oublie cette règle et exige de la théorie qu'elle concorde en tout avec les phénomènes superficiels, verra, qu'ainsi comprise, elle donne aux choses un relief qu'elles n'ont pas dans la réalité. Mais quiconque voudra remédier au mal et faire entrer dans la théorie tous les éléments de la réalité superficielle, sera toujours débordé par l'abondance des phénomènes, perdra le fil conducteur, restera confus et ne parviendra pas à une vue claire des choses.

J'ai déjà dit qu'il faut savoir comprendre l'esprit de la théorie de Marx. Si les remarques de Bernstein ne voulaient pas dire autre chose, il n'y

aurait rien à ajouter sinon qu'elles sont évidentes et qu'elles s'appliquent à toute théorie.

Mais l'idée de Bernstein est probablement toute différente. Il admet que la théorie de Marx omet non seulement des discordances superficielles, mais des tendances fondamentales, qui détruisent plus ou moins les effets des tendances décrites par elle. Dans l'évolution sociale, les tendances décrites par Marx n'atteignent donc pas toujours victorieusement leur but, en dépit de toutes les oppositions. Mais nous ne voyons pas clairement si dans la pensée de Bernstein ces tendances opposées entravent l'évolution ou en changent la direction.

Bernstein déclare que les antagonismes sociaux étaient plus violents chez Marx qu'ils ne le sont dans la réalité. Mais il ne s'agit pas ici de la violence des antagonismes ; nous n'avons pas besoin pour cela d'une théorie. Cette théorie doit nous apprendre sur quelle évolution des antagonismes sociaux nous pouvons compter, s'ils augmentent ou s'ils s'adoucissent. Si l'on pose ainsi la question, il ne suffit plus de répondre en signalant les exagérations de la théorie marxiste. Quand je demande si un navire déterminé se dirige vers l'Est ou vers l'Ouest, je ne suis pas bien avancé, si on me répond que ce serait une exagération d'affirmer qu'il se dirige vers l'Est, et qu'il y a de fortes présomptions de croire qu'il va vers l'Ouest.

Ce sont pourtant les réponses que nous fait Bernstein. Il admet (p. 80) que les entreprises dans le mode de production capitaliste se centralisent, comme Marx l'a exposé. Mais, dit-il, les fortunes

ne se centralisent pas. « Dans la socialdémocratie, l'opinion prédomine qu'une concentration des fortunes va de pair avec la concentration des entreprises industrielles. Or, il n'en est nullement ainsi. »

C'est reconnaître que la concentration des entreprises est un fait réel dans le mode de production capitaliste. C'est ce que dit Bernstein au commencement de ses recherches sur la concentration. Mais il ajoute en finissant :

« Si donc les tableaux de la statistique des revenus, dans les pays industriels avancés, révèlent à un certain degré l'instabilité et, par elle, l'inconstance et le caractère précaire du capital dans la société moderne ; si les revenus et les fortunes qu'elles enregistrent sont, en des proportions toujours grandissantes, des richesses sur le papier qu'un coup de vent vigoureux balayerait, en effet, avec la plus grande facilité, il n'en est pas moins vrai que ces catégories de revenus ne constituent pas une contradiction de principe avec la hiérarchie des unités économiques dans l'industrie, le commerce et l'agriculture. L'échelle des revenus et l'échelle des entreprises révèlent dans leur gradation un parallélisme assez nettement caractérisé, surtout en ce qui concerne les degrés moyens. » (p. 114).

Il a commencé par nier qu'il existe un parallélisme entre l'échelle de l'exploitation et l'échelle du revenu (qu'il assimile à l'échelle des fortunes), et il finit par le reconnaître. Quelle est sa véritable opinion ? Celle de la page 80, ou celle de la page 114 ?

Y a-t-il une concentration des entreprises ou non? c'est évidemment une prétention marxiste exagérée de réclamer une autre réponse que « *oui et non.* »

Il n'est pas facile de juger une opinion aussi flottante que celle de Bernstein dans ce cas. Mais nous n'avons pas le choix. Nous devons donner notre avis, car ses phrases sont interprétées et exploitées par nos adversaires comme une banqueroute, non seulement du marxisme mais du socialisme en général. Il est donc absolument nécessaire d'examiner les faits sur lesquels s'appuie Bernstein. Il emprunte ses principaux arguments au recensement des professions en Allemagne. Il y ajoute, il est vrai, beaucoup de chiffres d'Angleterre, de France, d'Autriche, de Suisse, des Etats-Unis, mais ces chiffres ne nous disent pas la moindre chose sur la *direction* de l'évolution, parce que ce ne sont que les chiffres d'un recensement et non de plusieurs recensements successifs. Ils ne prouveraient quelque chose que si la conception matérialiste de l'histoire avait véritablement ce caractère mécanique que ses adversaires lui attribuent si volontiers. Si cette conception croyait véritablement à l'avénement progressif et naturel du socialisme, dans ce sens que toute la petite exploitation sera absorbée par le développement capitaliste, au moyen de la concentration du capital, et que l'organisme de la production socialiste sera constitué, de sorte que le prolétariat n'aura plus qu'à conquérir le pouvoir politique et à se coucher dans le lit préparé par le capitalisme; si c'était là la

conception marxiste de l'évolution vers le socialisme, les chiffres absolus, isolés, apportés par Bernstein, pourraient avoir quelque importance, car ces chiffres prouveraient que la petite exploitation est loin de disparaître complètement et que par conséquent le règne du socialisme est encore loin de sa réalisation.

Nous avons déclaré déjà, à plusieurs reprises, que ce n'est pas là la doctrine marxiste. Mais il est bon de le constater une fois de plus, puisque l'un des mérites de la brochure de Bernstein est d'avoir contribué à la propagation de cette fausse conception du marxisme.

La décadence de la production individuelle, qui était autrefois la forme de production dominante, engendre les prolétaires, les salariés. Plus la production capitaliste se développe sur les ruines des petits métiers, moins le salarié a de chances de s'affranchir, comme producteur isolé, de l'exploitation et de la servitude capitaliste, mais plus il aspire à la suppression de la propriété privée. Avec le prolétariat naissent naturellement et nécessairement des tendances socialistes chez les prolétaires, comme chez ceux qui prennent le parti des prolétaires, qui aspirent à leur indépendance, c'est-à-dire, à leur liberté et égalité.

Mais cela n'explique que la genèse des aspirations socialistes, et ne dit encore rien de ses perspectives. C'est la concentration du capital qui les améliore de plus en plus. Plus elle progresse, plus le prolétariat grandit et s'organise, comme nous l'avons vu, mais plus elle affaiblit, décourage et

appauvrit la masse de ceux qui ont un intérêt à la propriété privée des moyens de production, c'est-à-dire, des entrepreneurs indépendants, plus elle amoindrit l'intérêt qu'ils ont au maintien de cette propriété et plus elle favorise les conditions d'éclosion de la production socialiste.

La production privée des artisans et des paysans ne peut prospérer que si la propriété privée des moyens de production existe. L'expérience prouve que là où les socialistes ont fondé des colonies communistes basées sur la production des artisans et des paysans, le besoin irrésistible d'arriver à la propriété privée des moyens de production l'emportait tôt au tard sur l'enthousiasme socialiste qui avait créé la colonie, quand des influences externes ne contribuaient pas à resserrer les liens de l'association communiste, — par exemple, la vie des colons au milieu d'une population hostile, de langue et de religion différentes. Il en doit être tout autrement, quand la production isolée n'est pas la règle, mais l'exception, quand les conditions économiques rendent la production collective de plus en plus générale et avantageuse, et contribuent à modifier de plus en plus les sentiments et les idées des classes ouvrières dans le sens de la coopération sociale. Une organisation socialiste devient alors possible, sans qu'il soit nécessaire de faire intervenir un enthousiasme, qui fut toujours l'apanage de caractères exceptionnels et qui ne résiste pas à la longue au terre à terre de la vie journalière.

Ce sont les éléments qui, d'après la théorie de

Marx, doivent engendrer le socialisme. La concentration du capital pose le problème historique de l'introduction d'un mode de production socialiste dans la société. Elle produit les forces nécessaires à la solution du problème, c'est-à-dire, les prolétaires, et elle crée le moyen de le résoudre, à savoir : la coopération sur une grande échelle ; mais elle ne résout pas elle-même le problème. Cette solution ne peut sortir que de la lutte du prolétariat, de sa force de volonté et du sentiment qu'il a de ses devoirs.

Mais s'il en est ainsi, des chiffres isolés, démontrant qu'il y a encore un nombre considérable de petites exploitations, n'ont pas la moindre importance pour notre recherche. Ils ne nous disent absolument rien de la direction de l'évolution, et nous ne pouvons y découvrir le moment où notre société sera mûre pour le socialisme. Ce moment dépend d'un nombre immense d'éléments impondérables que personne ne saurait calculer, dont on peut bien constater *a posteriori* les motifs économiques, mais dont il est impossible de déterminer la force *a priori*. Nous n'en sommes pas encore arrivés à pouvoir remplacer les luttes de classe par des statistiques. Nous devons lutter ; aucune statistique au monde ne saurait nous apprendre si nous sommes plus ou moins près de vaincre, et s'il nous sera donné bientôt de tirer sérieusement profit de la victoire. Sans doute, nos chances de victoire dépendent de la concentration du capital, mais il serait enfantin de prétendre fixer à quel moment son développement rendra notre victoire possible.

Bernstein dit, il est vrai :

« Pour autant donc que la centralisation des entreprises est la condition primordiale de la socialisation de la production et de la distribution, elle n'est jusqu'ici, même dans les pays les plus avancés de l'Europe, qu'une réalité partielle, de sorte que si, en Allemagne, l'État, dans un avenir prochain, voulait exproprier toutes les entreprises occupant vingt personnes et plus, soit dans un but d'exploitation entière et directe, soit pour les affermer en partie, il resterait encore, dans le commerce et l'industrie, des centaines de mille d'entreprises avec plus de quatre millions de salariés, qui continueraient à être conduites par des particuliers. » Sans parler de l'agriculture, « on pourra se former une idée de l'étendue de la tâche que l'Etat ou les Etats entreprendraient en expropriant toutes ces entreprises, si on songe qu'il s'agit, dans l'industrie et le commerce, de *plus d'une centaine de mille d'entreprises* avec cinq millions d'employés ». Et il en conclut : « Tenons-nous en provisoirement au fait que pour la socialisation de la production et la distribution une partie seulement est remplie de la condition matérielle primordiale : la centralisation avancée des entreprises. » (p. 150, 151.)

Dans le premer chapitre de son ouvrage Bernstein conteste que l'évolution sociale de l'humanité doive être ramenée en dernière ligne au développement de la production. Il déclare ensuite qu'il est inutile et impossible de prouver « la nécessité économique immanente du socialisme »; et main-

tenant il le met dans la dépendance la plus directe et étroite des conditions économiques ! Le voilà qui, tout à coup, prétend qu'il ne sera possible de diriger le développement de la propriété vers le socialisme que lorsque l'emploi des moyens de production sera socialisé dans tous les domaines. Car il ne s'agit que d'un changement de direction dans l'évolution de la propriété, et non pas de socialiser d'un seul coup « *dans une longue séance de nuit* » comme le dit avec raison Victor Adler en plaisantant, toutes les exploitations de plus de vingt personnes, comme on pourrait le croire en lisant Bernstein. Remarquons en outre en passant que les « plus d'une centaine de mille » (dans l'édition allemande, il parlait de « plusieurs centaines de mille ») exploitations industrielles et commerciales occupant plus de vingt personnes, que Bernstein fait défiler devant nous, pour nous effrayer, se réduisent exactement à 48 956. Il nous faut renoncer à découvrir dans les statistiques la date de l'avénement de l'Etat futur.

De tous les chiffres que cite Bernstein il ne reste que ceux des recensements des professions et des exploitations de l'Allemagne. Ils ont, il est vrai, leur éloquence ; ils ne nous disent pas quelle distance nous sépare du socialisme, mais bien si nous marchons dans la direction, qui d'après les pronostics de Marx, mène au socialisme.

Si nous voulions nous borner à réfuter Bernstein, nous pourrions nous faciliter la tâche. Nous n'aurions qu'à le laisser parler. Il y a quelques années (novembre 1896) il publiait un article sur « l'état

actuel du développement industriel en Allemagne » dans sa série d'articles sur « les problèmes du socialisme », articles qui lui furent funestes et dont le résultat fut de rendre son propre socialisme problématique. (« Neue Zeit », XV, 1, p. 303, s.).

Il écrit :

« Tout homme compétent reconnaît qu'actuellement le signe caractéristique du développement de l'industrie en Allemagne est le passage du petit au grand, du métier de l'artisan à la fabrique de l'industriel, des grandes fabriques aux exploitations gigantesques. Les chiffres de la statistique des industries et des professions dans l'empire allemand récemment publiée ne permettent pas de mettre ce fait en doute. Comparé avec la dernière statistique faite en 1882, le groupe B des professions recensées (industrie, mines, usines, bâtiment) indique en 1895, pour une augmentation de 14,48 0/0 dans le chiffre de la population, les changements suivants :

	1882	1895	Augmentation (+) Diminution (—)	
			absolue.	p. %
Patrons.........	1 861 502	1 774 481	— 87 021	— 4,68
Artisans à leur compte	339 644	287 389	— 52 255	— 15,39
Personnel de surveill^ce^ industr^lle^, empl. de comm^ce^.	99 076	263 747	+ 164 671	+ 166,21
Compagnons, apprentis	4 096 243	5 955 613	+ 1 859 370	+ 45,39
Ensemble	6 396 465	8 281 230	+ 1 884 765	+ 29,47

« Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Si en 1882 on comptait deux employés sur trois travailleurs, la pro-

portion était en 1895 de 3 sur 4; l'importance de cette transformation saute aux yeux. »

« Cependant ces chiffres ne se révèlent pas aux yeux des profanes dans toute leur gravité.

« Cette proportion de trois employés salariés contre un industriel non salarié pour le pays tout entier permet encore de supposer que la grande industrie est actuellement encore de beaucoup dépassée par la petite industrie (métiers et petites fabriques), qu'elle a sans doute pris une extension considérable, mais qu'elle est encore loin d'être la reine. Si, en treize ans, et malgré les progrès gigantesques, accomplis pendant ce temps au point de vue technique, le nombre des non-salariés de l'industrie n'a diminué que de 140 276, c'est-à-dire de moins de 6 0/0, il semble que la disparition des métiers et de la petite industrie soit encore loin d'être un fait accompli et que les métiers aient encore, même en dehors du travail artistique, un vaste domaine. »

Ce que Bernstein désigne ici comme un fait apparent, qui pourrait induire en erreur les gens incompétents, est devenu pour lui dans l'espace de deux ans une réalité, au sujet de laquelle les fous, qui jurent aveuglément par les paroles du maître, peuvent seuls se tromper.

Or en 1896, Bernstein lui-même comptait encore au nombre de ces fous, et son œil perçant savait découvrir la réalité cachée sous les chiffres. Il continuait :

« Cependant ces chiffres grossiers sont loin d'exprimer le rapport réel entre la grande et la petite industrie. Ils ne montrent que le groupement extérieur de la fraction de la population occupée, au sens étroit du mot, dans l'industrie ; ils sont muets au sujet de tous les faits qui nous sont nécessaires pour connaître les relations intimes de la production, étendue, caractère, etc...

Pour nous instruire sur ce point, nous avons besoin non seulement des renseignements que nous donnera la statistique des professions sur la distribution en groupes d'exploitations de chacune des branches de production, mais de renseignements analogues sur la situation de chaque exploitation en particulier dans son groupe de production, sur le rapport des résultats de la production entre eux et autres questions de détail, dont la statistique des professions ne parle pas en général ».

Il cherche alors à évaluer « le véritable état des choses » en se basant sur les données du livre de Sinzheimer « sur les limites du développement des grandes fabriques en Allemagne », et il arrive à ce résultat :

« Si l'on tient compte des déplacements importants dans la distribution des travailleurs, suivant les classes d'entreprises, déplacements que nous montre la plus récente statistique industrielle, si on tient compte en outre de ce fait incontesté et incontestable, que c'est dans les grandes exploitations que la force productive du travail s'est le plus accrue, on pourra conclure sans crainte d'exagération, que, si en 1882, un minimum de 47 à 54 0/0 de la production industrielle totale revenait aux grandes fabriques, leur part actuelle ne peut être inférieure à 60 ou 70 0/0 de la production totale.

Les deux tiers, sinon les trois quarts de la production industrielle de l'Allemagne appartiennent aux grandes fabriques, à la grande exploitation collectiviste. — Une foule de circonstances nous cachent ce fait ; une très grande partie des produits de la grande industrie ne sont qu'à demi fabriqués, un certain nombre d'autres nous sont livrés par des personnes, qui n'ont contribué qu'en apparence à leur fabrication et qui ne sont en réalité que des intermédiaires et des marchands. Mais il ne paraît pas possible d'en contester l'exactitude. Les exploitations collectivistes, qui contribuent pour une si

large part à la production nationale sont-elles assez mûres, en général, pour être soustraites à l'initiative privée? c'est une autre question.

Elle ne peut trouver sa solution que dans le succès du collectivisme et non dans les recherches statistiques. Nous pouvons donc la négliger. Mais nous remarquerons, que Bernstein est arrivé lui-même récemment à ce résultat, que les grandes fabriques, qui en 1882 ne livraient que la moitié de la production nationale, en produisaient treize ans plus tard déjà les deux tiers, sinon les trois quarts. Si on n'appelle pas cela une concentration rapide du capital, une évolution qui marche à pas de géant vers la production socialiste et collectiviste, c'est qu'on applique aux processus historiques une singulière mesure.

La comparaison des quantités de produits fait voir plus clairement les progrès de la grande exploitation, que la comparaison du nombre des exploitations des différentes catégories de grandeur et des ouvriers qu'elles occupent.

Mais là aussi les progrès de la grande exploitation sont indéniables. On comptait, dans l'industrie, la manufacture, le commerce, le trafic, l'horticulture, la pisciculture, etc. :

Exploitations	1882	1895	augmentation %
avec 1-5 personnes	2.882.768	2.934.723	1.8
6-10 »	68.763	113.547	65.1
11-50 »	43.952	77.752	76.9
51-200 »	8.095	15.624	93.0
201-1000 »	1.752	3.076	75.6
plus de 1000 »	127	225	100.8
Total....	3.005.457	3.144.947	4.6

Tandis que l'augmentation totale des exploitations était de 4, 6 0/0, les petites exploitations ne croissaient que de 1, 8 0/0 et les grosses exploitations de 100 0/0. Le nombre absolu des premières augmentait, c'est vrai, mais leur nombre relatif diminuait.

La répartition proportionnelle des exploitations était, pour 0/0 :

		1882	1895
Exploitations avec 1-5 personnes.		95.9	93.3
—	6-10 »	2.3	3.6
—	11-50 »	1.5	2.5
—	51-200 »	0.3	0.5
—	201-1000 »	0.0	0.1
—	plus de 1000 »	0.0	0.0

La proportion des petites exploitations dans l'ensemble des exploitations est donc tombée de 96 0/0 à 93 0/0 en chiffres ronds.

Il est vrai que la proportion pour 0/0 des petites exploitations est encore énorme. Mais les choses changent si nous considérons le nombre des personnes employées.

Nombre des personnes employées dans les :

			1882	1895	Augmentation 0/0
Exploitations de	1-5	personnes	4.335.822	4.770.669	10.0
—	6-10	—	500.097	833.409	66.6
—	11-50	—	891.628	1.620.848	81.8
—	51-200	—	742.688	1.439.776	93.9
—	201-1000	—	657.399	1.155.836	75.8
—	plus de 1000	—	213.160	448.731	110.5
		Total....	7.340.789	10.269.269	39.9

Le nombre des personnes employées dans l'ensemble des industries augmentait de 40 0/0, dans les petites exploitations de 10 0/0 seulement, dans les grandes exploitations de 110 0/0. Nous trouvons donc ici une diminution relative considérable du personnel des petites exploitations.

Proportion 0/0 des personnes employées :

			1882	1895
			—	—
Exploitations de	1-5	personnes	59.0	46.5
—	6-10	—	6.8	8.1
—	11-50	—	12.2	15.8
—	51-200	—	10.1	14.0
—	201-1000	—	9.0	11.2
—	plus de 1000	—	2.9	4.4

Les petites exploitations, qui comprenaient encore en 1882 près des 2/3 de la population industrielle, en comptaient en 1895 moins de la moitié.

Mais ces chiffres donnent encore une idée incomplète des déplacements des travailleurs, déterminés par la diminution relative de la petite exploitation.

Le travail des femmes et des enfants est une invention du gros capitalisme, mais elle est en plus grand nombre exploitée actuellement par les petites entreprises en décadence, qui cherchent à se maintenir à flot en pressurant des êtres sans maturité et incapables de résistance.

Malheureusement il est impossible d'établir si, et jusqu'à quel point, le travail des femmes a augmenté au sein de chaque catégorie de grandeur des exploitations, car le recensement de 1895 a été

fait à cet égard sur d'autres bases que celui de 1882. Mais les chiffres absolus parlent assez clairement. Le nombre des salariés de l'industrie s'élevait, en 1895, à 6.871.504, comprenant 5.247.897 hommes et 1.623.607 femmes; en 1882, au contraire, on comptait en tout 4.125.052 personnes, dont 3.433.689 hommes et 792.363 femmes. Le nombre total avait crû de 62,6 0/0, celui des hommes de 52,8 0/0, celui des femmes de 104,9 p. 0/0!

En 1895 on comptait :

	HOMMES		FEMMES		TOTAL
Exploitations sans salariés	1 125 125	66 %	589 226	34 %	1 714 351
Exploitations comptant 1-5 salariés..	1 354 598	68 %	636 646	32 %	1 991 244
Exploitations comptant 6-20 »	967 578	79 %	256 428	21 %	1 224 006
Exploitations comptant plus de 20 »	2 925 721	80 %	730 533	20 %	3 656 254

On voit combien le travail des femmes l'emporte dans les petites exploitat: ns. On comprend alors clairement que si les pers nnes occupées dans les petites exploitations cons uent 46, 5 0/0 de l'ensemble des ouvriers de industrie, les hommes employés dans ces petite exploitations ne comprennent en réalité que 4., 4 0/0 de la population ouvrière masculine totale.

Le nombre des enfants est aussi plus grand dans les petites exploitations que dans les grandes. Malheureusement, on ne peut non plus établir ici une comparaison entre 1882 et 1895.

Parmi les 6.871.504 ouvriers que comptait l'in-

dustrie en 1895, il n'y avait pas moins de 603.150 enfants, par conséquent 8, 8 0/0. Si on déduit, comme le fait dans son rapport le bureau de statistique impérial, les femmes des propriétaires d'exploitation du nombre des ouvriers, il reste 6.474.727 ouvriers, et par conséquent 9,1 0/0 d'enfants.

Proportion 0/0 des enfants dans les grandes exploitations :

Exploitations comptant 1-5 personnes	....	15.2
— 6-20 »	....	10.2
— plus de 20 »	....	5.9

Les ouvriers masculins adultes forment donc une fraction beaucoup plus petite de la classe ouvrière dans la petite industrie que dans la grande. Cette proportion se déplace donc au sein des éléments du prolétariat qui jouent un rôle politique et social prépondérant, au profit des travailleurs de la grande industrie, et cela beaucoup plus que les « chiffres grossiers » de l'ensemble des travailleurs au sein de chacune des exploitations en particulier ne permettent de le reconnaître.

Si on considère séparément les différentes branches de l'industrie, on voit aussi que la concentration du capital progresse encore plus vite que les chiffres grossiers de la statistique industrielle ne permettent de le constater au premier coup d'œil.

Remarquons tout d'abord que la concentration du capital ne se produit pas avec la même progression dans toutes les branches de l'industrie. La grande exploitation accapare successivement ces

diverses branches, et supplante la petite exploitation, sans pour cela rejeter dans les rangs du prolétariat tous les petits entrepreneurs de cette exploitation.

Chassés d'une industrie, ils en cherchent une nouvelle, vendent par exemple un produit, après l'avoir fabriqué, et d'industriels deviennent intermédiaires, etc. Le *domaine* de la petite exploitation se rétrécit ainsi de plus en plus, sans que le *nombre* absolu des petites exploitations diminue. La progression de la grande exploitation, d'une part, se manifeste par une augmentation excessive des petites exploitations ; d'autre part, si la concurrence des grandes exploitations amène ici la disparition des petites, elle détermine ailleurs leur propre ruine en se faisant concurrence entre elles. Elles tombent ainsi de plus en plus dans la dépendance du capital, sont poussées à se spécialiser de plus en plus et préparent ainsi le terrain à la grande exploitation, qui tôt ou tard fait aussi son apparition sur ce domaine.

Nous constatons avant tout ce fait important, que la concentration des exploitations dans l'industrie est beaucoup plus avancée que dans le commerce et le trafic, si on prend pour base le nombre des ouvriers employés, base qui, il est vrai, présente quelques inconvénients, car dans le commerce une entreprise occupant 10-20 personnes peut être déjà une grande exploitation, tandis que dans l'industrie de pareilles entreprises sont encore à la limite de la petite exploitation. Mais nous n'avons pas d'autres chiffres à notre disposition.

Sur 100 personnes employées, nous avions en 1895 :

	Dans des exploitations occupant :		
	1-5 personnes	6-50 personnes	au-dessus de 50 personnes
Manufactures, mines, bâtiment. .	39.9	23.8	36.3
Commerce, trafic, hôtels.	69.7	24.3	6.0

Les rubriques : « *petites exploitations* » pour les industries occupant de 1-5 personnes « *exploitations moyennes* » pour celles qui emploient de 6 à 50 personnes ne sont permises que pour l'industrie ; dans le commerce, une maison occupant cinq personnes peut constituer une exploitation moyenne, une maison occupant 50 personnes représentera toujours une *grande exploitation*.

Mais dans l'industrie, les petites exploitations n'embrassent plus 40 0/0 des personnes employées. En 1882 elles en occupaient encore 55 0/0. La décadence de la petite exploitation est beaucoup plus rapide dans l'industrie que dans le commerce.

Tableau de l'accroissement (+) et de la diminution (—) des personnes occupées de 1882 à 1895 :

	Exploitations occupant :		
	1-5 personnes	6-50 personnes	plus de 50 personnes
Industrie.	— 2,4 °/o	+ 71,5 °/o	+ 87,2 °/o
Commerce.	+ 48,9 °/o	+ 94,1 °/o	+ 137,8 °/o

Nous trouvons donc dans l'industrie une diminution absolue du nombre des personnes employées par la petite exploitation. La diminution des petites exploitations elles-mêmes est encore plus grande. Elle n'était pas de moins de 8, 6 0/0. Tandis que les petites exploitations en général augmentaient de 51.955, elles diminuaient de 185.297 dans l'industrie en particulier.

Entrons dans le détail. C'est surtout dans les branches d'industrie suivantes que diminue la petite exploitation et qu'augmente la grande.

Tableau de la répartition proportionnelle des personnes occupées dans ces différentes branches pour 0/0 :

BRANCHES D'INDUSTRIE	EXPLOITATIONS OCCUPANT :		
	1-5 pers.	6-50 pers.	plus de 50 pers.
Mines.	0.7	4.0	95.3
Produits chimiques.	15.7	22.6	61.7
Industrie textile.	26.0	14.8	59.2
Construction des machines et des instruments.	22.1	18.9	59.0
Fabrication du papier. . . .	17.7	31.5	50.8
Matériaux de construction et terrassements.	12.8	42.5	44.7
Eclairage.	15.2	45.1	39.7

Par contre, le domaine de la petite exploitation comprend encore les branches suivantes, dans les-

quelles la proportion 0/0 des personnes employées est la suivante :

BRANCHES D'INDUSTRIE	POUR DES EXPLOITATIONS OCCUPANT :		
	1-5 pers.	6-50 pers.	plus de 50 pers.
Elevage, pêche.	88.8	7.9	3.3
Industrie du vêtement, nettoyage.	80.4	13.2	6.4
Hôtels, restaurants. . .	74.6	24.1	1.3
Commerce.	70.8	25.2	4.0
Horticulture et culture maraîchère.	60.2	31.5	8.3
Industries d'art.	58.4	33.8	7.8
Travail du bois. . . .	57.8	29.6	12.6

Ici encore nous constatons une progression de la concentration du capital.

Tableau de l'accroissement et de la diminution des personnes employées en 1882 et 1895.

BRANCHES D'INDUSTRIE	EXPLOITATIONS OCCUPANT :		
	1-5 pers.	6-50 pers.	plus de 50 pers.
Elevage, pêche.	+ 3,7 0/0	+ 35,1 0/0	+ 700,9 0/0
Industrie du vêtement, nettoyage.	— 0,6 0/0	+ 81,5 0/0	+ 162,0 0/0
Hôtels, restaurants. .	+ 70,2 0/0	+ 138,7 0/0	+ 429,7 0/0
Commerce.	+ 74,4 0/0	+ 89,5 0/0	+ 177,6 0/0
Horticulture et culture maraîchère.	+ 65,0 0/0	+ 141,6 0/0	+ 40,8 0/0
Industries d'art. . . .	+ 4,2 0/0	+ 66,9 0/0	+ 576,1 0/0
Travail du bois. . . .	— 3,1 0/0	+ 118,6 0/0	+ 138,7 0/0
Industries en général.	+ 10,0 0/0	+ 76,3 0/0	+ 86,2 0/0

Ainsi la grande exploitation progresse partout, excepté dans l'horticulture, beaucoup plus que la

petite exploitation. Si nous ne tenons pas compte de l'horticulture, insignifiante au point de vue du personnel qu'elle emploie, il ne reste dans les industries, où la petite exploitation joue un rôle important, que deux branches, dont le personnel augmente plus vite que la population : celle des aubergistes et celle des petits commerçants.

Sous la rubrique : *commerce*, dit le rapport du bureau de statistique impérial sur le recensement industriel de 1895, sont compris les nombreux petits commerçants, épiciers, marchands de comestibles, marchands de liquides, qui donnent ici une si grande importance à la petite exploitation.

Tableau des employés de commerce de marchandises comprenant tous les métiers précités :

Total			1.105.423
Exploitations occupant	1	personne	317.460
—	2	»	215 730
—	3-5	»	276.085
Total pour les petites exploitations en général			809.275

La forte représentation des petites exploitations sous la rubrique : *Hôtels, Restaurants*, vient du nombre considérable de petits aubergistes, hôteliers et loueurs de garnis, etc... Ils se décomposent ainsi :

Nombre total			579.958
Aubergistes sans salariés, loueurs de garnis			99.407
Maisons occupant	2	personnes	122.194
—	3-5	»	211.175
Total des petites exploitations			432.776

Si nous remarquons en outre que les branches

d'industrie, qui dans l'industrie du vêtement et du nettoyage déterminent la prépondérance des petites exploitations, sont la couture, les métiers de tailleur, de coiffeur, de blanchisseur, nous aurons les éléments de ces nombres que Bernstein fait défiler et marcher contre la théorie de Marx.

Marx fait dans « le Capital » la remarque suivante : Monsieur le Professeur Roscher prétend avoir découvert qu'une couturière, qui est occupée pendant deux jours par sa femme, fait plus de besogne que deux couturières, que sa femme occuperait le même jour. Que M. le Professeur évite de faire ses observations sur le processus de la production capitaliste dans la nursery et dans des conditions où manque le principal facteur, c'est-à-dire, le capitaliste.

Pour perfectionner le marxisme et lui donner un caractère plus scientifique, Bernstein associe à la nursery l'échoppe du barbier et l'estaminet. La concentration du capital y laisse pourtant encore un peu à désirer. Rappelons-nous les preuves qu'il donne pour démontrer que les conditions d'éclosion du socialisme n'existent pas encore en Allemagne, parce qu'il reste encore dans le commerce et l'industrie des centaines de mille entreprises occupant plus de quatre millions d'ouvriers, qu'il faudrait laisser à l'exploitation privée. Nous savons maintenant, en quoi consiste la majorité de ces « entreprises ». Le socialisme doit échouer devant l'impossibilité de socialiser les fruitières, les logeuses, les couturières, les blanchisseuses, etc. !

Ces éléments forment pour Bernstein le rempart

le plus solide de la propriété capitaliste ; c'est sur eux qu'il faut étudier les lois du développement du capitalisme et non dans les mines, les usines, les filatures, les tissages, les fabriques de machines, etc...

L'ensemble des petites exploitations augmentait, de 1882 à 1895, de 51.955. Par contre, leur nombre était le suivant dans les différents groupes :

	1882	1895	Augmentation
Commerce...........	434.785	603.209	168.424
Hôtels, Restaurants..	163.991	220.655	56.664
Total......	598.776	823.864	225.088

Si on soustrait ces deux groupes de l'industrie en général, nous trouvons au lieu d'une augmentation de 51.955 pour les petites exploitations, une diminution de 175.133.

Le personnel des petites exploitations s'élevait dans les deux groupes cités aux nombres suivants :

	1882	1895	Augmentation
Commerce...........	641,696	943,545	301,849
Auberges............	244,297	432,776	188,479
Total.....	885,993	1376,321	490,328

Le personnel de toutes les petites exploitations s'accroissait dans le même temps de 434.847. — Si par contre nous déduisons les deux groupes ci-dessus, nous obtenons, au lieu d'une augmentation, une diminution de 55.481 pour la petite exploitation, et cette diminution coïncide avec une augmentation de la population et une augmentation encore plus forte de l'ensemble du personnel industriel.

Mais l'augmentation des petites exploitations dans le petit commerce, les hôtels et les restaurants n'est pas un signe de la vitalité de la petite industrie, mais un résultat de sa désagrégation. Les petites boutiques, les petites auberges, les maisons de garnis, etc... sont en grande partie le refuge de gens besoigneux, et destinées à utiliser le travail de la femme à côté du salaire du mari.

Dans tous les cas, ces métiers ont un caractère prolétarien. En outre ils dépendent de plus en plus de la clientèle prolétarienne, car la bourgeoisie qui peut payer apporte sa clientèle aux maisons plus importantes. Aussi les petits aubergistes et petits commerçants deviennent-ils de plus en plus prolétariens dans leurs sentiments et leurs opinions. Si le prolétariat avait autrefois les idées de la petite bourgeoisie, le contraire est aujourd'hui de plus en plus vrai.

Un autre motif y contribue précisément dans les branches d'industrie, où domine encore la petite exploitation, motif dont les statistiques ne parlent pas. Celles-ci ne signalent que la concentration industrielle au point de vue technique, et non au point de vue économique.

Elles ne désignent même la concentration technique qu'incomplètement, car dans le recensement industriel, elles comptent les branches d'industrie comme des exploitations spéciales, là où divers métiers sont réunis dans une même exploitation. De même les filiales et succursales ont été considérées comme des exploitations indépendantes. Le nombre des exploitations en général est

donc en réalité plus petit et celui des grandes exploitations plus grand que le recensement ne l'indique.

Mais la concentration technique n'est sans doute qu'une des formes de la concentration économique ; il est vrai que c'est sa forme la plus élevée et la plus parfaite. Nous trouvons aussi une concentration du capital, là où un capitaliste s'empare au point de vue économique d'entreprises indépendantes au point de vue technique. Rappelons à ce sujet les industries domestiques. Qu'on relève maintenant la liste citée plus haut des branches d'industrie, dans lesquelles la petite exploitation domine : on verra que ce sont précisément celles dans lesquelles les petites exploitations sont le moins indépendantes au point de vue économique. Ainsi les industries domestiques sont fortement représentées dans l'industrie du bois (menuiserie, vannerie, fabrication des chapeaux de paille, tournage, fabrication des jouets,) et surtout dans les petites industries connexes de l'industrie du vêtement et du nettoyage (confection d'habits et de lingerie, modes, ganterie, cordonnerie, blanchissage et repassage). Ces petites industries sont, pour la statistique, des exploitations indépendantes : pour l'économiste, ceux qui les exercent ne sont pas propriétaires de leurs moyens de production, mais les salariés les plus opprimés et les plus modiquement rétribués.

Quelque chose d'analogue se passe pour le petit commerce et les restaurants de toutes sortes, dont les propriétaires nominaux se transforment de plus

en plus en agents et en salariés effectifs de quelques gros capitalistes. Les restaurateurs dépendent de plus en plus des grands fabricants de bière, qui leur avancent souvent non seulement la bière, mais encore tout leur matériel; en outre, les estaminets et les restaurants deviennent de plus en plus la propriété directe des brasseries. Les patrons de ces établissements ne sont plus que des fermiers installés par les brasseries.

La même chose se passe dans le commerce.

Nous n'avons pas en ce moment des chiffres concernant l'Allemagne sous la main, pour établir ce fait connu de tous.

Macrosty écrit de Londres dans un article de la « Contemporary Review » que les restaurants bon marché de Londres sont entre les mains de quatre à cinq sociétés. Il en est de même à Londres du commerce du lait, du tabac et des produits pharmaceutiques. Une société possède à elle seule cent magasins de tabac (« Socialdemocrat » de Londres, mai 1899). Bernstein ne nous parle pas de tout cela. Il se contente de nous dire que le nombre des magasins de Londres s'est élevé de 1875 à 1886 de 295,000 à 366,000.

Bernstein nous objecte les centaines de mille petites industries, dont l'exploitation devra être laissée à l'initiative privée, même après l'expropriation des grandes industries. Combien parmi les 200,000 petites exploitations du groupe (Hôtels, Restaurants) dépendraient effectivement de l'exploitation par l'Etat, si on socialisait seulement les trois cents grandes brasseries occupant plus de

cinquante personnes, que l'on comptait en Allemagne en 1895 ? Et dans les pays, où est établi le monopole de la vente du tabac, le premier enfant venu sait que la socialisation de la production et de la vente du tabac est compatible avec l'existence de milliers de magasins de tabac. La socialisation de la production ne suppose pas le moins du monde la prédominance de la grande exploitation dans tous les domaines de l'industrie.

Il nous reste à examiner, parmi les industries où la petite exploitation est encore relativement forte : le travail des métaux, l'industrie des cuirs, l'alimentation, le bâtiment et le trafic.

Nous pouvons négliger les compagnies d'assurances avec leur personnel de 22,000 employés.

Voici les chiffres qui les concernent :

BRANCHES D'INDUSTRIE		PROPORTION 0/0 pour des exploitations occupant :			AUGMENTATION ou diminution des ouvriers de 1882-95 dans des exploitations occupant :		
		1-5 personnes	6-50 personnes	plus de 50 pers.	1-5 personnes	6-50 personnes	plus de 50 pers.
Travail des métaux.	1882	62,8	18,7	18,5			
	1895	44,6	24,6	30,8	— 1,2	+ 83,4	+131,3
Augmentation et diminution relative		—18,2	+ 5,9	+12,3			
Industrie des cuirs.	1882	62,9	21,3	15,8			
	1895	50,6	24,9	24,5	+ 6,2	+ 54,2	+104,5
Augm. ou dimin.		—12,3	+ 3,6	+ 8,7			
Industrie alimentaire	1882	60,3	19,6	20,1			
	1895	51,9	23,9	24,2	+18,0	+ 67,6	+ 66,0
Augm. ou dimin.		— 8,4	+ 4,3	+ 4,1			
Bâtiment	1882	46,0	36,1	17,9			
	1895	27,0	39,6	33,4	+15,3	+114,6	+264,9
Augm. ou dimin.. . . .		—19,0	+ 3,5	+15,5			
Trafic.	1882	64,1	17,3	18,6			
	1895	54,0	18,0	28,0	+10,8	+ 37,6	+ 97,0
Augm. ou dimin.. . . .		—10,1	+ 0,7	+ 9,4			

Dans toutes ces branches nous trouvons une forte diminution relative du personnel de la petite exploitation.

Dans l'industrie des métaux, cette diminution est même absolue, et elle correspond cependant à une plus forte diminution du nombre des exploitations.

Pendant que le chiffre du personnel des petites exploitations diminuait de 1,2 °/₀ (3401), les petites industries diminuaient elles-mêmes de 7,6 0/0 (11,889). Dans les autres branches citées plus haut, la petite industrie a augmenté *absolument*, mais relativement beaucoup moins que les moyennes et les grandes exploitations. Dans l'industrie du bâtiment, qui est cependant considérée comme le refuge des artisans, la diminution relative des petites exploitations est frappante.

Pour le trafic, le nombre du personnel des petites exploitations est relativement élevé, parce que les grandes exploitations — chemins de fer, télégraphes, postes, — ne sont pas comptées dans la statistique industrielle. Au reste, on n'a pas davantage compté des exploitations publiques, qui ne sont pas considérées comme branches d'industrie : établissements municipaux pour le service des eaux, de la répurgation, abattoirs, etc...

Le trafic comporte non seulement des exploitations gigantesques, qui n'ont pas été recensées, mais aussi d'innombrables exploitations, sans importance au point de vue économique et qui méritent à peine le nom d'entreprises. Parmi les 3,945 entreprises de pompes funèbres, 3,674 occupent une seule personne; parmi les 10,514 commission-

naires, 10,200 sont à leur compte; parmi les 18,737 personnes employées au transport des voyageurs et au service postal, 9,532 sont à leur compte.

Devons-nous donc compter à côté des fruitières, des logeuses et des garçons coiffeurs, les fossoyeurs, les commissionnaires et les cochers de fiacre dans l'armée des centaines de mille petites exploitations, qui menaçantes barrent la route au socialisme?

Seule l'industrie des comestibles et de boissons paraît être favorable à la petite exploitation. Dans toutes les branches considérées, c'est elle où les petites exploitations augmentent le plus, — exception qui ne se présente que dans l'horticulture, — et la grande exploitation croît plus lentement que l'exploitation moyenne.

Sur un million de personnes, que comprend ce groupe, 153,080 appartiennent à la fabrication du tabac; la petite exploitation est ici une industrie domestique exploitée par les capitalistes. Nous avons, d'autre part, la brasserie avec 97,682 personnes, la fabrication du sucre avec un nombre presque égal (95,162). Elles sont du domaine de la grande exploitation. Elle fait aussi des progrès dans la meunerie (110,267 personnes).

Parmi les branches importantes de ce groupe, la boulangerie (comptant avec la pâtisserie 261,916 personnes) et la boucherie (avec 178,873 personnes) appartiennent seules à la petite exploitation indépendante. Mais la même cause, qui favorise la petite exploitation dans ces deux branches d'industrie, c'est-à-dire le monopole qu'elles exercent sur un marché local, étroite-

ment limité, présente tant d'inconvénients, auxquels il devient de plus en plus nécessaire de remédier par la socialisation, que celle-ci pourra s'emparer de ces deux domaines incontestés de la petite exploitation, plus tôt que de certaines branches d'industrie, où la grande exploitation domine. Le développement des coopératives de consommation et de la politique socialiste municipale pourrait bien déblayer rapidement le terrain sur ces deux domaines.

Dans la boucherie, les abattoirs municipaux ont déjà ouvert la voie et socialisé les fonctions les plus importantes de cette branche. Mais quand même ce mouvement progressif ne se poursuivrait pas, l'évolution de la boucherie et de la boulangerie vers la grande exploitation ne s'arrêterait pas. Ici aussi la concentration du capital commence à se produire.

Statistique du personnel de la boulangerie et de la boucherie :

		CHEFS de L'EXPLOITATION	SALARIÉS	PROPORTION 0/0 des CHEFS
Boulangerie	1882	74.283	109.047	40,5
	1895	84.605	163.982	34,1
Boucherie	1882	60.634	69.997	46,4
	1895	69.277	107.394	39,2

Qu'on rapproche tous ces chiffres et qu'on se demande ensuite si Bernstein a raison de prétendre que le tableau que Marx fait de la concentration capitaliste ne répond pas à la réalité (p. 79),

que les choses dites sont incomplètes et que l'extension et le développement des grandes industries ne représentent qu'un côté de l'évolution économique (p. 105). Jamais théorie ne reçut une confirmation aussi éclatante, que celle que la théorie de Marx a trouvée dans les chiffres des recensements professionnels et industriels. Mais Bernstein qui a défendu cette théorie de toute la force de ses convictions, tant qu'elle n'était pas fortifiée par ces chiffres, commence à douter de sa valeur au moment même, où il est le plus manifeste qu'elle est le miroir fidèle de la réalité.

Mais l'agriculture? Ne prouve-t-elle pas la faillite de la théorie marxiste?

La chose est évidemment moins claire que dans l'industrie. Dès 1864, Marx disait aux ouvriers, dans son discours d'inauguration de l'Association internationale des travailleurs: « Feuilletez les listes officielles (d'Angleterre) de 1861 et vous verrez que le nombre des propriétaires fonciers en Angleterre et dans le pays de Galles, qui était, en 1851, de 16,934, n'était plus en 1861 que de 15,066, de sorte que la concentration de la grande propriété a augmenté de 11 0/0 en 10 ans. Si la réunion de toute la propriété foncière entre les mains d'un petit nombre de personnes devait progresser dans cette proportion, la question agraire en serait certainement très simplifiée. »

Mais cette simplification ne devait pas se réaliser. Une série de faits, qui se sont produits depuis que Marx a écrit ces lignes, principalement le développement de la production agricole d'outre-

mer et l'exode général des ouvriers agricoles, retardent la concentration de la propriété foncière comme celle des exploitations agricoles. Au lieu de se simplifier, la question agraire se complique de plus en plus; elle devient même la plus embrouillée et la plus difficile des questions, à la solution desquelles le parti socialiste doit travailler.

Mais nous pensons qu'on peut affirmer ce qui suit. Quelle que puisse être l'évolution des conditions agraires, la population des campagnes influera de moins en moins sur l'évolution sociale considérée dans son ensemble, parce que d'abord le chiffre de cette population diminue relativement, et même çà et là d'une façon absolue. C'est là un fait nécessaire, mais dans les pays d'industrie, qui fabriquent pour l'exportation des produits manufacturés qu'ils échangent contre des objets de consommation et des matières brutes. L'évolution économique tout entière tend à enlever successivement à l'agriculteur ses diverses fonctions, pour les confier aux manufactures et à la grande industrie. Elle ruine même l'industrie domestique qui fournit au paysan les objets de première nécessité; il ne file plus lui-même son lin et sa laine, il ne prépare plus sa boisson avec les fruits de sa récolte, etc... Bien plus, il en est de même de ses propres produits destinés à la vente : les industries spéciales s'en emparent. Le lait de ses vaches n'est plus travaillé à la ferme, il va aux fabriques de beurre; le vin ne vieillit plus dans le cellier du vigneron, mais dans la cave du marchand de vin.

L'industrie en arrive même à fabriquer ou à

remplacer les matières premières, que l'agriculteur produisait autrefois. Elle remplace les plantes tinctoriales par les dérivés du goudron de houille, elle permet d'économiser le raisin et le houblon dans la fabrication du vin et de la bière; elle substitue aux chevaux, consommateurs d'avoine, les bicyclettes et les automobiles, et les charrues et les chemins de fer électriques, etc... Ajoutez à cela que l'agriculture elle-même emploie les engrais artificiels, les machines, le drainage et autres moyens provenant de l'industrie. Une partie de plus en plus considérable des forces actives de l'agriculture et des produits est fournie par l'industrie. Tout cela doit nécessairement amener une diminution dans la population agricole des nations modernes.

Cela est tellement le cas en Allemagne qu'au point de vue social général, les obstacles qui s'opposent à la concentration en sont complètement renversés.

Tableau de la répartition des personnes vivant de leur industrie dans l'empire allemand (Proportion %).

	CHEFS D'EXPLOITATION		SALARIÉS	
	1882	1895	1882	1895
Agriculture. . .	27,78	30,98	72,22	69,02
Industrie	34,41	24,90	65,59	75,10
Commerce. . . .	44,67	36,07	55,33	63,93
TOTAL. . .	32,03	28,94	67,97	71,06

Ainsi, bien que dans l'agriculture le nombre des chefs de l'exploitation augmentât considérablement, il diminuait pourtant d'une façon no-

table pour l'ensemble des personnes vivant de leur industrie, d'abord par suite de la progression constante de la concentration dans le commerce et l'industrie et ensuite de la diminution absolue de la population agricole. Celle-ci comptait encore en 1882 19,225,455 personnes, dont 8,336,496 industrieux, et en 1895 seulement 18,501,307 personnes, dont 8,292,692 dans l'industrie. Dans le même laps de temps, l'ensemble de la population s'élevait de 45,200,000 à 51,800.000, celle des ouvriers industriels de 19 à 22 millions.

La population agricole formait encore en 1882 42, 5 0/0 de la population totale et en 1895 seulement 35, 7 0/0; le nombre des ouvriers agricoles en 1882 formait 42, 4 0/0 de l'ensemble des industrieux et en 1895 seulement 36, 2 0/0.

De plus, les chiffres qui indiquent une augmentation du nombre des chefs de l'exploitation dans l'agriculture n'ont pas une valeur absolue, comme on le remarque, si on y regarde de plus près.

PERSONNES s'occupant surtout DE TRAVAUX AGRICOLES	1882	1895	AUGMENTATION OU DIMINUTION
Chefs.	2 252 531	2 522 539	+ 270 008
Régisseurs	47 465	76 978	+ 29 513
Ensemble des travailleurs.	5 763 970	5 445 924	— 318 046
1° Membres de la famille prenant part au travail.	1 934 615	1 898 867	— 35 748
2° Domestiques de ferme	1 589 088	1 718 885	+ 129 797
3° Journaliers propriétaires d'une terre. . .	866 493	382 872	— 483 621
4° Journaliers non propriétaires	1 373 774	1 445 300	+ 71 534
TOTAL.	8 063 966	8 045 441	— 18 525

Ce qui frappe dans ce tableau, c'est l'énorme diminution du nombre des journaliers, propriétaires d'une terre, qui dans l'espace de 13 ans auraient diminué de plus de moitié ! En réalité, la statistique de l'empire est forcée de reconnaître que cette diminution n'est, en partie du moins, qu'apparente et qu'elle vient de ce que le recensement de 1895 fut fait d'après une autre méthode que celui de 1882.

En 1882, la rubrique A.T comprenait les journaliers, qui exploitaient en même temps leur bien. Mais la statistique ne disait pas « si ces gens étaient avant tout des chefs et n'exerçaient qu'accessoirement le métier de journaliers, ou bien s'ils étaient au contraire surtout des journaliers ». (Statistique des professions du peuple allemand. Statistique de l'empire allemand, série nouvelle, vol. 111, p. 58). Dans le recensement de 1895, ces deux éléments furent au contraire séparés avec soin ; on compte donc parmi les chefs un certain nombre d'agriculteurs, qui se trouvaient en 1882 dans la liste des journaliers. C'est pour cela que le nombre des chefs en 1882 paraît un peu trop petit (op. cit. p. 61.) tandis qu'au contraire celui des salariés paraît trop élevé. Cela caractérise bien le fait qu'à la campagne la ligne de démarcation entre les salariés et les chefs n'est pas nettement marquée.

Il n'est plus possible aujourd'hui de déterminer, jusqu'à quel point le nombre des chefs de 1882 était trop faible et celui des salariés trop élevé, mais les différences entre les chiffres de la statis-

tique et les chiffres réels devaient être considérables, si on remarque que de 1882 à 1895 le nombre des domestiques de ferme et des journaliers non propriétaires a augmenté, tandis que celui des journaliers propriétaires marque une si énorme diminution. Si nous comptons ces derniers en 1882 comme en 1895 au nombre des chefs, nous obtenons pour 1882 la somme de 3.119,024, pour 1895 au contraire 2.905,411, par conséquent, au lieu d'une augmentation de 270,008, une diminution de 213,613; par contre le nombre des domestiques de ferme, qui ne font pas partie de la famille, et des journaliers non propriétaires s'élève en 1882 à 2.962,862 et en 1895 à 3.164,185, ce qui fait une augmentation de 201,323.

Le nombre des vrais prolétaires a donc augmenté; au contraire, le nombre des chefs et des éléments hybrides qui se trouvent entre eux et le prolétariat, diminue, sans qu'on puisse voir clairement si cette diminution se produit plutôt aux dépens des premiers que des seconds. En tout cas, ces chiffres indiquent que les contrastes sociaux sont de plus en plus accusés dans l'agriculture elle-même.

Mais le mouvement est plus lent et les changements de conditions sont moins importants que dans le commerce et l'industrie.

Si nous passons à la statistique de l'exploitation, nous constatons que ces changements sont imperceptibles dans chacune des divisions par étendues et qu'ils sont différents suivant les pays et même suivant les régions. L'étendue des exploitations est augmentée ou diminuée :

En Allemagne de 1882 à 1892.

au-dessous de 2 hectares	......	— 17.494 hectares
— 2-5 »	......	— 95.781 »
— 5-20 »	......	+ 563.477 »
— 20-100 »	......	— 38.333 »
au-dessus de 100 »	......	+ 45 533 »

En France de 1882 à 1892.

au-dessous de 1 hectare	......	+ 213.420 hectares
— 1-5 hectares	....	— 108.434 »
— 5-10 »	....	— 13.140 »
au-dessous de 10-40 hectares	..	— 532 243 hectares
au-dessus de 40 »	..	+ 197.288 »

En Angleterre de 1885 à 1895.

1-5 acres	0,40-2 hectares	— 22.885 acres
5-20 »	2-8 »	+ 10.880 »
20-50 »	8-20 »	+ 40.449 »
50-100 »	20-40 »	+ 138.683 »
100-300 »	40-120 »	+ 217.429 »
300-500 »	120-200 »	— 127.223 »
au-dessus de 500 »	au-dessus de 200 »	— 226.807 »

Le développement est donc tout autre en France qu'en Allemagne et en Angleterre. Dans ces deux pays les exploitations moyennes gagnent du terrain, en France ce sont les petites, c'est-à-dire, les exploitations prolétariennes et les grandes, c'est-à-dire, les exploitations capitalistes. En Allemagne même, nous voyons que la grande exploitation a une tendance à décroître là où elle était dominante, et à croître, là où elle était en infériorité.

Le premier cas se présente à l'Est de l'Elbe, le second dans l'Allemagne du sud et les provinces rhénanes.

Sur 100 hectares de terrain cultivé, les exploitations de plus de 100 hectares occupaient :

	1882	1895	
	—	—	
Prusse orientale.	38,60	39,47	+ 0,87
Prusse occidentale.	47,11	43,66	— 3,45
Brandebourg	36,32	35,24	— 1,08
Poméranie	57,42	55,13	— 2,29
Posnanie.	55,37	52,19	— 3,18
Silésie.	34,41	33,86	— 0,55
Mecklembourg-Schwérin.	59,89	59,95	+ 0,06
Mecklembourg-Strelitz.	60,89	60,68	— 0,21

Ainsi, à l'exception de la Prusse Orientale et du Mecklembourg-Schwérin, il y a partout diminution. C'est le contraire dans les autres provinces.

	1882	1895	
	—	—	
Hanovre	6,92	7,14	+ 0,22
Westphalie.	4,77	5,30	+ 0,53
Hesse-Nassau	6,69	7,34	+ 0,65
Province rhénane.	2,67	3,51	+ 0,84
Bavière.	2,26	2,57	+ 0,31
Wurtemberg.	2,00	2,14	+ 0,14
Grand-duché de Bade.	1,80	3,06	+ 1,26
Alsace-Lorraine.	7,31	7,38	+ 0,07

Les autres pays ne montrent aucun changement (Saxe, Hesse), ou des modifications trop minimes pour donner des résultats utiles. Remarquons que nous trouvons des (+) dans toutes les provinces du sud et de l'ouest. Là où la petite exploitation agricole domine, la grande exploitation a une tendance, quoique peu marquée, à augmenter. Là où la grande propriété foncière l'emporte, il y a au contraire tendance au morcellement du territoire

exploité. Mais cela n'est pas identique au rapetissement de l'exploitation. Nous remarquons actuellement à l'Est de l'Elbe deux tendances; la culture devient plus intensive et par conséquent plus capitaliste. Mais un grand nombre des propriétés à l'Est de l'Elbe sont beaucoup trop étendues pour se prêter à la culture intensive.

De plus les propriétaires manquent de capitaux. Ils se procurent l'argent nécessaire en vendant à de petits agriculteurs les terrains, trop éloignés du centre de l'exploitation.

Mais le développement des moyens de communication, qui expose l'agriculture de ces provinces à la concurrence des provinces agricoles plus avancées et l'oblige à l'exploitation intensive, lui enlève en même temps les éléments nécessaires à cette exploitation, c'est-à-dire les ouvriers : de là, les essais tentés pour les attacher à la glèbe en leur accordant des *rentengüter*[1]; et autres avantages. D'où la faillite de la grande exploitation, là où ces moyens ne réussissent pas. Dans l'un et l'autre cas, nous aboutissons au morcellement de la grande propriété foncière. C'est donc précisément le développement dans le sens de l'exploitation capitaliste moderne, qui dans les provinces à l'est de l'Elbe favorise l'accroissement des petites exploitations et entame le domaine des grands propriétaires.

Rien n'indique que nous nous acheminions vers la disparition de la grande exploitation, mais rien

1. On entend par *Rentengüter* des biens fonciers acquis au prix d'une redevance en argent ou en nature. Cf. Loi du 27 juin 1890. (*Note du traducteur.*)

non plus ne fait prévoir qu'elle absorbera les petites exploitations. Aucune de ces deux catégories ne gagne effectivement du terrain. La régression qui se produit d'un côté est compensée par le progrès qui se manifeste de l'autre.

Si nous considérons seulement la statistique des étendues territoriales des exploitations, il semble que l'agriculture ne change pas, mais demeure stagnante. Mais elle aussi accomplit une évolution; elle devient de plus en plus tributaire de l'industrie.

C'en est fait de l'idéal de la petite exploitation indépendante, du domaine d'une famille de paysans produisant sans journaliers tout ce qui est nécessaire; cette forme d'exploitation était encore prépondérante en Europe au commencement de notre siècle, elle a à peu près disparu de nos jours.

Au lieu d'être à la fois agriculteur et artisan, le paysan n'est plus qu'agriculteur, et dans l'agriculture même nous assistons à une spécialisation des produits, que chaque exploitation fabrique pour le marché; le paysan devient de plus en plus tributaire du marché, c'est-à-dire de la société; son travail devient de plus en plus une partie du grand travail social, représenté par la production des marchandises, laquelle est dominée par la production industrielle.

A la place du paysan qui ne travaille que pour soi et avec les seules forces de la famille, apparaît d'un côté le paysan qui emploie des journaliers et de l'autre le petit paysan, dont l'exploitation n'est plus qu'un détail de ménage et qui tire son revenu de son métier de journalier dans l'agricul-

ture et la sylviculture, de petit artisan ou finalement d'ouvrier dans une de ces grandes usines, qui envahissent de plus en plus la campagne.

Ainsi les grands et les petits paysans deviennent de plus en plus tributaires de l'industrie. C'est ce que montrent clairement les chiffres que fournissent les statistiques pour l'Empire, les grands Etats et quelques provinces de l'Allemagne.

Parmi les propriétaires d'exploitation agricole étaient occupées (pour 0/0) de :

	AGRICULTURE indépendante	TRAVAIL SALARIÉ			
		Agriculture	Industrie	Divers	Ensemble
Empire allemand. . .	44,96	12,90	14,23	3,96	31,09
Prusse.	40,62	16,39	15,82	4,19	36,40
Bavière	64,79	5,19	6,02	2,20	13,41
Saxe	38,54	4,63	19,34	4,56	28,53
Würtemberg.	59,53	3,53	7,80	2,32	13,65
Grand-duché de Bade.	59,80	3,69	10,38	3,21	17,28
Hesse	44,89	8,79	13,34	4,21	26,34
Alsace-Lorraine. . . .	52,35	6,51	14,59	3,46	24,56
Districts de :					
Magdebourg.	25,85	22,88	20,73	5,30	48,91
Mersebourg	29,13	17,73	24,79	4,07	46,59
Erfurt.	32,87	11,59	17,32	4,30	32,21
Hildesheim.	26,08	14,38	22,41	7,65	44,44
Münster.	44,40	5,67	20,51	3,70	29,88
Arnsberg.	16,19	3,89	45,43	6,15	55,47
Dusseldorf.	21,11	5,74	31,95	5,14	42,83

En Bavière c'est dans le Palatinat que les salariés de l'industrie possédant une exploitation agricole, sont le plus nombreux, (14,11 0/0 de l'ensemble des propriétaires d'exploitation contre 47,57 0/0 d'agriculteurs indépendants et 6,06 0/0 d'ouvriers agricoles); en Saxe district de Dresde (22,15 0/0 de l'ensemble de propriétaires d'exploitation agricole

sont des ouvriers de l'industrie contre 34,51 0/0 d'agriculteurs non salariés et 9,16 0/0 d'ouvriers agricoles), dans le Wurtemberg c'est le cercle du Neckar (8,75 0/0 contre 58,73 0/0 et 3,14 0/0), dans le Grand Duché de Bade le district de Carlsruhe (14, 28 0/0 contre 60,43 0/0 et 2,16 0/0), dans la Hesse la province de Starkenbourg (19,20 0/0 contre 37,69 0/0 et 8,41 0/0). Les ouvriers industriels, propriétaires d'exploitations agricoles, sont plus nombreux que les agriculteurs non salariés dans les petits États :

	Agriculteurs non salariés.	Ouvriers industriels.
Brunswick..........	21,77 0/0	25,82 0/0
Anhalt..............	20,07 0/0	28,06 0/0
Reuss (ligne aînée)..	29,34 0/0	31,18 0/0
Schaumbourg-Lippe.	23,54 0/0	30,08 0/0
Lippe...............	31,96 0/0	36,36 0/0

On voit combien il est erroné de compter comme paysan tout propriétaire d'exploitation agricole.

Les paysans forment la minorité de la population agricole, où les personnes vivant de leur industrie se partagent en 31 0/0 de chefs et 69 0/0 de salariés ; ils ne forment pas non plus la majorité des propriétaires d'exploitations agricoles de l'empire (seulement 45 0/0 des propriétaires sont des vrais agriculteurs indépendants) ; ils sont même moins nombreux dans les régions industrielles que les salariés de l'industrie possédant des exploitations agricoles.

Les vrais agriculteurs indépendants ne possédaient en 1895 que 2.499.130 exploitations agricoles sur 5.558.317. Le nombre des agriculteurs non sa-

lariés ayant un métier accessoire était de 504.164. C'est donc une exagération colossale, que de parler, comme le fait Bernstein, « de plus de cinq millions d'exploitations agricoles ayant un caractère privé », qui resteraient encore, si on socialisait toutes les exploitations dépassant 20 hectares. Environ trois millions de ces exploitations agricoles sont de simples occupations accessoires, annexes des ménages des laboureurs ou des artisans, annexes qui ne contribuent que dans une faible mesure à la production des marchandises. Le socialisme signifie : Organisation du travail social, c'est-à-dire de la production des marchandises. L'organisation du travail domestique n'est pas un de ses principaux problèmes. Les « entreprises » de fruitières, de coiffeurs et de marchands de marrons ne feront pas plus obstacle au socialisme que les champs de choux et de pommes de terre des ouvriers agricoles et des ouvriers industriels de la campagne.

Mais ne reste-t-il pas encore plus de deux millions d'exploitations, que l'on peut considérer comme exercées par les paysans ? Sans doute, mais elles aussi deviennent de plus en plus tributaires de la grande industrie, quoique d'autre façon que les petits paysans.

Un des phénomènes les plus frappants de l'évolution économique moderne est l'abaissement de la rente foncière, souvent aussi du profit agricole. C'est une nécessité d'autant plus pressante pour l'entrepreneur agricole, de couvrir le déficit de son exploitation par un métier plus profitable, et il a recours à l'industrie de la campagne, à la-

quelle il amène les produits de son exploitation comme matières premières.

Une autre raison l'y pousse, c'est que les ouvriers agricoles deviennent de plus en plus rares. L'agriculture n'a plus la force d'attacher ses ouvriers à la glèbe et l'industrie leur offre une vie plus intelligente. Seule la création d'une industrie est capable de retenir les salariés à la campagne.

L'union de l'industrie et de l'agriculture est donc de plus en plus pour cette dernière une question vitale; après la grande propriété, les petites exploitations s'efforcent de former des sociétés coopératives, pour profiter des avantages de cette forme d'exploitation.

L'industrie, en sa qualité de mode de production plus moderne et plus profitable, apparaît dans cette alliance comme le principal facteur; l'agriculture en devient de plus en plus tributaire et comme il règne dans l'industrie agricole la même tendance à la concentration que dans l'autre industrie, l'agriculture suit le mouvement.

Il est vrai que cela n'apparaît pas dans la statistique du territoire agricole. De même que la statistique ne fait aucune différence entre les « ouvriers industriels domestiques » exploités par le capitalisme, et l'artisan non salarié qui exécute les commandes de sa clientèle, elle n'indique pas si une exploitation agricole est complètement indépendante ou n'est qu'une partie d'une grande exploitation collective.

Malgré cela, la tendance toujours croissante des exploitations agricoles, à devenir tributaires d'ex-

ploitations industrielles, est si forte et si évidente, qu'elle n'a plus besoin d'être prouvée. Si, déduction faite des agriculteurs travaillant pour autrui, le nombre des exploitations agricoles, que la socialisation devrait abandonner à l'initiative privée, est réduite de cinq à deux millions, le nombre de ces dernières baisserait encore beaucoup, si on ne retranchait toutes celles qui dépendent d'une exploitation industrielle. Si on socialise les 400 raffineries de sucre, on met en même temps les 113.244 exploitations agricoles, qui se livrent à la culture de la betterave, sous la complète dépendance économique de l'Etat.

Il y a 148.082 exploitations qui sont intéressées à des sociétés de laiterie. Combien de producteurs de lait, de légumes, de fruits ne sont plus aujourd'hui que les fournisseurs des grands fabricants de conserves, etc.? Il faut en outre faire entrer en ligne de compte les exploitations agricoles qui ne sont pas en relation économique directe avec un établissement déterminé, mais qui dépendent par leur nature d'une branche d'industrie déterminée. Dès que celle-ci est mûre pour la socialisation, celles-là suivent son exemple, sinon en droit, du moins en fait. Dans les pays où existe le monopole du tabac, les fabriques de tabac sont seules de grandes exploitations, mais les petits cultivateurs de tabac ne sont pas maîtres chez eux; leur culture et la vente de leur produit se sont entièrement soumis à la surveillance de l'autorité. En Allemagne un monopole du tabac enlèverait à l'exploitation privée plus de 150.000 planteurs.

A tout cela il faut ajouter un autre fait. Le mode de production capitaliste a une tendance à séparer la propriété foncière de l'exploitation agricole, de telle sorte que le propriétaire foncier et l'agriculteur deviennent deux personnes distinctes. Cela est évident dans le système du fermage, mais en fait, la même chose se produit par le système des hypothèques. Les fonctions du créancier hypothécaire correspondent à celles du propriétaire foncier dans le système du fermage. Des deux côtés elles sont également simples et consistent à empocher la rente foncière sans participer au travail de la production.

A mesure que le système du fermage se développe et que la dette hypothécaire progresse, les agriculteurs qui n'ont plus aucun intérêt à posséder une terre en propre, deviennent plus nombreux. Ils s'intéressent bien plus à la socialisation de la propriété foncière et des dettes hypothécaires, ce qui n'est pas encore, il est vrai, une application du socialisme à l'agriculture, mais un progrès considérable dans un état démocratique. Or il est à remarquer que le système du fermage augmente.

Tableau des exploitations agricoles dans l'empire allemand en 1895.

	TERRES exclusivement affermées.	TERRES affermées en totalité ou en partie	TERRES non affermées
1882.	829 137	2 322 899	2 953 445
1895.	912 959	2 607 210	2 951 107
Augmentation ou diminution. . .	+ 83 822	+ 284 311	— 2 338
	PROPORTION 0/0 POUR CHAQUE CATÉGORIE		
1882.	15,7	44,02	55,98
1895.	16,4	46,91	53,09
Augmentation ou diminution. . .	+ 0,7	+ 2,89	— 2,89

On sait que la dette hypothécaire de la propriété foncière augmente. Pour éviter un malentendu, remarquons que l'accroissement de la dette n'indique pas nécessairement une décadence de l'agriculture. Il peut, aussi bien que l'accroissement des fermages, résulter d'une hausse de la rente foncière, d'un progrès de l'agriculture. Mais le grossissement des dettes hypothécaires prouve, en tout cas, que la séparation des agriculteurs et des propriétaires fonciers s'accentue, que la rente foncière tend de plus en plus à se rendre autonome et que l'intérêt que l'agriculteur prend à la propriété privée du sol s'amoindrit. Si la dette foncière a grossi en Prusse de un milliard et demi de marks en dix ans (1886-1895), c'est que dans ce laps de temps une quantité de biens fonciers de même valeur a passé des mains des agriculteurs dans celles des créanciers hypothécaires.

Mais en même temps s'effectue la concentration des dettes hypothécaires dans quelques banques et caisses d'épargne, et avec plus de rapidité encore que la concentration des terres de chacune des exploitations.

Cette concentration est incontestée. On a bien remarqué que les banques hypothécaires n'étaient pas, à proprement parler, créancières des agriculteurs, mais les intermédiaires entre eux et les capitalistes, acheteurs des obligations foncières. C'est là en effet une grosse différence pour les capitalistes, mais non pour les agriculteurs. Ceux-ci ont affaire avec la banque et non avec les porteurs d'obligations. C'est la banque qui leur enlève la plus-

value, qui fait vendre leurs biens par autorité de justice, quand ils ne peuvent pas payer les intérêts. Au lieu des relations compliquées et variant à l'infini entre des milliers d'usuriers et des milliers de paysans, nous avons des relations uniformes entre ces derniers et un petit nombre d'établissements de crédit, qui sont maintenant sous le contrôle de l'Etat et dont la socialisation est au point de vue technique une affaire très simple.

Nous voyons donc, que la concentration du capital n'est pas oisive même dans la campagne. Sans doute l'espoir exprimé par Marx, dans son adresse inaugurale de « l'*Internationale* », ne s'est pas réalisé; la simplification de la question agraire par la concentration de toute la propriété foncière dans quelques mains ne s'est pas produite. Cependant la concentration du capital tend à faire participer l'agriculture au développement de la production collective, par la transformation des petits paysans en salariés, par la fusion progressive de l'agriculture et de l'industrie, par l'augmentation du système du fermage et des dettes hypothécaires, qui se centralisent de plus en plus dans de grands établissements collectifs.

Nous ne parviendrons évidemment pas à découvrir dans le fonctionnement de l'agriculture la même simplicité et la même clarté que dans l'industrie. Nous nous trouvons en présence de tendances contraires nombreuses, dont les effets se contrarient; les classes n'y sont pas nettement séparées, principalement là où le système du fermage est peu développé et où la masse des patrons, et

souvent même des salariés, participe à la propriété foncière. Les rapports entre les classes changent souvent suivant les saisons. A un mois d'intervalle, le même paysan peut être patron et salarié; si on joint à cela l'isolement des campagnards et les différences locales de condition qui en résultent, on comprend la difficulté qu'il y a pour le prolétariat des campagnes à prendre nettement conscience de ses besoins et de ses devoirs de classe.

Nous ne devons pas nous faire illusion sur les difficultés de la propagande dans les campagnes. Il n'est pas facile d'en jeter théoriquement les bases. Mais il n'en est pas moins vrai, que la concentration du capital s'étend sur la campagne, et qu'elle fait sentir son action, bien que par des voies détournées, dans le domaine de l'agriculture comme dans celui de l'industrie.

Si l'espoir, que Marx nourrissait au sujet de la concentration de la propriété foncière, a été en partie déçu, celui qu'il exprimait au sujet de la production moderne, prise dans son ensemble, s'est brillamment réalisé. Les « gros capitalistes » qui « monopolisent tous les avantages de la transformation capitaliste » sont devenus une réalité, dans le court espace de temps qui s'est écoulé depuis que Marx écrivait cette phrase, et ils deviennent de plus en plus une réalité à mesure que la concentration du capital se complète sous la forme des « cartels » et des « trusts. »

Ces organisations sont toutes modernes. Les tentatives, faites pour monopoliser le commerce, ou,

bannir la concurrence par la suppression des concurrents et l'accaparement des marchandises, sont très anciennes et se rencontrent à l'origine même du développement commercial.

Mais la suppression de la concurrence dans la production, la monopolisation de branches d'industrie entières par la fusion de toutes les exploitations en une seule, la monopolisation, non seulement des branches d'industrie d'une petite ville, mais d'un grand Etat et même du monde entier, non seulement des branches d'industrie, qui produisent des articles de luxe, mais de celles qui fabriquent des produits nécessaires à la consommation journalière des masses, une pareille monopolisation est de date récente. C'est seulement après la mort de Marx (1883) qu'elle a pris une importance économique. Mais depuis elle a progressé de telle sorte qu'elle domine de plus en plus la vie économique et même politique des nations capitalistes.

Nous n'insisterons pas ici, puisque nous aurons l'occasion de parler des « Cartels » et des « Trusts » à propos de la théorie des crises,

La haute finance a toujours tenu les gouvernements dans sa dépendance, grâce à la dette publique. Mais les rois modernes de la finance dominent directement les nations par les « Cartels » et les « Trusts » et sont maîtres de toute la production. Ce sont surtout les syndicats formés par les producteurs des matières indispensables à toutes les grandes industries, c'est-à-dire, du fer et du charbon, qui déterminent la politique intérieure et

extérieure et l'ensemble de la vie économique.

La lutte contre certains cartels fait naître de nouveaux cartels dans les industries tributaires des premiers, et amène la fusion des exploitations de diverses natures en une exploitation gigantesque unique. Nous assistons actuellement en Allemagne à une lutte entre le syndicat des charbons, qui fait monter le prix du charbon et les métallurgistes, qui ne veulent pas se prêter à cette spéculation. De grandes usines, fonderies et aciéries, cherchent en ce moment à se soustraire à la domination des « cartels » de charbons, en achetant elles-mêmes des mines. Mais les cartels de métallurgistes imitent le syndicat des charbons et font monter leurs prix autant qu'ils peuvent. En Autriche, le syndicat du fer met dans une situation difficile toutes les industries qui consomment du fer en grande quantité. Cela aboutira peut-être finalement à la réunion des consommateurs de fer en syndicats, qui acquerront et exploiteront eux-mêmes des usines.

On sait que les exploitations colossales, comme les chemins de fer, ont depuis longtemps déjà leurs mines de charbons et leurs fabriques de locomotives. La réunion en « cartels » et « trusts » de différentes exploitations de même nature et d'autre part la concentration de plusieurs exploitations de natures différentes dans une seule main, voilà les deux faits qui caractérisent le mieux la vie économique actuelle. Ces concentrations se produisent de plus en plus; il ne se passe pas un jour dans cette période d'essor industriel, qui ne voie naître

un nouveau cartel. Les industries agricoles suivent le mouvement. Au « Ring » des alcools, succède le « cartel » des sucres; et déjà il est question d'un Cartel des beurres, fondé par les grandes laiteries.

Cette évolution, commencée il y a à peine vingt ans, n'est devenue possible que grâce à la concentration du capital, qui la favorise puissamment. Les « cartels » et les « trusts » sont la meilleure preuve que la théorie marxiste de la concentration est non seulement exacte à quelques points de vue, mais absolument conforme à la réalité des faits. Mais Bernstein qui, dans sa critique de la théorie de la concentration, n'omet pas le moindre champ de choux et la plus petite couturière, est muet sur les syndicats industriels, c'est-à-dire sur le fait le plus important qui se soit produit en dehors de la crise agraire, dans la vie économique, depuis la mort de Marx et dont l'étude est indispensable à quiconque se propose de travailler au développement de la théorie économique de Marx.

Bernstein ignore les cartels, quand ils sont en faveur de la théorie de Marx. Il n'en parle que lorsqu'il les croit contraires à cette théorie, par exemple dans son chapitre sur la théorie des crises.

c) Accroissement du nombre des possédants.

Bernstein n'a rien prouvé qui puisse nous déterminer à nous écarter de la théorie marxiste de

la concentration progressive du capital. Elle est confirmée de la façon la plus éclatante par le recensement industriel, aussi bien que par l'organisation des « cartels » et des « trusts » et l'évolution de l'économie rurale montre qu'elle n'est pas incompatible avec la théorie de Marx.

Or la concentration progressive du capital signifie diminution progressive (au moins relativement) des petites exploitations, augmentation des grandes entreprises et par conséquent aussi accroissement du nombre des prolétaires — et jusqu'à un certain point des capitalistes, mais elle veut dire aussi diminution du nombre des petits entrepreneurs et par conséquent accroissement des non-propriétaires, diminution des propriétaires.

Bernstein n'est pas de cet avis. Il écrivait dans sa déclaration au congrès socialiste de Stuttgard :

« L'aggravation de la situation économique ne s'est pas effectuée comme l'avait prédit le « Manifeste communiste ». Il est, non seulement inutile, mais très sot même de dissimuler ce fait. Le nombre des possédants n'a pas diminué, mais grandi. L'énorme accroissement de la richesse sociale n'est pas accompagné par la diminution du nombre des capitalistes de tout degré. Les couches moyennes modifient leur caractère, mais elles ne disparaissent pas de l'échelle sociale. »

Il répète ces affirmations plus nettement encore dans son ouvrage.

« L'affirmation est donc absolument erronée, que l'évolution économique tend à une diminution relative, voire même absolue, du nombre des possédants. Non point « plus ou moins » mais simplement *plus*, c'est-à-dire absolument *et* relativement, le nombre des possédants

augmente. Si l'action et les perspectives de la socialdémocratie dépendaient du fait de la diminution du nombre des possédants, alors celle-ci pourrait en effet « aller se coucher. » Mais le contraire est vrai. *Les perspectives de la socialdémocratie ne dépendent pas de la rétrogradation, mais de l'accroissement des richesses sociales.* Le socialisme et le mouvement socialiste des temps modernes ont survécu à plusieurs superstitions déjà. Ils survivront bien encore à celle qui subordonne leur avenir à la concentration des richesses ou, si l'on veut, à l'absorption de la plus-value par un groupe toujours se rétrécissant de mammouths capitalistes ». (p. 87). — Trad. Cohen.

Et il ajoute, page 290 :

« Que le nombre des possédants s'accroisse au lieu de diminuer, ce n'est pas là une invention d'économistes-harmonistes bourgeois, mais une vérité aujourd'hui inébranlable, notamment révélée, au grand déplaisir des intéressés, par les employés du fisc. Mais qu'est-ce que ce fait a à faire avec la victoire du socialisme ? Pourquoi la réalisation du socialisme dépendrait-elle de la confirmation ou de la négation de ce fait ? Mais uniquement parce que le schème dialectique paraît le vouloir ainsi. »

Ces affirmations semblent en apparence ne rien laisser à désirer au point de vue de la clarté. Mais dès qu'on y regarde de près, on se heurte à une obscurité. Bernstein parle des possédants. Qui sont-ils ? Marx n'a pas établi dans le « Capital » une théorie de l'accroissement ou de la diminution du nombre des possédants. Ceux-ci ne forment en effet aucune classe spéciale. Si on nomme « possédant » (besitzender) quiconque possède quelque chose, les salariés sont aussi des « possédants ». N'ont-ils pas des habits, du linge, la plupart même des meubles, quelques-uns une mai-

sonnette et un champ de pommes de terre? Marx ne prétend ni dans le « Capital », ni dans le « Manifeste, » que le nombre des possédants diminue.

Mais il met en relief l'accroissement du nombre des prolétaires, « de la classe des travailleurs modernes qui ne vivent qu'autant qu'ils trouvent du travail et qui ne trouvent du travail qu'autant que leur travail accroît le capital ». Si leur lutte de classe finit par leur victoire, elle doit nécessairement aboutir au socialisme. Mais comment cette lutte peut-elle les mener à la victoire, si le nombre des prolétaires n'augmente pas absolument et relativement? Quand Bernstein prétendait que le nombre des possédants augmente au lieu de diminuer, on était tout naturellement porté à considérer cette expression un peu vague comme synonyme de diminution relative du prolétariat. Mais d'où venait alors sa confiance dans la victoire du socialisme? Il faut nous rappeler que, dans son chapitre sur le matérialisme économique, Bernstein insiste sur ce fait « que le degré de l'évolution actuellement atteinte laisse aux facteurs éthiques le champ plus libre qu'auparavant pour une action indépendante » (p. 18). On pourrait alors admettre que Bernstein attendait la victoire du socialisme de ces facteurs éthiques, indépendante des conditions économiques, et non de la lutte de classe du prolétariat. C'était aussi mon avis et je fus confirmé dans mon opinion par les explications (citées plus haut) qu'il donna dans le « Vorwärts »; il y déclarait impossible et inutile de donner au socialisme un fondement matérialiste et considé-

rait comme garant de sa victoire le sentiment de justice « des hommes ».

« C'est précisément parce que je reconnais la puissance du sentiment de justice comme facteur impulsif de l'évolution sociale, dit-il, que je n'attribue pas à des questions, comme celles de l'augmentation ou de la diminution des possédants, l'importance que lui donnent et doivent lui donner ceux qui soutiennent la thèse « de la nécessité économique immanente du socialisme. »

Mais je fus bien reçu, quand je prétendis que, si Bernstein pronostiquait la victoire du socialisme malgré l'accroissement du nombre des possédants, il l'attendait aussi bien du sentiment de justice de ceux qui possèdent que de celui de ceux qui ne possèdent rien. Le moindre reproche que me fit Bernstein dans sa réplique (« Vorwärts », 18 avril) fut de m'être grossièrement mépris :

« Quelle que soit la profondeur de sa critique de ma conception spiritualiste, Kautsky ne me fera pas dire cette sottise, que j'attends la victoire du socialisme du sentiment de justice des possédants actuels.

Car le sentiment de justice, c'est le sentiment que j'ai d'avoir le droit de mon côté. Je tiens seulement pour impossible et inutile de faire dériver le socialisme exclusivement de l'économie politique. La concentration des moyens de production n'a pas besoin de mener au socialisme ; il n'est pas encore prouvé qu'elle ne soit pas compatible avec d'autres formes sociales. Le socialisme ne devient nécessaire que si, à côté de cette concentration, la classe des non-possédants s'efforce, en parfaite connaissance de cause, de soustraire les moyens de production centralisés à l'exploitation privée et de participer légalement à l'exploitation sociale de la production. »

Ainsi il ne faut pas supposer Bernstein assez sot

pour attendre la victoire du socialisme du sentiment de justice des possédants; la victoire sera le résultat de la concentration des moyens de production et, aussi, de l'effort conscient de la classe non-possédante. Mais d'après Bernstein c'est seulement « le schéma dialectique » qui fait dépendre la victoire du socialisme de l'augmentation « de la classe non possédante » et par suite de la diminution « des possédants. »

Les non-possédants sont aujourd'hui trop faibles pour accomplir l'évolution socialiste. Mais d'après Bernstein, les possédants deviennent de jour en jour plus puissants. Il n'y a rien à attendre de leur sentiment de justice et pourtant la victoire du socialisme est indubitable. Comment? Pourquoi? Nous ne sommes pas plus avancés après qu'avant. Ma discussion avec Bernstein ne nous a pas appris davantage ce qu'il entend exactement par « *possédants* ». Je l'avais renvoyé aux chiffres du recensement des professions. D'après ces chiffres, les chefs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, qui formaient dans l'Empire allemand les 32 0/0 des personnes vivant de leur industrie en 1882, n'en constituent que les 29 0/0 en 1895; par contre, le nombre des ouvriers salariés et des employés est monté de 68 à 71 0/0. C'est bien là une augmentation du prolétariat.

A cela, Bernstein répondit dans le « Vorwärts » du 26 mars :

« Il est exact, que, dans les pays avancés, le nombre des ouvriers salariés croît actuellement plus vite que l'ensemble de la population. Mais il ne m'est jamais

venu à l'esprit, de le contester. Kautsky voit dans mes paroles des choses qu'elles ne disent pas. »

C'est là certainement une très mauvaise habitude et je crains de ne pas m'en défaire facilement, tant que Bernstein nous laissera ainsi dans l'incertitude sur la signification des expressions qu'il emploie.

Dans sa déclaration de Stuttgard il parle tantôt de possédants, tantôt de capitalistes. Dans le « Vorwärts » (21 avril), il déclare que le mot « possédants » (besitzende) est employé par lui couramment dans le sens de « gens qui tirent un revenu élevé de leur patrimoine ». Ce seraient donc des capitalistes et des grands propriétaires fonciers. Bernstein ne dit pas que le nombre des grands propriétaires fonciers augmente. Mais Marx et Engels n'ont pas nié que le nombre des capitalistes augmente. Cette augmentation est plutôt une conséquence naturelle de l'extension du mode de production capitaliste. Le nombre des grandes exploitations industrielles (occupant plus de 50 personnes) s'est élevé de 1882 à 1895, dans l'empire allemand, de 9.974 à 18.995, c'est-à-dire de 90 0/0. Si la population capitaliste a crû dans les mêmes proportions, ce qu'on ne peut, il est vrai, établir, elle a presque doublé dans l'espace de 13 ans.

Par conséquent, si Bernstein prétendait seulement, que le nombre des capitalistes, de ceux « qui tirent un revenu élevé de leur patrimoine », augmente, il aurait complètement raison. Mais en même temps la population prolétarienne a grossi beaucoup plus que l'ensemble de la population. On

peut déjà en conclure que l'accroissement des capitalistes ne doit pas se produire aux dépens du prolétariat, mais aux dépens des autres couches populaires, c'est-à-dire, des petits-bourgeois et des paysans.

Le « Manifeste communiste » ne dit pas autre chose. Mais c'est précisément cette évolution des conditions sociales que nie Bernstein. Il ne veut donc pas assimiler les « possédants » (besitzende) aux capitalistes.

A la page 86 de son livre, Bernstein fait la remarque suivante :

« Bien entendu tous les bénéficiaires de revenus élevés ne sont point des « possédants » mais l'importance de leur nombre ressort de ce fait que dans l'année 1895-96, en Prusse, 1.152.332 contribuables ont été classés comme appartenant au groupe jouissant d'un revenu de *possession* net de plus de 7.200 fr. Plus de la moitié de ces personnes : 598.063, étaient imposées à raison d'une fortune nette de plus de 24.000 fr. et 385.000 à raison d'une fortune de plus de 38 400 fr. »

Dans le « Vorwärts », Bernstein fait remarquer, comme on l'a vu plus haut, qu'il entend couramment par possédants (besitzende), les gens « qui tirent un revenu élevé de leur patrimoine ».

Mais personne n'admettra qu'on tire un revenu élevé d'un patrimoine de 7.200 et même de 38.000 francs. Bernstein ne parle pas ici de gens qui tirent un revenu élevé de leur patrimoine, il entend par possédants, non seulement les capitalistes, mais encore les classes moyennes et la petite bourgeoisie. Il dit en effet, p. 89 :

« Si la classe ouvrière se proposait d'attendre jusqu'à ce que le « capital » ait fait disparaître les classes moyennes, elle pourrait faire un long sommeil encore. Le capital exproprierait ces classes sous une forme, pour insuffler une nouvelle vie sous telle autre. »

Et il dit, p. 114 :

« L'échelle des revenus et l'échelle des entreprises révèlent dans leur gradation un parallélisme assez nettement caractérisé, surtout en ce qui concerne les degrés moyens. Nulle part nous ne constatons une diminution de ceux-là, mais au contraire, presque toujours une extension. Ce qui leur est enlevé par en haut est par eux recomplété par en bas, et pour ce qui de leur rang tombe en bas ils sont dédommagés par en haut. Si l'effondrement de la société moderne dépend de la disparition des échelons moyens entre le sommet et la base de la pyramide sociale ; si cet effondrement a pour condition formelle l'absorption de ces échelons moyens par les extrêmes au-dessus et au-dessous d'eux, alors sa réalisation en Angleterre, en Allemagne et en France n'est pas, actuellement, plus proche qu'à une époque antérieure quelconque du XIXe siècle. »

Cette phrase est évidemment en contradiction avec celle du Manifeste communiste : « La société tout entière se partage de plus en plus en deux grands camps hostiles, en deux classes directement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat. » Mais elle est aussi incompatible avec l'assimilation des possédants et des capitalistes, si ceux-ci et les prolétaires augmentent en même temps relativement, car une pareille augmentation ne peut se produire qu'aux dépens des classes moyennes et par conséquent dans les conditions signalées par le « Manifeste communiste. » M. Oppenheimer s'efforce dans

les « Sozialistische Monatshefte » de venir en aide à Bernstein et déclare qu'il faut distinguer entre la production et la répartition des richesses. Il dit que le nombre des ouvriers salariés augmente, mais qu'ils cessent de plus en plus d'être des indigents opprimés, et que c'est dans ce sens qu'il faut comprendre la phrase de Bernstein sur l'accroissement des possédants. « Le parallélisme existant entre ces deux éléments (Production et répartition des richesses) est devenu un article de foi; et maintenant que Bernstein nie ce parallélisme en se basant sur une masse colossale de chiffres — et c'est là la pierre angulaire de son argumentation — on lui oppose comme preuve ce dogme contesté. » Nous voilà en présence d'une troisième interprétation de l'augmentation des possédants. Bernstein les assimile lui-même de temps en temps aux capitalistes; dans d'autres passages de ses ouvrages, il désigne ainsi les classes moyennes; enfin, Oppenheimer trouve qu'il entend par là l'augmentation du bien être des ouvriers salariés. Voir une augmentation des possédants dans la hausse des salaires est évidemment un point de vue original. Bernstein dit aussi quelque part, en termes exprès, que les personnes touchant un revenu élevé ne sont pas toutes des possédants; mais nous admettons qu'on puisse interpréter quelques passages des ouvrages de Bernstein dans le sens indiqué par Oppenheimer.

Nous ne pouvons nous prononcer nettement ni pour l'une ni pour l'autre de ces interprétations, car nous sommes sûrs que, dans tous les cas,

Bernstein nous reprocherait de ne pas comprendre et de dénaturer ses idées.

Il nous semble en effet que, dans ces différents passages, Bernstein entend par accroissement des possédants des choses différentes. Cela ne rend la critique de cette phrase ni facile, ni agréable.

Il faut néanmoins l'essayer. Oppenheimer dit avec raison que, quelle que soit sa signification, cette phrase forme la pierre angulaire de son argumentation ; car c'est précisément cette phrase que nos adversaires ont exploitée contre nous, en dépit de son obscurité, Il faut donc que nous sachions clairement quelle est notre position en face de cette thèse.

D'après Oppenheimer elle est le résultat de l'examen d'une masse colossale de chiffres ; ce sont donc ces chiffres qui doivent étayer notre critique.

C'est un vrai bonheur que Bernstein ait su faire entrer cette masse colossale de chiffres dans moins de trois pages d'imprimerie.

Nous avons d'abord les chiffres cités plus haut de l'impôt prussien sur les fortunes pour l'exercice de 1895-96.

Ce sont les seuls, comme le reconnaît Bernstein, qui soient un recensement des possédants. Mais ils ne peuvent prouver une augmentation ou une diminution parce qu'ils ne s'étendent qu'à une année. L'impôt sur les fortunes est introduit depuis trop peu de temps, pour qu'une comparaison entre différentes années puisse permettre de tirer des conclusions précises.

Mais pour Bernstein des chiffres même absolus ont déjà une grande valeur. Les travaux préparatoires pour l'assiette de l'impôt sur les fortunes en 1895 le remplissent de satisfaction ; car ils démontrent le grand nombre des possédants : il y a des gens, qui pensent très bourgeoisement, et qui en sont beaucoup moins enchantés. « Les travaux préparatoires pour l'assiette de l'impôt prussien sur les fortunes (1895), écrit Herkner (Arbeiterfrage, 2e éd. p. 6) nous offrent un tableau peu réjouissant de la répartition des fortunes.

FORTUNES (SANS MOBILIER) — Valeur en marks	CONTRIBUABLES		TOTAL des fortunes imposées	
	Nombre absolu	%	Valeur absolue en marks	%
6.000 à 20.000. . .	563.370	48,89	2.978.304	9.50
20.000 à 32.000. . .	203.834	17,69	2.214.248	7.13
32.000 à 52.000. . .	162.262	14,08	3.286.804	10.59
52.000 à 100.000. . .	122.683	10,65	4.279.289	13.78
100.000 à 200.000. . .	57.179	4,96	3.993.809	12.86
200.000 à 500.000. . .	29.373	2,55	4.500.373	14.50
500.000 à 1.000.000. . .	8.375	0,73	2.279.304	9.60
2.000.000. . .	3.429	0,30	2.453.064	7.90
Au-dessus de 2.000.000. . .	1.827	0,16	4.360.638	14.05

« On ne peut déclarer bonne une répartition des fortunes, d'après laquelle les deux classes supérieures, comprenant les millionnaires, au nombre de 5,256, possèdent encore 1,621 millions de marks de plus que les classes inférieures, quoique celles-ci représentent 767,284 contribuables. Et cependant ces chiffres ne montrent les contrastes qu'offre la répartition des fortunes que pour

les classes aisées. Cette répartition des fortunes fait naître de graves scrupules si on se place au point de vue social et au point de vue du progrès économique. » Mais ce n'est pas le cas de Bernstein — car Bernstein n'est pas un économiste bourgeois, mais, comme il le dit, un socialiste et un marxiste.

Le reste de la masse colossale de chiffres qui prouverait d'après lui l'augmentation du nombre des propriétaires ne contient aucune statistique des fortunes et des biens, mais une simple statistique de l'impôt sur le revenu.

Revenu et revenu de propriété ne sont pas deux termes nécessairement identiques. Si de nos jours les 3/4 des revenus au-dessus de 3,000 marks proviennent de la propriété et si dans trente ans les 3/4 de ces revenus sont devenus des revenus de travail, la statistique de l'impôt sur le revenu ne donnera aucune idée de la transformation opérée dans les conditions sociales, si le chiffre des revenus n'a pas changé. Elle ne nous renseigne précisément pas sur l'augmentation et la diminution du nombre des propriétaires.

Elle peut même indiquer une élévation des revenus, sans que celle-ci existe. Tenons-nous en à l'exemple ci-dessus et supposons que dans l'espace de trente années, le chiffre du revenu soit resté le même, mais que son caractère ait changé. Il y a trente ans les 3/4 du revenu provenaient de la propriété et 1/4 du salaire et du traitement. C'est maintenant le contraire qui a lieu. Mais il est plus facile de fixer avec exactitude les revenus

provenant des traitements, que ceux provenant des entreprises commerciales. Si on a accusé exactement, il y a trente ans, un quart des revenus et que pour les trois autres quarts on ait dissimulé en moyenne 30 °/₀ du revenu, la proportion contraire aurait maintenant lieu, toutes choses égales d'ailleurs. L'impôt sur le revenu indiquerait une augmentation des revenus, qui ne répondrait pas à la réalité, mais qui résulterait seulement de la diminution des revenus capitalistes.

Or nous n'avons pas une statistique scientifique des revenus, mais seulement une statistique destinée au prélèvement de l'impôt. Elle n'est pas établie sur des bases scientifiques, mais à un point de vue fiscal et ses résultats sont faussés par des intérêts matériels. C'est pourquoi il ne faut s'en servir qu'avec la plus extrême prudence, même pour rechercher les déplacements du revenu, et c'est tout au plus si elle peut avoir une importance symptômatique. On n'en peut tirer aucun renseignement sur la répartition de la propriété. Nous ne pouvons non plus nous souvenir qu'une personne quelconque, en dehors de Bernstein, ait employé dans ce but la statistique de l'impôt sur le revenu. On s'en servait, pour démontrer l'accroissement du bien-être, mais non pour établir des changements de situation parmi les propriétaires.

Dans cette masse colossale de chiffres, il n'y en a donc pas un seul qui puisse être utilisé pour étayer sa phrase sur l'accroissement du nombre des possédants. Examinons néanmoins cette masse colossale de chiffres.

Nous pouvons tout d'abord en éliminer les chiffres du revenu pour la France. Ce ne sont que des chiffres absolus, qui ne permettent pas de reconnaître s'il y a augmentation ou diminution.

Il n'y a pas non plus d'indication d'année. Nous ne savons pas davantage les données sur lesquelles ils reposent. Qu'on réfléchisse que la France n'a pas d'impôt sur le revenu. C'est pour cela que Leroy-Beaulieu a renoncé à calculer les revenus de la France ; il a cherché à baser une répartition des richesses nationales sur les données de la propriété foncière, de l'impôt sur les loyers et les statistiques des pompes funèbres. (Essai sur la répartition, p. 499). Quand donc Bernstein nous déclare, avec une grande précision, qu'il y a en France 1,700,000 familles ayant un revenu moyen de 6,240 francs, nous demandons une preuve plus sûre que la simple référence « d'après Mullhall ». Il ne a'agit évidemment que d'une évaluation.

Nous arrivons à la Saxe. Il ne fait pas grand usage ici de sa masse colossale de chiffres :

« Dans ce pays le nombre des revenus entre 1920 et 3960 fr. s'éleva de 62.140 en 1879 à 91.124 en 1890 et celui des revenus entre 3960 fr. et 11.520 fr. de 24.414 à 38.841. »

Il ajoute dans une note :

« Qu'entre 1879 et 1892 le nombre des revenus entre 960 francs et 3.900 francs a augmenté, en Saxe, de 227.839 à 439.948, c'est-à-dire de 20.94 0/0 à 30.48 0/0 des contribuables. »

Il ne nous dit rien du développement des autres revenus. Ces chiffres ne nous permettent donc pas de faire des comparaisons pour la Saxe.

Complétons ce que Bernstein a omis et prenons les chiffres que nous trouvons dans un tableau du livre déjà cité de Herkner. Ces chiffres se rapportent non pas à l'année 1890, mais à 1894 ; mais cela n'a aucune importance.

PERSONNES ayant un revenu de :	1879	1894	AUGMENTATION	
			absolue	0/0
800 marks. .	828 686	972 257	143 571	17,3
800 à 1.600 » . .	165 362	357 974	192 612	116,4
1.600 à 3.300 » . .	61 810	106 136	44 326	71,6
3.300 à 9.600 » . .	24 072	41 890	17 818	74,0
9.600 à 54.000 » . .	4 683	10 518	5 835	154,4
Plus de 54.000 » . .	238	886	648	272,0

Si nous considérons l'augmentation absolue, nous voyons que les revenus inférieurs à 800 marks se sont accrus de 143,571, ceux au-dessus de 3,300 marks seulement de 24,291. Mais comme les revenus au-dessous de 800 marks ont l'incontestable avantage de constituer les 3/4 de la totalité des revenus, et ceux au-dessus de 3,300 marks au contraire seulement un *vingtième*, l'accroissement 0/0 des premiers est bien moindre que celui des seconds. Si nous considérons les chiffres relatifs, nous voyons que ce sont les revenus au-dessous de 800 marks qui s'accroissent le plus lentement ; à ces revenus se rattachent justement les revenus, dont Bernstein seul a fait remarquer la progression ; ce sont, avec les plus petits revenus, ceux qui s'accroissent le plus lentement ; les revenus de 1,600 à 3,300 marks n'augmentent que de 71,7 0/0, ceux de 3,300 à 9,600 de 74 0/0. Ce

sont les revenus moyens prolétariens, entre 800 et 1,600 marks qui s'accroissent le plus rapidement, (116,4 0/0), ceux de 800 à 950 marks de 133, 5 0/0, ceux de 1,400 à 1,600 marks au contraire de 79,5 0/0; les grands revenus supérieurs à 54,000 marks montent plus vite encore, 272 0/0. « On peut donc dire que la répartition actuelle des revenus est surtout favorable à la classe moyenne des travailleurs et aux millionnaires » (Herkner).

Si Bernstein voulait seulement dire que l'accroissement du nombre des ouvriers salariés n'est pas synonyme d'accroissement du nombre des pauvres, et que la prolétarisation des masses populaires n'est pas nécessairement leur paupérisation, il pourrait s'appuyer sur ces chiffres ; mais cela ne prouverait pas grand'chose contre la théorie de Marx.

La théorie de Marx signifie simplement que c'est le salariat et la grande bourgeoisie qui s'accroissent le plus rapidement et que les couches intermédiaires diminuent relativement. C'est ce que dit la statistique saxonne, autant qu'on puisse tirer cette conclusion d'une statistique de l'impôt sur le revenu.

Mais les chiffres de la statistique saxonne ne peuvent être à Bernstein d'aucun secours, si l'augmentation des possédants est pour lui autre chose, sous une autre forme, que la hausse des salaires, s'il entend dire par là que le nombre des possédants moyens croît plus rapidement que celui des ouvriers salariés et des gros capitalistes et que par conséquent les contrastes sociaux s'adoucissent au lieu de s'accentuer.

Ce n'est pas l'avis de Bernstein. Il trouve que les nombres concernant la taxe établissent ce qu'il veut prouver, et cela parce qu'ils indiquent une diminution relative des revenus les moins élevés. Il est à remarquer que dans l'édition française de son livre Bernstein passe sous silence toute la critique basée sur la « masse colossale de chiffres » et ne s'occupe que des chiffres concernant la Saxe fournis par moi. Mais il compense cette omission en reproduisant *deux fois* le tableau des revenus de Saxe avec les mêmes remarques (p. 85 et 291). La seule différence est que les classes de revenus sont indiquées une fois en francs et l'autre en marcs. Le plaisir que lui procurent ces chiffres concernant la Saxe l'entraîne même à prouver plus qu'il ne doit prouver. De l'examen de ces chiffres, il conclut qu'en Saxe le prolétariat ne s'est accru que de 33,8 0/0, la petite bourgeoisie, par contre de 71, 6 0/0, la bourgeoisie moyenne de 74 0/0, tandis que le nombre total des recensés s'accroît de 37, 4 0/0. *D'après Bernstein, le prolétariat en Saxe est en recul.* Il ajoute : « La Saxe est l'Etat le plus industriel de l'Allemagne. La socialdémocratie y fait des progrès énormes. »

Donc, les progrès de la grande industrie ont pour conséquences la diminution du salariat et l'augmentation de la petite bourgeoisie.

Et la socialdémocratie fait des progrès proportionnels à l'accroissement de la petite bourgeoisie et à la diminution du prolétariat.

Telles seraient les déductions à tirer des chif-

fres concernant la Saxe, si l'interprétation de Bernstein était juste.

Mais les choses prennent une autre face lorsque nous nous reportons non plus à cette statistique des revenus qui permet des interprétations si différentes, mais à la statistique des professions.

Dans l'agriculture, l'industrie et le commerce, il y avait dans le royaume de Saxe :

En 1882,	381,872 chefs	et	766,423 salariés
En 1895,	384,141 chefs	et	1,075,964 salariés
Augmentation	2,269 (0,6 0/0)		309,541 (40,4 0/0)

Les chefs — petits et gros bourgeois — n'ont donc augmenté que de 0,6 0/0 et non de 70 0/0 comme Bernstein veut le faire dire à la statistique des revenus, et le prolétariat de 40,4 0/0, donc dans une proportion plus forte que les revenus les moins élevés, qui ne se sont accrus que de 70 0/0. Presque tout cet accroissement est dû aux salariés.

Dans l'empire allemand, en 1895, sur 100 personnes exerçant une profession, il y avait 71,06 salariés et 28,94 chefs. En Saxe, au contraire, on trouvait 73,69 0/0 de salariés et 25, 31 0/0 de chefs. En Saxe, le salariat est donc bien plus fort que dans le reste de l'Empire, de là les « progrès énormes de la socialdémocratie ».

Si l'interprétation que fait Bernstein de la statistique de l'impôt sur le revenu était fondée, si elle établissait non une augmentation des salaires, mais un accroissement de la petite bourgeoisie, il montrerait par là même combien on peut faire peu de fonds sur cette statistique quand on veut

diviser la société en possédants et en non possédauts. Aussi ne saurais-je m'appuyer sur les chiffres des revenus de la Saxe ; je fais seulement remarquer que Bernstein n'a pas su les interpréter. Pour moi, la statistique des professions est seule concluante.

Mais il lui reste deux autres preuves : la statistique prussienne et la statistique anglaise. Il considère leurs données comme décisives.

« En Prusse il y avait en 1854, comme le savent les lecteurs de Lassalle, sur une population de 16.300.000 44.407 individus seulement avec un revenu de plus de 1000 thalers (3600 fr.). Dans l'année 1894-95 sur une population totale de 33 millions d'individus on en comptait 321.296 jouissant d'un revenu au-dessous de 3600 francs. En 1897-98 leur nombre était de 347.328. Tandis que la population doublait, le nombre des individus jouissant d'une certaine aisance septuplait. Même en tenant compte du fait que les provinces annexées en 1866 donnent des chiffres d'aisance généralement plus élevés que l'ancienne Prusse proprement dite et que le prix de beaucoup de vivres a été considérablement augmenté dans l'intervalle, la proportion des plus aisés, comparée à celle de la population totale, indique néanmoins une augmentation de plus de 2 : 1. Et si nous prenons une période ultérieure nous trouvons que dans les quatorze années entre 1876 et 1890 à côté d'une augmentation totale de 20,56 0|0 de contribuables, les revenus entre 2400 et 24.000 fr. (bourgeoisie aisée et petite bourgeoisie) ont augmenté de 31,52 0/0 (582 024 contre 442.534). Cinq sixièmes de cette augmentation à savoir 33.226 sur 38.776 incombent à la partie moyenne des revenus entre 7.200 et 24.000 fr. » (P. 84).

Ces chiffres ont un effet irrésistible, du moins au premier coup d'œil. Mais cela ne dure pas. La

comparaison entre la Prusse de 1854 et celle de 1894 cause déjà quelque surprise. La Prusse ne s'est pas seulement accrue depuis, comme le remarque Bernstein, de régions très riches, elle est aussi devenue le principal Etat de l'empire allemand ; la capitale de la petite Prusse, est devenue la capitale d'un grand Etat qui, en 1894, comptait 51 millions d'hommes c'est-à-dire trois fois plus que la Prusse de 1854. Berlin qui, en 1854, avait un peu plus de 400,000 hommes, a plus que quadruplé sa population et réussi à attirer tous les grands revenus non seulement de la Prusse, mais de l'empire tout entier. L'impôt sur le revenu a donc été favorisé en Prusse par une série de facteurs, qui n'ont rien de commun avec l'augmentation relative du nombre des possédants déterminée par l'évolution capitaliste.

Cela seul nous interdit d'attribuer à la comparaison de chiffres de 1854 et de 1894 une importance quelconque.

A cela s'ajoute un autre motif décisif. La statistique de l'impôt sur le revenu de 1894 fut faite sur la base d'une tout autre loi que celle de 1854. Citons seulement deux différences : La loi de 1851 ne frappait de l'impôt sur le revenu que les personnes physiques. La loi de 1891 a étendu l'impôt aux sociétés industrielles (sociétés par actions, sociétés coopératives de consommation). D'après la première loi, le revenu est évalué par des commissions, dont les membres sont choisis par les représentants des districts ou des villes et qui doivent s'abstenir de toute mesure indiscrète et vexa-

toire dans la recherche des revenus. La nouvelle loi introduit la déclaration personnelle obligatoire du revenu et frappe de peines sévères les fausses déclarations, elle a facilité aussi le contrôle des déclarations de revenu. Au sujet de ces modifications et d'autres encore, J. Pierstorff dit (Dictionnaire des sciences sociales, 1er vol. du supplément, p. 280) : « Il n'a été possible de connaître à fond la répartition du revenu en Prusse que grâce à l'application de la nouvelle loi du 24 juin 1891.

Les données de l'ancien impôt sur le revenu n'avaient qu'une valeur douteuse pour déterminer la répartition du revenu, parce qu'elles reposaient sur les évaluations de tierces personnes ».

La comparaison des résultats de 1854 avec ceux de 1894 est donc scientifiquement sans valeur. Mais Bernstein produit encore d'autres chiffres concernant la Prusse pour les années 1876 et 1890.

CLASSES DE REVENU	NOMBRE DES CONTRIBUABLES				REVENU	
	non compris les membres de la famille		y compris les membres de la famille		en millions de marks	%
	Personnes	%	Personnes	%		
Année 1876.						
Jusqu'à 525 marks	3 311 752	39,11	6 369 856	25,65	1 324,7	16,86
de 525 à 2.000 »	4 704 757	55,57	16 840 444	67,82	4 354,4	55,42
de 2.000 à 20.000 »	442 534	5,22	1 593 244	6,41	1 879,1	22,64
Au-dessus de 20.000 »	8 033	0,10	29 240	0,12	398,8	5,08
Année 1890.						
Jusqu'à 525 marks	4 094 428	40,11	8 383 359	28,62	1 647,4	16,58
de 525 à 2.000 »	5 517 828	54,05	18 562 145	63,81	5 119,7	51,53
de 2.000 à 20.000 »	582 053	5,71	2 095 348	7,21	2 475,2	24,96
Au-dessus de 20.000 »	13 583	0,13	47 081	0,16	673,8	6,98

On peut faire à ces chiffres les mêmes objections qu'à ceux de 1854; ils ne sont pas sûrs et, en plus, Bernstein ne les donne pas complètement. Il les a empruntés au tableau, établi par Soetbeer et imprimé dans le « Dictionnaire des sciences sociales ».

Ainsi présentés dans leur ensemble, les chiffres prussiens prennent une tout autre signification, que dans l'extrait qu'en a fait Bernstein. Même en comptant tous les contribuables ayant plus de 2000 m., au nombre des possédants, ceux-ci ne se sont accrus que de 145,000, tandis que dans le même temps, les revenus inférieurs à 2000 augmentaient de 1.600,000, c'est-à-dire, étaient plus que décuplés. Il est vrai, que les revenus de 200 à 20000 m. se sont élevés de 31,52 0/0, l'ensemble des contribuables seulement de 20,56 0/0. Mais les plus pauvres d'entre les pauvres, ceux dont le revenu est inférieur à 525 m. ont aussi augmenté plus vite que l'ensemble des contribuables, c'est-à-dire, de 23,6 0/0. Cet accroissement est plus frappant encore, si on considère non seulement les contribuables, mais aussi leurs familles. Tandis que la population totale de la Prusse s'élevait de 1876 à 1890, de 24,832,784 habitants à 29,087,933, augmentant par conséquent de 17, 1 0/0, le nombre des contribuables ayant un revenu inférieur à 525 m. s'élevait (familles comprises) de 6,369,856 à 8,383,359, augmentant ainsi de 31,6 0/0. Et en même temps, le revenu moyen tombait dans cette classe de 208 à 197 m. C'est là, ce que Bernstein appelle une augmenta-

tion du nombre des possédants, une diminution des antagonismes sociaux si évidente que ce serait folie de vouloir se la dissimuler ! L'auteur, à qui Bernstein a emprunté ses chiffres, ne trouve pas leur langage si favorable. « Soetbeer doit reconnaître lui-même, dit le dictionnaire cité, que les résultats indiqués par lui, permettent de prétendre que la répartition des revenus devient de plus en plus inégale puisque les classes inférieures et les classes supérieures s'accroissent, le revenu moyen des classes inférieures baisse, tandis que celui des classes supérieures monte ». Il est vrai, qu'il ajoute plus loin : « Il considère lui-même que cette conclusion n'est pas justifiée, parce que l'évaluation est plus large dans les classes inférieures et plus sévère dans les classes supérieures et que les progrès de la richesse sociale ne peuvent se manifester autrement que par l'accession d'un nombre de contribuables de plus en plus grand dans les classes supérieures ». En d'autres termes, Soetbeer dit que les chiffres de la statistique prussienne de l'impôt sur le revenu prouvent le contraire de ce que Bernstein affirme aujourd'hui ; il croit malgré cela, que la thèse de la diminution progressive des antagonismes sociaux est justifiée, d'une part pour des raisons théoriques, dont nous n'avons pas à nous occuper pour le moment, de l'autre, parce que les évaluations ne sont pas sûres. Mais cela prouve tout au plus que les chiffres de Soetbeer n'infirment en rien les conclusions de Bernstein. Il était réservé à Bernstein de tirer du tableau de Soetbeer une preuve éclatante de l'exac-

titude de sa thèse, en isolant artificiellement quelques-uns de ces chiffres.

Nous aussi nous croyons que le tableau de Soetber ne prouve rien. Il embrasse à peu près la même période de temps, que les chiffres donnés plus haut pour la Saxe, mais il montre une tendance évolutive toute différente. En Saxe nous sommes en présence d'une régression du paupérisme et d'un accroissement du prolétariat salarié mieux rétribué, soit aux dépens du paupérisme, soit aux dépens des petits propriétaires. En Prusse nous constatons dans le même laps de temps une diminution relative des prolétaires salariés mieux rétribués (son accroissement absolu est de 1,722,000 têtes) mais en revanche une augmentation de la classe aisée et une tout aussi considérable des couches inférieures du prolétariat.

Il n'est pas admissible que la Prusse et la Saxe aient accompli en même temps une évolution en sens contraire. Il vaut mieux en conclure que les chiffres prussiens, tout au moins, ne prouvent rien ; c'est, du reste, ce qui résulte de la manière dont a été faite la taxation jusqu'en 1891.

Il ne reste donc plus à Bernstein que la « masse colossale de chiffres », que lui offre l'Angleterre.

En admettant même que les chiffres relatifs à l'Angleterre prouvent une augmentation du nombre des possédants, cela ne serait pas encore une preuve que c'est la loi générale du mode de production capitaliste, car il semble que l'Angleterre cesse de représenter le type de l'industrialisme capitaliste. Il est clair qu'il serait ridicule de dé-

duire l'accroissement du nombre des possédants, comme loi du mode de production capitaliste, du simple mouvement de la propriété ou même du revenu dans le pays qui sert de domicile à ces possédants. Si à Monte-Carlo et dans le quartier du Thiergarten à Berlin le nombre des propriétaires s'accroissait plus rapidement que le reste de la population, cela ne prouverait pas grand' chose. Pour étudier les lois d'un mode de production, il faut que nous considérions son domaine tout entier et non pas seulement une partie de ce domaine. Or l'Angleterre devient de plus en plus dans le monde ce que le quartier du Thiergarten est à Berlin.

Ses possessions coloniales s'étendent de plus en plus et le nombre des fonctionnaires anglais et des chevaliers d'industrie, qui les exploitent et viennent dévorer leur butin en Angleterre grossit tous les jours. Mais ce qui grandit plus encore, c'est le nombre des entreprises économiques fondées à l'étranger avec des capitaux anglais, — banques, maisons de commerce, fabriques, chemins de fer, dont les directeurs et les actionnaires vivent en Angleterre, où ils entassent et mangent la plus-value, produite en dehors de l'Angleterre. Le montant de la dette publique des autres Etats avancée par les capitalistes anglais ne grossit pas moins.

« L'Inde seule, remarquait Marx, il y a un quart de siècle, doit payer un tribut de près de cinq millions de livres pour le « bon gouvernement », dont elle jouit, les intérêts et les dividendes du capital britannique, sans compter les sommes envoyées chaque année dans la

mère-patrie pour y être placées et qui représentent en partie l'épargne faite par les fonctionnaires sur leur traitement, en partie les profits des négociants anglais. Chaque colonie britannique fait sans cesse et pour les mêmes raisons de fortes remises à la métropole. La plupart des banques d'Australie, des Indes occidentales, du Canada sont fondées avec des capitaux anglais; les dividendes doivent être payés en Angleterre. De même l'Angleterre possède des quantités de titres de rentes des divers Etats de l'Europe et des deux Amériques, dont elle touche les revenus; elle a en outre des intérêts dans les chemins de fer, les canaux, les mines, etc. de l'étranger, et partout touche des dividendes. Par contre les porteurs de titres anglais à l'étranger et les dépenses faites par les Anglais hors de l'Angleterre sont sans importance. (« Le Capital » III, 2, p. 130).

Depuis que Marx a écrit ces lignes, le développement de l'Angleterre dans cette direction a fait de puissants progrès. Tandis que la population de l'Angleterre et de l'Irlande était, en 1871, de 31,800,000 hommes et en 1891, de 37,700,000, augmentant seulement de 20 0/0 en vingt ans, celle de l'empire colonial britannique s'élevait de 200 à plus de 300 millions, c'est-à-dire de plus de 50 0/0. Le champ d'exploitation économique du capital anglais s'étendait plus rapidement encore. Mulhall estimait, en 1882, le montant des capitaux anglais placés à l'étranger à 22 milliards de marks; Bernstein lui-même dit que sa valeur est estimée actuellement à 43 milliards. Par contre il évalue le montant du capital versé sur des compagnies anglaises par actions à 22 milliards. Si ces chiffres sont exacts, le capital placé à l'étranger aurait doublé dans l'espace de 15 ans. En tous

cas, le champ d'exploitation du capital anglais s'accroît plus vite que la population britannique.

Mais si Bernstein voulait déduire la loi de l'augmentation du nombre des possédants dans le mode de production capitaliste des chiffres de la statistique anglaise, il devrait comparer cette augmentation à celle des prolétaires non seulement en Angleterre, mais sur tout le domaine d'exploitation britannique.

C'est là un problème, qu'on ne peut résoudre à l'aide du matériel de chiffres fourni par la statistique.

La comparaison de l'accroissement du nombre des possédants avec celui de la population totale de l'Angleterre ne serait pas non plus sans imporance. Si on trouvait une augmentation plus rapide du nombre des possédants, cela ne prouverait pas sans doute que les lois marxistes du mode de production capitaliste soient fausses, mais bien que les obstacles à l'établissement du socialisme en Angleterre augmentent.

La force révolutionnaire dans la société moderne n'est pas, au point de vue marxiste, le capital en général, mais le *capital industriel* ; celui-ci constitue la force, qui crée les conditions d'éclosion de la production socialiste et qui donne naissance au prolétariat, dont c'est la tâche historique d'introduire ce mode de production.

Au contraire, le capital commercial et le capital de prêts ne constituent pas des forces révolutionnaires ; ils ne créent pas un prolétariat révolutionnaire.

Si, en Angleterre, le capital commercial et le capital de prêts qui ne sont pas employés dans l'industrie nationale s'accroissent plus rapidement que le capital industriel, il n'est pas impossible que le nombre des possédants augmente plus vite que la population prise dans son ensemble.

Il est également possible alors que les antagonismes sociales s'atténuent, parce que l'évolution sociale s'arrête en comparaison de celle des pays surtout industriels, comme l'Allemagne et l'Amérique.

Des Anglais ont maintes fois exprimé la crainte que l'Angleterre ne vienne à partager le sort de la Hollande qui, au XVII[e] siècle, était à tous égards l'Etat capitaliste le plus avancé du monde entier. Mais le développement du capital commercial et du capital de prêts y étouffait de plus en plus le capital industriel, de sorte que finalement, la Hollande qui était l'Etat le plus riche, celui où les propriétaires étaient les plus nombreux, devint un des Etats les plus arriérés au point de vue économique et les plus insignifiants pour le développement social.

On ne peut reconnaître encore si ce sera là la destinée de l'Angleterre, ni si elle est appelée à devenir le coffre-fort du monde après en avoir été l'usine. Mais ce qui est certain, c'est que le socialisme sortira de l'usine et non du coffre-fort.

Mais ces différences n'existent pas pour Bernstein. Marx a séparé le capital industriel du capital commercial et du capital de prêts, et recherché les lois d'évolution de chacune de ces sortes de capital.

Bernstein qui s'est imposé la tâche d'approfondir et de perfectionner le marxisme, confond toutes ces sortes de capital, remplace le terme précis de capitaliste par l'expression vague de possédant (Besitzender) et emploie ce dernier mot dans des acceptions si différentes, que ni lui, ni ses lecteurs, ne savent plus ce qu'il entend par là. C'est ainsi qu'il débarrasse le marxisme de ses contradictions et en élève le niveau.

Même si Bernstein réussissait à prouver qu'il y a en Angleterre une augmentation relative du nombre des propriétaires, cela ne jetterait qu'une faible lumière sur les lois générales du mode de production capitaliste.

Cependant il ne nous donne pas plus ici qu'ailleurs une statistique de la propriété, mais une statistique du revenu. Nous voyons d'abord quelques chiffres absolus de l'année 1893-94, qui naturellement ne prouvent absolument rien. Puis il joue son dernier atout et il l'imprime en gros caractères, pour qu'il n'échappe pas au lecteur.

« Dans la *British Review* du 22 mai 1897 nous trouvons quelques chiffres sur l'augmentation des revenus en Angleterre. de 1851 à 1887. D'après ces chiffres, le nombre de familles jouissant d'un revenu de 150 à 1000 livres sterling (la moyenne et petite bourgeoisie et la plus haute aristocratie ouvrière) était en Angleterre, en 1851 et 1881, de 300.000 et de 990.000 respectivement. Tandis que la population pendant ces trente ans augmenta dans la proportion de 27 à 35, c'est-à-dire d'à peu près 30 0/0, le chiffre des contribuables de cette catégorie augmenta dans la proportion de 27 à 90, c'est-à-dire de 233 1/3 0/0. Actuellement Giffen évalue leur nombre à *un million et demi.* »

Giffen l'*évalue!* Le gros atout, imprimé en gros caractères, repose sur une évaluation et non sur une donnée précise. Plus tard Bernstein désigne *l'hypothèse* construite sur cette évaluation, déjà « comme *une vérité* aujourd'hui inébranlable, notamment révélée par les employés du fisc » p. 280.

Mais alors, pourquoi a-t-on évalué et non recensé exactement le nombre des contribuables ? Tout simplement parce qu'on ne le pouvait pas.

La loi anglaise de l'impôt sur le revenu partage les revenus en cinq grandes classes d'après la source de ces revenus : 1° Propriété foncière, 2° revenu agricole, 3° rentes sur l'Etat, 4° traitement des fonctionnaires et enfin 5° la classe de tous les autres revenus de l'industrie, du commerce, etc... Chacune de ces classes se subdivise en catégories et dans chacune de ces dernières l'impôt est assis séparément. Nous avons seulement le nombre des contribuables et leur répartition dans les différentes catégories de chacune des classes, mais nous ne pouvons calculer qu'approximativement le nombre total des contribuables et l'ensemble des revenus de chacun.

C'est un terrain propice aux tours de mains de la statistique.

Voici un exemple du peu de valeur qu'a la statistique anglaise de l'impôt sur le revenu. Kolb compare dans sa statistique les revenus du commerce et de l'industrie de 1842-1847.

Kolb fait à ce sujet la remarque suivante : « La population ayant augmenté en général de 60 0/0, le bien-être s'était accru par conséquent trois fois

plus que la population. » (Cf. statistique, 1875, p. 430).

Revenus de	150 à 500	liv. sterl.	Augmentation,	196 %
»	500 à 1,000	»	»	148 %
»	1,000 à 2,000	»	»	148 %
»	2,000 à 3,000	»	»	118 %
»	5,000 livres sterlings et au-dessus		»	189 %

C'est presque exactement le même résultat que Bernstein nous apporte pour la période de 1851 à 1881. La période de 1812 à 1847 a été la plus mauvaise pour la population ouvrière de l'Angleterre; c'est le temps auquel Engels a emprunté les descriptions de sa « Situation des classes ouvrières », le temps où le prolétariat tomba dans le paupérisme et le crime, où la dégénérescence physique et morale de prolétariat n'était arrêtée ni par des lois en faveur des ouvriers, ni par un énergique mouvement syndical. Mais le développement de l'impôt sur le revenu était ce qu'il est aujourd'hui.

M. Leroy-Beaulieu lui-même, l'optimiste bourgeois *in optima forma,* et le prédécesseur de Bernstein sur le terrain qui nous occupe, est forcé d'avouer « que nous ne possédons malheureusement pas sur la distribution des revenus en Angleterre, de données aussi positives que celles que nous offre sur le même phénomène l'Allemagne... « Nous sommes donc obligé de nous en tenir aux indications approximatives. » (Essai sur la répartition des richesses, p. 516). Mais tandis que cet optimiste qui voit tout en beau, ne s'avance que prudemment, à tâtons et avec une grande réserve,

le socialiste Bernstein accepte d'un cœur léger tout nombre, d'où qu'il vienne, pourvu qu'il parle contre la doctrine socialiste. La « British Review » n'était pas (elle a cessé de paraître) une revue spéciale de statistique et d'économie politique, mais un journal hebdomadaire conservateur mi-politique, mi-littéraire, qui, à en juger par le numéro que j'ai pu me procurer, s'efforçait surtout de démolir non seulement le socialisme, mais le parti démocratique. L'article auquel se réfère Bernstein, est un article de circonstance, anonyme, écrit à l'occasion du Jubilé de la Reine, attaquant les utopistes et les radicaux ; c'est un tableau ridicule et fade du progrès social en Angleterre qui aboutit à cette conclusion : « La classe ouvrière nous surprend par la rapidité avec laquelle elle s'est enrichie ; la petite bourgeoisie (the middle classes) par la rapidité avec laquelle elle s'est accrue. »

A l'appui de cette thèse, l'auteur fait défiler devant nous les chiffres précités, qui nous sont présentés sans indication de méthode ou de source. Mais Bernstein les accepte, les yeux fermés, et nous les oppose avec emphase. Le même article nous cite les nombreuses villas, que l'on construit autour de Londres, comme un fait qui vient corroborer les chiffres — « des villas entourées de beaux jardins, où d'élégantes jeunes dames prennent leurs ébats et où de gentils jeunes messieurs jouent élégamment au lawn-tennis », etc... Voici un exemple de la légèreté avec laquelle ce feuilleton de jubilé traite la statistique. Il n'y a pas eu

jusqu'ici en Angleterre de recensement des ouvriers salariés, mais un dénombrement des personnes vivants de leur industrie sans distinction de situation.

Les membres de la famille sont même comptés à part. L'auteur de l'hymne du Jubilé dit cependant, avec la plus grande précision, que la population ouvrière du Royaume-Uni était, en 1851, de 26 millions et, en 1881, de 30 millions.

Mais l'ensemble de la population s'élevait en 1851 à 27,746,000, en 1881, au contraire, à 34,885,000.

D'après cela, la population non-prolétarienne (fermiers, artisans, petits commerçants, intellectuels, capitalistes et propriétaires fonciers, etc.) n'aurait été en 1851, que d'un million et demi, (seulement 6 0/0 de la population totale). C'est simplement absurde. Baxter évaluait, en 1867, le nombre des ouvriers salariés à 80 0/0 de toutes les personnes ayant un revenu.

Comme, grâce au travail des femmes et des enfants, le nombre des membres de la famille qui ne vivent pas de leur industrie est moins grand chez les ouvriers que dans les classes supérieures, la part de ces dernières dans la population totale était encore de plus de 20 0/0.

Cette harmonie vulgaire et superficielle est la source scientifique où Bernstein puise ses meilleures armes contre la doctrine marxiste!

Plus nous considérons de près les éléments de statistique de Bernstein, plus son changement de front est pour nous une énigme. C'est en vain que

nous cherchons les faits qui ont pu le déterminer à attaquer une doctrine, de la vérité de laquelle il était profondément convaincu, qu'il a été le premier à propager et qu'il a su défendre victorieusement contre toutes les attaques.

d) Les Sociétés anonymes.

Au cours de notre polémique, Bernstein a signalé l'accroissement du nombre des *journaux financiers*, comme preuve de l'augmentation du nombre des possédants.

Mais cela ne prouve qu'une chose, qui n'est contestée de personne et pour laquelle nous avons vu de nombreuses preuves statistiques, c'est que le nombre des entreprises capitalistes s'accroît, que le capitalisme se développe de plus en plus, qu'il englobe sans cesse de nouvelles branches d'industrie et s'empare de nouveaux domaines, que le commerce international s'étend rapidement et que le négociant isolé est de moins en moins en état de savoir par ses relations personnelles ce qui se passe sur le marché du monde et que seuls les grands journaux spéciaux peuvent lui fournir les moyens de se renseigner; enfin cet accroissement rapide du nombre des feuilles financières prouve encore les progrès rapides des sociétés par actions, l'augmentation continue de ces entreprises capitalistes, qui sont soumises à un certain contrôle public et qui ont besoin de publicité, de cette

publicité qui, comme on l'a vu dans l'affaire du Panama, est devenue une denrée si recherchée et si chère.

Mais le nombre des journaux financiers nous laisse absolument dans l'incertitude sur le nombre des possédants. Quiconque est occupé dans le commerce ou le trafic doit les lire aujourd'hui, qu'il soit capitaliste ou simplement employé chez un capitaliste.

Si l'accroissement du nombre des possédants est un fait si patent, il devait être facile de trouver des preuves évidentes, de ce fait. Or, Bernstein croit les avoir trouvées dans le système des sociétés anonymes.

La société anonyme, dit-il, contrarie dans une large mesure la centralisation des fortunes par la centralisation des exploitations.

« Malheureusement les données statistiques manquent sur la répartition exacte des actions, des obligations et des autres titres des sociétés par actions, étant donné que dans la plupart des pays ces actions sont anonymes (c'est-à-dire transmissibles de la main à la main comme des billets de banque ordinaires) tandis qu'en Angleterre, où les actions nominatives prédominent et où les listes des actionnaires peuvent être consultées par qui veut dans les bureaux de l'enregistrement de l'Etat, l'élaboration d'une statistique plus détaillée des détenteurs d'actions est une œuvre géante que personne encore n'a osé entreprendre. On ne peut évaluer leur nombre qu'approximativement et sur des données concernant quelques entreprises isolées. Nous voulons donner ici, afin d'établir combien erronées sont les idées qu'on se fait à cet égard et que la forme la plus moderne et la plus concrète de la centralisation capitaliste,

le « trust », influe sur la répartition des richesses d'une façon tout autre qu'il ne semble, quelques chiffres faciles à vérifier.

« Le trust de fil à coudre anglais, fondé il y a un an, ne compte pas moins de 12.300 actionnaires.

6000	détent^{rs}	d'act^{s} de fondat^{rs}	avec	1440	fr. de capital moyen	
4500	»	» privilégiées		3600	»	»
1800	»	d'obligations		7560	»	»

« Le trust des filateurs de fil fin aussi a un nombre respectable d'actionnaires. Ce nombre est de 5454.

2904	détent^{rs}	d'act^{s} de fondat^{rs}	avec	7200	fr. de capital moyen	
1870	»	» privilégiées		12.100	»	»
680	»	d'obligations		31.200	»	»

« Pareillement le trust de coton T et P. Coats. Voilà quelques exemples du fractionnement des fortunes dans les entreprises centralisées. Evidemment, tous les actionnaires ne sont pas, proprement dit, des capitalistes, et souvent le même grand capitaliste apparaît, dans toutes les sociétés imaginables, comme petit actionnaire. Néanmoins le nombre des actionnaires et le montant moyen des actions qu'ils détiennent vont en augmentant. Le nombre total des détenteurs d'actions est évalué en Angleterre à beaucoup plus d'un million. » (p. 81, 82, traduction Cohen.)

Ainsi nous n'avons pas de statistique des porteurs d'actions ; tout actionnaire n'est pas pour cela capitaliste, le même gros capitaliste reparaît comme petit capitaliste dans toutes les sociétés possibles.

Bernstein convient lui-même de tout cela. Mais cela veut dire, en d'autres termes, que toutes les données qu'il apporte sont absolument sans valeur, comme signes de l'accroissement du nombre des possédants.

Elles prouvent encore moins que la statistique de l'impôt sur le revenu, elles démontrent seulement une chose, c'est que Bernstein ne sait plus où prendre une preuve même plausible pour étayer son affirmation de ce fait si patent.

Les considérations théoriques qui précèdent ces chiffres ne sont pas plus probantes.

La forme de la société anonyme, dit-il, contrarie dans une large mesure la centralisation des fortunes par la centralisation des exploitations Pourquoi ?

Elle permet un fractionnement considérable de capitaux déjà concentrés et rend superflue l'appropriation de capitaux, par quelques magnats isolés, en vue de la concentration d'entreprises industrielles. Que des économistes non-socialistes aient utilisé ce fait dans le but d'excuser l'état social actuel, cela n'est pas une raison, pour des socialistes, de le cacher ou n'en pas parler. » (p. 80.) Trad. Cohen.

Voilà donc encore un fait, que nous autres socialistes trouvons incommode et que nous voulons dissimuler et passer sous silence.

Mais en quoi consiste « *ce fait* » ? Est-ce le fait que la forme de la société par actions contrarie la centralisation des fortunes ? Pas du tout, car il faudrait le prouver. Ce fait consiste simplement en ce que la forme des sociétés par actions *permet* la division des capitaux existants et rend superflu l'accaparement des capitaux par quelques gros capitalistes.

Mais il serait prématuré de prétendre que cette division des capitaux répond à la réalité des faits

et que les gros capitalistes n'accaparent plus les capitaux, parce que cela est devenu superflu.

On ne fait pas cadeau des actions dans ce bas monde, il faut les acheter; elles ne font pas le propriétaire, mais le supposent.

La création d'une société anonyme ne change rien à la répartition existante des fortunes.

La société anonyme permet seulement (ce que font aussi les caisses d'épargne et les banques) de transformer en capital de petites sommes d'argent qui isolées ne suffiraient pas à l'exploitation d'une entreprise capitaliste. Le système de sociétés anonymes accroît donc les capitaux à la disposition de la production capitaliste; elle permet de transformer en capital ce qui sans cela ne deviendrait pas un capital et resterait un trésor sans revenu, mais elle ne change absolument rien à la répartition de la propriété existante.

L'accroissement du nombre des actionnaires ne prouve pas du tout celui du nombre des possédants; il prouve simplement que dans la société capitaliste, l'action devient de plus en plus la forme dominante de la propriété.

La preuve tirée des sociétés anonymes ne résout donc nullement le problème du prétendu accroissement du nombre des possédants.

La société anonyme peut traduire cet accroissement, quand il existe, mais elle ne peut pas le produire.

Mais d'où peut-il provenir en présence de l'augmentation du nombre des prolétaires? Bernstein ne nous donne pas d'autres renseignements. Serait-

ce que les prolétaires économisent de plus en plus sur leur salaire et peuvent devenir capitalistes ?

Bernstein témoigne, il est vrai, autant de considération pour Schulze-Delitzsch que pour M. Julius Wolf. Mais tant qu'il ne le dira pas expressément, je n'admettrai pas qu'il attribue l'accroissement du nombre des possédants à l'économie des travailleurs.

Il ne reste qu'une source possible de l'accroissement des possédants : la division des capitaux déjà concentrés. Ces divisions se produisent sans interruption. Elles sont déterminées par le droit d'hérédité. Tandis que le droit féodal déshérite tous les autres enfants au profit d'un seul, le droit civil prescrit le partage égal de l'héritage entre tous les enfants. C'est une institution qui contrarie considérablement la concentration du capital, et, sans elle, cette concentration se produirait beaucoup plus rapidement. Mais si par suite du partage des capitaux par droit de succession, l'accroissement du nombre des capitalistes était plus rapide que celui de l'ensemble de la population, il faudrait que leur propagation naturelle fût aussi plus rapide. Or c'est précisément le contraire qui a lieu. Ce n'est pas en vain que les prolétaires portent ce nom; ils engendrent une descendance (*proles*) nombreuse.

Au contraire, toute la politique domestique des capitalistes tend à combattre les conséquences décentralisatrices du partage des héritages. Les mariages sont conclus autant que possible de façon à réunir deux capitaux qui aspirent ardemment à se

fondre en un seul, et le système qui consiste à n'avoir que deux enfants trouve une application de plus en plus générale chez les possédants. Il est donc faux que ceux-ci aient relativement plus d'enfants que les prolétaires. Mais alors d'où vient « le grand morcellement des capitaux déjà centralisés ? » Les capitalistes ne font pourtant pas cadeau de leurs capitaux. Où est donc ce « fait » qui est si désagréable aux socialistes, qu'ils s'efforcent de le dissimuler et de le passer sous silence ?

Nous ne pouvons obliger Bernstein à croire à la loyauté de ses anciens compagnons de lutte, mais nous voudrions bien savoir en quoi consiste notre déloyauté.

Bernstein voudrait-il dire, que si la forme de société anonyme ne change rien directement à la répartition des fortunes, il s'en dégage des tendances, qui mènent à la décentralisation des capitaux ?

Il ne le dit pas et il n'y a pas la moindre raison de l'admettre, tout prouve le contraire.

Les gros capitalistes s'approprient les actions sûres, rapportant de gros intérêts. Il ne reste aux petites gens que les valeurs moins sûres, qui ne sont pas un moyen de transformer les non-possédants en possédants, mais un moyen d'attirer dans les poches des spéculateurs les gros sous économisés par les petits bourgeois et l'élite prolétarienne.

Leroy-Beaulieu lui-même qui n'est pas précisément pessimiste est forcé de l'avouer dans son livre déjà plusieurs fois cité :

« Dans l'état actuel, les sociétés anonymes, tout en

donnant un grand essor à l'esprit d'entreprises et en développant la production, ont certainement servi à *créer une grande inégalité de richesse.* Elles ont permis aux financiers de la capitale de s'approprier une très forte partie de l'épargne du public ; elles ont été beaucoup plus que l'industrie ou le commerce l'origine des fortunes colossales... Elles ont servi sans doute à l'enrichissement démesuré de quelques habiles et à l'appauvrissement de beaucoup de naïfs. »

La « possibilité du fractionnement des capitaux » déjà centralisés prend ici une tout autre forme, que chez notre marxiste.

Sans doute, Leroy-Beaulieu se console ici comme ailleurs dans l'espoir que les inconvénients du système de sociétés anonymes ne seront probablement que passagers. Il écrivait précisément ces lignes au moment où se constituait la société de Panama.

Si les sociétés anonymes sont le moyen par excellence pour prendre et plumer les gogos, elles sont d'autre part un moyen pour accroître la puissance des gros capitalistes, puisqu'elles ne sont pas autre chose qu'une forme particulière du crédit.

Le crédit lui-même « ne devient pas seulement une arme puissante dans la lutte de la concurrence. Par des fils invisibles il amène dans les mains de capitalistes isolés ou associés l'argent dispersé en quantités plus ou moins grandes à la surface de la société. C'est la machine spécifique pour la concentration des capitaux » (Marx).

Bernstein pense que les sociétés anonymes rendent superflue « l'appropriation des capitaux

déjà concentrés, par quelques magnats isolés, en vue de la concentration d'entreprises industrielles ». Mais qu'importe cela, si les « magnats » continuent tranquillement à profiter de ces sociétés, pour grossir leurs capitaux en se servant des capitaux étrangers, et pour créer et exploiter des entreprises industrielles d'une importance telle qu'ils ne pourraient y suffire avec leurs seules ressources ?

Nous lisions tout récemment dans un journal américain que la valeur nominale des coupons du « Standard-oil-trust » était de 97,250,000 dollars. John D. Rockefeller en possède pour une valeur de 49,000,000 de dollars. Il a donc la majorité des voix au conseil des actionnaires et la société est pour lui un moyen de disposer librement du double de sa mise de fonds. Cela peut paraître indifférent au simple point de vue de la répartition des bénéfices. Mais le fait social décisif n'est pas la répartition, mais bien la production et sur ce terrain la puissance et par conséquent aussi le revenu du seul Rockefeller s'accroît énormément des versements de ses co-actionnaires.

Loin d'empêcher les effets de l'accumulation des capitaux, le système des sociétés anonymes est au contraire un moyen de les exagérer. Lui seul favorise les entreprises gigantesques, que le capital isolé ne pourrait tenter.

C'est la forme sous laquelle s'accomplit la monopolisation des diverses branches de l'industrie. Les trusts, les chemins de fer, les grandes banques en sont-ils moins des monopoles, parce qu'ils sont des sociétés anonymes ?

Et en sont-ils moins les instruments dont se servent quelques gros capitalistes « pour monopoliser à leur profit tous les avantages de l'évolution économique ? »

Nous n'avons pas de statistique des porteurs d'actions, mais tout tend à prouver qu'il se produit dans le système de sociétés anonymes le même mouvement d'accumulation et de concentration des capitaux que nous pouvons observer dans les entreprises capitalistes.

Ce n'est pas le nombre des possédants qui est manifestement accru par le système des sociétés anonymes, mais bien celui des possédants oisifs au dedans de cette classe. Le système dispense les capitalistes des fonctions qu'ils exercent dans une exploitation et les rend déjà inutiles dans la société capitaliste. C'est un fait qui est vivement mis en lumière par l'accroissement rapide du nombre des sociétés anonymes.

L'accroissement continu des sociétés dépositaires qui épargnent même aux capitalistes la peine de placer leur argent, est invoqué par Bernstein comme un signe de l'accroissement du nombre des possédants, mais il ne prouve en réalité que le même accroissement de nombre des possédants oisifs qui a été déjà mentionné ci-dessus et démontre avec quelle rapidité la classe des capitalistes devient inutile au mécanisme économique de la société et se transforme de plus en plus en un parasite du corps social.

L'accroissement rapide des sociétés anonymes démontre donc, non pas l'accroissement du nom-

bre des propriétaires, mais l'inutilité croissante de la production capitaliste, la possibilité et même la nécessité croissante de mode de production socialiste.

Mais Bernstein apporte encore une preuve de l'accroissement du nombre des possédants :

« Si même nous ne l'avions pas devant les yeux, empiriquement établi par la statistique des revenus et des métiers, ce fait pourrait être prouvé, de manière purement déductive comme étant la conséquence fatale de l'économie moderne.

» Ce qui tout d'abord caractérise le mode de production moderne c'est l'augmentation considérable de la force productive du travail. La conséquence en est une non moins considérable *augmentation de la production*, production en masse d'*objets et de denrées de consommation*. Où vont ces richesses? Ou, pour mieux préciser la question : où donc va le *produit-surplus* que les ouvriers industriels produisent en dessus de leur propre consommation, limitée par leur salaire? Les « magnats du capital » auraient beau avoir des ventres dix fois plus replets que ceux que leur attribue l'esprit populaire, et une domesticité dix fois plus considérable que celle qu'ils ont en réalité, en présence de l'ensemble de la production annuelle leur consommation ne pèserait guère lourd dans la balance. Où donc reste la masse de denrées que les magnats et leur domesticité ne consomment pas? Si elle ne parvient pas d'une manière quelconque aux prolétaires, il faut bien qu'elle soit accaparée par d'autres classes. Ou bien une diminution relative et toujours s'accentuant du nombre des capitalistes allant de pair avec le bien-être grandissant du prolétariat, ou bien une nombreuse classe moyenne : voilà l'unique alternative que nous laisse l'accroissement interrompu de la production. » (p. 88, 89.)

C'est là la preuve théorique de la thèse de

Bernstein qui, comme nous l'avons vu, n'est rien moins qu'empiriquement prouvée par la statistique dés revenus et des métiers. C'est en effet une preuve d'une nature spéciale, que celle qui consiste à demander : Où reste la richesse ? Bernstein ne montre pas comment et pourquoi la richesse sociale croissante augmente le nombre des possédants ; il lui suffit de se demander ce que deviendrait alors la richesse.

Essayons de trouver la réponse que Bernstein aurait dû donner lui-même.

e) Consommation de la plus-value.

Considérons d'abord les gros capitalistes. Il suffit de jeter un regard sur la vie que mène la « crême » de la société à New-York, à Paris, à Londres, sur la Riviera et dans les autres stations élégantes, pour constater que le luxe et la prodigalité des riches croissent dans des proportions énormes et prennent même souvent la forme de véritables folies. Les villas, les châteaux, les yachts, les chasses de ces gens, leurs fêtes, leurs fantaisies, leurs maîtresses, leurs pertes de jeu, tout cela coûte à chacun des gros barons de la finance des sommes de plus en plus considérables. Les dépenses de ces braves gens atteignent une hauteur vertigineuse et des rois même ne peuvent les imiter qu'en ayant recours aux pires escroqueries, pour pouvoir tenir leur rang dans le High-life. Il est vrai

qu'une foule sans cesse croissante de parasites gravite autour de ces gros capitalistes et contribue beaucoup « au morcellement des capitaux déjà centralisés ». Mais Bernstein ne pensait pourtant pas à ces parasites, aux joueurs de profession, aux jockeys et aux prostituées, quand il parlait de l'accroissement du nombre des possédants.

Mais tandis que le luxe et la prodigalité des gros capitalistes augmentent, leur nombre s'accroît aussi très rapidement, beaucoup plus rapidement que la population dans son ensemble et que la classe ouvrière. Il est plus facile de fixer numériquement cet accroissement, que leurs dépenses.

Nous trouvons une preuve du rapide accroissement du nombre des gros capitalistes dans le fait que dans l'Empire allemand, de 1892 à 1895, le nombre des exploitations industrielles ne s'accroît que de 4, 6 °/₀, la population de 14, 5 °/₀, tandis que l'augmentation du nombre des grandes exploitations occupant plus de 1,000, ouvriers fut de 100 °/₀ ! Cette évolution est indiquée, comme nous l'avons vu, par la statistique saxonne des revenus sur laquelle on peut faire fond. Le nombre total des personnes taxées en Saxe augmentait entre 1879 et 1894 de 37, 4 °/₀, c'est-à-dire passait de 1,084,751, à 1,490,558, tandis que celui des personnes ayant un revenu de plus de 54,000 marcs augmentait de 272 °/₀, en passant de 338 à 886. Certes cette dernière catégorie de possédants progresse rapidement.

Mais ce n'est pas seulement le nombre des prodigues et leur prodigalité qui augmente dans une

mesure que permet seul, sans que le peuple en soit ruiné, l'étonnant accroissement de la productivité du travail sous le régime capitaliste. On voit croître aussi la prodigalité impersonnelle, si l'on peut dire, qui est en relation intime avec ce régime.

Bernstein indique lui-même deux causes de cette prodigalité : « Les crises et les dépenses improductives pour les armées absorbent beaucoup, mais, objecte-t-il, elles n'ont dans les temps derniers, englouti qu'une fraction de la plus-value totale. » C'est sans doute ce qu'elles ont fait de tout temps ; il s'agit seulement de savoir quelle est la valeur de cette fraction.

Il est impossible d'indiquer par des chiffres les pertes que font subir les crises, mais on connaît les frais d'entretien des armées.

Dans l'Empire allemand les dépenses de la Guerre, de la Marine et du service de la partie de la Dette publique, qui ne provient que des guerres, s'élevaient en 1874 à 410 millions de francs; pour 1899 elles sont fixées à 1,011 millions. Elles ont donc *plus que doublé* dans le temps où la population passait de 41 (1871) à 52 millions d'habitants (1895).

Mais ces chiffres ne donnent qu'une idée incomplète du gaspillage. Qu'on songe aux centaines de mille hommes en âge de travailler, que l'armée permanente force à rester improductifs. En 1874, c'étaient 400,000 hommes, en 1899 ils sont 500,000 hommes dont la force est ainsi gaspillée. Si nous estimons que chacun d'eux pourrait annuellement créer des produits ayant une valeur de

1,000 marcs seulement (1,250 fr.), salaire et plus-value compris, le gaspillage résultant de la mise en jachère des forces de l'armée permanente atteindrait déjà la somme de 750 millions. Ajoutons-y les dépenses militaires et nous obtenons pour aujourd'hui une somme de près de 1,800 millions, contre un milliard il y a 25 ans. En l'espace de 25 ans l'Empire allemand s'est appauvri par son armée, de 32 milliards environ, soit plus de six fois l'indemnité de guerre de 1871. Voilà certes déjà une « fraction assez considérable de la plus-value ».

Si le militarisme n'appauvrit pas absolument les peuples, comme le prouve l'Empire d'Allemagne, et s'il peut même être compatible avec un accroissement de la richesse publique, c'est dû à l'énorme productivité du travail sous le régime capitaliste. Mais il n'en devient que plus néfaste aux nations qui n'ont pas une grande industrie forte et riche. La « fraction de la plus-value totale » qu'il absorbe est alors si considérable que la vitalité économique de ces pays en est mortellement atteinte : c'est le cas pour l'Italie et l'Espagne.

Mais le militarisme et les crises ne sont pas les seules causes de gaspillage dans la société capitaliste. En 1889 l'auteur de ces lignes indiquait d'autres causes (Voir Neue Zeit, article sur « le gaspillage sous le régime capitaliste », p. 25 et suivantes). Qu'il nous soit permis de citer quelques passages de cet article.

Une des principales causes de gaspillage est la

mode. Les variations de la mode ne sont pas une loi naturelle, mais la conséquence d'un certain état social.

« On aime aujourd'hui à expliquer les phénomènes sociaux par des termes empruntés aux Sciences naturelles. On expliqua la libre concurrence de la société bourgeoise comme naissant de « l'éternelle loi naturelle de la lutte pour la vie » et la folie des variations de la mode devint une nécessité absolue le jour où on les rattacha à la théorie de la « sélection sexuelle ». En l'occurrence on ne tint aucun compte de ce petit détail, que l'essence de la mode est le changement, tandis que les caractères de la sélection sexuelle sont invariables pendant des périodes historiques. Même dans l'espèce humaine nous voyons que les peuples encore proches de l'état de nature restent fidèles à leur costume et à leur architecture qui se transmettent sans modifications de génération en génération.

« Seuls certains états de la société déterminent de fréquents changements de mode. Ce sont les périodes révolutionnaires où le caractère de la société varie rapidement, et les périodes du luxe effréné où, d'une part, une si forte fraction de la plus-value va aux classes riches qu'elles en doivent gaspiller au moins une partie, et où, d'autre part, la prostitution devient une puissance sociale.

« Dans le monde animal la sélection sexuelle fait apparaître chez les *mâles* des caractères qui les distinguent : crinière, plumage éclatant, cornes, voix harmonieuse, etc. La sélection sexuelle qu'opèrent les filles de grande et de petite enver-

gure fait apparaître des habillements sensationnels chez les *femmes*. Or ce qui attire le mieux l'attention c'est la nouveauté. De là les variations de la mode... Mais ce n'est pas là la seule raison des changements de mode. Etre toujours habillé à la dernière mode est un signe d'aisance d'autant plus sûr que les modes changent plus souvent. On veut non seulement être toujours habillé de neuf, mais aussi le paraître. La nouveauté ne doit pas seulement être neuve, elle doit être autre chose que ce qui l'a précédé. Rien de ce qui était à la mode dans la dernière saison ne doit être employé dans la nouvelle... Mais ce ne sont pas seulement les dames du grand monde qui changent si fréquemment leurs toilettes. Nous savons que les ouvriers doivent acheter des produits mauvais mais bon marché. Les vêtements des jeunes filles et des femmes du peuple se fanent si rapidement qu'elles sont forcées de les renouveler souvent. S'il faut des vêtements neufs, pourquoi pas les acheter à la mode ? Cela répond tout à fait au goût du jour, qui cherche à effacer les différences extérieures de classes, qui pousse sans cesse à la nouveauté. Autrefois les changements de mode étaient le privilège d'une élite. Aujourd'hui « les dames » indignées font remarquer que même parmi les domestiques et les ouvrières de fabrique, la rage se répand de plus en plus, de s'habiller à la mode. Aujourd'hui les effets d'un changement de mode se font sentir dans toute la société et se manifestent clairement dans la production.

« Subitement il enlève toute valeur à un grand

nombre de produits n'ayant guère servi ou même pas du tout, qui moisissent en magasin ou sont jetés au rebut si on ne peut leur faire subir une transformation. Un énorme gaspillage de produits de toute sorte est donc le résultat de tout changement de mode. Mais par là-même il remédie quelque peu à la surproduction et rend possibles la fabrication et la vente de nouveaux produits. Ce ne sont donc pas les marchands et les fabricants de ces produits qui favorisent ou même font naître les variations de la mode.

« Dans les couches inférieures du peuple les changements de mode n'ont d'effet que sur l'habillement. Chez les gens aisés, ils en ont aussi sur la décoration de la maison. Grâce au manque de style de notre époque, ils peuvent changer à volonté leur ameublement : aujourd'hui c'est la Renaissance qui est en vogue, demain ce sera le style rococo, après-demain le style fade du premier Empire, jusqu'à ce qu'on en arrive à un capharnaüm de bibelots orientaux. Il est clair que cette éternelle variation dans les meubles, les tapis, etc., entraîne un gaspillage énorme de travail et de matière...

« Citons encore une forme de gaspillage particulière à la société capitaliste et causée par l'extension des grandes villes...

« La concentration de grandes masses d'hommes sur un petit espace présente des inconvénients toujours plus grands et fait naître les plus graves problèmes pour l'hygiéniste. Des problèmes, qui à la campagne ne présentent pas de difficultés,

comme par exemple l'adduction d'eaux potables, le transport et l'utilisation des immondices, l'approvisionnement, l'aménagement des places de jeu et de récréation, de tels problèmes ne peuvent être résolus que par la création de parcs coûteux, de constructions gigantesques, abattoirs, canalisation, égouts, etc. C'est avec fierté et enthousiasme que les panégyristes de notre société parlent de ces merveilles du monde moderne qui dépassent de si haut celles de l'antiquité. Et cependant ces triomphes de l'esprit humain ne sont que des palliatifs destinés à atténuer les inconvénients insupportables, que ne connaît pas l'homme encore proche de l'état de nature. Quelques dizaines d'années, souvent quelques années suffisent pour que, par suite d'un nouvel accroissement de la population de la ville, l'utilité de ces merveilles soit devenue illusoire. Alors des travaux encore plus gigantesques, encore plus coûteux deviennent nécessaires, pour que la ville reste habitable.

« On projette déjà d'amener à Paris les eaux du lac de Genève et de construire un canal déversant dans la Manche les immondices de la grande ville. De tels travaux gigantesques seraient absolument inutiles dans une société où n'existerait pas cette opposition entre ville et campagne. C'est là un gaspillage absolument inévitable avec le mode de production moderne. Et en même temps quel gaspillage d'engrais !

« Ce besoin toujours croissant de constructions nouvelles est naturellement très favorable au

développement de l'industrie du bâtiment. L'accroissement des grandes villes le favorise encore d'une autre façon. On déserte de plus en plus la campagne pour aller se fixer en ville... Les fermes se vident, leurs anciens habitants ont besoin de nouvelles demeures en ville. On doit construire de nouvelles maisons, non parce que la population augmente, mais parce qu'elle se déplace, déplacement qui n'est pas provoqué par les attraits d'une région plus saine, plus agréable, plus fertile, ni par le désir de rendre le travail plus productif, mais par le besoin d'être plus près du marché où toute marchandise, même la marchandise travail, a plus de chance de trouver preneur que dans les solitudes situées loin du marché.

« D'autre part, l'accroissement des grandes villes active aussi les constructions à la campagne. Malgré toutes les mesures d'hygiène, les grandes villes deviennent de plus en plus malsaines, et il devient indispensable pour ceux qui y résident, de passer une partie de l'année hors de la ville, dans l'air pur de la campagne, des montagnes ou de la mer. Ce qui autrefois était considéré comme un luxe particulier à la noblesse de cour, posséder une maison à la ville et une à la campagne, devient de plus en plus nécessaire pour toute famille bourgeoise. A côté des fermes qui se vident s'élèvent des villas et des hôtels combles pendant quelques semaines et vides durant tout le reste de l'année.

« L'extension des grandes villes a ainsi pour conséquence le constant accroissement du nombre

des maisons, qui ne sont utilisées qu'incomplètement, de sorte que leur construction est un gaspillage.

« A mesure que la grande ville s'étend d'autres modifications s'y produisent. Toute la vie commerciale se concentre dans un quartier relativement peu étendu. C'est vers ce point qu'afflue toute la population qui vit des affaires, c'est là qu'affluent toutes les marchandises que consomme ou emmagasine la grande ville. C'est de là que hommes et produits repartent vers la périphérie ou les canaux du commerce international.

« Ce mouvement constant d'hommes et de produits croît d'année en année, réclame une extension croissante des moyens de communication dans l'intérieur de la ville, et de temps en temps une réfection des voies, la construction de nouvelles gares, etc. Et tandis que l'espace resté libre pour les maisons se rétrécit, les magasins, les comptoirs, les boutiques sont de plus en plus recherchés dans le centre de la ville. Il faut en conséquence remplacer les anciennes maisons basses par de nouvelles plus hautes. Il en résulte que le centre de la ville est continuellement bouleversé. Et ces démolitions, ces reconstructions ne sont pas nécessitées par l'accroissement de la population, ni par des considérations techniques, ni par le délabrement des édifices, elles ne sont qu'une conséquence du mode de production moderne.

« Ici comme partout la production capitaliste apparaît comme un mode de production révolutionnaire qui ne connaît rien de durable. Aujour-

d'hui elle détruit ce qu'elle a créé hier, elle cherche à tout mettre au rebut quand ce n'est pas encore devenu inutilisable, et d'un cœur léger elle déclare que tout le travail de la veille a été fait en vain, et demain de nouvelles forces seront gaspillées. »

Donner d'autres exemples nous mènerait trop loin. Nous nous contenterons d'indiquer un autre genre de gaspillage.

L'évolution capitaliste produit une augmentation constante de l'armée de réserve de l'industrie, ainsi que Marx l'a exposé. Bernstein ne donne pas son avis sur ce point, mais il n'y contredira pas. Une partie de cette armée de réserve apparaît comme ouvriers sans-travail; une autre, sous la forme de toutes sortes d'existences parasites dont la plus commune est celle du petit commerçant. Nous n'avons pas de données statistiques comparables entre elles sur le nombre des sans-travail à différentes époques. Leur nombre varie avec la situation des affaires. Tous les indices montrent que ce nombre crut dans des proportions menaçantes lors de l'ère de dépression qui commença en 1873. Il en fut de même pendant la crise qui suivit, notamment de 1892 à 1894. Mais même pendant les ères de prospérité le nombre des « sans-travail » ne disparaît jamais complètement. En 1895 on compta les ouvriers sans-travail dans l'Empire allemand. Alors l'essor économique commençait déjà. Le 14 juin on en trouva 299,352 et le 2 décembre 771,005, soit dans le

premier cas 1,9 % et dans le second 4,0 % du nombre total des ouvriers.

Les ouvriers sans travail se répartissaient ainsi d'après la cause de leur chômage :

MALADIE.		AUTRES CAUSES.	
14 Juin.	2 Décembre.	14 Juin.	2 Décembre.
120.348	217.365	179.004	553.640

D'après ce tableau, le nombre des ouvriers que d'autres causes que la maladie faisaient chômer s'élevait à 1,11 % du nombre total des ouvriers en été et à 3,43 en hiver.

Dans certaines professions, les variations du chômage étaient énormes. Le tableau suivant en témoigne :

	OUVRIERS sans travail, non compris les malades		SUR 100 OUVRIERS, il y en avait sans travail :		POUR 100 OUVRIERS sans travail en juin, il y en a eu en décembre
	14 juin	2 décembre	14 juin	2 décembre	
Agriculture. .	18.442	158.340	0,33	2,82	858,06
Carriers et terrassiers. . .	3.058	20.615	0,65	4,40	674,01
Bâtiment. . . .	19.408	145.121	1,68	12,60	747,74

Le nombre des ouvriers sans travail est particulièrement considérable dans certaines grandes villes. Dans le tableau ci-dessous, les malades ne sont pas compris. Sur 100 ouvriers il y en avait sans travail :

14 Juin 1895		2 Décembre 1895	
Hambourg. . . .	6,24	Altona.	9,51
Altona.	5,79	Dantzig	9,09
Berlin.	4,70	Kœnigsberg . . .	7,57
Leipzig	4,05	Stettin.	7,19
		Hambourg. . . .	6,94
		Berlin.	6,36
		Magdebourg. . .	6,11

Ces chiffres en disent assez. Mais ils seraient tout autres, si au lieu de nous fournir des indications pour deux jours, on avait compté tous les ouvriers qui dans le cours d'une année ont dû chômer et si on avait compté comme étant sans travail quiconque était inoccupé dans sa profession principale.

En Angleterre, parmi les ouvriers organisés, qui ont un travail plus constant que la masse des ouvriers non organisés, le nombre des ouvriers sans travail s'élevait en 1893 à 7,5 0/0, en 1894 à 6,9 0/0 et en 1895 à.5,8 0/0 du nombre des ouvriers syndiqués,

Le meilleur dénombrement des gens sans travail qui existe est celui qu'on a fait aux Etats-Unis lors du dernier recensement. Il ne repose pas sur une seule journée, mais il comprend toutes les personnes qui dans le cours d'une année (du 1er juin 1889 au 31 mai 1890) ont eu une journée de chômage.

On comptait 3.013.117 hommes et 510.613 femmes sans travail, soit 13 0/0 des femmes et 16 0/0 des hommes exerçant une profession, car cette fois on ne comptait pas seulement les *ouvriers*. Et

c'était dans une ère de prospérité économique!

Les gens sans travail se répartissaient entre les différentes branches d'industrie comme suit :

	PERSONNES DE SEXE MASCULIN âgées de plus de 10 ans			PERSONNES DE SEXE FÉMININ âgées de plus de 10 ans		
	NOMBRE TOTAL	Sans travail — Valeur absolue	Sans travail — %	NOMBRE TOTAL	Sans travail — Valeur absolue	Sans travail — %
Agriculture, pêche, mines	8 333 813	1 120 827	13,45	679 523	108 973	16,04
Professions libérales (professional service)	632 646	54 654	8,64	311 657	87 920	28,21
Services personnels	2 692 879	689 307	25,60	1 667 698	130 774	7,84
Commerce et trafic	3 097 701	247 757	8,00	228 421	15 114	6,62
Industrie	4 064 051	900 572	22,16	1 027 242	167 832	16,34
TOTAUX	18 821 090	3 013 117	16,01	3 914 541	510 613	13,00

La plupart des gens sans travail appartiennent donc à l'industrie et aux services personnels — presque *un quart* des personnes employées dans ces professions!

Le tableau suivant indique la durée du chômage des personnes dénombrées :

PERSONNES SANS TRAVAIL	1 à 3 mois — Nombre absolu	1 à 3 mois — %	4 à 6 mois — Nombre absolu	4 à 6 mois — %	7 à 12 mois — Nombre absolu	7 à 12 mois — %
Sexe masculin	1 553 750	51,57	1 179 426	39,14	279 932	9,29
Sexe féminin	265 106	51,92	188 992	37,01	56 515	11,07

Ainsi près de la moitié furent plus de 4 mois

sans travail dans le courant de cette année! D'après les tableaux de ce recensement, il y a eu en moyenne chaque mois plus d'*un million* de gens sans travail, soit environ 5 0/0 des gens ayant une profession. Que deviendraient ces chiffres pendant une crise? Aucun dénombrement n'a été fait à ce sujet.

Mais les gens sans travail ne sont qu'une partie de cet excédent relatif de population que créent les progrès du capitalisme. Celui que sa profession laisse sans travail, qui n'appartient pas à une organisation lui venant en aide et qui n'a pas l'espoir de reprendre bientôt sa place, cherche du moins provisoirement un asile ailleurs. Il se tournera spécialement vers le petit commerce, vers les métiers de colporteurs, de marchands ambulants, etc., qui ne sont souvent pas autre chose que des formes d'existence peu supérieures à la mendicité.

De 1882 à 1895, dans l'Empire allemand, le nombre des personnes employées dans l'agriculture est resté à peu le même, pour l'industrie il s'est élevé de 29, 5 0/0, pour le commerce et le trafic de 49 0/0.

Ajoutons comme illustration de nos observations précitées sur l'industrie de bâtiments, que le nombre de personnes employées aux bâtiments s'est accru de 42,9 0/0, tandis que la population totale de l'Empire n'augmentait que de 14,5 0/0.

Ces exemples montrent déjà une série de phénomènes qui peuvent, même sans que le nombre des possédants s'élève, compenser les effets d'une

productivité croissante. D'une part, accroissement constant du gaspillage des forces de travail, accroissement du nombre des éléments improductifs de la société. D'autre part, accroissement du gaspillage des produits du travail.

Mais nous n'avons pas encore indiqué le canal le plus important par lequel s'écoule l'excédent toujours croissant des produits. C'est l'*accumulation des capitaux.*

Bernstein parle comme si nous vivions encore au temps où les exploiteurs ne savaient disposer autrement des dîmes en nature prélevées sur leurs sujets, qu'en les consommant avec leurs compagnons et leurs serviteurs.

« Les *magnats du capital* auraient beau avoir des ventres dix fois plus replets que ceux que leur attribue l'esprit populaire, et une domesticité plus considérable que celle qu'ils ont en réalité, en présence de l'ensemble de la production nationale annuelle, leur consommation ne pèserait guère lourd dans la balance. » — (Trad. Cohen).

Donc, d'après Bernstein, les gros capitalistes n'emploient leurs revenus annuels qu'à s'engraisser, eux et leurs domestiques ! Il n'est donc pas étonnant qu'il se demande où passe le surplus.

S'il se souvenait du « Capital » de Marx à d'autres fins que d'y découvrir des contradictions et de défigurer des faits, il saurait que le chapitre vingt-deux, qui traite de la transformation de la plus-value en capital, est un des plus importants

et des plus beaux du livre. Le revenu annuel des capitalistes se divise en deux parts : le fonds de consommation individuelle et le fonds d'accumulation. Plus l'un est fort, plus l'autre est faible. La tâche sociale du capitaliste consiste surtout à accumuler le capital. Au début de la production capitaliste, lorsque la productivité du travail et le taux de la plus-value, et par conséquent aussi le revenu du capitaliste moyen, sont faibles, la prodigalité du capitaliste mettrait en question l'accumulation du capital. Alors la prodigalité passe pour un vice nobiliaire, auquel on oppose comme une vertu bourgeoise l'économie, voire l'avarice. Mais plus s'élève la productivité du travail, plus l'accumulation des capitaux peut s'accélérer et en même temps plus le luxe des capitalistes peut se développer.

Le gros capitaliste peut alors satisfaire plus librement ses penchants grossiers ou délicats, et en même temps transformer en nouveaux moyens de production une plus grande partie de la plus-value qu'il encaisse.

Lorsque Bernstein demande : Que devient le surplus de la production ? qu'il regarde les nouvelles machines, qu'on installe à côté des anciennes, les nouvelles usines, les établissements métallurgiques, les mines, les voies ferrées, qu'on exploite à côté des autres, qu'il voie comment dans les pays qui, il y a quelques dizaines d'années ou même quelques années, étaient encore des déserts ou la patrie de barbares primitifs, se développent une agriculture capitaliste, un système de moyens de

communication capitaliste, une industrie capitaliste : toute cette quantité énorme de nouveaux moyens de production est le produit du surcroît du travail que les prolétaires fournissent au capital. Ils sont dus aux profits capitalistes comme ses truffes, ses huîtres, les diamants de sa femme et ceux de ses maîtresses.

La classe capitaliste déploie un luxe tel qu'on n'en vit jamais depuis les jours de l'Empire romain. En même temps, elle étend la productivité du travail et le domaine de la production capitaliste avec une rapidité qui laisse loin derrière elle tout ce qu'on a vu dans l'histoire. Et en présence de cette évolution si frappante, si prodigieuse, Bernstein demande ce que devient la plus-value ! Et il pense que la plus-value qui ne trouve pas place dans les vastes estomacs des gros capitalistes va remplir les estomacs d'autres possédants ; et comme tout estomac, même celui du plus riche des millionnaires, n'a qu'une capacité limitée, pour Bernstein accroissement de la plus-value signifie forcément accroissement du nombre des estomacs qui doivent l'engloutir, transformation des possesseurs de ces estomacs en possédants.

Voilà comment Bernstein donne au « Capital » de Marx un caractère plus scientifique : il dissout ses contradictions et ses sophismes dans le suc gastrique des possédants.

Nous voyons que l'augmentation de la plus-value n'a point pour conséquence nécessaire l'augmentation du nombre des possédants. Pas

plus que les chiffres de la statistique de l'impôt sur le revenu et le système des sociétés anonymes, l'accroissement du nombre des ouvriers, de la productivité de leur travail et de l'exploitation — et c'est de tout cela que résulte l'accroissement de la plus-value — ne prouve que la répartition des fortunes se fait dans une autre direction que l'accumulation des capitaux.

Cette question est réglée, mais pour éviter tout malentendu, ajoutons quelques mots.

Nous avons vu que Bernstein ne nous permet pas de deviner ce qu'il entend par augmentation du nombre des possédants, s'il veut dire augmentation du nombre des capitalistes, amélioration des conditions de l'existence pour la population en général ou formation d'une classe moyenne à la place de l'ancienne qui disparaît. Ce sont là trois phénomènes très différents que l'on doit séparer avec le plus grand soin.

Nous avons vu ce qu'il en est de l'augmentation du nombre des capitalistes. Jusqu'ici nous constatons une augmentation rapide du nombre des gros capitalistes et par contre une diminution relative du nombre des petits entrepreneurs, et nous ne constatons point que le système des sociétés anonymes fasse augmenter le nombre des petites fortunes.

L'aggravation de la misère pour la masse du peuple est une autre question. Il est clair que le bien-être général du prolétariat peut s'améliorer, en même temps que diminue le nombre des petits capitalistes.

Benstein regarde cette question comme réglée, et croit superflu de s'en occuper davantage :

« La *théorie de la misère grandissante* est, de nos jours, universellement abandonnée — sinon avec toutes ses conséquences, du moins au point qu'on n'en parle que métaphoriquement. » (p. 253).

Mais la chose n'est pas si simple et si commode, et comme cette « théorie » dans les temps derniers a été attaquée par d'autres que Bernstein, il nous semble opportun de lui consacrer ici quelques pages.

f). **La théorie de la misère grandissante.** (Die Verelendungstheorie)

L'expression de « théorie de la misère grandissante » ne vient pas plus de Marx ou d'Engels que l'expression de « théorie de l'effondrement » et de « théorie des catastrophes ». Elle a été créée par des écrivains qui ont critiqué ses vues.

Il est vrai que Marx a prétendu dans son chapitre sur la tendance historique du capital à s'accumuler qu'il y a un accroissement « de la misère, de l'oppression, de l'esclavage, de la dégradation, de l'exploitation. » Mais il constate aussi qu'augmente « la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. »

Bernstein conteste qu'on puisse de là conclure

que Marx parle ici de la maturité et de la force croissante du prolétariat :

« Peut-on traduire le passage de la phrase de Marx, où il est question d'accroissement du nombre, de l'union et de la discipline du prolétariat, par maturité et force croissantes du prolétariat? Comment alors concilier ces deux derniers faits avec la dégénérescence et l'asservissement croissants du prolétariat? Loin de moi la pensée de chicaner sur les mots, mais je ne puis qu'affirmer que, pour moi, entre l'accroissement du nombre, de l'union, de la discipline, — ici il s'agit surtout bien entendu d'éducation politique — et l'accroissement de maturité et de force, il y a encore une grande différence, une différence correspondante à celle qu'il y a entre un triomphe passager et une suprématie définitivement établie. » (« Vorwärts, » 21 avril).

Il serait certes fâcheux que nous ayons à « chicaner sur les mots » pour pouvoir tirer au clair le sens du passage cité. Mais quand il donnerait lieu par lui-même à un grand nombre d'interprétations, il faut remarquer qu'il se trouve à la fin d'un ouvrage de 800 pages, ouvrage qui lui-même résume une œuvre politique et scientifique de vingt années. Si l'on veut comprendre la phrase lapidaire du résumé, il s'agit non de chicaner sur les mots, mais d'étudier l'œuvre de Marx, le contenu de ses écrits. Mais nous devons avant tout considérer les faits mêmes que la réalité nous offre.

Si nous procédons ainsi, nous trouvons trois interprétations possibles de la « théorie de la misère grandissante », trois interprétations qui ne s'excluent pas, mais qui au contraire se complètent et sont entre elles en relation étroite.

En premier lieu on peut considérer la phrase comme exprimant deux *tendances* contraires : l'une abaissant le prolétariat, l'autre l'élevant. L'antagonisme de ces deux tendances n'est pas autre chose que l'antagonisme du capitaliste et du salarié. Les capitalistes cherchent sans cesse — et ils y sont poussés par la concurrence — à opprimer de plus en plus leurs ouvriers, à réduire leur temps de travail, à diminuer leurs salaires, leur indépendance, etc. Mais tôt ou tard, la classe ouvrière unie et organisée par le mode même de production capitaliste tente d'échapper à l'oppression et à l'asservissement.

C'est là un fait connu de tous. Mais alors les économistes libéraux viennent nous dire : oui, c'est juste, mais la tendance à l'appauvrissement du prolétariat n'est qu'un phénomène particulier au début du régime capitaliste et qui ne se présentera plus par la suite.

C'est inexact. Ce qui disparaîtra, ce sont maints résultats de cette tendance à l'aggravation de la misère du prolétariat, mais non cette tendance même. Elle est liée étroitement au système d'exploitation capitaliste et ne peut disparaître qu'avec ce système même.

La tendance des patrons à abaisser le prolétariat ou tout au moins à s'opposer de toutes leurs forces aux tentatives qu'il fait pour s'élever, est une conséquence naturelle du mode de production capitaliste, de la concurrence, de la chasse aux bénéfices, qui pousse à épargner constamment sur tous les frais de production, par conséquent aussi

aux dépens des travailleurs. Parfois des fabricants — quelques merles blancs bien rares — vont jusqu'à reconnaître que les salaires élevés et la réduction du temps de travail rendent le travail plus productif; mais ce n'est pas ce qui détruit leur tendance à aggraver la misère du prolétariat. Ce sont précisément en général ces intelligents fabricants qui cherchent à réduire le nombre de leurs ouvriers en employant des méthodes et des machines permettant de gagner du temps, et permettant de remplacer les travailleurs habiles bien payés par des travailleurs inhabiles mal payés. Et partout nous voyons se constituer des syndicats patronaux pour achever de réduire à l'état d'esclaves sans volonté les ouvriers déjà asservis et dégradés.

Là où les ouvriers réussissent à faire quelque peu l'éducation des patrons, comme c'est le cas en Angleterre, la lutte entre les tendances capitalistes à l'aggravation de la misère et les tendances du prolétariat à s'élever prend des formes moins rudes, mais la lutte subsiste et prend des dimensions toujours plus colossales, puisque la masse, l'homogénéité, la combativité des éléments en présence croît constamment des deux côtés.

Donc, dans le sens d'une tendance, inéluctable dans la société capitaliste et de plus en plus marquée, Marx a parfaitement raison de parler des progrès de la misère, de l'asservissement et d'autre part de l'accroissement du mécontentement.

Mais une autre interprétation peut encore être admise. Le mot *misère* peut signifier *misère phy-*

sique; il peut aussi signifier *misère sociale.* Dans le premier sens, la misère se mesure aux besoins *physiologiques* de l'homme, besoins qui, il est vrai, ne sont pas toujours et partout les mêmes, mais qui ne sont cependant pas aussi divers que les *besoins sociaux* dont la non-satisfaction produit la misère sociale. Si on donne au mot le sens physiologique, l'affirmation de Marx ne serait certainement pas soutenable. Précisément dans les pays capitalistes les plus avancés, il n'est plus possible de constater une progression générale de la misère physique; tout montre au contraire que la misère physique y diminue. La classe ouvrière vit mieux aujourd'hui qu'il y a cinquante ans. Ce serait une erreur de mesurer ce progrès à l'augmentation des salaires, car il ne faut pas oublier que la vie depuis cette époque est devenue beaucoup plus chère. Si dans les dernières années le prix des céréales et, parfois, de la viande, a baissé, le mouvement opposé s'est fait sentir sur beaucoup d'autres points, en particulier sur les loyers et les impôts.

On signale la diminution du nombre des pauvres, ce qu'on peut observer par exemple en Angleterre, et on oublie que les syndicats et les caisses de secours mutuels doivent soutenir avec les contributions des ouvriers beaucoup de gens sans travail, d'invalides, de malades. Ces frais qui autrefois étaient à la charge de l'assistance publique et qui par conséquent se seraient traduits par un impôt pesant surtout sur les gens aisés, ces frais sont à retrancher des salaires quand on

compare ce qu'ils sont aujourd'hui à ce qu'ils étaient autrefois.

Le progrès n'est pas à beaucoup près si grand qu'on le croirait à l'examen des salaires, et même quand on réduit la valeur des salaires en argent à leur valeur en blé, les résultats sont beaucoup trop favorables, parce qu'on ne tient pas compte dans ce calcul des vivres dont le prix a augmenté.

Nulle part les conditions n'ont été aussi favorables qu'en Angleterre au développement de la classe ouvrière. Sidney Webb, si modéré, si peu porté aux exagérations. a suivi les changements survenus depuis 1837 dans la situation du prolétariat anglais et il a constaté ce qui suit :

« On peut montrer que, si depuis 1837 une fraction importante du prolétariat a fait de grands progrès, d'autres fractions n'ont pris qu'une part infime, si même elles y ont pris part, au progrès général de la richesse et de la civilisation. Si nous considérons les différentes conditions de vie et de travail et que nous fixions un niveau, au-dessous duquel l'ouvrier ne peut vivre convenablement, nous trouverons que, en ce qui concerne les salaires, la durée du travail, le logement et la culture générale. la *proportion* de ceux qui sont au-dessous de ce niveau est moindre qu'en 1837. Mais nous constaterons aussi que *le niveau le plus bas atteint aujourd'hui n'est pas plus élevé qu'en 1837*, et que le nombre de ceux qui sont au-dessous du niveau que nous avons déterminé *dépasse* en *valeur absolue* le nombre constaté pour 1837. La *misère est aussi profonde aujourd'hui qu'elle l'a jamais été. Elle est aussi étendue sinon encore plus.* » (Labour in the longest reign. P. 18.)

Dix ans plus tôt déjà, Friedrich Engels était arrivé à peu près au même résultat. Dans la « Neue

Zeit » il écrivait en 1885 sur la classe ouvrière anglaise :

« Une progression durable (elle date de 1848) ne peut être constatée que dans deux fractions privilégiées de la classe ouvrière. La première comprend les ouvriers des fabriques. La détermination par la loi d'une journée de travail raisonnable, du moins relativement, a permis une amélioration de leur constitution physique et leur a donné une supériorité morale qu'a encore accrue leur concentration locale. Leur situation est indubitablement supérieure à ce qu'elle était avant 1848.

Le second groupe est formé par les grandes Trade Unions. Ce sont les organisations des industries où l'on ne peut guère utiliser que le travail d'*hommes adultes*. La concurrence des femmes, des enfants, de la machine, n'a pu encore briser leurs forces organisées.

Les machinistes, les charpentiers et les menuisiers, les ouvriers du bâtiment, ont des syndicats puissants, si puissants, qu'ils ont la force, comme les derniers par exemple, de s'opposer victorieusement à l'introduction des machines. Leur situation s'est certes considérablement améliorée depuis 1848. La meilleure preuve en est que depuis plus de 15 ans non seulement leurs chefs en sont satisfaits, mais encore qu'ils sont satisfaits de leurs chefs. Ils forment une aristocratie dans la classe ouvrière; ils ont réussi à se créer une situation assez confortable, et cette situation ils l'acceptent comme définitive. Ce sont les ouvriers modèles de MM. Leone Levi et Giffen et de ce brave homme de Lujo Brentano, et, en effet, ce sont des gens très gentils, très abordables pour tout capitaliste intelligent en particulier et pour toute la classe capitaliste en général. Mais pour la grande masse des ouvriers, leur misère, leur peu de sécurité est pour eux aussi grand sinon plus grand que jamais. « East-End » à Londres est un enfer s'élargissant sans cesse de misère et de désespoir, de famine, pendant le chômage, de dégradation physique et morale, quand on travaille. »

Ces lignes sont le pendant de celles qu'écrivait Webb. Mais si ces deux tableaux sont vrais, si dans l'Eldorado du Trade-Unionisme, des sociétés coopératives, du socialisme municipal, les ouvriers ne sont pas plus avancés, que penser des progrès qu'ils ont faits ailleurs?

S'il faut au prolétariat un temps si long pour s'arracher à la misère physique, il en résulte une aggravation constante de la *misère sociale*, car la productivité du travail croît avec une rapidité inouïe. Ce qui signifie que la classe ouvrière est, dans des proportions de plus en plus fortes, exclue des progrès, qui sont son œuvre, et que les conditions de la vie s'améliorent plus rapidement pour la bourgeoisie que pour le prolétariat, si bien que le fossé se creuse entre les deux classes.

On pourrait penser que dans une théorie *sociale* le concept de misère fût à prendre dans le sens *social*. Bernstein n'est pas de cet avis. Dans cette conception de la misère comme phénomène social, il ne voit pas autre chose que la renonciation à la « théorie de la misère », non une renonciation « franche » — nous autres « apologistes et avocassiers » en sommes tout à fait incapables — mais « du moins au point qu'on n'en parle que métaphoriquement. »

C'est, dit-il, dans l'édition allemande (ce paragraphe est éliminé dans l'édition française, mais il est important pour la question dont nous parlons ici), ce que fait H. Cunow dans son article sur l'effondrement. Lorsque Marx, à la fin du premier volume du « Capital » parle de l'accroissement de la misère, conséquence du mode de production capitaliste, il ajoute qu'on ne doit pas entendre par là une régression ab-

solue des conditions économiques de l'existence de l'ouvrier, mais bien « une régression de sa situation sociale relativement aux progrès de la culture, par conséquent relativement à l'augmentation de la productivité et des nouveaux besoins nés des progrès de la civilisation. »

« Le concept de misère n'est pas absolu. Ce qui paraîtra une situation désirable à un ouvrier d'une certaine catégorie, qu'une grande différence de culture sépare de son patron, peut sembler à un ouvrier d'une autre catégorie peut-être supérieur en intelligence à son patron, un tel état de « misère et d'oppression » qu'il en repousse l'idée avec indignation. » (Neue Zeit, XVII, 1, Pages 402-473.)

« Malheureusement dans la phrase en question Marx ne parle pas seulement de l'aggravation de la misère et de l'oppression, mais aussi de l'aggravation de l'asservissement, de la dégénérescence, de l'exploitation. Devons-nous aussi comprendre ces expressions dans leur sens à la « Pickwick »? Par exemple une dégénérescence de l'ouvrier qui n'en est une que relativement au progrès général? Ce n'est pas mon intention, non plus que celle de Cunow sans doute. Non, Marx s'exprime ici en termes très positifs quand il parle « du nombre sans cesse diminuant des potentats du capital qui usurpent et monopolisent tous les avantages de cette période de l'évolution sociale et de l'augmentation de la misère, de l'oppression, etc. (Capital, Tome I, Chap. 24, 7.)

Il est possible d'édifier la théorie de l'effondrement sur cette opposition, mais il est impossible de l'édifier sur la misère morale du subordonné qui est intellectuellement supérieur à son chef; comme on le constate dans les bureaux et dans toutes les institutions hiérarchiques. (P. 148.)

Voilà ce qui s'appelle être au cœur de la question. Pour Bernstein la misère sociale, le contraste grandissant entre la façon de vivre du bourgeois et celle du prolétaire deviennent subitement la misère morale du subordonné qui est intellectuellement supérieur à son chef, la mi-

sère morale du génie méconnu. Concevoir la misère comme un phénomène social et non physique, c'est pour Bernstein donner au mot un sens à la Pickwick. S'il en est ainsi, ce « Pickwick Club » n'est point à dédaigner.

Je rappelle le passage connu des « Réponses » de Lassalle.

Toute misère et toute douleur humaine dépend seulement du rapport entre les besoins, les habitudes et les moyens d'y satisfaire à un moment donné. Toute misère et toute douleur humaine ainsi que toutes les satisfactions humaines en un mot toute situation humaine, se mesurent donc par la comparaison avec la situation dans laquelle se trouvent *d'autres hommes de la même époque* eu égard aux besoins qu'ils se sont créés par l'habitude. On évaluera donc la situation d'une classe sociale en la comparant à la situation des autres classes à la même époque (Edition Bernstein, II, P. 426).

Dès 1850, Rodbertus s'exprimait d'une façon analogue dans sa première « lettre sociale » à von Kirchmann :

La pauvreté est un concept social, par conséquent relatif. Or je prétends que les besoins légitimes des classes laborieuses, depuis qu'elles ont obtenu une situation sociale plus élevée, se sont accrus, et qu'il serait inexact, aujourd'hui qu'elles ont acquis cette situation, de ne pas parler d'une aggravation de leur situation matérielle, même si les salaires sont restés les mêmes... Si on ajoute que l'accroissement de la richesse nationale leur offre les moyens d'élever leurs revenus, tandis que cet accroissement ne profite qu'aux autres classes, il est clair que la situation des classes laborieuses doit être ébranlée par cet antagonisme entre le désir et la satisfaction du désir, entre l'attrait de la jouissance et le renoncement forcé.

Ce qui prouve que Marx pensait ainsi, c'est

qu'il parle de l'aggravation de la misère dans le « Capital », l'œuvre où il met en relief la régénération de la classe ouvrière anglaise sous l'influence de la nouvelle législation industrielle. Et Engels faisait remarquer en 1891, l'année où fut rédigé le « Programme d'Erfurt », que l'antagonisme croissant entre le capital et le travail provient de ce que la classe capitaliste garde pour elle la plus grande part des produits dont la masse grandit toujours, tandis que la part qui revient à la classe ouvrière (en calculant par tête) ou ne croît que très lentement et très peu ou ne croît pas du tout, et même dans certains cas *peut* diminuer, — nous ne disons pas *doit* diminuer. (Préface de « Salariat et capital » de Marx, P. 9. Voir aussi la préface de la deuxième édition de la « Situation des classes laborieuses en Angleterre ». P. 10).

Avec notre Pickwick Club on n'est donc pas en si mauvaise compagnie. Et ces Pickwicks commençaient déjà à « ne parler que métaphoriquement » de leur « théorie de la misère » lorsqu'ils la produisaient.

L'aggravation de la misère, au sens social, est reconnue d'ailleurs par les bourgeois mêmes ; mais ils ont donné un autre nom à la chose : ils la nomment « *convoitise* ». Peu nous importe le nom. L'important est le fait que la distance augmente toujours entre les besoins du salarié et la possibilité de les satisfaire au moyen de son salaire, et en même temps s'élargit le fossé entre le travail et le capital. C'est dans cette misère croissante

des ouvriers robustes physiquement et intellectuellement, et non dans un désespoir croissant de hordes scrofuleuses à demi abêties que l'auteur du « Capital » voyait la force qui donnera au mouvement socialiste la plus vive impulsion. Son efficacité ne serait pas démentie par la preuve que les conditions de l'existence de l'ouvrier vont s'améliorant.

Il serait certes difficile de prouver au moyen de chiffres que la misère sociale va croissant. Il nous faudrait avoir pour une longue période des données exactes sur la masse des valeurs créées chaque année et leur répartition entre prolétaires et capitalistes, si nous voulions rechercher dans quelle mesure s'est aggravée l'exploitation des prolétaires et jusqu'à quel point leur situation sociale a empiré.

Mais nous avons des indices qui nous permettent de reconnaître la marche de l'évolution.

Dans le « Capital » Marx nous a montré le grand moyen par lequel les patrons augmentent la misère de la classe ouvrière, là même où le travail est payé à sa juste valeur, où le salaire n'est pas abaissé au-dessous des frais indispensables pour la subsistance de la classe ouvrière. Ce moyen, c'est l'effort qu'ils font pour augmenter la plus-value *absolue* et la plus-value *relative*.

La façon la plus simple d'augmenter la première est de *prolonger la journée de travail*. Mais ce procédé trouve bientôt une limite d'application dans l'épuisement de l'ouvrier. Au-delà d'un certain point, on ne peut plus y recourir, il faut

même réduire la journée de travail. Dans le sens de cette réduction agissent toute une série d'autres facteurs, qu'il serait impossible d'énumérer ici. Le résultat est que dans la lutte autour de la journée de travail une tendance à la diminution de sa durée l'a toujours emporté dans les pays capitalistes depuis un quart de siècle. Sous ce rapport on ne peut donc parler d'une aggravation de la misère. Mais la réduction de la durée du travail est en général compensée par l'augmentation de la quantité de travail fournie dans un temps déterminé, par l' « intensification » du travail, et souvent on applique les systèmes les plus raffinés du salaire aux pièces, des primes, de la participation aux bénéfices. Avec tout cela on peut dire que dans les pays de grande production capitaliste l'abaissement de l'ouvrier par l'augmentation de la plus-value absolue a atteint ses limites.

Mais si le capital trouve fermée cette voie de l'accroissement de la plus-value, il ne recourt qu'avec plus d'ardeur aux moyens d'augmenter la plus-value relative : par la division du travail et le perfectionnement des machines il remplace les ouvriers instruits par des ouvriers ignorants, les hommes par les femmes, les adultes par les enfants. Ce dernier moyen est lui-même limité par les lois protectrices de l'ouvrier, mais d'une façon bien imparfaite. La protection des enfants âgés de plus de 14 ans est insuffisante dans les meilleures législations protectrices des ouvriers, et les pires formes de l'exploitation de l'enfance restent impunies.

Les progrès du machinisme et du travail des fem-

mes ne trouvent pas d'obstacles et ne doivent pas en trouver si on ne veut pas paralyser l'évolution économique. Dans aucun cas on ne peut empêcher les capitalistes d'user de ces deux moyens, les plus efficaces, d'abaisser la situation de l'ouvrier, et ils en feront un usage d'autant plus grand qu'il leur est plus difficile de recourir aux autres moyens.

L'extension du travail des femmes et des enfants est déjà un symptôme certain de l'aggravation de la misère de la classe ouvrière, non pas nécessairement de la misère physique, mais une accentuation constante de l'impuissance à satisfaire aux besoins de la famille à l'aide du seul salaire du père. Il n'est point indifférent que ce fait provienne de ce que le salaire diminue ou de ce que les besoins augmentent. Dans le second cas la misère produira le mécontentement beaucoup plus tôt et ce mécontentement produira beaucoup plus tôt des effets durables que dans le premier cas. Mais dans l'un comme dans l'autre cas on pourra parler de l'aggravation de la misère. Là où le salaire du père ne suffit pas pour entretenir la femme et les enfants, il en résultera d'une part que les enfants et les femmes des ouvriers devront aller travailler à l'usine pour gagner de l'argent, et d'autre part que les hommes resteront célibataires et chercheront dans la prostitution ce qu'ils ne veulent pas demander au mariage. Ainsi augmentera le nombre des femmes non mariées qui seront elles aussi forcées de chercher du travail. C'est ainsi que la production capitaliste dissout le mode actuel de la famille sans le remplacer par une

autre forme et crée ainsi une cause des plus importantes d'accroissement de la misère et de dégénérescence.

Le nombre des mariages varie avec les oscillations du mouvement des affaires, mais décroît toujours. Le tableau suivant donne le nombre des mariages pour 1000 habitants.

	Allemagne	Autriche	France	Grande-Bretagne
1872.....	10,3	9,3	9,7	8,5
1873.....	10,0	8,9	8,8	8,6
1874.....	9,5	9,0	8,3	8,3
1880.....	7,5	7,6	7,4	7,3
1881.....	7,5	8,0	7,5	7,5
1882.....	7,1	8,2	7,4	7,6
1890.....	8,0	7,6	7,07	7,6
1891.....	8,0	7,8	7,5	7,7
1895.....	7,9	7,9	7,5	7,4

En même temps la proportion des personnes adultes croît par rapport à la population totale.

D'après le recensement de 1880, les enfants au-dessous de 15 ans formaient en Allemagne 35,4 0/0 de la population, en 1890 35,15 0/0.

Le nombre des mariés, veufs et divorcés passa, dans le même laps de temps, de 18.100.000 à 19.800.000, c'est-à-dire augmenta de 9,3 0/0 ; celui des célibataires au-dessus de 15 ans passait de 11.100.000 à 12.300.000, c'est-à-dire augmentait de 10,2 0/0.

Dans le même espace de temps, le travail des femmes a pris une extension considérable. Dans

l'Empire allemand le nombre des femmes travaillant a passé entre 1882 et 1895 de 5.541.517 à 6.578.350, c'est-à-dire s'est accru de plus *d'un million.*

Dans l'industrie et le commerce on constatait entre 1882 et 1895 l'augmentation suivante :

	Hommes	Femmes	Moyenne
Employés.	115,6 %	254,7 %	118,9 %
Ouvriers	52,8 %	104,9 %	62,6 %

L'augmentation du nombre des ouvrières était donc *deux fois plus rapide* que l'augmentation de nombre des ouvriers.

Le socialiste russe P. de Struve et d'autres m'ont objecté que le travail des femmes diminue en Amérique.

Mais c'est une erreur.

On a compté dans les Etats-Unis :

	1880	1890	Augmentation %
Ouvriers	14.744.942	18 821 090	27,64
Ouvrières.	2.647.157	3.914.571	47,88

En même temps la population féminine a augmenté plus lentement que la population masculine.

L'augmentation était pour les

Ouvriers	27.64 %
Hommes au-dessus de 10 ans	29.98 %
Ouvrières.	47.88 %
Femmes au-dessus de 10 ans.	27.93 %

L'extension du travail des femmes est un signe

certain de l'aggravation de la misère, elle redouble la misère. Car la société capitaliste n'a pas créé de formes plus élevées de ménage pour remplacer le ménage actuel fondé par un couple. Le travail salarié de la femme cause donc son épuisement physique, car ce travail salarié vient s'ajouter au travail du ménage, et il en résulte que le ménage va s'appauvrissant toujours, que l'on fréquente le cabaret, que l'ouvrière que rien n'a préparée à son rôle de ménagère, gaspille tout parce qu'elle ne connaît pas les principes de l'art culinaire et de la couture. A quoi sert à l'ouvrier la hausse des salaires, la baisse du prix des céréales, si sa femme ne sait plus préparer des mets nourrissants et appétissants ? A quoi lui sert la baisse des prix des vêtements, lorsque sa femme ne sait pas raccommoder ceux qui sont usés, de sorte qu'il doit en acheter deux fois plus souvent qu'autrefois ? Voilà comment le travail des femmes a souvent pour conséquence la misère physique comme la misère sociale.

Mais cette cause de dégradation croissante contribue aussi à augmenter le mécontentement, car la femme est entraînée dans les rangs du prolétariat militant aux luttes desquels elle restait plutôt indifférente quand elle n'était que ménagère.

A côté de l'exploitation de la femme par le travail salarié on voit croître aussi l'exploitation de la jeunesse. Il est fâcheux qu'en Allemagne le recensement des travailleurs âgés de moins de 20 ans n'ait pas été fait en 1895 sur les mêmes

bases qu'en 1882, de sorte qu'on ne peut suivre le développement du travail salarié pour certaines catégories de personnes âgées de moins de 20 ans. Nous ne pouvons établir les comparaisons entre les deux recensements que pour l'ensemble des ouvriers n'ayant pas 20 ans.

Alors nous trouvons que leur proportion pour cent était la suivante :

	AGRICULTURE		INDUSTRIE		COMMERCE		ENSEMBLE	
	1882	1895	1882	1895	1882	1895	1882	1895
Ouvriers au-dessous de 20 ans. .	30,51	32,61	28,41	28,80	23,09	25,03	29,20	30,11

L'espace nous manque pour traiter des effets du machinisme et de différents autres facteurs. Nous avons déjà parlé ailleurs du chômage. Nous nous contenterons de citer le passage suivant du « Capital » :

« Dans la quatrième section de l'analyse de la production de la plus-value relative, on voyait déjà que dans la société capitaliste la productivité sociale du travail ne peut s'accroître qu'aux dépens de l'ouvrier; que tous les moyens de développer la production deviennent des moyens de dominer et d'exploiter le producteur; qu'ils mutilent la personnalité de l'ouvrier et en font un simple rouage supplémentaire de la machine, qu'ils diminuent l'ouvrier intellectuellement ; qu'ils rendent les conditions dans lesquelles il travaille de plus en plus anormales ; qu'ils le soumettent pendant le travail aux despotisme hai-

neux le plus mesquin; qu'ils font de sa vie entière une vie de travail continu; qu'ils jettent sa femme et ses enfants sous la roue du Juggernaut-Capital. Mais toutes les méthodes employées pour produire de la plus-value sont en même temps des méthodes d'accumulation, et tout progrès de l'accumulation des capitaux contribue au développement de ces méthodes. Il en résulte que la situation de l'ouvrier, *quel que soit son salaire*, empire dans la mesure même où progresse l'accumulation des capitaux. Enfin la loi qui compense la surpopulation relative, ou réserve de l'armée des industriels, par le progrès de l'accumulation des capitaux ne fait qu'enchaîner l'ouvrier au capital plus solidement que les fers de Vulcain n'enchaînèrent Prométhée à son rocher. L'accumulation de la misère correspond ainsi à l'accumulation des capitaux. A un pôle on constate une accumulation de richesses et à l'autre une accumulation de misère, de travail, de servage, d'ignorance, de brutalité, de dégradation morale, et cela précisément du côté de la classe qui produit le capital même. » (« Capital », I, 2e édition P. 671).

Ici Marx ne parle pas d'une baisse des salaires. Plus d'une tendance, qu'il décrit ici, par exemple le fait que la vie de l'ouvrier tend à devenir un travail continu, s'est affaiblie depuis; mais la plupart des tendances signalées sont aujourd'hui aussi marquées que jamais, et nous sommes par là même en droit de parler d'une aggravation de la misère, de l'asservissement, de la dégradation, de l'exploitation.

Mais l'expression d'aggravation de la misère peut encore être comprise dans un troisième sens.

Jusqu'ici nous ne nous sommes occupés que de la classe des ouvriers salariés, mais Marx dans le paragraphe sur les tendances de l'accumulation des capitaux, parle aussi des autres classes du peuple.

Si la situation des prolétaires est celle d'êtres misérables et asservis, la misère et l'asservissement doivent croître pour l'ensemble du peuple dans la mesure où croît le prolétariat par rapport aux autres classes, et il est indéniable que sur tous les points le nombre des prolétaires augmente.

Mais l'augmentation du nombre des prolétaires n'est elle-même qu'un symptôme et en même temps une nouvelle cause de l'aggravation de la misère dans les autres classes du peuple.

Dans les domaines nouvellement acquis à l'industrie capitaliste, — et nous donnons au mot « domaine » à la fois son sens géographique et son sens économique — cette tendance du capitalisme à accroître la misère se manifeste avec une énergie particulière, et il en résulte non plus seulement de la misère sociale, mais une profonde misère physique, la faim, la privation de ce qui est indispensable à la vie.

C'est un fait connu et aussi généralement reconnu. Mais l'économiste bourgeois s'en console en disant que ce fait n'est que passager, qu'il n'est que la conséquence d'une période de transition,

qui sera suivie d'un relèvement des classes populaires.

C'est juste pour quelques régions et quelques branches d'industrie, mais non pour l'ensemble de la société capitaliste. Certes un bon nombre de fractions du prolétariat se relèveront tôt ou tard de leur misère physique. Mais le mode de production capitaliste est en progrès continu, il s'étend constamment sur de nouvelles branches d'industrie et de nouvelles régions, où il ruine les propriétaires des petites exploitations, en fait des prolétaires, les plonge dans la misère, et ce mouvement ne prendra fin qu'avec la production capitaliste même, car elle ne peut exister qu'en étendant sans cesse son domaine.

Bernstein montre avec satisfaction combien les petites exploitations sont encore nombreuses partout. Nous avons vu que cette constatation prouve peu contre la concentration des capitaux. Mais du moins elle est une nouvelle preuve en faveur de la « théorie de l'aggravation de la misère. » Les petits artisans, les petits commerçants, les petits paysans s'appauvrissent de plus en plus. Si les conditions de la vie pour les bourgeois s'améliorent plus rapidement que pour les ouvriers salariés, elles s'améliorent plus rapidement pour ceux-ci, du moins en certains cas, que pour les propriétaires des petites exploitations. Les couches inférieures de petits bourgeois, en apparence indépendants, cessent de plus en plus de former l'anneau qui réunit la bourgeoisie au prolétariat : ils deviennent un lien entre les ouvriers salariés et

les « gueux ». Ce sont leurs rangs et non ceux des ouvriers salariés que grossit sans cesse la surpopulation.

C'est ainsi que la petite exploitation se renouvelle sans cesse, trouve sans cesse de nouvelles recrues, quelles que soient les trouées que la banqueroute fasse au milieu d'elle. La petite exploitation ne disparaît pas, mais elle s'avilit et se perd.

Mais la misère croît encore d'une façon plus frappante dans les pays nouvellement ouverts au régime capitaliste. Peut-être pensera-t-on que les ouvriers allemands, anglais, français, américains, n'ont pas à s'intéresser à ce qui se passe à l'étranger. Ce sont des hommes modèles au point de vue de l'économie politique nationale, doués par conséquent d'un égoïsme à courte vue. Que leur importe, pensera-t-on, si l'on souffre de plus en plus de la faim et de la misère en Italie, dans les provinces slaves et hongroises de l'Autriche, dans les Etats balkaniques, en Russie, en Chine, dans l'Indoustan? Pourvu que leur propre situation s'améliore, ils peuvent se déclarer satisfaits du régime capitaliste.

Ces fameux « hommes pratiques » et « moralistes » oublient qu'il n'est guère de pays qui n'offrent des régions laissées encore intactes par la grande industrie capitaliste, et ces régions sont de nouveaux domaines pour l'extension de la misère. Il n'est point certain que l'Irlande ait cessé de jouer ce rôle à l'égard de l'Angleterre. La diminution constante de sa population ne le prouve

pas. L'Allemagne a encore sa Silésie. L'Union américaine a encore ses Etats du Sud.

Mais d'autre part, la solidarité internationale du prolétariat n'est pas un vain mot. Plus profonde est la misère dans un pays, plus les conditions de la vie sont heureuses pour le prolétariat dans un autre, plus les moyens de communication sont développés, et plus devient considérable l'exode des masses appauvries vers ce dernier pays. Les Italiens, les Polonais, les Slovaques, les coolies deviennent ils plus misérables, ils exportent leur misère dans des pays plus heureux où la résistance est plus forte aux tendances dégradantes du capitalisme. Leur arrivée diminue ce bonheur relatif et paralyse cette résistance.

La question de l'aggravation de la misère n'est pas, on le voit, une question simple, mais complexe. La misère prend les formes les plus diverses, mais toutes aboutissent au même résultat : les antagonismes sociaux s'accentuent, la lutte prolétarienne contre l'oppression capitaliste devient plus âpre.

Nous avons vu comment la production capitaliste, là où elle s'empare d'une nouvelle branche d'industrie ou d'un nouveau pays, y développe beaucoup de misère physique. Dans les branches d'industrie et les régions où elle est très développée, le prolétariat devenant plus fort peut lutter contre la misère physique. Mais la misère sociale continue de s'aggraver parce que le machinisme et la division du travail, qui rendent la besogne monotone et désagréable font toujours des progrès,

parce que le travail des femmes et des enfants, qui remplacent les ouvriers plus instruits, se généralise, parce que l'existence est moins assurée, parce que les conditions de la vie s'améliorent moins rapidement pour le prolétaire que pour le bourgeois.

Il est possible que des fractions de la classe ouvrière spécialement favorisées par la chance, parviennent à échapper à cette misère et s'élèvent à des conditions de vie qui peuvent soutenir la comparaison avec les conditions de la vie bourgeoise. Mais pour elles aussi subsistera la tendance à l'aggravation de la misère, qui domine tout le régime capitaliste; ces ouvriers sont sans cesse exposés au danger de perdre leur situation privilégiée et de retomber dans la misère, lot commun de la classe ouvrière, à la suite d'une crise, d'une invention, d'une coalition de fabricants, de la concurrence d'autres couches plus profondes du prolétariat.

Donc partout la misère sous le régime capitaliste, une misère d'autant plus profonde qu'il y a un plus grand nombre de prolétaires et que la petite exploitation est plus asservie par le capital. Mais aussi une lutte toujours plus acharnée contre la misère, un mécontentement sans cesse croissant de la classe ouvrière contre la domination capitaliste.

Voilà ma façon de concevoir cette théorie marxiste que les critiques du marxisme ont nommé la « théorie de la misère grandissante ». Bernstein déclare qu'elle a fait son temps, mais

il n'a pas montré par quoi elle est contredite; même il n'a pas montré ce qu'elle signifie.

Les tendances des différentes formes de la misère que nous avons indiquées sont examinées sous leurs principaux aspects dans le « Capital » de Marx. Il ne nous resterait donc plus qu'à voir si les tendances décrites ici ont été bien formulées dans le passage en question du « Capital ». Je m'épargnerai cette dispute de mots. Il me semble que la rédaction de ce passage, pour quiconque connaît le « Capital » est parfaitement claire, sans équivoque, inattaquable. Je ne l'ai jamais compris autrement que dans le sens qui a été expliqué ici. Mais cette question est d'importance tout à fait secondaire. Les considérations du « Capital » sur la situation du prolétariat ne sont pas réfutées parce que Bernstein donne aux mots « misère » et « dégradation » le sens qui répond le moins à la réalité.

Si, abandonnant la théorie de l'aggravation de la misère, nous revenons à la question : Que devient l'accroissement de richesse de la société capitaliste? nous pouvons répondre : cette théorie n'implique point qu'une partie de cet accroissement de richesse ne revienne aux classes laborieuses. Certes la production capitaliste a toujours une tendance à abaisser le prolétariat, comme toute la masse du peuple, et elle crée ainsi sans cesse une nouvelle misère, mais elle crée aussi des forces qui tendent à limiter cette misère. Ce n'est pas la misère physique, mais la misère sociale qui croît constamment, c'est-à-dire l'opposition entre les

besoins résultant du niveau de la civilisation et les moyens dont dispose l'ouvrier pour y satisfaire; en un mot, la *quantité* des produits qui revient à chaque ouvrier peut croître, la *part* qui lui revient des produits qu'il a créés diminue.

g.) La nouvelle classe moyenne

Avant de quitter le sujet de l'augmentation du nombre des posssédants, nous voulons encore le considérer à un autre point de vue, dans l'hypothèse, cette fois, que Bernstein ait entendu non l'augmentation du nombre des propriétaires des moyens de production, mais celle des couches de la population qui, d'après leur revenu, forment la classe moyenne. Ce point de vue expliquerait pourquoi il attache autant de prix aux statistiques de l'impôt sur le revenu, qui ne disent rien de la répartition de la propriété. D'ailleurs un certain nombre de ses considérations indiquent que telle était sa pensée, bien que, en d'autres passages, il soit indiscutablement question de l'augmentation du nombre des capitalistes.

Nous serions absolument de l'avis de Bernstein s'il avait voulu dire que la classe moyenne ne meurt pas, mais qu'une nouvelle prend la place de l'ancienne, que les « Intellectuels » y prennent les rangs laissés vides par suite de la disparition des artisans travaillant à leur compte et des petits commerçants. Qu'il me soit ici permis de remar-

quer que dès 1895, dans une série d'articles de la « Neue Zeit » sur « les Intellectuels et le parti socialiste », je signalais la naissance de cette classe moyenne et je déclarais qu'un des problèmes les plus importants de notre parti était de rechercher les moyens de gagner à nous cette couche de la population. « Il se forme une nouvelle classe moyenne très nombreuse, augmentant sans interruption et dont l'accroissement peut, dans certaines circonstances, compenser les pertes que la décadence de la petite industrie et du petit commerce font subir à la classe moyenne. » (Neue Zeit, XIII, 2, page 16).

La principale cause de l'accroissement de cette couche de la population vient de ce que les membres des classes exploitantes remettent de plus en plus leurs fonctions à des travailleurs intelligents salariés, qui vendent leurs services un à un comme les médecins, les avocats, les artistes, ou qui reçoivent en échange un traitement fixe comme les fonctionnaires de tous ordres.

Au Moyen-Age, c'était le clergé qui fournissait les savants, les médecins, les artistes et une partie des employés des administrations ; la noblesse se chargeait aussi de l'administration publique, de la justice, de la police et surtout du service militaire.

L'Etat moderne et la science moderne ont dépouillé ces deux classes de leurs fonctions, mais ces classes subsistèrent en perdant avec leur signification sociale une grande part de leur indépendance.

Les fonctions dont elles furent dépouillées pri-

rent depuis de plus en plus d'importance et le nombre des travailleurs qui les exercent croît d'année en année avec les charges que l'évolution sociale impose à l'Etat, aux communes, à la science.

Or la classe capitaliste a déjà elle aussi commencé à se décharger de ses fonctions dans le commerce et l'industrie et à les confier à des travailleurs salariés, commerçants, ingénieurs et autres. Tout d'abord ils ne furent que des auxiliaires du capitaliste qui les chargeait de la partie de ses fonctions concernant la surveillance, l'organisation du travail, l'achat des moyens de production, la vente des produits, dont il ne peut se charger lui-même faute de l'éducation professionnelle spéciale de plus en plus nécessaire. Enfin le capitaliste devient absolument superflu par le système des sociétés anonymes, qui remet même à un salarié la haute direction de l'entreprise. Il ne faut point douter que le système des sociétés anonymes contribue à augmenter le nombre des employés bien payés et par lui-même favorise la formation de la nouvelle classe moyenne. Lorsque Bernstein fait de ceux qui ont un revenu moyen des possédants, il peut certainement affirmer que les sociétés anonymes contribuent à augmenter leur nombre, mais non en divisant le capital.

Les intellectuels forment cette couche de la population qui croît le plus rapidement. D'après les recensements allemands le nombre des ouvriers dans l'industrie et le commerce augmenta de 62,6 0/0 de 1882 à 1895, et celui des employés de

118,9 0/0. Cependant cet accroissement rapide ne fut pas encore suffisant pour arrêter le mouvement de recul relatif du nombre des patrons qui ne s'éleva en valeur absolue que de 1,3 0/0. Le personnel des exploitations se répartissait comme suit :

	1882	1895
Patrons	39.6 %	28.7 %
Employés	2.8	4.4
Ouvriers	57.6	66.9

Si donc nous voulions compter les employés avec les patrons au nombre des « possédants », la proportion de ceux-ci serait tombée entre 1882 et 1895 de 42, 4 à 33, 1 0/0. Même cette façon de calculer ne nous donnerait pas le résultat que proclame Bernstein.

Le résultat reste le même si, comme la statistique des professions le permet, nous faisons entrer l'agriculture dans notre compte. Dans l'Empire allemand sur 100 habitants ayant une profession on comptait :

		Patrons	Employés	Ouvriers
Agriculture.	1882.	27,78 %	0,81 %	71,41 %
	1895.	30,98	1,16	67,86
Industrie...	1882.	34,41	1,55	64,04
	1895.	24,90	3,18	71,92
Commerce..	1882.	44,67	9,02	46,31
	1895.	36,07	11,20	52,73
Totaux...	1882	32,03	1,90	66,07
	1895.	28,94	3,29	66,77

Plus lente que l'augmentation du nombre des employés, mais toujours plus rapide que l'accroissement même de la population (14,5 0/0) était l'accroissement du nombre des fonctionnaires au service de l'Etat, des communes, de l'Eglise, et des gens exerçant des professions libérales. Leur nombre passait de 579.322 à 794.983, soit une augmentation de 37,2 0/0.

Ces éléments croissent donc rapidement. Mais nous commettrions une forte erreur si nous voulions les classer parmi les possédants. La nouvelle classe moyenne s'édifie sur de tout autres fondements que l'ancienne qui formait le plus ferme boulevard de la propriété individuelle des moyens de production, parce que c'était la base même de son existence.

La nouvelle classe moyenne a des fondements tout différents. Pour elle la propriété individuelle des moyens de production n'a qu'une infime importance. Là où la nouvelle classe moyenne est représentée par des gens travaillant à leur compte, peintres, médecins, écrivains, les moyens de production n'ont qu'une valeur minime. Ailleurs, là où les moyens de production fonctionnent comme capital les intellectuels en règle ne sont pas des propriétaires des moyens de production mais des salariés.

D'autre part, il serait tout aussi inexact de considérer la nouvelle classe moyenne comme une fraction du prolétariat.

Elle est sortie de la bourgeoisie, elle est liée à cette dernière par toutes sortes d'affinités et de

liens sociaux, elle a le même genre de vie. Et toute une série de professions exercées par des intellectuels sont encore liées à la bourgeoisie d'un lien plus intime, ce sont celles qui rendent le capitaliste superflu en le dépouillant des fonctions de directeurs et d'employés subalternes de ses exploitations. Mais en même temps qu'ils revêtent les fonctions des capitalistes, ils adoptent aussi leurs idées, leur antagonisme contre le prolétariat. Dans une autre série de professions exercées par des intellectuels, l'exercice de ces professions dépend de certaines convictions politiques et religieuses. C'est le cas chez les journalistes politiques, chez certains magistrats, par exemple les procureurs du gouvernement, chez les policiers, les membres du clergé, etc. L'Etat, l'Eglise, les éditeurs des journaux capitalistes ne donnent ces fonctions qu'à des gens ou qui ont les convictions de ceux qui les emploient ou qui sont prêts à défendre pour de l'argent une conviction qui n'est pas la leur. De là naît encore chez de nombreux intellectuels un antagonisme contre le prolétariat.

Mais l'obstacle le plus sérieux qui sépare les intellectuels du prolétariat, est que les premiers forment une classe privilégiée : leur privilège est celui de l'*éducation*.

Sans doute ils ont tout intérêt à ce que la culture de la masse de peuple soit suffisante pour qu'il saisisse l'importance de la science et s'incline devant elle et ses représentants, mais leur intérêt leur commande aussi de s'opposer à tous les efforts tendant à augmenter le nombre de ceux qui

jouissent d'une bonne éducation professionnelle.

Sans doute le mode de production capitaliste a besoin d'un grand nombre d'intellectuels. Les institutions scolaires de l'Etat féodal n'en produisaient pas suffisamment. Le régime bourgeois s'est donc efforcé d'améliorer et d'étendre non seulement l'enseignement élémentaire, mais aussi l'enseignement supérieur. On croyait ainsi non seulement favoriser le développement de la production, mais encore atténuer les antagonismes de classes ; car, puisqu'une haute culture élevait à une situation bourgeoise, il semblait tout naturel que la vulgarisation de l'instruction élèverait le prolétariat aux conditions de la vie bourgoise.

Mais le « Standard of life » bourgeois n'est que la conséquence nécessaire d'une haute culture, là où celle-ci est un privilège. Là où elle devient générale elle n'élève pas les prolétaires au rang de bourgeois, mais elle dégrade les travailleurs intellectuels au rang de prolétaires. Voilà encore une nouvelle face de « de l'augmentation de la misère » de la masse du peuple. Dans les pays où les établissements d'enseignement populaire sont assez développés, pour dépouiller les gens instruits de leur situation privilégiée, une hostilité parmi les intellectuels commence à naître contre la vulgarisation de l'instruction. Cette hostilité est en contradiction avec les besoins de la production moderne. Ces intellectuels sont ainsi plus hostiles au progrès que les capitalistes mêmes, et ils se trouvent avec les plus réactionnaires des réactionnaires, avec les partisans du sabre et du gou-

pillon. C'est la fleur de la science moderne, ce sont des professeurs et des étudiants d'universités, qui s'opposent le plus à l'éducation des femmes, qui voudraient voir les Juifs exclus de tous les concours, qui cherchent à rendre les études supérieures le plus coûteuses possible et à en écarter les gens sans fortune.

Ils se heurtent alors à l'hostilité énergique du prolétariat, qui combat avec vigueur le privilège de l'instruction comme tout autre privilège.

Malgré tous les obstacles, l'éducation populaire se répand, et l'une après l'autre les fractions de la classe intellectuelle se confondent ainsi avec le prolétariat. Qu'on pense à la masse des commerçants, des musiciens, des sculpteurs et des dessinateurs, des mécaniciens et des chimistes que produisent tous les ans nos écoles de commerce, nos conservatoires, nos écoles des Beaux-Arts, nos écoles industrielles. Et la concentration des capitaux exerce aussi une influence dans le domaine du commerce, de l'art, des sciences appliquées. Le capital nécessaire pour fonder dans ces domaines une entreprise capable de soutenir une concurrence s'accroît toujours. Plus le nombre des ouvriers instruits augmente et plus diminuent pour eux les chances de s'établir à leur compte : ils sont condamnés au salariat à perpétuité dans des proportions toujours croissantes. En même temps, par suite de l'augmentation rapide du nombre des travailleurs instruits, vient pour chacune des couches des intellectuels le temps où il ne faudra plus songer à se réserver les situations avantageuses en s'organi-

sant en caste fermée et en limitant artificiellement le nombre des concurrents. Ici aussi on observe le phénomène « de l'augmentation de la misère » sociale, et on en éprouve ici d'autant plus l'amertume qu'on mesure sa misère directement au bonheur croissant de la bourgeoisie. C'est une question vitale pour le travailleur intellectuel de sauver du moins les apparences. Chez l'ouvrier manuel la misère physique se reconnaît d'abord au logement plus humble, puis aux vêtements et en dernier lieu à la nourriture. Pour le travailleur intellectuel, c'est le contraire : c'est d'abord sur la nourriture qu'on épargne.

Mais quoi qu'on fasse pour sauver les apparences, le moment vient pour chacune de ces fractions « prolétarisées » de la classe intellectuelle où elle se sentira prolétarienne, s'intéressera à la lutte de classe du prolétariat et y prendra une part active. C'est ce qu'on a vu en Allemagne pour les employés de commerce, les sculpteurs, les musiciens. D'autres suivront.

Lorsque les économistes libéraux concluent du rapide accroissement du nombre des intellectuels à la création d'une nouvelle classe moyenne par le régime capitaliste, ils oublient que plus le nombre des intellectuels augmente et plus le prolétariat fait de progrès dans cette nouvelle classe.

Mais entre les intellectuels nettement hostiles au prolétariat, soutiens du capitalisme, et les intellectuels se sentant nettement prolétaires, il reste un large groupe ni prolétarien ni capitaliste et qui se croit au-dessus de ces antagonismes de classes.

Cette couche moyenne de la nouvelle classe intellectuelle a ceci de commun avec l'ancienne petite bourgeoisie que sa situation sociale est équivoque. A l'égard du prolétariat, elle est aussi peu sûre et aussi peu stable que l'était la petite bourgeoisie. Si aujourd'hui elle s'indigne de l'avidité du capital, demain elle s'indignera des mauvaises manières du prolétariat. Incite-t-elle aujourd'hui le prolétariat à la défense de sa dignité, demain elle le combattra pour défendre l'ordre social.

Mais deux caractères la distinguent de l'ancienne petite bourgeoisie, l'un lui est favorable, l'autre défavorable. Elle s'en distingue d'abord par son vaste horizon intellectuel et sa faculté d'abstraction. C'est la couche de la population qui s'élève le plus facilement au-dessus des idées étroites de classe et de métier et des intérêts particuliers transitoires, pour considérer les intérêts durables de la société entière et en prendre la défense.

Mais d'autre part elle se distingue de l'ancienne petite bourgeoisie par le défaut de combativité. La petite bourgeoisie, avant que le capital l'eût ruinée, était une classe au plus haut point combative; par contre, les intellectuels, qui tiennent le milieu entre le prolétariat et le capitalisme, sont dépourvus de tous moyens, pour livrer un combat prolongé aux classes dominantes. Peu nombreux, sans intérêts communs et par suite sans homogénéité, sans grande fortune, mais ayant les mêmes besoins que les capitalistes, ils ne peuvent lutter qu'en se joignant à d'autres classes, assez fortes elles-mêmes pour leur fournir les moyens de combattre et de vivre.

La couche moyenne de la classe intellectuelle, l' « aristocratie intellectuelle », pouvait donc être dans l'opposition, quand la bourgeoisie faisait de l'opposition; elle perd sa combativité dès que la bourgeoisie se retire de la lutte politique; elle fait la prude et la timide et déclare que tous les moyens sont immoraux hors celui qui consiste à gagner par la persuasion la bienveillance de ceux qui détiennent la puissance.

Elle devient lâche et byzantine.

Elle déteste la lutte de classe, elle demande qu'on y mette fin ou tout au moins qu'on la rende moins âpre. Pour elle, la lutte de classe c'est le soulèvement, la rébellion, la révolution; les réformes sociales doivent la rendre superflue.

Je ne voulais pas diriger la moindre pointe contre Bernstein, qui préparait alors son évolution, lorsque je disais : « qu'il est à peine, parmi ceux qui ne sont pas directement intéressés à l'exploitation capitaliste, un seul homme cultivé, honnête et pensant librement, qui ne dise qu'on doit faire « quelque chose » pour l'ouvrier. Ce « quelque chose » peut, il est vrai, désigner les choses les plus différentes. Stumm et Eugène Richter, le partisan de la théorie du « patron patriarche et maître absolu » et le partisan de la « doctrine de Manchester » n'ont plus parmi les intellectuels un disciple de quelque poids. Les accusations contre le capital et les sympathies pour le prolétariat — du moins pour le prolétariat exploité sinon pour le prolétariat militant — sont à la mode et le mot de Harcourt : « Nous sommes tous socialistes au-

jourd'hui » commence à être vrai pour ces gens. Ce n'est pas, il est vrai, le socialisme prolétaire, révolutionnaire, auquel rendent hommage nos peintres et nos poètes, nos lettrés et nos journalistes dans leurs cafés, leurs ateliers, leurs salons, mais une sorte de socialisme qui présente une bien forte analogie avec le « vrai socialisme » que définissait le manifeste communiste de 1847.

» Que de fois n'ont-ils pas déclaré qu'ils ne retranchent rien au socialisme sauf la brutalité prolétarienne. Mais ce qui en réalité les éloigne, ce n'est pas l'extérieur du prolétariat, mais bien leur propre défaut de clairvoyance et de caractère. Bien qu'ils surpassent de beaucoup en perspicacité le capitaliste borné, ils ne comprennent pourtant pas encore l'impossibilité de sauver la société existante et de retarder la victoire du prolétariat, ils ne comprennent pas leur impuissance en face de l'évolution sociale, ou ils n'ont pas assez de désintéressement, de force et de courage pour se l'avouer et pour rompre avec la société bourgeoise. » (Neue Zeit, XIII, 2. Pages 75, 77).

Il en est peu qui osent rompre et qui puissent rompre. Sans doute le prolétariat a de fidèles amis même parmi les intellectuels, mais ce sont pour la plupart des partisans inactifs qui lui souhaitent la victoire, mais ne peuvent ouvertement lui venir en aide que lorsqu'il sera vainqueur. Le prolétariat ne doit donc pas compter sur les renforts de combattants qui lui viendraient des rangs des intellectuels, mais par contre il n'y trouvera pas non plus d'adversaires acharnés.

Ces quelques remarques suffisent à montrer que pour le prolétariat militant, la question de l'accroissement du nombre des intellectuels présente des problèmes importants et intéressants. Il serait exagéré de les revendiquer tous comme prolétaires, mais il serait encore plus inexact de les compter au rang des « possédants ». Dans le cadre étroit de cette classe nous trouvons réunis tous les antagonismes sociaux qui caractérisent le régime capitaliste, mais dans ce microcosme comme dans l'ensemble du corps social, nous voyons l'élément prolétarien en progrès.

Ainsi serait donc détruite la dernière objection que Bernstein adresse à ce qu'il appelle la théorie marxiste de l'effondrement.

L'accroissement de la nouvelle classe moyenne est aussi indéniable que l'accroissement du bien-être physique dans certaines catégories d'ouvriers. Mais ni l'un ni l'autre de ces phénomènes n'est en contradiction avec les doctrines marxistes de la concentration du capital, de l'exploitation croissante du prolétariat, et de l'accentuation des antagonismes sociaux.

L'augmentation du nombre des possédants viendrait sans doute contredire la théorie de l'effondrement. Mais Bernstein n'a pas démontré cette augmentation : les statistiques de même que la théorie viennent démontrer le contraire.

h) — La théorie des crises.

Comparée à la théorie de la concentration du capital et de l'accentuation des contrastes sociaux, la théorie des crises économiques périodiques n'est que de nature secondaire. Les crises renforcent l'effet de l'évolution indiquée, accélèrent la concentration du capital, augmentent la masse des prolétaires et l'insécurité de leur situation. Mais le résultat final de cette évolution n'en serait pas modifié si les crises périodiques n'étaient pas en relation intime avec le mode de production capitaliste.

Cependant Bernstein ne va pas jusqu'à le soutenir avec précision. Nous avons déjà fait remarquer que dans un de ses articles sur les « Problèmes du socialisme », il critiquait la théorie des crises d'un illustre inconnu, d'après lequel le triomphe du socialisme résulterait d'une crise universelle prochaine. Marx et Engels n'ont jamais prétendu pareille chose. Cependant Bernstein a fait entrer dans son livre sur « le Socialisme théorique » des considérations tirées des articles mentionnés et sans dire contre qui ceux-ci étaient originairement dirigés. On ne comprend donc pas très bien la relation entre ces considérations et l'examen du socialisme théorique, et on se demande vainement à quoi sert de prouver qu'une crise universelle ne surviendra pas fatalement dans un temps

très rapproché, et qu'il est bien possible que les crises à venir prendront la forme de crises particulières à certaines branches d'industrie et à certains pays. Leurs effets mentionnés plus haut restent les mêmes.

Nous pourrions donc sur cette question passer d'autant plus rapidement à l'ordre du jour, que nous sommes conscients des difficultés qu'elle soulève, difficultés à la solution desquelles il faudrait consacrer plus de temps et d'espace que nous ne pouvons le faire en ce moment.

Si nous ajoutons cependant quelques remarques à ce sujet, ce n'est que pour détruire certains malentendus causés par le chapitre sur les crises.

Quelques sages ont prétendu que Bernstein avait complètement ruiné la théorie marxiste des crises en prouvant que le cycle des crises décennales n'existe pas.

Mais remarquons que le cycle des crises décennales n'est pas une *théorie* de Marx, mais bien un fait établi empiriquement. Nous avons eu de grandes crises industrielles en 1815, 1825, 1836, 1847, 1857. C'est alors que vinrent les grandes guerres, guerre d'Italie, guerre de Sécession américaine, guerre danoise, guerre austro-prussienne, guerre franco-allemande. Depuis lors, la loi empirique et approximative du cycle décennal est en défaut. La grande crise générale revint en 1873 et une dépression suivit d'une durée inaccoutumée : une quinzaine d'années. Enfin à l'approche de 1890 se produisit un nouvel essor, puis quelques années après une période généralement défavorable au

commerce, avec de fortes crises dans certains pays, en 1890 dans la République argentine, en 1893 aux Etats-Unis; et depuis trois ans environ nous avons une période de prospérité générale. Est-ce le signe avant-coureur d'une nouvelle crise ou le commencement d'une ère durable d'un bonheur capitaliste sans mélange?

La Bourse se prépare déjà au prochain krach. Elle semble bien plus prévoyante que certains de nos jeunes socialistes à qui une couple de bonnes années suffisent pour jeter par dessus bord l'expérience de tout un siècle et les théories qui en sont sorties. Il est possible que quelques théoriciens plus ou moins socialistes considèrent comme surannée la théorie marxiste des crises; mais les gens pratiques, encore que bourgeois, comptent sur une crise, qu'ils attendent d'ici quelques années.

Marx n'a pas *inventé* le cycle des crises, il l'a *observé* et *fait connaître*. Longtemps avant Bernstein on savait que ce cycle n'est plus décennal. Il ne prétend pas non plus avoir appris quelque chose de nouveau aux marxistes. La question n'est pas de savoir si les crises se produisent tous les dix ans, mais si elles se renouvellent périodiquement.

Car la crise vient du mode de production des marchandises. La production des marchandises est la production par des producteurs indépendants les uns des autres en vue du marché, c'est-à-dire des besoins variables d'un nombre indéterminé de consommateurs. L'élément régulateur dans ce sys-

tème de production anarchiste est le mouvement des prix. — Produit-on plus qu'il ne faudrait pour les besoins du moment, les prix tombent. Produit-on moins, ils montent au-dessus de leur niveau moyen. L'impossibilité de vendre des marchandises au prix de revient est donc un phénomène fatalement périodique de la production pour le marché, et cette impossibilité de vendre au prix de revient est le fond même de la crise. Pour que la crise se produise réellement, il faut cependant certaines conditions qui manquent au début de la production des marchandises et sont créées par le mode de production capitaliste. C'est lui qui transforme de plus en plus toute la production en production de marchandises, tandis qu'auparavant la plus grande partie des objets produits servaient à l'usage personnel du producteur. C'est donc par le mode capitaliste que l'existence économique de la très forte majorité des membres de la société dépend de la vente des marchandises. En outre par les progrès de la division du travail et le développement du crédit, la société capitaliste ne fait qu'accroître de plus en plus la dépendance en laquelle sont réciproquement les producteurs, de sorte que toute interruption dans le débit des marchandises en un point en amène d'autres sur d'autres points, que la crise d'une industrie importante produit l'arrêt de tout le mouvement industriel et devient ainsi une calamité pour toute une nation, et même pour une série de nations.

En même temps le mode de production capitaliste transforme le petit marché local facile à sur-

veiller et ne se modifiant guère en un immense marché universel, subissant constamment des modifications bien difficiles à prévoir. Le nombre des intermédiaires entre le producteur et le consommateur augmente, ce qui empêche de plus en plus le producteur de surveiller le marché.

En même temps croît l'élasticité des forces productives d'une façon prodigieuse, grâce à la technique scientifique moderne et au crédit, et surtout grâce à l'armée de réserve des industriels, armée permanente sous le régime capitaliste, et qui permet à tout moment de faire progresser la production par bonds.

C'est ainsi que tout accroissement sensible de la demande étend rapidement la production bien au delà des besoins. Cette surproduction est suivie d'un arrêt dans la vente, d'une baisse des prix, d'une limitation de la production, de nombreuses mises à pied, en un mot d'une crise.

Ce mouvement est lié à un autre mouvement qu'il ne faut pas confondre avec le premier.

En opposition à tout autre mode de production, le mode de production capitaliste ne peut fonctionner qu'à condition de s'étendre toujours, car le capital et le travail s'accroissent sans interruption et très rapidement.

L'accroissement naturel du prolétariat est encore favorisé par le mode de production capitaliste. Parmi les artisans du moyen âge comme parmi les paysans, là du moins où la surface du sol disponible est limitée, l'augmentation de la population est retardée par le fait que seul le pro-

priétaire d'une exploitation est en état de fonder une famille et de l'entretenir. L'ouvrier qui ne travaille pas à son compte n'a pas de foyer à lui, il loge en général chez son patron ou chez son fermier. Le mode de production capitaliste sépare partout l'atelier et le foyer, rend possible la fondation d'un foyer même par le prolétaire, mais l'empêche aussi d'attendre qu'il soit patron à son tour pour en fonder un.

Le mode de production capitaliste dissout la famille, enferme la femme et l'enfant dans l'usine ou l'atelier, donne de bonne heure la liberté au jeune ouvrier, mais épuise tellement ses forces, que de bonne heure aussi elle en fait un invalide. Le compagnon ou le valet de ferme étaient forcés de reculer leur mariage jusqu'à un âge assez avancé; ils devaient attendre qu'ils eussent assez économisé pour devenir patron ou fermier. Pour le salarié, dans la société capitaliste, il serait au contraire inutile et même déraisonnable de retarder le mariage, car il a d'autant moins de chances de nourrir une famille avec son salaire qu'il devient plus âgé. Et les femmes de la classe prolétarienne se décident d'autant plus facilement au mariage, qu'elles gagnent elles-mêmes, et comme les jeunes filles et les jeunes gens deviennent de bonne heure indépendants au point de vue économique, on ne consulte guère les parents, tandis qu'autrefois leur rôle dans la conclusion des mariages était plus important que celui des fiancés.

Sans doute il est d'autres facteurs qui dans la société capitaliste entravent l'augmentation de la

population, par exemple la prostitution. Cependant dans les grands Etats industriels nous constatons une augmentation rapide de la population. Il en est ainsi en Allemagne, en Angleterre et aux Etats-Unis, où, il est vrai, l'immigration contribue à ce mouvement, mais dans une mesure décroissante. La population s'élevait :

Dans l'Empire allemand...........	en 1871	à 41.100.000,	en 1895	à 52.200.000
Dans l'Angleterre et le Pays de Galles.	en 1871	à 22.700.000,	en 1896	à 30.700.000
Aux Etats-Unis....	en 1870	à 38.500.000,	en 1897	à 72.200.000

On déclare que cette progression rapide rend nécessaire un mouvement parallèle de l'industrie. C'est vrai, mais d'autre part cette rapide augmentation de la population est une conséquence de l'accroissement constant de l'industrialisme capitaliste.

Mais le nombre des ouvriers augmente encore plus rapidement que le chiffre de la population totale. Dans l'Empire allemand le nombre des gens travaillant pour vivre s'élevait en 1882 à 38,99 0/0, et en 1895 à 40,12 0/0. Dans le même laps de temps la proportion des gens sans profession passait de 55,08 à 53,15 0/0. Dans les Etats-Unis le nombre des gens vivant de leur industrie s'élevait en 1880 à 34,68 0/0 de la population, en 1890 à 36,31 0/0.

La même évolution économique, qui produit cette augmentation de nombre des ouvriers, diminue le nombre de ceux qui peuvent être employés à l'aide d'un capital déterminé, augmente la quan-

tité et la valeur des machines et des matières ouvrables pour un même nombre d'ouvriers. Si donc un même nombre ou même un nombre plus grand d'ouvriers doivent trouver de l'occupation, le capital employé dans la production doit croître constamment et rapidement.

Et le capital n'y manque pas. Plus grande est la productivité du travail, plus nombreux sont les ouvriers inhabiles et jeunes, les femmes, et plus s'accroît la plus-value, plus se multiplie le capital. Les capitalistes doivent fatalement suivre ce mouvement, puisque, dans chaque branche d'industrie on voit croître de plus en plus la somme minimum qui est nécessaire pour que l'exploitation soutienne la concurrence, et puisque, plus la lutte de la concurrence est ardente, plus augmentent les chances du grand capital et plus diminuent les chances du petit. Une constante extension des exploitations et de la production est donc dans la société capitaliste une condition vitale non seulement pour le salariat, mais aussi pour la classe des capitalistes.

Mais la condition première de cette extension de la production est une extension correspondante du marché, l'augmentation non des besoins physiques, condition qui serait toujours remplie, mais de la demande économique pour les produits de la production capitaliste qui tend toujours à abaisser la valeur de ce que les travailleurs peuvent échanger, c'est-à-dire, leur force de travail, de sorte que les travailleurs peuvent acheter des quantités de moins en moins grandes de ce qu'ils ont produit eux-mêmes.

L'extension constante du marché est donc un des problèmes les plus importants du capitalisme industriel.

Le marché est double : il y a le marché intérieur et le marché extérieur. Dans les temps derniers quand on parlait de l'extension du marché on ne songeait guère qu'au marché extérieur. Mais Sombart a rappelé avec raison l'importance qu'a conservée le marché intérieur. L'attaque haineuse contre le parti socialiste dont il accompagna ses considérations dans la « Sociale Praxis » était d'ailleurs bien superflue.

Nous faisons ici abstraction de l'exclusion des industries étrangères du marché intérieur au moyen des tarifs protecteurs. Ce procédé n'est une extension de ce marché que pour l'industrie capitaliste nationale et non pour l'ensemble de l'industrie universelle.

Mais il est encore possible d'étendre le marché intérieur pour l'industrie capitaliste par la suppression de l'industrie primitive à domicile ; cette révolution économique fit au siècle dernier de grands progrès, mais aujourd'hui elle n'est complètement achevée dans aucun pays, même pas dans l'Empire britannique. Cette révolution est favorisée par l'amélioration des voies de communication, surtout des chemins de fer, dont la construction est ainsi de grande importance pour l'industrie capitaliste.

Plus il y a de voies ferrées, plus vite l'on abandonne la campagne pour la ville, plus on fait de nouvelles constructions en ville. Et c'est ainsi

qu'augmente la demande de travail et de matières.

L'exode des travailleurs de la campagne y favorise d'autre part l'introduction des machines agricoles qui permettent une économie de temps et étend ainsi le marché pour l'industrie des machines.

De grandes modifications dans la technique sont des facteurs importants dans la constitution du marché intérieur. Les progrès de l'électro-technique dans les dix dernières années, d'où sont sortis les nombreux perfectionnements pour l'éclairage, les communications, l'industrie, l'agriculture même, n'ont pas peu contribué à l'essor industriel actuel.

Le marché intérieur peut aussi s'étendre subitement par suite d'une rapide augmentation d'un métal précieux, même quand celui-ci n'est pas découvert dans le pays même. Il suffit que les propriétaires des mines d'or ou d'argent habitent ce pays. De même que la découverte de l'or en Californie et en Australie contribua puissamment à surmonter la crise de 1847-49, de même la découverte de l'or dans l'Afrique australe aida à surmonter la crise de 1873-1887 et contribue à la prospérité actuelle.

La valeur de la production de l'or s'élevait annuellement en millions de francs :

De 1831 à 1840...	70,8	De 1851 à 1855...	695,4
De 1841 à 1850...	191	De 1856 à 1860...	703,7

A partir de ce moment la production baissa. De

1881 à 1885 elle s'élevait en moyenne annuellement à 540 millions de francs. En 1889 elle commença de nouveau à croître rapidement :

1889...	629,7	1892...	743,4	1895...	1.017,4
1890...	609,4	1893...	840,9	1896...	1.035,3
1891...	665,5	1894...	920,6	1897...	1.201,3
				1898...	1.530

Ce sont les mêmes méthodes qui étendent le marché extérieur : augmentation de la production des métaux précieux, amélioration et extension des moyens de communication, construction de bateaux à vapeur et de voies ferrées, ruine de la petite industrie primitive, introduction d'un nouveau mode de production, fondation d'une grande industrie dans les régions restées économiquement en arrière qui font venir leurs machines des grands pays industriels.

De 1891 à 1895 la longueur des chemins de fer augmenta en

Allemagne........ de	6,8 0/0	soit	2989 km.
France...............	6,5		2476
Belgique.............	4,5		238
Grande-Bretagne et.. Irlande.............	3,5		1161

D'autre part :

Russie...............	21,4	6675
Asie.................	22,1	7838
Afrique..............	25,2	2647

Les constructions grandioses de voies ferrées en Sibérie et en Chine n'étaient en 1895 qu'à leur début.

C'est sur les ruines de la petite industrie primitive que s'étend entre autres le marché de l'*industrie textile*. D'autre part l'importance de l'*industrie du fer* provient de l'extension et de l'amélioration des voies de communication et du développement de la grande industrie à l'étranger.

Les deux mouvements esquissés ici — le cycle industriel, c'est-à-dire l'alternance de prospérité, de crise, de stagnation et de renaissance du commerce d'une part et d'autre part le besoin pressant d'augmenter la production et les débouchés — se confondent et semblent ne faire qu'un seul mouvement.

Toute extension importante du marché stimule la production, cause la surproduction et par suite la crise. Inversement toute crise développe le pressant besoin d'étendre le marché.

Mais pour l'évolution sociale ces deux mouvements n'ont pas la même signification. Les crises favorisent le mouvement socialiste en accélérant la concentration des capitaux et en augmentant l'insécurité des prolétaires, en un mot en accentuant les causes qui poussent ceux-ci vers le socialisme.

Mais la nécessité de l'extension constante du marché a encore pour conséquence un autre fait important : il est clair que le mode de production capitaliste devient impossible à partir du moment où le marché ne s'étend plus dans la même mesure que la production, c'est-à-dire dès que la surproduction devient chronique.

Par nécessité historique Bernstein n'entend qu'une situation coercitive. Voilà une situation de

laquelle, si elle se présente, résultera inévitablement l'avènement du socialisme.

On doit en venir à une telle situation *si l'évolution économique continue de progresser comme elle l'a fait jusqu'ici,* car le marché extérieur comme le marché intérieur a ses limites, tandis que l'extension de la production est pratiquement illimitée. Il ne s'agit pas ici d'une frontière fixe, immuable — dans l'évolution économique on ne peut jamais atteindre une telle frontière — mais d'une frontière élastique se rétrécissant toujours. On n'atteindra jamais un point à partir duquel il deviendra absolument impossible d'étendre le marché ; mais le mode de production capitaliste devra devenir insupportable non seulement pour les prolétaires, mais pour la masse de la population, dès que la possibilité de l'extension du marché restera en arrière des besoins d'extension de la production, qui naissent de l'augmentation de la population industrielle, de l'accroissement du capital, du progrès des sciences appliquées.

Mais plus s'élève la proportion de la population qui vit du travail salarié et plus rapidement augmente la population ouvrière.

Plus augmentent la masse du capital et l'intensité de l'exploitation, et plus grossit la masse des profits accumulés annuellement. Plus s'étend le mode de production capitaliste et plus s'élargit aussi le domaine de la science moderne, plus les intellectuels deviennent nombreux, plus s'accroissent les moyens qui sont au service de l'esprit d'invention, plus s'accélère aussi la transformation

de la technique, plus s'accroît la productivité du travail.

La rapidité avec laquelle croît la production universelle augmente ainsi constamment. Le marché international pourra-t-il s'étendre toujours dans la même mesure ?

Pour la grande industrie capitaliste qui joua la première un rôle sur le marché international, je veux dire l'industrie textile, le temps est déjà venu de la surproduction chronique. Le marché s'étend encore sans doute, mais le nombre des concurrents à l'étranger croît beaucoup plus rapidement.

C'est ainsi que la puissante industrie textile d'Angleterre est déjà entrée dans une période de stagnation. Même la période de prospérité que nous traversons ne lui donne aucun essor appréciable. Les exportations du Royaume-Uni s'élevaient en millions de livres sterling :

	1880	1885	1890	1895	1897
Fils de coton	11,9	11,9	12,3	9,3	9,9
Etoffes de coton	63,7	55,1	62,1	54,5	54,0
Totaux :	75,6	67,0	74,4	63,8	63,9

Il n'en va pas autrement de l'industrie cotonnière des autres pays de l'Europe occidentale, et leurs débouchés n'augmentent que péniblement.

En Allemagne le nombre des ouvriers de l'industrie et du commerce augmenta de 1882 à 1895 de 40 0/0, tandis que le nombre de personnes employées dans l'industrie textile n'augmentait que de 9 0/0.

Il n'en est pas de même de l'industrie du fer. Si

la construction des voies ferrées s'arrête en Europe et aux Etats-Unis, d'immenses étendues dans les pays barbares ou à demi civilisés en sont encore dépourvues, et la construction des machines a encore devant soi de vastes régions, qui se prêteront d'autant plus rapidement à l'introduction de la grande industrie capitaliste et de l'exploitation minière capitaliste, que l'Europe et l'Amérique auront un plus fort excédent de capital à exporter et que ces régions seront reliées au marché international par un réseau plus serré de voies ferrées et de lignes de navigation.

En Allemagne, tandis que le nombre des personnes occupées dans l'industrie textile augmentait seulement de 9 0/0, il s'accroissait dans l'industrie métallurgique de 39 0/0, dans la construction des machines de 64 0/0.

Mais quelque importance que prenne l'exportation des capitaux prêtés, les régions arriérées ne peuvent payer avec ces seuls capitaux les produits que leur envoient les pays de grande industrie. Au contraire, ces capitaux les grèvent encore par les intérêts que ces pays ont à payer. En paiement des produits industriels et des intérêts des capitaux exportés, ces régions ne peuvent tout d'abord fournir que des matières premières, et entre autres des matières que produit déjà l'agriculture européenne ou qui remplacent ces produits de l'agriculture européenne. Et plus les moyens de communication sont parfaits, plus ces matières premières prennent aisément le chemin de l'Europe, plus il leur est facile de supplanter sur nos marchés les produits européens.

Et c'est ainsi qu'à côté de la stagnation ou de la crise chronique de l'industrie textile, crise qui n'est interrompue que par de courtes périodes d'un faible essor, nous avons aussi la crise de l'agriculture et des industries agricoles, sucres, eaux-de-vie, etc. Si l'industrie sucrière prend cependant une extension artificielle, le krach final n'en sera que plus terrible.

L'industrie métallurgique — y compris la construction des machines — devient aujourd'hui la plus importante des industries travaillant pour le marché du monde et grâce à laquelle la période que nous traversons est une période de prospérité. Mais l'essor de cette industrie même aura un terme, je n'entends pas une crise passagère, mais je veux dire qu'elle aboutira également à la surproduction chronique et à la stagnation — toujours dans l'hypothèse que le mode de production capitaliste continue son évolution, — car l'industrie métallurgique se creuse sa tombe elle-même en exportant des machines à l'étranger.

Si, présentement, elle crée des concurrents aux industries textiles et agricoles, l'industrie métallurgique s'en créera tôt ou tard à elle-même, qui non seulement satisferont aux besoins de leurs pays, mais encore produiront pour le marché international.

Il semble presque que l'extension de l'industrie métallurgique anglaise est arrivée à cette limite, relativement à l'Allemagne et surtout aux Etats-Unis. La période de prospérité actuelle n'a guère augmenté la production en fonte de l'Angleterre.

D'après l'*Economist* de Londres (1er juillet 1899) elle s'élevait à

	1896	1897	1898
	—	—	—
Pour la Grande-Bretagne......	8,650,681 tonnes	8,681,151	8,877,109
Pour l'Allemagne..	6,372,575	6,864,405	7,215,927
Pour les Etats-Unis	8,623,127	9,652,680	11,733,934

D'après M. W. R. Lawson (*Bankers magazine* — août 1899 — Trois années d'expansion américaine), la production de rails de l'acier s'élevait en tonnes :

	Angleterre.	Etats-Unis.
	—	—
En 1897.............	921,131	1,644,520
En 1898.............	751,591	1,976,702

La production totale de l'acier Bessemer s'élevait, en tonnes :

	Angleterre.	Etats-Unis.
	—	—
En 1897...........	1,884,155	5,475,315
En 1898...........	1,759,368	6,609,017

Malgré les affirmations contraires des métallurgistes anglais, Lawson voit dans ces chiffres de très fâcheux présages pour l'industrie du fer en Angleterre.

Lorsque l'industrie métallurgique des grands pays industriels en sera où en sont aujourd'hui l'industrie textile et l'agriculture anglaises, la faculté d'expansion de la production capitaliste aura un terme et par là même sa vitalité sera gravement atteinte.

Ce jour peut arriver dans un temps très rappro-

ché, si on en juge d'après la rapidité avec laquelle les Etats-Unis, le Japon, la Russie ont développé leur grande industrie. Une génération a suffi aux Etats-Unis pour qu'ils se créent une industrie capable aujourd'hui de lutter victorieusement contre les industries anglaise et allemande.

Remarquons cependant que montrer ainsi que la surproduction devient chronique et irrémédiable, ce n'est pas prophétiser qu'une énorme crise universelle surviendra très prochainement, un incendie universel d'où la société socialiste sortira dans sa beauté triomphante comme un nouveau phénix.

Cette surproduction chronique sera peut-être un processus assez tardif. Nous ne savons ni quand ni comment elle surviendra. Et même je concéderai volontiers qu'on peut douter de sa réalisation d'autant plus aisément qu'on se figure plus rapide la marche du mouvement social. La surproduction chronique irrémédiable représente l'extrême limite au delà de laquelle le régime capitaliste ne peut plus subsister; mais d'autres causes peuvent le faire succomber auparavant. Nous avons vu que la conception matérialiste à côté de la *nécessité* économique admet d'autres facteurs de l'évolution sociale, facteurs qui s'expliquent par les conditions économiques, mais qui sont quand même de nature morale et spirituelle, et que nous groupons sous la formule de « lutte de classe ». La lutte de classe du prolétariat peut entraîner la chute du mode de production capitaliste avant qu'il en soit arrivé à la période de décomposition. Si montrer que la

surproduction deviendra chronique ce n'est pas prédire la grande crise universelle, ce n'est pas non plus prédire que le régime capitaliste aura telle ou telle fin. Mais cette indication est importante, car en fixant une limite extrême à la durée de la société capitaliste d'aujourd'hui, on fait sortir le socialisme de ces régions nébuleuses où tant de socialistes l'aperçoivent, on le rapproche et on en fait un but politique tangible, nécessaire. Ce n'est plus un rêve qui se réaliserait dans cinq cents ans peut-être, ou peut-être même ne se réaliserait jamais.

J'ai indiqué les principaux points sur lesquels il faut attirer l'attention quand on explique les relations entre les crises économiques et le socialisme.

Mais Bernstein ne s'occupe précisément pas de ces différents points, il se borne presque à réfuter la fantaisie absolument sans importance de la crise universelle.

Il soulève la question de savoir « si l'énorme extension territoriale du marché international, jointe à l'extraordinaire réduction du temps nécessaire aux communications et au transport, n'a pas multiplié à tel point les possibilités *de compenser* les perturbations, et si la richesse énormément accrue des états industriels de l'Europe, jointe à l'élasticité du crédit moderne et à l'institution des cartels industriels, n'a pas à tel point diminué *la force rétroactive* des perturbations locales ou particulières, que pour un temps assez considérable des crises commerciales générales, sur le modèle des crises antérieures, soient devenues improbables. » (*Trad. Cohen*, p. 123).

On ne peut aujourd'hui dire quelle sera la nature des crises prochaines. Il est très probable que,

en bien des points, elles présenteront un autre caractère que celles qui les ont précédées. Mais la question n'est pas là. Il s'agit de savoir si l'effet des crises futures sur le prolétariat et les classes moyennes sera le même que par le passé, et rien ne fait prévoir le contraire. D'ailleurs, je ne comprends guère pourquoi l'extension du marché international et du crédit, ainsi que l'accroissement de la richesse des Etats industriels pourraient prévenir les crises. Il ne s'agit pas ici de « la force rétroactive des perturbations locales ou particulières » mais de la surproduction générale. Plus les transports et la transmission des nouvelles seront rapides, et plus tôt se constituera l'unité du marché international et plus tôt l'une quelconque de ses parties ressentira le contre-coup de ce qui se passe dans les autres. Le développement du crédit aura également cet effet. Or, le développement du crédit facilite un accroissement subit de la production. Le même effet sera encore produit par l'accroissement de la richesse, ce qui ne signifie pas autre chose que l'augmentation des capitaux disponibles pour l'augmentation de la production. Certes, à des perturbations *locales* ou *particulières* il peut être aisément remédié grâce à la masse des capitaux, au crédit et à la rapidité des moyens de communication. Et, comme l'a déjà montré Engels, on a ainsi supprimé toute une série de causes de crises et de foyers de crise. Mais comment l'évolution indiquée pourra-t-elle faire éviter une surproduction générale? Or si la surproduction est générale, le krach le sera aussi. La pros-

périté et la crise sont, dans la société capitaliste, liées indissolublement.

Nous ne voulons pas, naturellement, dire par là que la prochaine crise sera la dernière, celle qui mettra fin à l'état social actuel.

Mais les trusts ? Ne sont-ce pas là des moyens de limiter et de régler la production, et ainsi d'éviter et la surproduction et les crises ?

Ce n'est certainement pas leur *but*. Leur rôle est d'accroître le profit du capital. L'un des moyens pour y parvenir est naturellement de hausser les prix, et par suite d'augmenter les bénéfices, en réduisant l'offre sur le marché. Mais par ce moyen on ne peut arbitrairement faire monter les prix, même pas quand on est maître du marché grâce au monopole, comme c'est le cas pour les trusts. A mesure que montent les prix, la demande diminue et en même temps croît chez les capitalistes qui ne font pas partie du trust le désir de prendre part au bénéfice exceptionnel en fondant des entreprises concurrentes, et c'est ainsi que le monopole est supprimé et que la production augmente encore.

De cette façon, une limite est imposée à la restriction de l'offre sur le marché, restriction causée par le trust ou cartel.

D'autre part, toutes choses égales d'ailleurs, le profit est d'autant plus grand qu'on produit à plus petits frais. Or, on produit à des frais d'autant plus bas que l'on produit sur une plus grande échelle. Plus grande est l'échelle sur laquelle on produit, plus l'exploitation peut être perfectionnée au point

de vue technique et plus elle est en état d'étouffer dans le germe toute concurrence qui menacerait le monopole du cartel. Et plus le mouvement des transactions est grand et rapide, plus s'élève le bénéfice, toutes choses égales d'ailleurs.

On pourrait donc dire du cartel, avec plus de raison que de Marx, que deux âmes l'animent, l'une tendant à la plus grande limitation, et l'autre à la plus grande extension possible de la production. Or les gens qui forment des cartels ne sont point des esprits spéculatifs, mais des hommes d'action, et loin que leurs deux âmes se livrent un combat en eux, ils cherchent tout simplement à profiter de ces deux tendances pour faire de nouveaux bénéfices sur d'autres marchés.

Sur le marché intérieur on restreint le plus possible l'offre, on produit ainsi une hausse aussi forte que possible. Mais seule l'*offre* est restreinte, non la *production*. Celle-ci est augmentée autant que possible et le surplus est écoulé à l'étranger. Plus les prix et les bénéfices sont élevés sur le marché intérieur et plus la concurrence peut abaisser le prix sur le marché extérieur. Et si sur ce dernier marché on ne fait que couvrir ses frais, ce débit est cependant profitable parce qu'il permet de continuer la production sur une grande échelle.

Lors donc qu'il s'agit d'industries produisant en masse, pour l'exportation — et ce sont précisément celles qui poussent le plus à la surproduction — on ne peut attendre des trusts qu'ils règlent et limitent la production.

Les Etats-Unis sont le pays des trusts, et nous

ne voyons pas que la production y soit limitée. Dans les cinq dernières années la production de la fonte aux Etats-Unis *a plus que doublé*. En 1894 elle s'élevait un peu au-dessus de 6 millions $^1/_2$ de tonnes, en 1898 elle atteignait presque 12 millions et pour 1899 on l'estime d'après les résultats du premier semestre à 14 millions. (Lawson — « Bankers magazine ».)

Bernstein ne peut nier que les trusts ont dans certaines circonstances pour effet de pousser à la surproduction.

« Mais, objecte-t-il, « cette manœuvre ne réussit que là où des droits protecteurs garantissent au cartel une protection efficace, en mettant l'étranger dans l'impossibilité de lui rendre la monnaie de sa pièce. » (p. 136.)

Il est plutôt

« convaincu que, lorsque dans des états industriels modernes les trusts et les cartels sont soutenus et accentués par des droits protecteurs, ils doivent devenir fatalement des facteurs de crises de l'industrie respective — sinon tout de suite, du moins finalement, et pour le pays « protégé » comme pour les autres. Reste à savoir combien de temps les peuples respectifs toléreront cet état de choses » (p. 139. *Trad. Cohen*).

Ainsi donc, bien loin de régler la production, les cartels doivent causer des crises — et la question est seulement de « savoir combien de temps les peuples toléreront cet état des choses. »

C'est là en effet la question. Mais Bernstein y a aussi peu répondu qu'à mainte autre qu'il a soulevée.

Bernstein partait de cette considération que l'ex-

tension du marché international, l'accroissement de la richesse, l'élasticité du crédit moderne, tous ces éléments joints à la formation des cartels entre industriels avait rendu improbables des crises générales « *pour un temps assez considérable.* » Et voilà que tout à coup on reconnaît que ces cartels sont de nouvelles causes de crises, du moins aussi longtemps que les peuples toléreront les tarifs protecteurs ; donc il en sera ainsi « *pour un temps assez considérable.* »

Nous n'avons guère de chances de revenir au régime du libre-échange. Tant que les peuples toléreront le capitalisme, ils toléreront aussi les tarifs protecteurs, précisément à cause de la surproduction toujours croissante. Le régime capitaliste n'a point de remèdes à la surproduction ; les tarifs protecteurs sont au moins une tentative pour en atténuer les mauvais effets, ou plutôt pour les détourner sur d'autres pays. Mais ces tarifs n'ont d'effets que jusqu'au jour où les autres pays les introduisent à leur tour. Or on les introduit plus facilement qu'on ne les supprime, surtout à une période de concurrence si violente, et l'insuccès de la tentative amène une élévation des tarifs plutôt que leur suppression.

Où aujourd'hui, dans les partis bourgeois, avons-nous un mouvement en faveur du libre-échange ? Avec eux on peut seulement se demander s'il y aura plus ou moins de droits de douane, s'il y aura des traités de commerce ou s'il y aura des guerres de tarifs. Mais le libre-échange ! C'est pour le capitaliste un idéal du passé. Le libre-échange est un

des nombreux points par où l'Angleterre montre qu'elle est un pays exceptionnel. Et même en Angleterre la propagande en faveur des tarifs protecteurs fait des progrès.

Si donc la suppression des effets des cartels, qui déterminent des crises, dépend de l'introduction du libre-échange, ces effets dureront encore bien longtemps. La crise prochaine, qui surviendra probablement dans deux ou trois ans, ne sera donc pas évitée grâce au libre-échange.

Mais les cartels et les trusts — surtout les plus puissants, n'influencent pas le marché international seulement parce qu'ils stimulent la production et la concurrence, mais encore parce qu'ils fournissent un aliment à la spéculation.

Bernstein est d'avis que la spéculation n'est qu'une maladie infantile du régime capitaliste, maladie qui disparaît par la suite.

« La spéculation est conditionnée par les rapports mutuels des circonstances connaissables et inconnaissables. Plus les dernières prévalent, plus la spéculation florira, et plus elles sont refoulées par les premières, plus le terrain lui manquera. C'est pourquoi les extravagances les plus folles de la spéculation commerciale coïncident avec *le commencement de l'ère capitaliste* et que la spéculation célèbre d'habitude de ses orgies les plus sauvages dans les pays d'un développement capitaliste récent. (p. 128.) » *Trad. Cohen.*

Mais qu'est-ce qui développe donc le capitalisme dans ces pays? Ce sont surtout les capitaux superflus des pays d'un industrialisme moins récent. Les éléments du marché qu'on ne peut connaître dans ces pays jeunes développent dans les autres

une spéculation d'autant plus effrénée que ces pays placent plus de capitaux à l'étranger. « Les orgies les plus sauvages » de la spéculation argentine et transvaalienne se constataient non seulement à Buenos-Ayres et à Johannesburg, mais tout aussi bien dans la vieille et honorable « City » de Londres.

Les « éléments qu'on ne peut pas connaître » sont proportionnellement très nombreux quand on ouvre de nouveaux pays à la civilisation européenne; ils le sont encore quand on applique de nouvelles découvertes, quand on crée de nouvelles branches d'industrie, et ils donnent ainsi une base à la spéculation. On ne peut prétendre que l'un ou l'autre de ces deux derniers facteurs disparaisse à mesure qu'on s'éloigne des débuts de la société capitaliste. Au contraire.

Et on ne peut non plus prétendre que la spéculation soit moins forte aujourd'hui qu'autrefois.

Les capitalistes furent prudents, tant qu'ils se ressentirent des effets de la terrible dépression de 1874-1888. Mais aujourd'hui ils spéculent avec plus d'entrain que jamais. Nous empruntons au « Deutscher Economist » du 22 juillet 1899 quelques chiffres pour être plus précis.

Dans l'Empire allemand le capital effectivement placé dans les émissions s'élevait en millions de marks :

Emission de titres de toutes sortes.	1887	1888	1889	1890	1891	1892	1893
	1008	1985	1745	1520	1217	1016	1266
	1894	1895	1896	1897	1898	1899 (6 mois)	
	1420	1375	1896	1944	2407	1595	

Emission d'actions de sociétés industrielles allemandes.	1887	1888	1889	1890	1891	1892	1893
	?	194,5	337,4	200,5	29,7	14,8	25,3
	1894	1895	1896	1897	1898	1899 (6 mois)	
	79,0	223,2	333,9	318,2	520,6	518	

La deuxième ligne permet de suivre très bien le cycle industriel, avec son apogée en 1889, son point le plus bas en 1892, la renaissance de 1895 et l'essor prodigieux des dernières années ; le premier semestre de 1899 a vu naître autant de valeurs industrielles que l'année précédente tout entière, qui déjà était une année de grande prospérité.

Citons encore une série de chiffres qui montrent l'agio moyen d'émission des actions industrielles allemandes :

Il était en :

	1888	1889	1890	1891	1892	1893	1894	1895
de	38,06 0/0	45,87	30,05	20,0	14,7	29,1	31,0	38,6
	1896	1897	1898	1899 (6 mois)				
	36,1	66,7	67,7	69,9.				

A ce sujet la rédaction de la feuille citée fait remarquer : « Les cours d'émission ont atteint une hauteur *qu'on n'avait jamais vue*. En outre c'est une règle constante que les titres montent bien au-dessus des cours d'émission. Nous avons déjà montré ce qu'il y a de *maladif dans ces exagérations*... En réalité, ce n'est pas l'idée qu'on se fait de la haute valeur du placement qui fait monter les cours, mais simplement l'idée bien arrêtée chez tous que les cours monteront encore, c'est-à-dire la spéculation à la hausse. Le taux encore non atteint de la prime d'émission, soit près de 70 0/0

montre que cette spéculation a pris une extension qu'on n'avait encore jamais vue. »

C'est dans des termes analogues que s'exprime Lawson dans l'article mentionné plus haut, au sujet de la spéculation dans Wallstreet. Il dit que sans la sage politique des banques de New-York on aurait eu une nouvelle édition des scandales de la Mer du Sud. Et ce sont les trusts qui sont la principale cause de cette spéculation éhontée.

Les Etats-Unis sont le pays des cartels, ils ont l'organisation du crédit la plus élastique du monde, une richesse énorme, un système perfectionné de communications et de transmission de nouvelles, le marché national le plus vaste du monde; et cependant les Etats-Unis sont le pays où se produisit la crise la plus terrible que la dernière dizaine d'années ait vue (1893-1896).

Admettons pourtant que les cartels soient réellement en état d'éviter les crises en limitant la production. Qu'y gagneraient le prolétariat et les classes moyennes? Les cartels sont un des moyens les plus puissants pour exproprier les petits capitalistes. Si la crise, qui agit dans le même sens, n'est évitée que par des cartels, la tyrannie du grand capital n'en est pas moins insupportable. Et les prolétaires? On sait que l'union des entrepreneurs en syndicats ne favorise ni la hausse des salaires, ni le développement des syndicats d'ouvriers, ni l'indépendance des ouvriers. Ceux-ci obtiennent-ils du moins en échange une occupation plus constante? Mais c'est précisément là où le cartel réussit réellement à limiter la production,

que l'occupation est le moins constante. Le trust peut obtenir la plus grande productivité du travail bien plus aisément qu'une entreprise isolée. Le trust réduit à l'inactivité les petites entreprises irrationnelles, simplifie l'administration, augmente la division du travail, encourage par l'énormité de ses capitaux disponibles l'essai et l'application des nouvelles inventions. Et si la limitation de la production se joint à tous ces progrès, il en résultera une réduction encore plus forte du nombre des ouvriers.

Il est possible qu'une partie des ouvriers, les plus souples et les plus habiles, aient, grâce au cartel, du travail d'une façon plus constante; pour les autres ouvriers, cet avantage entraîne un chômage plus fréquent.

Comment le cartel peut-il prévenir la crise? Seulement en limitant la production. Mais nous avons vu qu'une constante extension de la production est une condition vitale du mode de production capitaliste et avant tout du prolétariat. Ici il nous importe peu de savoir ce que feraient les cartels des capitaux nouvellement accumulés, s'ils pouvaient parvenir à régler la production, il nous importe peu de savoir s'ils seraient poussés de plus en plus par cette accumulation de capitaux à accroître la production, ou s'ils n'en seraient pas mortellement atteints. Mais il est sûr que tout obstacle à l'extension de la production, avec le mode de production actuel, amène une situation insupportable, et que c'est une folie de croire, que les effets en seront moins sensibles aux ouvriers si

elle est amenée non par des crises et des banqueroutes mais par des coalitions artificielles d'industriels. Au contraire, si les industriels veulent prévenir la crise en en faisant sentir les effets aux ouvriers dans les périodes de prospérité, si, pour sauver leurs bénéfices, ils font supporter aux ouvriers seuls les conséquences d'une limitation de la production, ou, avant même qu'elle se produise, les conséquences d'une surproduction, tous ces procédés ne peuvent qu'aggraver l'antagonisme entre le capital et le travail.

Bien loin de faire disparaître les effets des crises qui favorisent les progrès du socialisme, ils sont au contraire forcés d'agir dans le même sens, et cela vraisemblablement sans mettre fin aux crises. Plus que tout autre phénomène de la vie sociale capitaliste, ils pénètrent les classes laborieuses du sentiment de la nécessité de l'expropriation des expropriateurs, et les persuadent que la conquête des pouvoirs politiques par le prolétariat est le seul moyen efficace de les atteindre.

Bernstein dit lui-même que les cartels peuvent avoir pour le prolétariat de graves conséquences, mais il est toujours hypnotisé par l'idée fixe que dans le parti socialiste il y a des gens influents qui attendent l'affranchissement du prolétariat non d'une lutte acharnée contre ses ennemis, mais des effets d'une crise universelle imaginaire.

« Virtuellement, le moyen de préservation capitaliste contre les crises porte en lui les germes d'une nouvelle *servitude* de la classe ouvrière, aussi bien que des privilèges de production qui sont, dans une forme plus caté-

gorique encore, la réédition des anciens privilèges des jurandes. Au point de vue des ouvriers, il me semble beaucoup plus important de se rendre compte de leurs possibilités que de prophétiser leur « impuissance ». Pour la classe ouvrière la question est, en principe, tout à fait secondaire de savoir si, à la longue, ils seront à même de réaliser leur but principal : prévenir les crises. Mais cette question acquiert une très grande importance à partir du moment où l'on fonde sur la crise générale des espérances quelconques pour l'émancipation de la classe ouvrière. Car en ce cas la notion que les cartels ne peuvent rien contre les crises peut devenir la cause de funestes omissions » (p. 142).

Quelle singulière idée Bernstein doit se faire de ses amis politiques ? Que pense-t-il donc de notre mouvement, s'il admet qu' « *on* » fonde sur la crise prochaine des espérances si certaines, qu'elles peuvent même « devenir la cause de funestes omissions. »

Par malheur il est des gens qui jugent le parti socialiste d'après ces cris de Cassandre !

i) Le Programme socialiste.

C'est par ses considérations sur les crises et les cartels que Bernstein termine son examen de l'évolution économique de la société moderne.

Nous amènent-elles à modifier notre programme ? Ont-elles prouvé que les voies de l'évolution économique ne sont pas celles qu'indique Marx ?

Je crois que nous pouvons en toute tranquillité répondre négativement à cette question.

Et je ne parle pas ici du programme d'Erfurt seulement, mais des grandes lignes de tous les programmes socialistes modernes qui examinent les fondements des revendications socialistes.

Par exemple, le programme de Hainfeld du parti ouvrier autrichien déclare :

« Le parti ouvrier socialiste d'Autriche aspire pour le peuple entier sans acception de nationalité, de race et de sexe à l'affranchissement des liens de la dépendance économique, à l'obtention des droits politiques, et à la suppression de la misère intellectuelle. La cause de cet indigne état ne doit pas être cherchée dans quelques institutions politiques, mais dans ce fait dominant tout l'état social, que les moyens de production sont monopolisés par un certain nombre de propriétaires. Ceux qui travaillent, la classe ouvrière, deviennent ainsi les esclaves de ceux qui possèdent les moyens de production, la classe des capitalistes, dont la prépondérance politique et économique est exprimée par l'Etat moderne. La propriété individuelle des moyens de production a pour conséquence au point de vue politique l'Etat aux mains d'une classe, et au point de vue économique la pauvreté croissante des masses, l'appauvrissement progressif de fractions du peuple de plus en plus nombreuses.

Par le développement de l'industrie, l'accroissement colossal des forces productives, cette forme de la propriété se montre non seulement superflue, mais encore *cette forme de la propriété disparaît peu à peu pour la très grande majorité du peuple, tandis que les conditions nécessaires intellectuelles et matérielles de la forme de la propriété collective se réalisent de plus en plus.* Rendre les moyens de production à la propriété collective de l'ensemble du peuple travailleur, c'est donc non seulement affranchir la classe ouvrière, mais encore achever une évolution historique nécessaire. Cette évolution ne peut être achevée que par le prolétariat conscient de ses devoirs et intérêts de classe et organisé en parti politique.

Organiser le prolétariat en parti politique, le rendre conscient de sa situation et de sa tâche, le préparer intellectuellement et physiquement à la lutte, voilà donc le vrai programme du parti ouvrier socialiste d'Autriche, pour l'application duquel il emploiera tous les moyens opportuns et en conformité avec le sentiment naturel qu'a le peuple du droit.

Le programme du parti ouvrier français commence par déclarer :

« Que l'émancipation de la classe ouvrière est celle de tous les êtres humains sans différence de sexe et de race;

Que les producteurs ne peuvent être libres, s'ils ne sont pas en possession des moyens de production;

Qu'il y a deux formes sous lesquelles les moyens de production peuvent leur appartenir :

1° La forme de la propriété individuelle, qui ne fut jamais un fait général et *qui disparait de plus en plus par suite de l'évolution industrielle.*

2° La forme de la propriété collective dont les éléments matériels et intellectuels sont *fournis par l'évolution même de la société capitaliste.* »

Partout nous trouvons en substance la même suite d'idées que dans le programme d'Erfurt du parti socialiste allemand. Il ne s'agit donc pas en premier lieu de la forme particulière de ce programme, mais des vues générales qui dirigent tout le mouvement socialiste international.

Au moment même où j'écris ces lignes, Bernstein publie dans le Vorwärts (3 septembre) un article intitulé : « Ce que je pense de la partie théorique du programme d'Erfurt » dans lequel il ne parle que de la forme trop absolue que présenteraient aujourd'hui quelques phrases de ce pro-

gramme. « Je dis aujourd'hui, parce que — abstraction faite de la question agraire — je reconnais quand même leur exactitude conditionnelle. Quant à la question agraire, le dernier mot n'est pas dit à ce sujet. »

Cette attitude ne trahit pas chez Bernstein un besoin pressant de réviser le programme. Il dit à la fin de son article :

« Après ce qui précède on ne peut avoir aucun doute sur ce que je pense de la partie théorique du programme du parti.

« Si la modification du programme était à l'ordre du jour, je n'hésiterais pas un instant si j'en étais sollicité à préparer une rédaction qui répondît à mes vues. Mais je ne m'y sens pas autrement porté. Ce n'est pas moi qui ai impliqué le programme dans la discussion. Je ne considérerais qu'il est temps de le juger que si dans le parti s'est propagée la conviction que le programme dans sa forme actuelle ne répond plus à l'état des études sociologiques et aux besoins de propagande du parti. Jusque-là le devoir des écrivains s'occupant des questions théoriques ne peut consister qu'à travailler dans la mesure de leurs forces à accroître les notions sociologiques. »

Je ne vois pas moi non plus dans cette discussion le moindre motif de soumettre à une révision la rédaction du programme d'Erfurt. Mais si l'on procédait à cette révision, on devrait avant tout rechercher si la rédaction actuelle signifie vraiment ce que lui fait dire Bernstein.

Je crois avoir démontré que la critique que fait

Bernstein de la « théorie de l'effondrement » souffre non seulement de ce qu'elle n'explique pas les choses avec exactitude, mais encore de ce qu'elle ne conçoit pas la théorie socialiste d'une manière conforme aux idées qui dominent dans notre parti. La même constatation doit être faite à propos de sa critique de la rédaction du programme d'Erfurt.

Il dit entre autres choses :

« En résumé je ne puis souscrire aux principes qui représentent le socialisme comme la conséquence *nécessaire* de faits purement économiques, comme la façon de sortir d'une *débâcle* économique et l'alternative ou le résultat d'une violente *collision.* »

Or, je me demande où dans le programme d'Erfurt il est question d'une *débâcle* économique et d'une *violente collision?* Voici le passage où il est question du socialisme : « Seules la transformation de la propriété individuelle des moyens de production en propriété collective et la transformation du mode de production capitaliste en mode de production socialiste, peuvent faire que la grande industrie et la productivité toujours croissante du travail social cessent d'être pour les classes jusqu'ici exploitées une source de misère et d'oppression pour devenir une source de grand bien-être et de perfectionnement harmonique universel. »

Où est-il question de *débâcle économique,* de *collision?* Le programme d'Erfurt ne dit rien de la forme de l'*avénement* du socialisme, par la raison bien simple qu'il est impossible d'en dire quelque chose.

Le programme d'Erfurt fut adopté à l'unanimité par la commission chargée de sa rédaction. Dans cette commission siégeait Vollmar qui au même congrès défendit ses discours soi-disant opportunistes. Bernstein croit-il que Vollmar eût donné son adhésion à une rédaction du programme affirmant péremptoirement la nécessité d'une collision ?

Non, le programme ne dit absolument rien de la façon dont se réalisera le socialisme si ce sera par un travail pacifique ou par des collisions violentes, ou comme l'admettent la plupart d'entre nous par l'une et l'autre voie.

Une autre objection que fait Bernstein à la rédaction du programme d'Erfurt provient de sa conception de la « nécessité économique », que dans l'article cité il rend synonyme de nécessité technique et qu'il oppose à besoin *social*. Il objecte que « la nécessité de la socialisation de la production ne peut être déduite de la *technique industrielle,* » comme si dans le programme d'Erfurt il était question de cela ! « L'évolution industrielle de la production, dit Bernstein, n'est pas un facteur réel de l'évolution socialiste en ce sens que ce facteur par lui-même mènerait à la socialisation *immédiatement*. La socialisation s'accomplit plutôt *indirectement* sous l'action des besoins *sociaux* ou même *politiques ;* c'est ainsi qu'elle s'est accomplie pour la poste, les chemins de fer, etc. »

Qu'on compare à ces lignes le passage cité plus haut du programme d'Erfurt, qui déduit la nécessité du socialisme des besoins de la *classe ouvrière*

et non des besoins de l'exploitation industrielle, et on verra ce que penser de l'opinion de Bernstein sur la nécessité économique.

Dans un autre passage de l'article en question Bernstein critique ce principe : La réalisation du socialisme « ne peut être l'œuvre que de la classe ouvrière, » et il se croit obligé de nous exposer longuement que dans le parti à côté des prolétaires on trouve encore d'autres éléments, qui lui sont parfois des plus utiles.

Mais si ce fait était en contradiction avec le principe mentionné plus haut, comment se fait-il que les 21 membres de la commission du programme, dont un certain nombre « d'académiciens » et de petits bourgeois l'adoptèrent à l'unanimité et que Bernstein lui-même n'y trouva rien à reprendre? Considérait-il alors que seules les mains calleuses des ouvriers pouvaient être utiles au parti socialiste? Lors donc qu'aujourd'hui, il ne peut souscrire à ce principe, qu'il acceptait il y a huit ans, cela ne peut venir que de ce qu'il ne l'interprète plus de la même façon. Alors il savait fort bien que le principe ne vise pas les *individus*, mais les *classes*, qu'il dit : de toutes les *classes*, la *classe ouvrière* est la seule qui fera triompher le socialisme. Nous reviendrons sur ce point.

Si l'on veut donc examiner les critiques qu'adresse Bernstein à la rédaction du programme, on doit d'abord voir si le programme dit bien ce que Bernstein y lit.

Mais revenons à la brochure de Bernstein. Ici il ne s'agit pas de la rédaction de quelques phra-

ses du programme, mais bien des principes qui sont au fond de tous les programmes socialistes. Nos adversaires n'ont-ils pas vu, eux aussi, dans cette brochure une rupture avec nos principes, un indice de désagrégation du parti socialiste. Et en effet ce qui découle de ses considérations, ce n'est pas seulement que la rédaction de quelques phrases du programme ait une forme trop « absolue ». Ne prétend-il pas, et parfois sous une forme bien « absolue », que l'évolution économique de la société moderne ne suit point du tout la direction que lui assigne Marx, et que le parti socialiste, d'après Marx, adopta comme vraie dans son programme. Si Bernstein a raison, alors non seulement la *rédaction* de l'introduction de notre programme, mais encore son *contenu*, doit être modifié.

Qu'advient-il alors des revendications socialistes, que notre programme déduit des principes de l'introduction ?

Certes les revendications ne seraient pas nécessairement caduques si leurs bases l'étaient. Très souvent on a vu des conclusions très justes tirées des prémisses fausses. Mais il est impossible d'exiger qu'on admette comme juste une idée dont la vérité n'est pas démontrée.

Je concéderai volontiers qu'on puisse donner au socialisme d'autres bases que celles que lui donne Marx.

Avant Marx et du temps de Marx il y a eu de nombreux socialistes qui ont donné à leurs revendications des bases excellentes et profondes, mais tous indiquent sur quoi ils fondaient leurs revendications.

Sans doute Bernstein a raison de prétendre que « ce n'est pas la conception des *formes* de l'évolution réelle qui fait le socialiste », mais « la conception de la société telle qu'elle doit être, la conviction socialiste, la *volonté* » (Vorwärts, 6 mai 1899). Mais si cette volonté se présente sans fondements comme un *sic volo sic jubeo*, on ne pourra pas attendre d'un tel socialisme une grande force propagandiste. Une telle volonté peut être le fondement d'un socialisme qui reste affaire personnelle, non d'un socialisme autour duquel peut se cristalliser un grand parti.

Comme nous l'avons déjà vu dans le premier chapitre, Bernstein ne permet pas même de voir si pour lui le socialisme est une nécessité ou n'est qu'un simple désir. Mais il ne montre pas non plus pourquoi le socialisme est désirable. Il rejette son fondement purement économique, mais par quoi le remplace-t-il ?

Il remarque bien accidentellement (Vorwärts, 26 mars) que « dans le mouvement socialiste la *conscience du juste* (Rechtsbewusstsein), l'effort vers des *conditions sociales encore plus justes* est un facteur au moins aussi efficace et important que la *misère* », mais c'est en vain qu'on cherche chez lui une preuve que la société socialiste est *encore plus juste* que la sociéte moderne, puisqu'il montre que celle-ci n'est pas si injuste qu'on le croit. Il ne montre pas non plus pourquoi la *conscience du juste* (chez les ouvriers, comme il le fait observer plus loin) mène au socialisme. Je comprenais le mot conscience du juste comme *senti-*

ment du juste, besoin de justice, autre expression pour « effort vers des conditions sociales plus justes ». Mais Bernstein me fait savoir que conscience du juste signifie « le sentiment que j'ai d'être dans le vrai ». En vérité, c'est différent, mais pourquoi ce sentiment sublime conduit-il non pas à la manie d'avoir toujours raison mais à la pensée socialiste? Je ne le vois pas clairement.

Ailleurs Bernstein fait remarquer que « la lutte de classe continue, même si le mouvement ouvrier reçoit son impulsion non plus de l'extrême misère matérielle, mais des nouveaux besoins résultant d'un niveau de culture plus élevé et de la conscience grandissante de l'égalité des droits ».

Bien, mais ces facteurs, tout comme la « conscience du juste », déterminent simplement un mouvement ouvrier, un effort des ouvriers vers une culture plus haute et l'égalité des droits ; ils ne prouvent pas que les ouvriers doivent être convaincus que ces résultats ne peuvent être atteints que par la suppression du mode de production capitaliste et de la propriété capitaliste. Les facteurs du mouvement ouvrier que Bernstein signale, les économistes bourgeois les reconnaissent aussi.

C'est en vain que nous chercherons dans le livre de Bernstein d'autres facteurs du mouvement ouvrier. Son livre ne montre pas que le socialisme soit nécessaire ou même désirable, au contraire il en ferait plutôt douter.

Les objections qu'il oppose à la théorie marxiste du capital sont les mêmes que le libéralisme économique fait valoir depuis longtemps contre le socia-

lisme. Et jusqu'à preuve du contraire je ne vois pas que de ces objections on puisse tirer d'autres conséquences que celles que les libéraux en ont tirées.

Si les grands inconvénients du mode de production capitaliste sont inhérents à ses débuts seulement et diminueront par la suite, si le nombre de ceux qui possèdent augmente, si les contrastes sociaux s'atténuent de plus en plus, si les prolétaires ont de plus en plus de chances de devenir indépendants ou tout au moins d'obtenir une situation satisfaisante, à quoi bon le socialisme? Si je pensais de l'évolution capitaliste ce qu'en pense Bernstein, j'avoue franchement que je considérerais le socialisme comme une lourde erreur. Si Bernstein avait ainsi à me persuader de la justesse des objections qu'il fait à la conception socialiste de notre mode de production, je dirais : Notre place n'est plus dans le parti socialiste, mais plutôt dans un Parti simplement radical, ou bien, car je ne voudrais pas me séparer de mon parti, je lui proposerais d'adopter à la place du programme collectiviste révolutionnaire un programme réformiste.

Il est de fait que Bernstein a été réclamé comme leur par les différentes fractions des radicaux qui exigent des réformes sociales en Allemagne. Elles ne sont certes pas en droit de réclamer Bernstein comme partisan, car sa *volonté,* sa *conviction* décident seules de son attitude, et celles-ci, comme il le déclare, sont socialistes. Mais, selon moi, les fractions libérales sont en droit de déclarer comme

leurs ses *explications théoriques*, car la volonté et la conviction de leur auteur ne décident pas de leur sens.

Par bonheur, bien que les libéraux aient raison sur ce point, les faits réels ne sont pas de nature à ébranler le *sentiment que nous avons d'être dans le vrai.*

III

LA TACTIQUE

a) Lutte politique et lutte économique.

Nous sommes arrivés à la dernière phase de la critique de Bernstein, à celle qui tient dans son livre la plus large place et qui cependant sera celle qui nous retiendra le moins longtemps. La théorie des deux âmes, qui dans la première partie du livre fut appliquée à Marx et à Engels, l'est dans la dernière au parti socialiste. Deux âmes, hélas ! demeurent en sa poitrine : la révolutionnaire et la réformatrice. Mais la première n'est que traditionnelle, la seconde puise sa force vitale dans la réalité du présent. L'âme révolutionnaire n'est maîtresse que des *paroles* du parti socialiste, l'âme réformatrice dirige ses *actes*. Qu'il ait le courage de paraître ce qu'il est : un parti de réformes démocratiques socialistes, et toutes ses contradictions disparaîtront, et il s'épargnera les plus dangereuses attaques de ses adversaires.

On pourrait donc se figurer que la critique de Bernstein n'est dirigée que contre les *mots* et que la contradiction qu'il signale ne vient pas de différences essentielles, qu'elle vient en partie du plaisir insensé qu'on trouve à entendre des phrases enivrantes, en partie de l'inintelligence qui empêche de s'élever à une vue personnelle des choses et porte à répéter machinalement des lieux communs.

Cette façon de voir est certainement des plus flatteuses pour Bernstein et ses partisans qui apparaissent comme les penseurs hardis, personnels et intelligents en face de la foule des crédules à l'esprit obtus et des légions des visionnaires. Mais il y a mieux à faire que de chercher les raisons des contradictions de parti dans le défaut d'intelligence des uns et l'intelligence supérieure des autres; qu'on creuse plus profondément et qu'on analyse les contradictions non plus seulement des *mots* et des *arguments*, mais aussi des choses.

Bernstein souligne l'importance des sociétés coopératives, des syndicats, du socialisme « municipal ». — Nul doute que sur ces terrains on puisse faire beaucoup et on doive faire beaucoup pour l'émancipation du prolétariat. Mais les adversaires les plus déterminés de Bernstein ne le nient pas. Parvus a même plusieurs fois reproché aux leaders de notre parti de s'intéresser trop peu aux syndicats, et les sociétés coopératives de consommation ne prospèrent nulle part mieux qu'en Saxe, le pays où Bernstein a été le plus violemment attaqué.

Là dessus il n'y a point de divergences d'opinion. Elles n'apparaissent que quand il s'agit de préciser ce qui sur ces différents terrains peut être fait pour l'affranchissement du prolétariat. Il y a ici des divergences d'opinion que Bernstein a bien senties, mais qu'il n'a pas exprimées avec force. A l'occasion il effleure ce problème du socialisme, puis il l'abandonne. La question de l'efficacité des sociétés coopératives, des syndicats et de la politique « socialiste municipale » est liée intimement à la question de leurs rapports avec la politique d'Etat.

Ce n'est pas Bernstein qui a soulevé cette question, mais bien un de ses partisans, le docteur Woltmann déjà nommé (Voir dans la « Elberfelder Freie Presse » sa série d'articles sur le livre de Bernstein, intitulés : « Discussion sur le but final et le mouvement » avril 1899, ainsi que sa conférence sur « la Puissance politique et la Puissance économique », faite à Barmen le 22 février 1899).

Dans les deux cas il expose cette opinion que seule la puissance économique confère la puissance politique. Les efforts que le prolétariat fait pour conquérir le pouvoir sont donc vains, s'il n'a préalablement acquis la puissance économique par l'organisation syndicale et coopérative.

Le programme d'Erfurt contient ce passage :

« La lutte de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste est nécessairement une lutte politique. La classe ouvrière ne peut mener le combat économique ni développer son organisation économique sans droits politiques. »

Woltmann remarque à ce sujet :

« Cela est fort juste, mais comment la classe ouvrière obtiendra-t-elle les droits politiques? Le Programme n'en dit rien. On est assez naïf dans la seconde partie pour les exiger de l'Etat. Et quelles forces emploiera-t-on??

» La phrase devrait être retournée : « La lutte de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste est nécessairement une lutte économico-politique. La classe ouvrière ne peut obtenir de l'influence et des droits politiques sans être organisée au point de vue économique. »

Il est, nous l'avouons, bien naïf de réclamer des droits politiques à l'Etat, mais Woltmann oublie malheureusement de nous faire savoir à qui donc on pourrait bien les réclamer, si ce n'est à l'Etat et à ses organes, le gouvernement et le Parlement.

L'année dernière nos amis de Belgique étaient encore une fois assez naïfs pour demander le suffrage universel et égal au Parlement et au gouvernement et non pas à une coopérative de consommation.

Mais quelles forces employer pour conquérir des droits politiques? La vie économique ne domine-t-elle pas la vie politique, ne devons-nous pas tout d'abord avoir la puissance économique avant de pouvoir obtenir la puissance politique? La classe ouvrière, dit Woltmann, ne peut conquérir de l'influence et des droits politiques sans être organisée au point de vue économique.

Mais pour s'organiser au point de vue économique n'est-il pas nécessaire d'avoir « cette influence et ces droits politiques »? Que deviendraient nos

syndicats et nos sociétés coopératives sans le droit de coalition et le droit d'association? La classe ouvrière n'a-t-elle pas dû conquérir ces droits politiques avant de pouvoir fonder ces organisations économiques? Et ces droits politiques ne sont-ils plus dans l'Europe centrale exposés aux pires attaques?

Mais d'autre part il est de fait que la puissance politique n'est en dernière analyse qu'une conséquence de la puissance économique. Quel cercle vicieux! Sans puissance économique nous n'obtiendrons pas de droits politiques et sans droits politiques nous ne parviendrons pas à la puissance économique!

Par bonheur il est un moyen extrêmement simple de sortir de ce cercle : on n'a qu'à ne plus confondre la *puissance* économique et l'*organisation* économique, confusion sur laquelle tout le raisonnement de Woltmann repose.

Si le prolétariat ne possédait pas la puissance économique, il ne pourrait certainement pas obtenir de droits politiques. Or le fondement de sa puissance économique est le rôle qu'il joue dans la production, et ce rôle ne dépend pas de la bonne volonté du gouvernement. Partout les gouvernements et les capitalistes s'évertuent à développer rapidement le mode de production capitaliste, et par suite ils augmentent la masse du prolétariat, ils la concentrent sur certains points et l'organisent — tout d'abord pour la production seulement, mais l'organisation de la fabrique a son contre-coup dans la lutte des classes. Gouvernements et capi-

talistes agissent de concert de façon à faire dépendre de plus en plus du salariat la vie économique de la nation et de façon que la nation soit dominée par le prolétariat dans la mesure où celui-ci prend conscience de sa force.

Cet accroissement de la puissance économique du prolétariat se manifeste partout, dans les pays despotiques comme dans les pays démocratiques, en Russie aussi bien qu'en Suisse, et c'est ce qui explique cette série ininterrompue de victoires remportées par la classe ouvrière, mouvement qui est la note la plus caractéristique de l'histoire du XIXe siècle.

Si les objections de Bernstein étaient justifiées, si la concentration du capital et par suite du prolétariat ne se produisait pas ainsi que l'admettait déjà le « Manifeste communiste », le prolétariat aurait beau s'efforcer de s'organiser économiquement, les gouvernements et les capitalistes seraient assez forts pour en venir à bout.

Au contraire ils s'épuisent en une lutte désespérée, tandis qu'après chacune de ses défaites l'ennemi qu'ils combattent se relève plus nombreux, offre plus de cohésion, et leur est à eux-mêmes plus indispensable.

Voilà les forces que la classe ouvrière a employées, emploie et emploiera toujours pour conquérir des droits politiques.

Il est tout naturel qu'elle emploie ces droits politiques pour développer des organisations économiques et accroître encore ainsi sa puissance.

Personne n'a encore nié qu'un prolétariat forte-

ment organisé en syndicats, disposant de riches coopératives de consommation, de nombreuses imprimeries, de journaux répandus, obtienne de tout autres résultats aux élections et au Parlement, qu'un prolétariat auquel manquent toutes ces armes de combat. *Mais la puissance économique fondamentale du prolétariat est la puissance créée spontanément par l'évolution économique.* Et la forme la plus élevée de la lutte des classes, celle qui donne son caractère à toutes les autres, ce n'est pas la lutte entre organisations économiques isolées, mais c'est la lutte soutenue par la collectivité du prolétariat pour la conquête de la plus puissante des organisations sociales, l'Etat : c'est la lutte politique. C'est elle qui décide de tout.

Nous ne voulons point dire que les relations entre la lutte économique et la lutte politique soient telles dans tous les temps et en toutes circonstances, que les plus grands et les plus rapides progrès soient constamment obtenus par la lutte politique, et que la lutte pour et par les organisations économiques doive toujours rester au second plan.

Dans l'importance relative de la lutte économique et de la lutte politique on constate une certaine fluctuation semblable au mouvement oscillatoire de l'industrie capitaliste. De même que celle-ci passe tour à tour par des périodes de prospérité et des périodes de crise, de même en politique nous trouvons des époques de grand combat et de progrès rapides, des époques « révolutionnaires » — alternant avec des époques de stagnation où le développement des organisations économiques, les

« réformes sociales » passent au premier plan. Et entre ces deux mouvements oscillatoires, le mouvement industriel et le mouvement politique, il y a non seulement une ressemblance, mais encore un lien.

Les périodes de prospérité sont naturellement celles où le mécontentement social général est le moindre, où l'effort qu'on tente pour s'élever par son propre travail a le plus de chance de réussir, où le besoin d'en appeler à l'Etat est le plus faible. Alors non seulement les capitalistes, mais aussi les ouvriers prisent peu la politique et attachent au contraire une grande valeur aux entreprises et aux organisations économiques qui promettent des avantages immédiatement appréciables.

Pendant la crise s'évanouit l'espoir de faire des progrès sur le terrain économique ; la plus grande des puissances économiques, l'Etat, doit pouvoir apporter le remède ; c'est de l'Etat qu'il faut s'emparer, pour sentir de nouveau le terrain solide sous ses pas ; le mécontentement social croît, tous les contrastes s'accentuent, tout pousse à la lutte politique.

Naturellement l'intensité de la lutte politique et son effacement derrière l'activité économique ne dépendent pas uniquement de la période de prospérité ou de crise que traverse l'industrie. D'autres facteurs agissent soit pour arrêter, soit pour précipiter le mouvement. En tout cas le cycle économique exerce une puissante influence sur les rapports entre la lutte économique et la lutte politique.

La Révolution de 1848 éclata pendant une crise économique. L'une des causes, qui après la défaite

rendirent une nouvelle tentative impossible, fut, avec la crainte que le prolétariat après les journées de Juin inspira à la bourgeoisie, la période de prospérité industrielle qui commença en 1850. « La crise industrielle, écrivait en 1885 Engels dans son introduction aux « Révélations sur le procès des communistes de Cologne » (p. 15), la crise industrielle de 1847, qui avait préparé la Révolution de 1848, était terminée. Une nouvelle période de prospérité industrielle inouïe était commencée; pour celui qui avait des yeux pour voir et s'en servait, il était clair que le mouvement révolutionnaire de 1848 allait bientôt s'arrêter. »

Dès 1850, Marx et Engels déclaraient dans la revue « Die Neue Rheinische Zeitung » : « Il ne peut être question d'une vraie révolution quand la prospérité est si grande, quand les forces productives de la société bourgeoise se développent aussi largement qu'il est possible. Une telle révolution n'est possible qu'aux époques où entre ces deux facteurs : les forces de production modernes et les modes de production bourgeoise, éclate une contradiction ».

Une autre période de grand essor économique s'ouvrit en 1871. Elle ne se rattache pas comme celle de 1850 à une révolution manquée, mais au contraire à une révolution européenne des plus heureuses, mais qui fut, il est vrai, le résultat de guerres dynastiques et non des soulèvements populaires.

Les événements de 1866 et 1870-71, la chute de l'absolutisme en Autriche, et de l'Empire en France, l'unification de l'Allemagne, l'octroi du suffrage

universel, enfin la lutte héroïque de la Commune. ces événements n'étaient pas de nature à assoupir chez les ouvriers l'intérêt qu'ils portaient à la politique, à paralyser la foi au succès rapide des luttes politiques, et à faire passer au premier plan la nécessité de s'élever uniquement par l'activité économique. D'autant moins que la durée de cet essor fut si courte et que la vie syndicale et coopérative, à cause de la réaction qui suivit 1849, avait à peine commencé.

Aussi pour le prolétariat, abstraction faite de l'Angleterre, la lutte politique resta-t-elle au premier plan. Le prolétariat resta révolutionnaire.

Depuis quelques années nous traversons une nouvelle période de prospérité, mais qui dure plus longtemps que celle de 1871; elle a déjà trouvé établies de fortes organisations économiques et elle coïncide avec une période déjà longue de stagnation politique, qu'elle ne fait que prolonger.

Nous avons donc une situation semblable à celle de 1850 : réaction politique et essor industriel. Mais entre ces deux époques il y a un demi-siècle de développement capitaliste et de luttes prolétariennes, une génération a déjà joui du droit de coalition. Tandis que la situation en 1850 amena un arrêt complet du mouvement ouvrier sur le continent européen, la situation en 1899 amena seulement le passage au premier plan des luttes économiques, car les classes laborieuses pensent qu'en ce moment elles peuvent plus obtenir par le mouvement syndical et coopératif que par l'activité politique.

C'est en partie dans cette situation que réside la force du livre de Bernstein. Il insiste sur la nécessité de s'occuper de la besogne économique pratique, ce qui est en effet nécessaire en ce moment. Son doute au sujet de la vraisemblance de changements politiques importants et subits, de catastrophes, répond aux expériences des dernières années. Et pour les « gens pratiques » qui lisent le livre de Bernstein, ses théories sont bien indifférentes : ce qui les intéresse, ce sont ses considérations sur les devoirs et les nécessités du temps présent.

Mais aussi la faiblesse du livre de Bernstein vient de ce qu'il ne répond qu'à une situation particulière. Car il ne prétend pas s'occuper de nos prochains progrès, mais du socialisme; il ne prétend pas traiter des tâches d'aujourd'hui; mais des tâches du parti socialiste en général.

Lorsque, en 1850, commença l'ère de prospérité, Marx et Engels tirèrent des conditions sociales d'alors des conséquences pour fixer la tactique des années suivantes, mais ils ne rejetèrent point comme entachés d'erreur les résultats de l'étude qu'ils avaient consacrée à l'ensemble de l'évolution capitaliste. Si Bernstein était venu déclarer : « Durant cette ère de prospérité et de réaction, on ne peut rien faire de grand sur le terrain politique. Aussi longtemps que cela durera, consacrons la plus grande partie de nos efforts au travail réformiste dans les syndicats, les municipalités, les coopératives, etc. », s'il avait ainsi parlé, il aurait trouvé dans notre parti la plus grande con-

sidération et l'approbation d'un grand nombre.

Mais Bernstein proclame que la situation économique et politique du moment est l'état normal de la société, que la stagnation politique est la voie lente mais sûre par où progressent la démocratie et les réformes sociales ; il s'imagine que la prospérité d'aujourd'hui va se prolonger indéfiniment, et c'est ainsi qu'il arrive à une conception optimiste de l'évolution de l'Etat et de la société. C'est là une vue inconsistante qui ne peut durer qu'autant que la stagnation politique et la prospérité économique.

Ce qui semble à Bernstein le contraste entre la phraséologie révolutionnaire traditionnelle et le véritable esprit de réforme n'est, du moins en partie, que le contraste entre une conception basée sur l'étude de tous les faits de l'histoire de notre société, et une conception basée sur l'examen d'une seule de ses phases.

Il parle d'une « tactique qui n'est fondée que sur l'éventualité de catastrophes ». Il n'indique pas où il a constaté une telle tactique dans le parti socialiste allemand. En réalité, de par sa base théorique il n'est pas de tactique plus capable de s'adapter aux circonstances que celle du parti socialiste. Il est prêt à toute éventualité, il compte avec la crise comme avec la prospérité, avec la réaction comme avec la révolution, avec les catastrophes comme avec l'évolution pacifique et lente. Sa vitalité réside en grande partie dans cette faculté d'adaptation. Le parti socialiste n'a pas de raison de s'affaiblir en réglant toute sa tactique sur une situa-

tion particulière, sur l'éventualité d'une catastrophe, mais il ne doit pas non plus la réduire à tout jamais à la petite besogne des temps de paix. Une tactique qui par principe ne tient nul compte des crises, des catastrophes, des révolutions lui est aussi nuisible qu'une tactique qui ne spécule que sur ces éventualités. Le parti socialiste doit profiter de toute situation et ne jamais se lier les mains.

b) — Notre politique sera-t-elle indépendante ou non ?

Derrière le contraste signalé par Bernstein entre une phraséologie révolutionnaire surannée et un réel mouvement de réformes démocratiques socialistes m'apparaît, comme je viens de le dire, le contraste entre une conception large, générale de la société capitaliste et une conception basée sur des phénomènes transitoires et les besoins du moment.

Mais il y a derrière ce contraste une autre antithèse, pratiquement beaucoup plus importante. Car la première aura des conséquences principalement pour notre *propagande*, tandis que de la seconde dépendra notre *mode d'action*.

Notre politique sera-t-elle indépendante on non ? Le prolétariat doit-il s'organiser comme un parti de classe autonome, ou bien fusionnera-t-il avec d'autres classes pour former un grand parti démocratique ?

On pourrait croire que cette question a déjà été résolue, théoriquement par le manifeste communiste, pratiquement par Lassalle. Mais elle reparaît sous une autre forme. Aujourd'hui il ne s'agit plus du parti socialiste en tant que groupement de propagande, mais bien en tant que facteur politique de premier ordre. La question n'est donc plus de savoir si les prolétaires doivent abandonner le parti socialiste pour adhérer à la démocratie bourgeoise, mais bien si nous devons régler notre programme et notre tactique de façon que les portes du parti soient ouvertes à toutes les classes ou couches démocratiques.

Il s'agit de classes ou de couches, non d'individus. Il est bien entendu que le parti socialiste accueillera avec plaisir tous ceux, à quelque classe qu'ils appartiennent, qui seront prêts à prendre part à la lutte de classes entreprise par le prolétariat. La question est de savoir si le parti socialiste doit se rendre serviable aux besoins des classes non-prolétariennes.

Une réponse affirmative est ardemment souhaitée par les membres prévoyants de la démocratie bourgeoise, dont la décadence est rapide et qui ne peut espérer renaître que par une « mue » du parti socialiste.

Cette réponse est souhaitée également par quelques membres de notre parti qui voient dans cette politique un moyen sûr d'accroître rapidement ses forces et d'arriver plus tôt au pouvoir que par n'importe quelle autre voie. Ces socialistes et démocrates se groupent autour de Bernstein et son livre

leur offre une série d'arguments. Par exemple il cherche à atténuer la puissance de la solidarité de classe qui unit entre eux les prolétaires et les divergences qui les séparent des bourgeois ; il montre qu'en principe la démocratie doit amener la suppression des classes ; il recommande d'être prudent dans les déclarations de guerre au libéralisme ; il établit la supériorité de la tactique actuelle des ouvriers anglais sur celle des chartistes.

Déjà dans ma critique du livre de Bernstein (voir le « Vorwärts » et la « Neue Zeit ») j'ai montré qu'il ne s'explique pas nettement sur la lutte des classes. « Ce qui ressort de la lecture de son livre, c'est qu'il s'efforce de faire apparaître comme négligeables et la solidarité qui unit entre eux les prolétaires et le fossé qui les sépare des capitalistes. (« Neue Zeit, » XIII, 2 — page 70).

Dans cette phrase, Bernstein voit une grave accusation (*op. cit.* — Page 578). Je n'y vois que la constatation d'un fait. Je n'ai point prétendu que Bernstein ait soutenu une opinion contraire à ses convictions : on peut bien être persuadé que la solidarité n'est pas grande au sein du prolétariat et être un parfait honnête homme. Il ne s'agit pas non plus de « vertueuse indignation et de sermons dogmatiques », mais bien de rechercher si les faits confirment ou non les vues de Bernstein.

Il dit, par exemple, dans son livre, page 153 :

« Antérieurement au présent travail, j'ai déjà fait la remarque que les ouvriers salariés modernes ne sont pas la masse homogène et — en ce qui concerne la propriété, la famille, etc. — indifférente que suppose le

Manifeste communiste et que dans les industries manufacturières les plus avancées on trouve justement toute une hiérarchie d'ouvriers différenciés, dont les groupes respectifs ne sont que médiocrement solidaires entre eux. (*Trad. Cohen*).

Il reconnaît bien qu'entre l'aristocratie du travail et les couches prolétariennes inférieures il existe certaines sympathies qui ne font pas défaut même en Angleterre. « Mais entre cette sorte de sympathies politiques ou socialo-politiques et la solidarité économique il y a encore une grande différence, différence qu'une forte oppression politique et économique peut neutraliser, mais qui. à mesure que cette oppression disparaît, se manifeste toujours de nouveau d'une manière quelconque. C'est une erreur grave de croire que l'Angleterre constitue sous ce rapport une exception. Sous une autre forme, le même phénomène se manifeste actuellement en France. De même en Suisse, aux Etats-Unis, et jusqu'à un certain point, — nous venons de le dire — en Allemagne ».

Je répondis à cela que l'Angleterre fait certainement exception. Les luttes entre syndicats rivaux pour la conquête de certains champs d'activité sont un phénomène particulier à l'Angleterre. — Il réplique alors que de telles luttes ne se produisent plus guère maintenant, et... que l'Allemagne présente aussi ses luttes entre ouvriers, causées par des différends économiques et des conflits d'intérêts économiques. « En certains endroits se trouvent encore en concurrence des syndicats centralisés et des organisations locales, dans certaines

branches d'industrie la fédération des industries et le syndicat professionnel ».

Je me contenterai de faire remarquer que la cessation des luttes entre syndicats en Angleterre ne prouve rien contre ma thèse, puisque je considérais de telles luttes comme des exceptions. D'ailleurs, l'exclusion du Congrès des Trade Unions prononcée récemment contre le grand syndicat de l'Union des constructeurs de machines, n'indique pas précisément la cessation des rivalités entre syndicats en Angleterre. Quant aux conflits entre syndicats centralisés et syndicats locaux, entre syndicats professionnels et fédérations industrielles, ils reposent sur toute autre chose que le défaut de solidarité ou les divergences d'intérêts entre ouvriers de différentes branches d'industrie. Les luttes dont parle Bernstein naissent en partie de divergences de vues au sujet de l'organisation, en partie de conflits de compétence, non d'opposition d'intérêts.

On doit vraiment être à court de preuves pour prendre ces phénomènes à témoin du peu de solidarité qui règne entre les groupements ouvriers.

Mais, demande Bernstein, avec ces sentiments de solidarité, qu'advient-il du matérialisme historique et de la dialectique ? — « Voici des ouvriers appartenant aux branches d'industrie les plus diverses et dont les salaires sont les plus variés. Le matérialisme historique n'en tirera-t-il pas la conséquence prochaine que des différences dans la position sociale, dans la façon de vivre, dans les idées, dans les relations mutuelles vont apparaître

entre les couches en question? Et une telle hypothèse n'est-elle pas conforme au point de vue dialectique? »

Voyez comme Bernstein devient subitement dialectique et matérialiste! Mais je n'ai jamais nié qu'il existe des différences dans les idées des diverses couches d'ouvriers. Il ne s'agit que de savoir si ces divergences seront de nature à atténuer les sentiments hostiles du prolétariat à l'égard du capital, et par suite à faire disparaître ou à diminuer la solidarité prolétarienne.

Je prétends qu'une telle chose ne se présentera que là où des prolétaires ont une situation privilégiée. Mais ce n'est jamais qu'une exception et une exception qui ne persiste nulle part. Le capital s'efforce de vaincre et de briser tout privilège d'éducation, d'habileté, d'organisation chez les ouvriers, et tôt ou tard il réussit. L'une après l'autre ces couches d'ouvriers qui se croyaient quelque chose de mieux que des prolétaires sont abaissées, ramenées au niveau des autres et elles deviennent ainsi conscientes de la solidarité qui les unit à la masse. Ce fait se passe sous nos yeux, et les querelles entre organisations locales et organisations fédérées n'y changent rien.

Bernstein pense qu'entre cette sorte de sympathies politiques ou socialo-politiques et la solidarité économique il y a encore une grande différence que peut neutraliser une forte oppression politique et économique, mais qui reparaîtra toujours dans la mesure où cette oppression diminuera.

Je ne conteste pas certes que la solidarité pro-

létarienne prendra fin avec l'oppression politique et économique, car elle est précisément un résultat de cette oppression. Je concède aussi volontiers que là où l'oppression politique s'ajoute à l'oppression économique, ce sentiment de solidarité est généralement plus vif. Mais cette forte oppression économique exercée par la classe capitaliste sur le prolétariat n'est-elle pas une condition vitale de l'exploitation capitaliste? C'est précisément de là que vient l'hostilité entre les deux classes. Si j'écrivais que l'opposition entre le prolétariat et le capital apparaît à Bernstein beaucoup moins marquée qu'elle ne l'est en réalité, ou si j'affirme que l'oppression de la classe capitaliste lui semble moins forte, cela revient exactement au même.

Cette vue est intimement liée à la suivante « que la démocratie est en principe la suppression de la domination de classe, même si elle n'est pas la suppression effective des classes elles-mêmes ». (P. 214). On peut « traduire le mot démocratie par absence de la domination de classe; c'est-à-dire un état social, où aucune classe ne jouira d'un privilège politique quelconque vis-à-vis de la communauté » (P. 209).

Abstraction faite de la propriété du terme « état social » pour désigner la démocratie, il est certain qu'une définition de la démocratie la représentant comme une organisation où aucune classe n'exerce un privilège politique, est bien incomplète. L'égalité de droits n'est qu'*une* caractéristique, non *la* caractéristique de la démocratie. Bernstein ne peut admettre qu'on traduise le mot démocratie

par souveraineté du peuple, parce que « cette définition est superficielle, et de pure forme, tandis que presque tous ceux qui se servent actuellement de l'expression démocratie entendent par là plus qu'une simple forme de gouvernement ».

Soit, plus qu'une simple forme de gouvernement, mais quand même une forme de gouvernement. Et le concept de gouvernement du peuple par le peuple implique celui d'égalité des droits, tandis que la réciproque n'est pas vraie. Même dans l'Empire romain nous trouvons l'égalité de droits de toutes les classes. Aucune ne jouit d'un privilège politique. Les citoyens romains étaient au point de vue politique tous également privés de droits. D'autre part un état social anarchique entraîne aussi l'absence de tout privilège politique; pourtant les anarchistes — et en se plaçant à leur point de vue on ne peut que leur donner raison — ne veulent rien savoir de la démocratie, précisément parce qu'elle est une forme de gouvernement. *Elle est la forme de la souveraineté de la majorité.*

D'ailleurs, la démocratie, Bernstein ne le nie pas, ne signifie pas la suppression en fait des classes sociales. L'état social restant le même, les classes, leurs divergences, et leurs ressources économiques sont dans un gouvernement démocratique ce qu'elles sont sous un régime politique où le pouvoir appartient à la minorité. Pourquoi donc alors le mot démocratie serait-il en principe synonyme de l'expression : suppression de la domination d'une classe? Il signifie gouvernement par

les classes qui forment la majorité ou qui tiennent économiquement ou intellectuellement la majorité en leur dépendance.

Certes la démocratie est la condition primordiale de la suppression de la suprématie d'une classe, mais précisément parce qu'elle est la seule forme politique dans laquelle le prolétariat peut conquérir lui-même cette suprématie, dont il se servira naturellement, étant la dernière des classes sociales, pour détruire toutes les différences qui les séparent les unes des autres. Sans la suprématie de la classe prolétarienne, pas de suppression de classes.

Mais l'idée de cette suprématie terrifie Bernstein, et c'est pourquoi il cherche dans la démocratie le moyen qui en principe supprimera la possibilité de la suprématie d'une classe, et par suite rendra superflue celle du prolétariat.

Il affirme que « l'idée de l'oppression de l'individu par la communauté répugne incontestablement à la conscience moderne. Actuellement nous trouvons anti-démocratique l'oppression de la minorité par la majorité. L'expérience a même établi que, plus étaient anciennes, dans un Etat moderne les institutions démocratiques, plus aussi les droits des minorités, y étaient reconnus et considérés, et plus les luttes de parti y perdaient de leur âpreté ». (P. 210, 211. *Trad. Cohen*).

Il ne nous dit pas où l'expérience a montré tout cela. Ici, comme lorsqu'il était question de la prospérité, nous voyons que Bernstein cite comme loi générale de l'évolution moderne, ce qui n'est

qu'un phénomène transitoire, en l'occurrence constaté dans un seul pays, l'Angleterre.

Là présentement règne le calme plat dans la politique. Les différends entre les deux grands partis de gouvernement s'atténuent de plus en plus, et la lutte entre l'Angleterre et l'Irlande a perdu de son acuité dans les dernières années. Il n'y a vraiment pas si longtemps que la « conscience moderne » des Anglais applaudissait avec une joie « absolument » intense aux plus cruelles persécutions dirigées contre leurs adversaires, les Irlandais, et que ceux-ci répondaient par le poignard et la dynamite. Cependant, depuis que Gladstone capitula devant les Irlandais, cette forme de lutte a pris fin.

Les Anglais ne montrent-ils pas par leur politique coloniale dans l'Afrique du Sud, au Soudan, dans l'Inde que leur conscience ne répugne absolument pas à l'oppression des minorités, à l'écrasement des faibles? Et la démocratique Amérique? Jamais elle ne lyncha ses nègres avec plus de volupté que maintenant, jamais elle ne fusilla les grévistes d'un cœur plus léger, jamais les Américains ne se montrèrent plus sanguinaires et plus tyranniques à l'égard des minorités. La guerre des Philippines n'améliorera pas leurs mœurs.

Ou sera-ce la France démocratique qui nous montrera que les luttes de parti perdent de leur virulence, qu'on respecte davantage l'individu et que l'évolution politique prend des formes moins rudes? Nous ne parlons pas de l'Autriche et de l'Italie, qui par leur mode de suffrage se rangent pourtant dans les Etats démocratiques.

Mais pourquoi aller si loin chercher des exemples? Que voyons-nous dans l'Empire allemand maintenant qu'une génération a joui du suffrage universel? Une jurisprudence brillamment illustrée d'une part par ses jugements draconiens contre des grévistes et des rédacteurs publiant des bons mots inoffensifs sur l'empereur et les princes impériaux, et d'autre part par l'impunité des officiers et policiers maltraitant les citoyens paisibles.

Bernstein repousse avec indignation l'idée d'une dictature du prolétariat. Est-ce en se montrant plein d'égards pour des gens comme les junkers prussiens, les Stumm et les Kühnemann, les Rockefeller et les Jay-Gould, les aventuriers qui se groupent autour de l'Etat-major de l'armée française, et autres gaillards avides d'une politique « smart » qu'on parviendra à s'en débarrasser?

Et rien ne fait prévoir que les divergences s'atténuent. Au contraire!

Je ne veux pas assurer que la suprématie du prolétariat doive inévitablement prendre les formes d'une dictature de classe. Mais l'expérience n'a pas prouvé jusqu'ici et les prévisions qu'on peut faire pour l'avenir ne permettent pas de croire que les formes démocratiques rendent superflue la suprématie de la classe prolétarienne pour son émancipation.

Qu'on me comprenne bien. Je n'ai pas l'intention de nier que la démocratie avec ses libertés, sa vue claire des rapports des divers partis et des classes sociales soit extrêmement propre à écarter toute âpreté évitable dans la lutte des classes. Le

parti socialiste l'a toujours reconnu. Ici il ne s'agit pas de cela, mais bien de savoir si la démocratie peut atténuer l'aggravation des antagonismes sociaux résultant de l'évolution économique au point de rendre superflue la suprématie de la classe prolétarienne. La théorie et la pratique répondent négativement à cette question.

Nous pouvons tranquillement nous en remettre à l'avenir de la solution de ce problème de la dictature prolétarienne. Sur ce point encore il est inutile de nous lier les mains. Mais cette question a pour le présent quelque importance parce que notre attachement à l'organisation du prolétariat en classe indépendante dépend des espérances que nous aurons en la cessation des luttes de classes dans la société démocratique.

La position que nous prendrons vis-à-vis du libéralisme aura encore plus d'influence.

« Il me semble recommandable aussi, dit Bernstein, d'agir avec modération dans les déclarations de guerre au « libéralisme ». Certes, le grand mouvement libéral des temps modernes a, en tout premier lieu, profité à la bourgeoisie capitaliste, et les partis, qui s'approprièrent le mot « libéral », furent, ou devinrent, de simples gardes du corps du capitalisme.

« Entre ces partis de la Socialdémocratie il n'y a place que pour l'antagonisme. Mais, en ce qui concerne le libéralisme comme mouvement historique universel, le socialisme en est, non seulement au point de vue chronologique mais enrore spirituellement, l'héritier légitime, comme du reste cela ressort pratiquement au sujet de chaque question de principe qui touche de près ou de loin à l'action socialiste. Partout où une revendication économique du programme socialiste allait être

réalisée d'une façon ou dans des circonstances qui semblaient sérieusement menacer l'évolution libertaire, la socialdémocratie n'a jamais hésité à s'y opposer. Les garanties des libertés politiques lui ont toujours été plus précieuses que la réalisation d'une revendication économique.

« Le développement et la garantie de personnalité libre est le but de toutes les mesures socialistes, même de celles qui semblent être des mesures coercitives... La constitution de 1793 était l'expression logique des idées libérales de l'époque, et une lecture rapide de ses dispositions permet de constater combien peu elle était contraire au socialisme. Aussi Babeuf et les « Egaux » voyaient en elle un excellent point de départ pour la réalisation de leurs idées communistes et ils inscrivirent, conséquemment, le rétablissement de la Constitution de 1793 en tête de leurs revendications. Ce qui plus tard se donna pour du libéralisme politique n'est que des atténuations et des accommodations, correspondant aux besoins de la bourgeoisie capitaliste après la chute de l'ancien régime, tout comme ce qu'on appelle le manchestérisme n'est qu'une atténuation et une reproduction partielle des principes du libéralisme économique classique. De fait il n'y a pas une idée libérale qui ne fasse pas aussi partie de l'idéologie socialiste.

« Même le principe de la responsabilité économique individuelle qui, apparemment, est tout ce qu'il y a de plus manchestérien, ne saurait être, à mon avis, ignoré théoriquement par le socialisme, ni mis hors d'action dans n'importe quelles circonstances » (p. 218, 220) (*Trad Cohen*).

Nous respectons le « principe de la responsabilité économique individuelle », ainsi que la « liberté politique » et le développement et la garantie « de personnalité libre », mais l'énumération de ces principes et de ces libertés ne me semble pas épuiser le contenu du concept de libéralisme.

Nous avons à le considérer de même que le socialisme, comme un phénomène historique déterminé et non comme une formule de liberté située en dehors du temps et de l'espace. Du moins ce libéralisme à qui le parti socialiste lance ses déclarations de guerre, est quelque chose de très concret : ce sont les partis libéraux que Bernstein lui-même qualifie de « gardes du corps du capitalisme ». Mais le libéralisme dans sa forme la plus pure même, l'idéal de la majorité des philosophes du XVIII[e] siècle n'est par ses idées sociales rien moins que socialiste, ni directement ni indirectement, dans ses conséquences. Il en est autrement des idées politiques du libéralisme, de la démocratie. Naturellement le parti socialiste doit les accepter, mais quand l'a-t-on vu dans ses déclarations de guerre s'attaquer aux idées démocratiques ? Toute l'argumentation de Bernstein est basée sur la confusion de la démocratie et du libéralisme économique, comme il le prouve clairement en citant la Constitution de 1793 et Babeuf.

Les doctrines économiques du libéralisme répondent aux besoins de la production des marchandises développée. Le droit fondamental qu'il proclame est le droit de propriété sans restriction, non seulement sur les produits de consommation, mais encore sur les moyens de production. La liberté fondamentale qu'il revendique est la liberté de produire et de vendre, le laissez-faire, laissez-passer, principe qui ne repose pas sur « une atténuation, une reproduction partielle des principes du libéralisme économique classique » mais qui

fut déjà formulé par les premiers des économistes classiques, les physiocrates.

La Constitution de 1793, bien qu'elle naquît sous la terreur des masses populaires, reconnaissait ces deux principes du libéralisme. Elle déclarait : « Le droit de propriété est celui qui appartient à tout citoyen de jouir et de disposer *à son gré* de ses biens, de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie... Nul genre de travail, de culture, de commerce, ne peut être interdit à l'industrie des citoyens ». Tel n'était pas le texte du projet de Constitution que Robespierre présenta aux Jacobins. « La propriété, avait dit ce dernier, est le droit qu'a chaque citoyen de jouir et de disposer de la portion des biens *qui lui est garantie par la loi*. Le droit de propriété est borné, comme tous les autres, par l'obligation de respecter les droits d'autrui. Il ne peut porter préjudice, ni à la sureté, ni à la liberté, ni à l'existence, ni à la propriété de nos semblables. Toute possession, tout trafic, qui viole ce principe est essentiellement illicite et immoral. »

Ainsi pensait Robespierre, qui certes n'était pas socialiste.

Et Babeuf aurait cru trouver dans les principes économiques de la Constitution de 1793, un excellent point d'appui pour l'introduction de la communauté des biens ?

Il n'y en était pas du tout question.

Mais la Constitution de 1793 renfermait, outre la reconnaissance de la propriété privée et du « laissez faire », une organisation démocratique de l'Etat,

qui fut de nouveau écartée dans la Constitution de 1795. En premier lieu elle proclamait le suffrage universel direct quand la constitution suivante n'établissait que le suffrage censitaire et indirect. Et c'est précisément pourquoi Babeuf réclamait qu'on remplaçât la Constitution de 1795 par celle de 1793. Il le réclamait parce que, comme il l'explique dans un de ses pamphlets, elle assure à *tous* les citoyens le droit imprescriptible de voter les lois, d'exercer les droits politiques, de se réunir, de réclamer ce qu'ils tiennent pour nécessaire, de s'instruire, de ne pas mourir de faim, — droits que la loi contre-révolutionnaire de 1795 lèse complètement et ouvertement ». (Cité par Deville dans son « Gracchus Babeuf », traduit par Bernstein, p. 24.) — Dans ce même ouvrage Deville dit (P. 26) : « Bien loin de mener fatalement au communisme, comme le prétend l'historien plein d'imagination, H. von Sybel, la Constitution de 1793 reconnaissait le droit de propriété comme un droit absolu et proclamait la complète indépendance de l'industrie et du commerce. Quand des communistes comme Babeuf réclamaient avant tout son application, ils ne perdaient certes pas de vue l'état social communiste qu'ils rêvaient ; mais quand ils agissaient ainsi ils étaient convaincus que la Révolution n'avait suivi son vrai chemin que jusqu'au 9 thermidor 1794, et qu'en conséquence pour qu'elle se terminât comme d'après eux elle devait se terminer, il fallait remettre les choses en l'état où elles étaient à ce jour. »

Babeuf et les babouvistes réclamaient donc la

Constitution de 1793 à cause de son caractère démocratique, *malgré* et non *à cause de* son libéralisme économique. C'est vraiment accommoder les faits historiques un peu trop à sa fantaisie que de prendre Babeuf et la Constitution de 1793 à témoin que le libéralisme n'est pas un obstacle au socialisme, que, comme le dit Bernstein, « le libéralisme est un principe social général dont l'aboutissement sera le socialisme » (P. 222).

Bernstein arrange encore plus mal les chartistes que Babeuf et les babouvistes, cependant ceux-là n'étaient au prix de ces derniers que des petits garçons. Les babouvistes tentaient par une conspiration d'établir le communisme ; les chartistes réclamaient le suffrage universel et la journée de 10 heures. Cependant Bernstein ne les approuve pas, parce qu'ils voulaient atteindre leur but indépendamment et même à l'encontre de la « bourgeoisie radicale ».

Il observe que plus le parti socialiste consent à paraître ce qu'il est, un parti de réformes démocratiques socialistes, plus ses chances s'accroissent d'accomplir des réformes politiques.

« Certes, la peur est un facteur puissant dans la politique, mais on se trompe en croyant qu'il suffit de provoquer la peur pour obtenir tout ce qu'on veut. Ce n'est pas quand le mouvement chartiste était dans sa phase la plus révolutionnaire que les ouvriers anglais obtinrent le droit de suffrage, mais lorsque l'écho des tirades révolutionnaires s'était éteint et qu'ils s'allièrent à la bourgeoisie radicale dans la lutte pour les réformes. Et si quelqu'un m'objecte qu'une chose semblable serait impossible en Allemagne par exemple, je lui recommande

de lire ce que, il y a quinze à vingt ans, la presse libérale écrivait au sujet des luttes syndicales et de la législation ouvrière, et comment les représentants de ces partis parlaient et votaient au Reichstag au cours des débats sur ces questions. Il reconnaîtra peut-être ensuite que la réaction politique n'est certainement pas le phénomène le plus significatif dans l'Allemagne contemporaine » (p. 275).

Il est vrai que les chartistes n'obtinrent pas le droit de suffrage, mais ils obtinrent autre chose, la journée de dix heures, ce qui n'est pas non plus à dédaigner. Mais Bernstein veut-il prétendre qu'ils n'obtinrent pas le droit de suffrage parce que leurs allures étaient trop révolutionnaires ? Mais à l'époque même où les successeurs des chartistes obtinrent le droit de voter, les ouvriers allemands et français l'obtenaient aussi, et dans une mesure beaucoup plus large que les Anglais, bien qu'ils se comportassent d'une manière très révolutionnaire, et ne fissent aucune avance à la bourgeoisie libérale.

Les Anglais sont les gens les moins prompts à se laisser influencer par de simples « tirades révolutionnaires ». D'ailleurs, la bourgeoisie anglaise au temps de la propagande en faveur du libre-échange ne pouvait guère être effrayée par les paroles et la propagande des chartistes, d'autant moins que ces « tirades révolutionnaires » pouvaient hardiment être comparées aux leurs. Ce qui indisposa les bourgeois contre les chartistes, ce fut que les chartistes firent leur propagande et s'organisèrent indépendamment et en opposition avec les libre-échangistes. Ils le pardonnèrent tout aussi

peu aux chartistes que les progressistes prussiens pardonnèrent le même crime commis par Lassalle, bien que celui-ci ne se fût pas comporté d'une manière révolutionnaire.

Par cette singulière opposition de deux choses qui ne contrastent pas absolument, — les tirades révolutionnaires et l'alliance avec la bourgeoisie radicale, — on peut clairement voir que Bernstein réprouve ces tirades révolutionnaires principalement pour rendre l'alliance avec les radicaux possible.

Mais cette alliance est possible sous deux formes : 1° comme coopération momentanée et dans un but déterminé du prolétariat organisé en un parti autonome, avec des partis bourgeois, tactique que le « Manifeste communiste » déclare déjà indispensable dans certains cas ; 2° comme extension du parti prolétaire en un grand parti populaire embrassant tous les éléments démocratiques, tel que celui qui se forma en Angleterre quand le chartisme ne fut plus, mouvement contraire à l'évolution politique sur le continent, — et tel que le réclament depuis peu les réformistes de notre parti.

Quels sont les arguments en faveur de cette extension ? L'espoir qu'un tel grand parti démocratique peut obtenir la majorité beaucoup plus tôt que le prolétariat isolé ; qu'en renonçant au spectre rouge et autres allures révolutionnaires, il deviendra plus tôt apte à gouverner, et qu'ainsi le prolétariat sera plus tôt en mesure d'acquérir, non le pouvoir, mais de l'influence. Sans doute, le

prolétariat ne pourra, de cette façon, obtenir pleine satisfaction, il doit être moins exigeant et avoir égard à ses compagnons de lutte ; mais un tiens ne vaut-il pas mieux que deux tu l'auras, et il n'est pire maxime que : Tout ou rien. Si nous ne voulons transformer notre parti des salariés en un parti embrassant les masses populaires, nous nous condamnons pour un temps indéfini à l'impuissance, à l'opposition absolument stérile.

Voilà l'argumentation de la fraction réformiste. Ils oublient que le parti socialiste exerce une action positive considérable, même quand il ne dispose d'aucun portefeuille. Sans doute, on ne peut pas tout par la crainte, et je crois que la peur directe, physique du socialisme n'a pas encore produit de grands résultats. Et cependant, nous voyons que depuis des années déjà l'orientation de notre politique intérieure dépend des revendications du parti socialiste. Ceci ne vient pas de la crainte que, un beau jour, si on ne l'amusait, notre parti pourrait tout briser, mais de la crainte que le parti socialiste pourrait bien un beau jour grouper autour de lui toute la masse des ouvriers.

L'accroissement en nombre et en force du prolétariat et l'accroissement de l'influence du parti socialiste sur ce prolétariat, — la nécessité pour les autres partis d'entrer en concurrence avec le nôtre, sous peine de voir ce puissant appoint leur échapper, voilà les facteurs qui forcent les partis bourgeois démocratiques à faire des réformes sociales, les facteurs qui ont reproduit ce revirement de la presse qui, aux yeux de Bernstein,

témoigne de la bonne volonté de la bourgeoisie allemande.

Telle est l'influence du parti socialiste, longtemps avant qu'il soit en état d'arriver lui-même au pouvoir, que les partis bourgeois démocratiques doivent se réformer, qu'ils doivent au moins adopter quelques-unes des revendications de notre parti, s'ils ne veulent pas voir leur échapper la classe ouvrière, la classe la plus forte de la nation.

Si donc le parti socialiste reste le vrai parti de classe du prolétariat militant, il ne renonce pas pour cela à toute influence politique. S'il voulait, au contraire, régler son programme et sa tactique de façon à pouvoir englober d'autres classes et à prendre part à leurs luttes de classe, il paralyserait ses forces combatives et avec son homogénéité il perdrait aussi son unité.

Ce sacrifice ne lui servirait guère : comme parti démocratique, il resterait quand même un parti où le prolétariat donnerait le *ton;* mais les autres classes ne se soumettent pas à une direction prolétarienne. Un parti de concentration démocratique n'est possible que sous une direction bourgeoise. Lorsqu'un parti englobant tous les éléments de la démocratie n'est plus possible sous une telle direction — et partout un tel parti est en décadence — à plus forte raison est-il impossible de le constituer sous la direction du prolétariat.

Quelles sont les autres classes de la démocratie que nous avons à considérer après le prolétariat ? Les petits bourgeois, les paysans, les intellectuels. Dès aujourd'hui, les rangs du parti sont largement

ouverts à tout membre de ces classes qui se sent prolétaire et veut prendre part à la lutte de classe du prolétariat. Mais comment les petits bourgeois et les petits agriculteurs, qui ne prennent pas cette attitude vis-à-vis du prolétariat, veulent-ils améliorer leur situation? C'est avant tout en cessant d'être de petits exploiteurs pour devenir de grands exploiteurs, capitalistes, grands agriculteurs, et pour pouvoir exploiter leurs ouvriers sans entraves. Plus l'exploiteur est placé bas sur l'échelle sociale et plus profondément il est atteint par toute réforme. Le prolétariat peut s'allier par moment à ces fractions pour atteindre certains buts politiques et obtenir certaines réformes administratives. Mais il ne doit pas coopérer avec elles en une organisation durable.

Et les intellectuels? Certes, la très grande majorité d'entre eux n'a aucun intérêt à l'exploitation du salariat, elle appartient même à la catégorie des exploités. Mais, peu nombreux, la force leur fait encore plus défaut que le nombre. Ils forment la fraction du peuple la moins propre à une lutte de classe énergique, et quelque haine qu'ils nourrissent pour le régime capitaliste, ils lui restent cependant soumis. Le parti socialiste a certainement besoin d'intellectuels, de nombreux intellectuels, mais il ne peut les accueillir dans ses rangs que s'ils sont décidés à brûler leurs vaisseaux et à entreprendre sans ménagement la lutte contre la société bourgeoise. Que celui qui ne le peut ou ne le veut reste à l'écart du mouvement prolétarien. En fin de compte, ou le parti socia-

liste le désillusionnerait, ou il trahirait le parti socialiste.

C'est précisément dans les rangs des intellectuels qu'on forme les vœux les plus ardents pour que le parti socialiste s'élargisse, devienne un parti « de tout le monde », d'un parti de classe qu'il est. Les paysans et les petits bourgeois n'en ressentent pas un aussi pressant besoin.

Le livre de Bernstein ne montre pas clairement quelle position il prend dans cette question. S'il ne se prononce pas avec netteté sur ce point, ses arguments dans la question de tactique sont tels qu'ils peuvent être et qu'ils sont utilisés en faveur de la transformation de notre parti en un parti populaire. Et c'est pourquoi il était nécessaire de les mentionner et de montrer combien peu ils prouvent ce qu'ils sont censés prouver.

Ici, nous devons encore une fois revenir à l'article de Bernstein déjà cité, article qui fut publié dans le *Vorwärts* pendant l'impression de ces feuilles et où il exposait son opinion sur la partie théorique du Programme d'Erfurt.

Entre autres choses, il est opposé à ce passage du Programme d'Erfurt qui déclare que la transformation de la société *ne peut être que* l'œuvre de la classe ouvrière. Il voudrait dire : *doit être en première ligne* l'œuvre de la classe ouvrière. Ou cela ne signifie pas autre chose, ou cela exprime une autre pensée d'une façon bien vague. Nous avons déjà fait remarquer qu'ici il s'agit de luttes de classes, non de luttes d'individus. Des individus des classes les plus diverses peuvent prendre part

à la lutte de l'émancipation du prolétariat. Le programme d'Erfurt n'en empêche personne. Mais la question est de savoir si la lutte de l'émancipation du prolétariat peut devenir une lutte pour les intérêts particuliers de classes non prolétariennes. A cette question, le programme d'Erfurt fait une réponse absolument négative, tandis que Bernstein n'y répond pas. Mais il est permis d'admettre qu'il veut préparer les voies à la transformation du parti socialiste en un parti de concentration démocratique, qu'il ne veut pas que le parti socialiste ait le courage de paraître ce qu'il est, mais celui de devenir toute autre chose que ce qu'il fut jusqu'ici, et qu'il devrait renoncer au principe fondamental de l'Internationale : « L'émancipation de la classe ouvrière ne peut être obtenue que par la classe ouvrière même ».

Mais le but visé par le parti socialiste différera selon qu'il sera un parti prolétarien ou un parti « de tout le peuple ».

Tout parti doit prendre à tâche de conquérir le pouvoir politique pour façonner l'Etat et faire agir les forces de l'Etat sur les formes sociales, conformément à ses vues. Tout parti ayant de la vitalité doit aussi être préparé à ce que le pouvoir lui échoie; il doit donc savoir à quel usage il emploiera cette force. Il doit avoir toujours une réponse prête à cette question, s'il veut déployer quelque force propagandiste. Un parti qui, dès le principe, déclarerait qu'il ne peut agir utilement que dans l'opposition, qu'il ne cherche qu'à obtenir de l'influence et non le pouvoir, un tel parti

se paralyserait par cette déclaration et s'aliénerait complètement la confiance des masses populaires.

Donc, chaque parti doit avoir un but final, non comme terme de l'évolution sociale (celle-ci n'a ni terme ni but final), mais comme but proposé à son activité pratique.

Il est clair qu'un parti populaire dans lequel les intérêts de classe des paysans et des petits bourgeois ont l'influence prédominante devra toujours — quelques sympathies qu'il ait pour le prolétariat — rester sur le terrain de l'organisation sociale existante, de la propriété individuelle des moyens de production, de la liberté de la production individuelle. Il ne pourra franchir les limites de la constitution de 1793, il ne pourra dépasser le principe du libéralisme, il ne pourra jamais, quelques efforts qu'il fasse, être autre chose qu'un parti de réformes démocratiques socialistes, expression où le mot « socialistes » n'est plus qu'un mot sonore, mais creux, un souvenir de « l'heureux temps où l'on est jeune et bête » ou bien encore la vision nébuleuse d'un paradis où chacun est libre de rêver d'entrer — quand cinq cents nouvelles années se seront écoulées. C'est un mot qui n'engage plus à rien.

Le but d'un parti purement prolétarien doit être tout autre. Le prolétariat n'a pas d'intérêt au maintien de la propriété individuelle des moyens de production. Même s'il arrive par les voies les plus pacifiques et les plus légales au pouvoir; s'il est animé du vif désir de ne rien bouleverser

et de ne point s'écarter des voies de l' « évolution organique », même s'il est sceptique à l'égard des « utopies » socialistes, il ne tiendra pas compte, dans la défense de ses intérêts, du maintien de la propriété individuelle des moyens de production et de la production individuelle.

Par contre, un régime prolétarien doit toujours poursuivre un double but. D'une part, *la suppression du caractère privé des grands monopoles capitalistes* et de l'autre *la suppression des sans-travail, armée de réserve des industriels.*

Et, en ce faisant, il atteint le mode de production capitaliste au cœur.

Sans les trusts monopolisateurs et sans les sans-travail toujours prêts à prendre la place des grévistes, la situation du prolétariat organisé en face du capitalisme devient prépondérante.

Quand celui-ci se plaint aujourd'hui déjà du terrorisme prolétarien, c'est une absurdité. Mais le prolétariat établira forcément sa dictature dans l'usine le jour où il aura conquis le pouvoir dans l'Etat. La position des capitalistes, qui subsisteront après la socialisation des cartels et des trusts, deviendra alors intenable ; ils n'auront plus qu'à supporter les risques de leur industrie sans en être les maîtres plus longtemps. Dès ce moment, les capitalistes, avec une hâte plus grande que celle des ouvriers d'aujourd'hui, réclameront une socialisation avantageuse de leurs industries ; ils dépenseront beaucoup plus de forces et d'intelligence à résoudre ce problème par la voie la plus rapide et la moins douloureuse, qu'ils n'en dépensent au-

jourd'hui à combattre le mouvement prolétarien. Le prolétariat victorieux serait contraint, même s'il ne le désirait pas au début, de socialiser la production : il y serait fatalement, logiquement amené par ses intérêts de classe.

En d'autres termes, la production capitaliste et le pouvoir aux mains du prolétariat sont deux choses incompatibles. Il est difficile d'en dire plus. Nous ne savons ni quand ni comment s'établira cette suprématie du prolétariat, si ce sera dans une grande tourmente ou à la suite d'une série de catastrophes ou si elle se réalisera peu à peu et graduellement. Nous ne savons pas non plus ce que seront alors la société et le prolétariat, car ces deux facteurs se modifient sans interruption ; nous ne savons combien de choses encore imprévues se seront réalisées alors, ni dans quelle mesure les problèmes du régime prolétarien en seront rendus plus difficiles ou plus simples. Nous ne pouvons que reconnaître la loi fatale qui forcera le prolétariat victorieux à remplacer le mode de production capitaliste par le mode de production socialiste.

Si le prolétariat s'organise en parti politique autonome, conscient de la lutte de classe à soutenir, son but doit devenir la suppression de la propriété individuelle des moyens de production capitaliste et la suppression du mode de production individuelle capitaliste ; il ne doit pas considérer que le socialisme doit perfectionner, mais qu'il doit vaincre le libéralisme ; il ne peut rester un parti se bornant aux *réformes démocratiques so-*

cialistes, il doit devenir le parti de la *révolution sociale*.

Ici il ne s'agit naturellement pas de la révolution au sens que la police donne à ce mot, c'est-à-dire de révolte à main armée. Un parti politique serait insensé, qui se déciderait en principe pour les voies de l'émeute, lorsque des voies plus sûres et moins terribles seraient à sa disposition. Dans ce sens le parti socialiste n'a jamais été en principe révolutionnaire. Il est révolutionnaire seulement en ce sens qu'il est conscient qu'il ne pourra employer le pouvoir politique, le jour où il y parviendra, qu'à détruire le mode de production sur lequel repose aujourd'hui l'ordre social. Je rougis d'avoir à répéter ces lieux communs : j'y suis forcé quand Bernstein trouble les esprits par sa polémique contre notre tactique qui, d'après lui, n'est basée que sur l'éventualité de catastrophes.

Dans l'édition allemande de son livre, il déclare expressément qu'il « emploie le mot révolution exclusivement dans le sens politique de ce mot, comme synonyme de révolte, de recours illégal à la violence » (p. 152).

Dans l'édition française il a supprimé ce passage. Il y parle de la révolution sans en donner une définition. Mais dans l'édition française comme dans l'allemande il déclare :

« Il est de notoriété que Marx et Engels ont considéré pendant fort longtemps ce dernier moyen (la violence au moyen de la révolution) comme presque partout inévitable, et, pour un certain nombre de fidèles de la doctrine marxienne, il l'est

encore aujourd'hui. Beaucoup aussi le considèrent comme le moyen le plus rapide. » (p. 152.)

Depuis Lassalle le parti socialiste s'efforce d'établir clairement la différence entre la révolution avec des fourches et des fléaux et la révolution sociale, et de montrer qu'il ne veut que cette dernière.

Nous croyons pouvoir nous flatter d'avoir fait sentir cette différence même aux procureurs et voici qu'aujourd'hui un de nos plus anciens, un de nos plus éminents porte-parole croit nécessaire de mettre le parti socialiste en garde contre des soulèvements irréfléchis!

Si le livre de Bernstein produisait quelque effet, ce serait avant tout de fortifier les idées confuses que nos adversaires répandent sur notre parti, idées à la destruction desquelles il nous a fallu consacrer une bonne partie de notre vie.

Quiconque connaît la littérature de notre parti, ne fût-ce que superficiellement, comprendra que *révolution sociale* et *révolte* sont deux idées bien différentes. La révolution sociale est un but qu'on peut se proposer en principe, l'émeute un moyen qu'on ne peut juger qu'après en avoir examiné l'opportunité.

Mais le terme « révolution *politique* » n'est pas plus synonyme d'émeute que le terme « révolution *sociale* ». Le langage, — je ne parle pas de celui des policiers — désigne par révolution politique toute grande *commotion politique*, qui active la vie politique et fait battre avec plus de force le cœur de la nation. Ce terme est opposé à

celui de « contre-révolution », ébranlement qui paralyse l'activité politique. L'émeute ou « emploi illégal de la violence » peut être un épisode, un épisode très important de cette commotion, mais elle n'est pas la révolution elle-même. La convocation très légale des Etats-Généraux fait aussi bien partie de la Révolution que la prise de la Bastille. Et personne ne parlera de la grande *révolte* française de 1789. On ne nommera pas non plus révolutions les émeutes ou violences illégales qui n'ont pas d'effet sur la vie politique, par exemple les soulèvements des indigènes de l'Hindoustan contre les agents anglais chargés d'établir des cordons sanitaires.

Bernstein, « pour éviter les malentendus » emploie donc le mot révolution précisément dans le sens qui n'est pas celui qu'on lui donne dans la langue politique et scientifique, mais qui est le sens que lui prêtent les policiers et les magistrats, parce que dans une révolution, ce qui les intéresse, ce sont seulement les actes qui tombent sous le coup de la loi.

La révolution sociale — je ne l'entends pas comme Bernstein — est le but fatal vers lequel tend toute organisation politique autonome du prolétariat. Quiconque organise le prolétariat en parti politique indépendant y prépare par là même les voies à l'idée de révolution sociale, quels que soient son amour de la paix, sa placidité et le scepticisme avec lequel il envisage l'avenir. Et réciproquement, quiconque veut rendre le prolétariat indépendant des autres partis politiques,

l'organiser en parti autonome, atteindra son but d'autant plus rapidement qu'il fera mieux comprendre à la classe ouvrière la nécessité de la révolution sociale.

D'autre part nous avons vu que la politique de concentration démocratique, le fusionnement du prolétariat dans un parti de toutes les classes populaires, implique la renonciation à la révolution, l'obligation de se contenter de réformes sociales.

C'est ainsi que la position qu'on prend dans la question de la révolution sociale a déjà pour le temps présent une haute signification pratique. Il est possible qu'on se figure qu'il est inutile de discuter sur la révolution, et que ce soit là vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Pour l'instant, dira-t-on, dans le mouvement ouvrier ces deux directions ont pratiquement le même but, les réformes socialo-politiques et démocratiques. Qu'on poursuive donc ces réformes et qu'on ne trouble pas l'unité du parti par des discussions sur des choses dont aucun homme ne peut prévoir le cours.

Mais on a vu que la question de savoir quel est le but final de notre politique, révolution ou simplement réformes sociales, est liée des plus intimement avec la question de l'*organisation* et de la *propagande* du prolétariat comme *parti politique* dans le *temps présent*.

S'il n'en était pas ainsi, l'insistance à soutenir le point de vue révolutionnaire d'une part serait aussi peu compréhensible que d'autre part la vio-

lence des attaques des réformistes contre ce qu'ils nomment « tirades révolutionnaires ».

Tandis qu'au contraire l'ardeur des discussions devient compréhensible quand on aperçoit derrière la lutte apparente autour des formules la lutte autour d'une question, dont la solution a une importance vitale pour le parti socialiste comme pour la démocratie bourgeoise, c'est-à-dire la question de savoir si le prolétariat doit mener sa lutte de classe comme organisation politique autonome ou bien comme fraction d'un parti populaire embrassant toutes les couches de la démocratie.

c) **Nous est-il permis de triompher ?**

Voilà la question que pose sérieusement Bernstein et à laquelle il répond négativement !

Nous avons vu que tout parti politique ayant de la vitalité doit s'efforcer de conquérir le pouvoir, qu'il ne doit pas se contenter de rester un parti d'opposition. D'après Bernstein, ce principe ne peut s'appliquer au parti socialiste. Pendant un certain temps il ne peut rendre de services utiles que dans l'opposition.

Le prolétariat est beaucoup trop faible, pense-t-il, pour pouvoir de sitôt conquérir le pouvoir. Mais s'il réussissait, cela ne pourrait être qu'un mal, car il est encore trop peu développé pour

pouvoir utiliser convenablement ses forces, et les temps ne sont pas encore venus où doit se réaliser le Socialisme.

« Avons-nous dès maintenant atteint le degré de développement des forces productives, indispensables pour l'abolition des classes ? » demande Bernstein (p. 300). La réponse est très pessimiste.

Et les ouvriers ?

« Malgré les progrès considérables que la classe ouvrière a faits au point de vue intellectuel, politique et économique depuis les jours où Marx et Engels écrivaient, je ne la considère pas même aujourd'hui encore comme assez avancée pour prendre en mains le pouvoir politique. » (p. 298.)

Bernstein a déjà traité ces questions dans une partie de son ouvrage. Nous avons déjà eu l'occasion de parler des doutes qu'il élève au sujet du développement du mode de production moderne, et nous avons montré qu'il était impossible d'indiquer avec précision un stade du développement de la production à partir duquel on pourrait déclarer la société mûre pour le socialisme.

L'intervention consciente du prolétariat dans le mécanisme économique doit évidemment revêtir des formes tout autres dans une société où dominent la haute finance et le commerce et dans une société où domine l'industrie ; la souveraineté politique du prolétariat doit avoir des effets différents dans un pays de vieux capitalisme et dans un pays de jeune capitalisme, — voilà tout ce qu'on put affirmer. Mais il serait absurde de

vouloir préciser une limite à partir de laquelle on déclarerait le socialisme réalisable.

Dans la dernière partie de son ouvrage, Bernstein est manifestement animé du même sentiment, qui guide l'auteur en écrivant ces lignes : le besoin d'en finir vite, puisque, après tout, on était si près du but. — Aussi ne donne-t-il ici aucun détail précis, et se contente-t-il d'indiquer quelques références.

Mais ici il joue vraiment de malheur.

Dans l'édition allemande, Bernstein se référait à trois auteurs. Dans l'édition française, il ne se réfère plus qu'à un seul : Engels. J'ai montré que sur les trois, l'un ne fait qu'une remarque hypothétique sans autre fondement et que les deux autres déclarent absolument le contraire de ce que Bernstein leur attribue, Bernstein lui-même reconnaît dans une note de l'édition française « s'être laissé peut-être un peu trop entraîner par la discussion. » Néanmoins il reproduit les résultats qu'il a tirés de ses prémisses et il répète aussi sa citation de F. Engels.

Polémiquant avec Plekhanow, il cite le passage suivant :

« Ce ne sera que lorsque les forces productives sociales auront atteint un certain degré de développement, *très élevé même pour les temps actuels*, qu'il deviendra possible d'augmenter à tel point la production que l'abolition des différences de classe pourra être un progrès réel et qu'elle pourra être durable sans entraîner un arrêt, voire même un recul dans le mode de production social. » « Quel est donc, demande Bernstein triomphant, le philistin, le savant qui a écrit cela, monsieur Plekha-

now? Personne autre que Frédéric Engels. » (p. 300.) *Trad. Cohen.*

Cette citation est certainement très fâcheuse pour Plekhanow. Elle a seulement un petit inconvénient pour Bernstein : *elle est fausse.* Bernstein, ou son traducteur, fait parler Engels au futur quand celui-ci parle au présent (Voir l'original : Internationales aus dem Volksstaat, Berlin, 1894, p. 50).

C'est peut-être seulement la faute du traducteur; mais celui-ci n'aurait pas commis cette faute si Bernstein en même temps que le passage en question avait cité le passage qui suit. Engels polémique dans cette brochure contre un Russe qui avait prétendu que le socialisme se réaliserait plus tôt en Russie que dans l'Europe occidentale, parce que la Russie n'a pas de bourgeoisie.

A cela Engels répond qu'un certain degré de développement des forces productives est une condition préliminaire du socialisme. « Ce n'est qu'entre les mains de la bourgeoisie que les forces productives *ont atteint* ce degré de développement. La bourgeoisie est donc, tout comme le prolétariat, une condition préliminaire *sine qua non* pour la révolution sociale. »

Engels prétend donc ici que les conditions économiques indispensables à l'avénement du socialisme n'existent que dans les pays capitalistes. Il dit la même chose dans son « Anti-Dühring ». (3e édition, p. 304).

Bernstein torture le sens de ce passage au point de dire qu'Engels aurait prétendu que les condi-

tions économiques préliminaires du socialisme n'existaient pas encore.

J'attirai son attention sur ce point, ce qui ne l'empêcha point de maintenir dans l'édition française cette altération du sens du passage d'Engels.

Et voilà le seul argument qu'il sache produire en faveur de sa thèse. Néanmoins il continue de la défendre avec acharnement, cette thèse que la victoire du parti auquel il appartient ne pourrait avoir que de fâcheuses conséquences.

En vérité, quel singulier socialiste !

Bernstein n'apporte pas la moindre preuve quand il affirme que les forces productives ne sont pas encore suffisantes pour que les classes sociales puissent être abolies, puis lorsqu'il veut citer des autorités, ces autorités se tournent contre lui.

Mais le degré auquel le capitalisme a amené le développement de la production n'est qu'un des facteurs du socialisme. C'est un corps inanimé si un second facteur ne vient lui donner la vie : un prolétariat plein de force politiquement mûr.

Notre prolétariat possède-t-il ces qualités dans la mesure qui lui permettrait de saisir les rênes de l'Etat ? Et même pouvons-nous espérer voir dans un temps rapproché naître un tel prolétariat ?

Bernstein répond encore à cette question, par la négative. Il traite cette question, comme la question des conditions matérielles primordiales du socialisme, deux fois dans son ouvrage, une fois vers le milieu (p. 152 et suivantes) et de nouveau vers la fin.

Il demande ce qu'est le prolétariat moderne et il répond :

« Si on comprend sous ce titre tous ceux qui ne jouissent d'aucun revenu par la propriété ou par une situation privilégiée, ils constituent évidemment la majorité absolue de la population dans les pays avancés. Mais alors ce « prolétariat » se compose d'un mélange d'éléments extraordinairement hétérogènes, et de couches plus différentes encore entre elles que ne le fut le « peuple » de 1789 ; une foule qui, tant qu'existeront les conditions de propriété actuelles, aura plus d'intérêts communs ou, du moins, analogues que contradictoires, mais qui, dès que les possédants et les gouvernants actuels seront destitués ou dépossédés, se rendront bien vite compte de la diversité de leurs besoins et de leurs intérêts respectifs » (p. 153).

Dans ces propositions l'auteur reste d'une part autant au-dessous de la vérité qu'il est au-dessus d'autre part. Bernstein reste au-dessous de la vérité, quand il concède à peine que le prolétariat forme la majorité absolue de la population des pays avancés.

Dans l'Empire allemand, en 1895, les non-prolétaires formaient 26,84 % de l'ensemble des personnes vivant de leur industrie; en 1882, la proportion était 29,25 %. Les prolétaires forment ainsi plus des 70 centièmes, presque les 3/4 des personnes gagnant leur vie. C'est là déjà une forte « majorité absolue ».

En outre la statistique de l'Empire comptait au nombre des non-prolétaires non seulement les capitalistes, les artisans, les petits commerçants, les grands propriétaires, les paysans, mais aussi

les ouvriers à domicile, les directeurs salariés d'entreprises (par ex. les directeurs des sociétés par actions), les officiers, les hauts fonctionnaires, les membres du clergé, le personnel de l'administration, de l'enseignement, les médecins, les acteurs, les musiciens, les artistes, les secrétaires particuliers, les hommes de lettres. (Statistique de l'Empire allemand. Nouvelle série. Volume 111, p. 62 et 63).

Il est inutile d'expliquer que parmi ces non-prolétaires il en est beaucoup qui ne tirent aucun revenu de la propriété ou d'une situation privilégiée.

Ce dénombrement montre certainement que si on veut parler d'un « mélange d'éléments extraordinairement hétérogènes », les non-prolétaires forment un tel mélange. Mais ici Bernstein ne veut considérer que la désagrégation du prolétariat et il ne peut trouver d'expression assez forte pour la dépeindre : c'est un « mélange de couches plus différentes encore entre celles que ne le fut le « Peuple » en 1789 ».

Voilà vraiment une affirmation bien hardie! Le prolétariat d'aujourd'hui est formé de salariés : le « Peuple » de 1789 était formé non seulement de salariés, mais aussi de petits bourgeois, de paysans et de gueux, et ces derniers, dans le peuple d'alors, jouaient un rôle, même un rôle politique, non sans importance. — Et si l'on veut considérer l'expression « le Peuple de 1789 » comme synonyme de Tiers-Etat, alors il faudra encore tenir compte des capitalistes et des intel-

lectuels. Quel mélange bigarré formaient ces gens qui renversèrent la Féodalité !

Et Bernstein prétend que les salariés d'aujourd'hui forment des couches encore plus différentes que celles qui composaient le « Peuple » de 1789 ! Et celui qui lance cette affirmation plaisante « sur le calme d'âme vraiment asiatique » avec lequel Parvus — pensez donc ! — enrôle dans l'armée du prolétariat les 5,600,000 salariés agricoles, ne voudrait-il pas par hasard les compter dans l'armée de ceux qui tirent leur revenu de la propriété ou d'une situation privilégiée ?

Comme preuve des profonds contrastes que présente le salariat, on nous montre les disparités frappantes qui existent entre les salariés de l'industrie, du commerce, de l'agriculture et au sein de chacune de ces catégories. Nous avons déjà vu ce que penser des divergences dans les syndicats. Qui voudrait nier qu'il existe des divergences au sein du salariat ? Qui ne verrait que les intérêts de l'employé de commerce ne sont pas identiques à ceux de l'ouvrier d'usine, et que ceux-ci sont différents de ceux du petit pâtre ? Mais de ces différences se dégage-t-il des oppositions d'intérêts rendant impossible une coopération durable de ces différentes couches dans un parti politique ? C'est là précisément la question que Bernstein n'aborde pas, car tous ses arguments concernent les difficultés d'une coopération syndicale et non d'une coopération politique.

D'après Bernstein, la condition primordiale de l'organisation d'un parti serait donc une complète

uniformité de tous les intérêts des membres de ce parti? Alors comment donc pourrait se constituer un parti ?

Si le prolétariat n'est pas en état de devenir classe dirigeante, à cause des divergences d'intérêts de ses différentes couches, comment donc la Bourgeoisie a-t-elle pu parvenir au pouvoir? Qu'on veuille bien considérer non plus seulement les différences, mais les contrastes au sein de la Bourgeoisie : elle est formée par les Capitalistes et par des Intellectuels. Chacune de ces couches se divise à son tour en innombrables groupes qui se combattent souvent avec le plus grand acharnement : nous avons grands et petits capitalistes; nous avons le capital industriel, le capital de commerce, le capital de prêt et la haute finance qui les empoche tous; à ne considérer que le capital industriel, nous avons les divergences entre producteurs et consommateurs de matières premières, etc. — Et parmi les Intellectuels, quelle solidarité y a-t-il bien entre le médecin et l'avocat, l'ingénieur et le philologue ?

Et cependant tous ces éléments alliés formaient le grand parti libéral.

Même la bourgeoisie à elle seule est déjà plus divisée que le prolétariat; il est donc vain de prétendre que le prolétariat est composé aujourd'hui d'éléments plus disparates que le peuple de 1789 tout entier qui, outre le prolétariat, renfermait encore tant de classes.

Bernstein lui-même ne maintiendrait pas cette affirmation s'il considérait les choses plus froide-

ment. Et même le prolétariat était en 1789 plus divisé qu'aujourd'hui : alors il y avait encore les divergences entre ouvrier membre d'une corporation et ouvrier non membre d'une corporation. L'ouvrier était beaucoup plus lié durant toute sa vie à la même occupation, le passage d'une occupation à une autre n'était pas si facile qu'aujourd'hui.

Si nous voulons examiner les chances du prolétariat dans les luttes politiques, nous ne devons plus seulement mettre en relief chez lui ces points qui semblent diminuer à nos yeux ses facultés combatives.

Il nous faut aussi considérer l'autre face du problème. Lorsque Bernstein croit apercevoir dans le « mélange des couches », dans la diversité des intérêts le facteur qui rend impossible la souveraineté politique du prolétariat, nous devons lui objecter que le mélange des couches, la diversité des intérêts sont bien plus grands chez nos adversaires, et c'est pourquoi Marx et Engels protestèrent toujours contre le terme de « masse réactionnaire ».

C'est précisément dans l'unité des intérêts décisifs qu'il représente, que se trouve le grand avantage du socialisme sur les partis bourgeois. Il est le seul des partis existants qui n'a besoin de s'appuyer que sur une classe, parce que celle-ci constitue la grande majorité du peuple.

Tout autre parti doit s'appuyer sur différentes classes, en particulier même sur des fractions du prolétariat, s'il veut obtenir et conserver la majorité. Le socialisme est précisément supérieur aux

autres partis par son unité et sa cohésion. Et cela ne contribue pas peu à le rendre fort.

Mais si les divergences qui existent au sein du prolétariat étaient suffisantes pour morceler le parti socialiste et le rendre incapable de conquérir le pouvoir, qu'adviendrait-il donc de lui, si à ces divergences on en ajoutait d'autres en élargissant le parti socialiste au point de faire de ce parti prolétarien un parti « de tout le monde »?

Personne n'a encore prétendu que le parti prolétaire soit absolument homogène. Trop souvent dans notre œuvre de propagande, nous sentons les différences qui le divisent. Alors on voit assez distinctement que toutes les couches prolétariennes ne sont pas également aptes à comprendre les idées socialistes et l'organisation politique et syndicale. Les travailleurs industriels forment l'avant-garde, les travailleurs du commerce et surtout ceux de l'agriculture restent à l'arrière-garde. Il n'est pas douteux que nous ne gagnions complètement ces dernières couches qu'avec de pénibles efforts. Mais ceci montre seulement que le socialisme n'est pas encore au bout de sa tâche, ce que personne parmi nous ne s'était d'ailleurs figuré; cela ne prouve pas que cette tâche reste longtemps encore inachevée.

Le développement économique favorise très efficacement notre propagande en ce sens qu'il accroît surtout les couches prolétariennes les plus accessibles au socialisme. Dans les villes domine la population industrielle et la prépondérance des villes sur la campagne est de plus en plus mar-

quée. Le tableau suivant concerne l'Empire allemand :

CLASSES DES LOCALITÉS	Augmentation ou diminution de la population de 1882 à 1895		Proportion entre la population du groupe considéré et la population totale	
	En valeur absolue	Pour cent	1882	1895
Villes de plus de 100.000 h.	+ 3.703.095	+ 111,29	7,36	13,58
20.000 à 100.000.	+ 1.228.807	+ 29,62	9,17	10,39
5.000 à 20.000...	+ 1.379.148	+ 24,22	12,59	13,66
2.000 à 5.000 ...	+ 582.738	+ 10,16	12,68	12,20
Villes	+ 6.893.788	+ 36,47	41,80	49,83
Campagne	— 345.617	— 1,31	58,20	50,17
Population totale.	+ 6.548.171	+ 14.48	100,00	100,00

Donc dès aujourd'hui la ville est par sa population aussi forte que la campagne, abstraction faite de sa supériorité économique, intellectuelle et politique.

Mille habitants de l'Empire se répartissent d'après les occupations comme suit :

	Dans l'empire		Dans les villes		A la campagne	
	1882	1895	1882	1895	1882	1895
Agriculture	425,1	357,4	119,3	95,0	644,7	618,0
Industrie	355,1	391,2	509,3	530,0	244,4	253,4
Commerce.....	100,1	115,2	171,6	180,0	48,9	50,9
Autres occupations.	119,6	136,2	199,8	195,0	62,0	77,7

Partout l'industrie est en progrès et dans les villes la majorité de la population en vit. Dans la

campagne elle fait des progrès aux dépens de l'agriculture. C'est dans les petites villes qu'elle est la plus forte. Là elle comprend 571,9 0/00 des habitants, dans les grandes villes seulement 508,6. Dans les grandes villes le commerce est plus développé que partout ailleurs : il comprend 261,1 0/00 de la population. Cependant dans les grandes villes il a diminué depuis 1882, époque à laquelle il comptait 266,1 0/00, tandis que la proportion pour l'industrie montait dans les grandes villes de 473,4 à 508,6.

On voit combien le développement économique nous aide à vaincre les difficultés qui s'opposent à notre propagande.

Mais si Bernstein exagère sans mesure ces difficultés, il cherche à amoindrir les résultats déjà acquis de notre propagande. Il appelle l'attention sur ce point, qu'il y aurait en Allemagne 4,500,000 ouvriers adultes dans l'industrie et seulement 2,100,000 électeurs socialistes (p. 159).

Il compare là des quantités incommensurables : les *ouvriers adultes* et les *électeurs*. Tout ouvrier adulte n'est pas électeur. Parmi les 4,500,000 ouvriers adultes (plus exactement 4,475,653) il n'y a pas moins de 624,136 femmes qui, malheureusement, n'ont pas encore le droit de suffrage.

Dans l'industrie il n'y a au-dessus de 20 ans que 3,855,517 ouvriers de sexe masculin en comptant les employés. Parmi eux il en est 1,603,583 âgés de 20 à 30 ans. Nous pouvons admettre qu'environ la moitié n'ont pas 25 ans. Donc au lieu de

4,500,000 électeurs parmi les ouvriers, nous n'en trouvons que 3 millions. En outre il n'est pas juste de compter comme adversaires du socialisme les électeurs qui se sont abstenus. Si nous admettons que le nombre des abstentions dans la classe ouvrière a été aussi grand que dans le reste de la population, *nous trouvons alors que le nombre des voix obtenues par le parti socialiste allemand et le nombre des ouvriers industriels votants coïncident presque exactement.* L'hostilité que le parti socialiste rencontre encore dans quelques couches, notamment parmi les ouvriers catholiques, est compensée par les renforts qui nous viennent d'autres couches prolétariennes.

Lorsque Bernstein déclare : « *Plus que la moitié* des ouvriers industriels de l'Allemagne sont encore actuellement, vis-à-vis de la social-démocratie, ou bien indifférents et incompréhensifs, ou bien nettement hostiles, » ce pessimisme repose par bonheur sur une erreur de calcul, une erreur qui rappelle celle qu'il commet quelques pages plus haut, quand il parle de plus d'une centaine de mille entreprises occupant plus de 20 personnes qu'un régime socialiste aurait à nationaliser, problème bien difficile à résoudre. Nous avons vu que le nombre de ces industries ne s'élève pas dans tout l'Empire à 49,000.

Lorsque le parti socialiste allemand jette un regard sur les résultats obtenus aux élections, il n'a pas le moindre motif d'envisager les choses avec pessimisme. Un parti qui, il y a 30 ans, absolument nul, est devenu aujourd'hui le plus fort

de l'Empire ; un parti qui se recrute déjà dans les trois quarts de la nation, et demain dans une fraction toujours plus grande ; qui, n'ayant besoin d'être soutenu que par une seule grande classe, possède une homogénéité et une unité dont aucun autre parti n'est capable, et qui dans sa propagande et son organisation est puissamment aidé par le développement économique — un tel parti n'a pas besoin de reculer le moment où il arrivera au pouvoir, jusqu'à un avenir si lointain que dans la pratique on peut n'en tenir aucun compte.

Ce parti qui est devenu en l'espace de 30 ans le plus fort des partis politiques, peut dans l'espace de 30 autres années devenir le parti au pouvoir, peut-être même auparavant.

Oui, peut-être même auparavant. Mais n'est-ce pas là précisément que réside le plus grand danger pour le parti socialiste ? S'il parvenait demain à la direction des affaires, ne serait-il pas condamné à échouer piteusement ? Bernstein n'estime pas encore la classe ouvrière comme assez développée pour se charger du pouvoir politique. « *Seuls des littérateurs, qui n'ont jamais* vécu dans le vrai *mouvement ouvrier*, pourront avoir là-dessus une appréciation différente... Nous avons à prendre les ouvriers tels qu'ils sont. Et ils ne sont ni aussi généralement tombés dans le paupérisme comme le prévoyait le Manifeste communiste ni aussi exempts de préjugés et de défauts que nous le voudraient faire croire leurs *adulateurs* » (p. 298). *Trad. Cohen.*

Ces phrases ne laissent rien à désirer sous la

rapport de l'énergie. Malheureusement je ne suis pas en état d'y répondre d'une façon si péremptoire.

Tout d'abord je dois avouer à ma honte qu'avant la brochure de Bernstein, je n'avais jamais beaucoup pensé à la catastrophe qui nous menace, si nous arrivons tout de suite au pouvoir. Le danger, que nous pourrions demain nous réveiller dictateurs de l'Allemagne, fut toujours le moindre de mes soucis.

Même maintenant que Bernstein m'a fait réfléchir à ce sujet, je ne puis malgré mes efforts arriver à porter un jugement irrévocable et je ne puis qu'émettre des présomptions. Nous n'en sommes malheureusement pas encore là, que nous puissions soumettre les différentes classes à un examen de maturité pour leur délivrer ou leur refuser ensuite, selon le cas, un certificat de maturité politique et d'aptitude gouvernementale. Le seul examen dont le certificat ait une valeur dans l'histoire, c'est la pratique, l'expérience.

Nous n'avons, il est vrai, aucune garantie que le parti socialiste pourrait se maintenir en possession du pouvoir, s'il y était porté dès demain par un subit ouragan politique. Peut-être que tôt ou tard les rênes de l'Etat lui échapperaient ou lui seraient arrachées commme il arriva aux classes démocratiques lors de la révolution anglaise du XVIIe siècle et lors de la Révolution française. Mais quel est le remède préventif à cette victoire prématurée ? Il n'en est qu'un : la dissolution du parti socialiste. Un parti qui existe doit lutter, et lutter

signifie combattre pour la victoire. Et qui combat pour la victoire, doit toujours compter avec l'éventualité qu'il pourrait bien rester vainqueur.

Si nous voulons donc être certains que le pouvoir ne nous échoie pas en partage prématurément, nous n'avons qu'à nous coucher et dormir.

C'est ce que Bernstein lui-même n'acceptera pas, et c'est ainsi qu'une triste fatalité nous force à continuer la lutte sous le poids de l'écrasante inquiétude que nous pourrions bien voir notre victoire avant de mourir.

Mais le prolétariat est-il bien réellement si loin de la maturité politique que seuls des littérateurs qui ne connaissent pas l'ouvrier puissent être d'une autre opinion ? Quelles preuves en fournit Bernstein ?

Premièrement, tous les ouvriers à qui il en a parlé, sont du même avis. Ceci prouve simplement qu'ils sont modestes et qu'ils s'exagèrent la sagesse avec laquelle le monde est gouverné.

Deuxièmement, les ouvriers ne sont pas si exempts de préjugés et de défauts que leurs adulateurs voudraient nous le faire croire. Pour échapper au soupçon d'une si vénale flagornerie, je me hâte de remarquer que je suis complètement d'accord avec Bernstein sur ce point. Mais il n'est point question ici d'un prix de vertu, il s'agit de la maturité politique. Bernstein prétendra-t-il que les classes dirigeantes d'aujourd'hui soient « si exemptes de préjugés et de de défauts » ?

Nous n'avons pas à juger les prolétaires d'après un idéal quelconque de perfection : nous n'avons

qu'à les comparer aux autres classes. Cette comparaison sera-t-elle si défavorable à la classe ouvrière ?

D'ailleurs si le prolétariat était encore réellement si loin de la maturité politique, il découlerait de ce fait des conséquences assez désagréables à Bernstein.

Même celui qui ne veut point faire sa cour aux ouvriers concédera qu'aujourd'hui déjà ils se montrent supérieurs politiquement aux autres grandes couches démocratiques de la société, aux petits bourgeois, aux petits agriculteurs. Si malgré cette supériorité ils sont encore incapables de gouverner, ces deux classes le sont aussi. Mais qu'advient-il alors de la démocratie, qu'advient-il du self-gouvernement, si la grande masse du peuple en est incapable ?

Si Bernstein a raison, alors non seulement la souveraineté du prolétariat, mais encore la souveraineté du suffrage universel est un non-sens. Qu'on en finisse donc avec la démocratie, que la bourgeoisie soit seule au pouvoir pour nous assurer le progrès de la civilisation, et qu'on édifie bien vite le rempart du cens électoral contre les Vandales modernes !

Naturellement pas pour toujours, mais seulement jusqu'au jour où le prolétariat aura atteint la maturité voulue. C'est une semblable promesse que nous ont constamment faite les adversaires du suffrage universel.

Une démocratie progressiste n'est désormais possible dans un pays industriel qu'en tant que dé-

mocratie prolétarienne. De là la décadence de la démocratie bourgeoise.

Lorsque chez les démocrates bourgeois l'emporte la crainte de la domination du prolétariat, ils renoncent à leurs idées démocratiques d'autrefois. S'ils tiennent à conserver la démocratie progressiste, ils doivent se familiariser avec l'idée de la souveraineté du prolétariat. C'est démolir de la main gauche ce que la droite édifie, que de répandre la crainte de la suprématie du prolétariat quand on veut maintenir ou même étendre les droits politiques des classes populaires. L'idée démocratique ne peut acquérir une nouvelle puissance de propagande qu'en admettant la nécessité de la souveraineté du prolétariat ainsi que sa maturité politique.

Compare-t-on, maintenant, le prolétariat non plus à un étalon idéal, mais aux autres classes, on trouve alors que ses aptitudes politiques peuvent hardiment soutenir la comparaison avec non seulement celles des petits bourgeois et des petits agriculteurs, mais encore avec celles de la bourgeoisie.

Jetons les regards sur les Parlements, les municipalités, les Caisses de secours mutuels où règnent exclusivement la bourgeoisie et ses employés : nous n'y trouvons que stagnation, corruption, impuissance. Dès que le parti socialiste y pénètre, une nouvelle vie s'éveille : il apporte l'initiative, l'honnêteté, la force et les principes, et par sa concurrence régénère même ses adversaires. Dans toutes les positions importantes dont le parti socialiste

s'est emparé dans les dix et même dans les vingt années, il a su se maintenir, il a su se montrer supérieur à ses adversaires en activité utile et effective. Dans toute organisation dont il a conquis la direction il s'est montré à la hauteur des circonstances. Que Bernstein nous montre donc un seul cas où le parti socialiste se soit montré inférieur à sa tâche politique. — Et voilà ce qu'a pu faire seul, réduit à ses propres ressources, le parti des pauvres et des ignorants. Quelle raison avons-nous d'admettre qu'il échouerait forcément, si toute la puissance économique et intellectuelle de l'Etat était mise à sa disposition ?

A dire vrai, Bernstein trouve que nous pouvons nous réjouir « de la grande somme d'intelligence, d'abnégation et d'activité que le mouvement ouvrier moderne a en partie révélée, en partie engendrée, mais, ajoute-t-il, ne reportons pas, sans discernement, sur la masse, sur les millions, ce qui sans contredit se peut dire de l'élite — mettons de quelques centaines de mille. » (p. 303.)

Mais remarquons qu'on n'a jamais vu la totalité des membres d'une classe prendre part aux luttes sociales. Partout nous ne trouvons combattant au premier rang qu'une élite dont les aptitudes politiques témoignent de l'état de maturité de parti. Dans chaque classe la masse suit en partie l'élite, sans faire preuve d'initiative, et en partie s'abstient de prendre part au combat. La souveraineté politique du prolétariat ne signifie donc en fait que la souveraineté de son élite — comme nous le voyons pour la bourgeoisie, pour la noblesse, pour toute

classe dirigeante. Et il ne faut pas s'attendre à ce que le parti socialiste parvienne au pouvoir avant que cette élite, unie aux masses qui la suivent, soit devenue assez forte pour le conquérir.

Non, nous n'avons absolument aucune raison d'admettre que le parti socialiste échouerait fatalement si demain des événements, qu'il est impossible de prévoir et qui ne sont guère probables, lui donnaient la majorité au parlement dans un des pays avancés de l'Europe et le portait au pouvoir.

Et que signifie le mot *échouer?* Tous les progrès de la bourgeoisie ne se sont-ils pas réalisés dans des révolutions qui, en apparence, ont échoué, depuis la révolution d'Angleterre au milieu du XVII[e] siècle jusqu'à la révolution européenne au milieu du XIX[e]? En fait la bourgeoisie n'a pu conserver le monopole du pouvoir dans aucune de ces révolutions. Et cependant chacune produisit un puissant mouvement en avant, chacune fit écrouler un bon nombre d'institutions vermoulues, qui ne peuvent depuis être réédifiées, chaque révolution ouvrit tant de nouvelles voies à l'évolution sociale qu'après son échec apparent elle laissa la société à un degré plus élevé de développement. Voudrait-on, pourrait-on regretter qu'une seule de ces révolutions « prématurées, manquées » se fût produite? Et peut-on imaginer qu'une de ces révolutions ait pu être ajournée jusqu'au moment où les classes démocratiques aient eu plus de maturité politique?

Mais s'il est absurde de parler de l'ajournement d'un événement historique, que signifient donc les

cris de Cassandre au sujet du défaut de maturité politique du prolétariat ?

Ce n'est pas nous qui dirigeons l'évolution historique. Elle dépend de facteurs bien plus puissants que les partis et leurs désirs. L'évolution du prolétariat est-elle assez avancée, pour qu'il se charge du pouvoir ? Aura-t-il les aptitudes politiques nécessaires le jour où il conquerra le pouvoir ? Sera-t-il à la hauteur de la tâche immense qui lui sera alors dévolue ? Ses victoires seront-elles interrompues par des défaites ? L'évolution politique prochaine sera-t-elle lente ou rapide ? — Qui pourrait répondre à ces questions ? Mais alors, si l'on ne peut donner de réponse à ces questions, à quoi bon subtiliser sur la maturité du prolétariat ; et ce n'est pas en suspectant ceux qui ne proclament pas d'un ton péremptoire l'impuissance du prolétariat, qu'on élèvera le niveau de celui-ci.

Notre devoir ne consiste pas à décourager le prolétariat au milieu du combat en dénigrant sans raison ses facultés politiques. Il consiste bien plutôt à demander le plus possible aux facultés politiques du prolétariat et par suite à mettre tout en œuvre pour les accroître de sorte que toujours sa capacité productrice soit à son plus haut degré.

Pour remplir cette tâche, nous n'avons pas seulement à organiser le prolétariat et à l'aider à obtenir de meilleures conditions de vie et de travail. Nous devons en outre faire que le prolétariat jette le regard au-delà du cercle de ses intérêts professionnels du moment, et qu'il reconnaisse la

grande connexité entre tous les intérêts des prolétaires et les intérêts de la société en général. Nous devons encore par la hauteur du but visé l'élever à une vie intellectuelle plus haute, le placer au-dessus de la besogne journalière indispensable et que la vie exige assez impérieusement d'elle-même sans qu'il soit besoin d'y insister.

Veillons à ce que la micromanie ne dégrade pas le prolétariat et son but, à ce qu'une politique au jour le jour ne prenne pas la place d'une politique guidée par des principes et sachant prévoir, veillons en un mot à ce que la fade banalité ne chasse l'idéalisme, à ce que le prolétariat reste toujours conscient de la grande mission historique qui lui est échue.

Si nous déployons toutes nos forces dans ce sens, nous aurons rempli notre devoir de socialistes : le succès de notre œuvre dépend de facteurs dont nous ne disposons pas..

FIN

TABLE DES MATIÈRES

Préface de l'édition française V
Préface de l'édition allemande XXV
Introduction 1

I. — **La Méthode** 13

a) Conception matérialiste de l'histoire . . . 13
b) La Dialectique 42
c) La Valeur 71

II. — **Le Programme** 85

a) La théorie de l'écroulement et la société capitaliste 85
b) Grande exploitation et petite exploitation. 98
c) Accroissement du nombre des possédants 153
d) Les Sociétés anonymes 187
e) L'utilisation de la plus-value 198
f) La théorie de la misère grandissante . . . 217
g) La nouvelle classe moyenne 242
h) La théorie des crises 255
i) Le programme socialiste 285

III. — **La Tactique** . . . .
a) Lutte politique et lutte économique. . . . 297
b) Notre politique sera-t-elle indépendante ou non? 309
c) Nous est-il permis de triompher?. 341

Imprimerie Générale de Châtillon-sur-Seine. — A. Pichat

A LA MÊME LIBRAIRIE

BIBLIOTHÈQUE SOCIOLOGIQUE

Imprimerie Générale de Châtillon-s-Seine. — A. Pichat.


UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA
3 0112 084203204